LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

1er AVRIL 1949

LE NUMÉRO — 192 PAGES — 130 francs

15, rue de l'Université - PARIS

LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT :

France métropolitaine et Union française, six mois... **1.500 fr.**
Étranger, six mois (12 numéros)............ **2.300 fr. français.**
Étranger, un an (24 numéros)............... **4.500 fr. français.**

On s'abonne aux bureaux de **La Revue**, chez les libraires, ainsi que par correspondance adressée 15, rue de l'Université, Paris (7e).

Dans ce dernier cas, prière d'envoyer le montant de l'abonnement par mandat, par chèque postal Paris 5888-40, ou par chèque bancaire au nom de **La Revue**.

Pour tout changement d adresse, prière d'envoyer la somme de 20 francs en timbres-poste, ainsi qu'une ancienne étiquette. Pour toute demande de renseignements, prière de joindre un timbre pour la réponse.

Conformément aux usages actuels, seuls les textes dactylographiés, avec interlignes, seront examinés. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

LES LIVRES

***GREG LE LIBERATEUR*, par Roger Chauviré. 1 vol. in-16. Flammarion.**

Tous les lecteurs de *La Revue* se rappellent *Greg le Libérateur*, publié l'année dernière, ce roman dramatique et pathétique, aux scènes violentes et hautes en couleurs, dont tous les épisodes sont enveloppés d'une atmosphère de conspiration. Roger Chauviré, qui a vécu de longues années en Irlande et en connaît à merveille les villes, les paysages, les choses, les gens, l'air et l'âme, y fait revivre la guerre civile qui, en 1923, déchira le pays et aboutit à la constitution d'un gouvernement irlandais autonome. Les insurgés deviennent maîtres de Dublin, les Britanniques engagent des pourparlers et voilà les chefs de l'insurrection au pouvoir. Mais aussitôt la discorde éclate parmi eux, entre les opportunistes qui s'accommodent de ce qui est possible et veulent s'en tenir là, et les outranciers, les fanatiques, dominés par leurs principes intransigeants. Et la guerre civile recommence entre les ex-insurgés au pouvoir et les autres, aussi atroce que naguère entre patriotes et Britanniques. L'auteur a remarquablement peint, en face des irréductibles, la métamorphose des nouveaux dirigeants qui désormais utilisent la police et la force armée contre leurs adversaires, de la même manière que leurs ennemis d'hier en usaient contre eux. Que de saisissantes figures dessinées avec un art vigoureux et évocateur : Greg Molony, devenu du jour au lendemain chef du nouvel Etat, et ses camarades, ministres eux aussi ; et, s'opposant à eux, Joe Kavanagh, dur fanatique, ou Jerry Mac Guirk. Et voici les policiers, le colonel Walsh et le jeune Phelan, dont on ne sait au juste quel rôle ils jouent. Les Anglais ne sont pas moins bien dépeints, tels lord James Beauchamp, commandant en chef, haute silhouette de gentleman britannique, ou Malcom Stewart, financier habile, fin, retors, misant sur deux tableaux : Dublin et Londres. A côté de tant d'incidents tragiques, une note comique se fait entendre quand le romancier décrit les séances de l'Assemblée et montre les artifices — qui sont de tous les pays — dont un orateur use pour désorienter ses adversaires, ainsi que les variations de son opinion.

CARNETS

Gabriel Hanotaux a laissé des carnets écrits au jour le jour depuis 1892; il y notait les scènes dont il était le témoin, les entretiens qu'il avait avec les personnalités dirigeantes françaises et étrangères; il m'a laissé le soin de publier les parties qui peuvent être livrées au public; j'en donne ici un extrait relatif aux grands événements de 1893 *et* 1895 *et à des hommes politiques qui ont joué en ce temps un rôle important.*

GABRIEL LOUIS JARAY.

LA MORT DE JULES FERRY

18 mars 1893, 10 h. du soir.

JE rouvre ce cahier, après quatre mois, quatre mois tristes, pour y inscrire la mort de Jules Ferry. Je terminais ma besogne quotidienne au ministère. Un employé vint me dire : « Monsieur, on vous téléphone que M. Jules Ferry est mort. » Je descendis à la hâte, pris un fiacre et allai rue Bayard. On me confirma la triste nouvelle. Je montai à l'appartement de Charles Ferry. Il y avait là Develle, venu déjà, et J. Reinach. Charles était très abattu. Il racontait avec des plaintes demi-étouffées le réveil de la nuit précédente. Jules, pris d'oppression, le faisant venir. « Il se plaignait, disait : « Charles, Charles, j'étouffe ; il faut m'enlever cela, il faut me tirer de là. » Les médecins arrivèrent vers quatre heures du matin. La morphine réussit. Il fut calmé et tomba dans une sorte de coma. Vers neuf heures, il se réveille beaucoup mieux. Mme Ferry, très vaillante, attentive à tout, ne le quittait pas. Il parla de son prompt rétablissement, se demandant s'il pourrait continuer à présider le Sénat. Il se rendormit. La crise reprit vers quatre heures. Charles Ferry alla chercher le docteur Potain. Quand il revint à six heures et demie, son frère était mort. Nous restâmes quelque temps. Les

autres partirent. Charles nous retint et me demanda de l'accompagner demain matin, pour faire la déclaration à la mairie. « Vous avez été avec lui aux Affaires étrangères, dit-il ; il vous aimait beaucoup. Venez avec moi. »

Les journaux diront de lui demain tout ce que tout le monde en sait. Seuls, ceux qui l'ont approché savent que c'était une âme très tendre et très simple ; c'est souvent ce qui caractérise les hommes courageux ; et le courage, personne ne le lui a jamais contesté. Sa qualité maîtresse était la ténacité. Il avait l'intelligence un peu lente, et la résolution comme hésitante. Mais quand il avait pris un parti, il s'y tenait invinciblement. C'était là sa vraie force. Il avait aussi une grande chaleur d'âme qui tenait à son courage. Son talent, plutôt un peu rocailleux, s'était purifié avec l'âge. Il n'a rien fait de supérieur à ses dernières lettres et à ses derniers discours. Ce vaillant était devenu un sage. Develle me lisait, il y a quelques jours, une admirable lettre que Ferry lui avait écrite, au fort de la crise boulangiste, pour la mettre sous les yeux de Freycinet. Il n'y a rien de plus fort, comme mépris hautain, comme vigueur et comme clairvoyance politique. J'ai aussi de bien curieuses lettres de lui.

L'histoire du Tonkin est à refaire. Ferry m'a donné son livre : *Le Tonkin et la mère patrie,* avec cette dédicace : « A mon cher ami Hanotaux, pour servir à l'histoire qu'il doit écrire. » Je comptais lui porter, d'ici quinze jours, le premier exemplaire de mon *Richelieu.* C'est un bien grand regret pour moi de n'avoir pu le remettre ni à lui, ni à Taine.

Pour en revenir au Tonkin, j'ai la copie de toutes les dépêches échangées avec la Chine, pendant la guerre. On y verra combien les rôles respectifs de Courbet et de Ferry ont été travestis par la presse. Peut-être un jour pourrai-je raconter tout cela... et les longues promenades à deux dans les Vosges, en l'été de l'année 1884, avec toutes les inquiétudes et les tourments de ces événements qui se déroulaient si loin... ; et la journée de Langson, Lewal téléphonant le dimanche à cinq heures du matin, mon valet de chambre venant me prévenir, et Ferry en caleçon, apprenant la triste nouvelle... et la cohue des gens accourant : les amis désolés, les lâcheurs préparant leur évolution, les spéculateurs comme D... et L. R... préparant leur coup de Bourse. Que tout cela est loin !

Il y a quinze jours, lors de son élection à la présidence du Sénat, j'allais le voir. Il était très calme, ému et avait assez mauvais visage. Je lui dis : « C'est la revanche de Langson. » C'est le mot qui pouvait lui être le plus sensible ; il éveillait en nous tant de souvenirs. Je l'ai vu, une fois, depuis, très affairé, encombré de délégations, de visites, ne s'appartenant plus. On revenait vers lui, et tout le monde, maintenant, lui était resté fidèle. C'est bien heureux pour notre génération qu'on lui ait accordé ces quinze derniers jours et qu'il ne soit pas mort dans cette disgrâce qui, finalement, n'atteint que ceux qui la lui ont infligée. Je l'ai entendu dire, il y a environ un mois, avant son élection à la présidence du Sénat : « On est trop dur pour Clemenceau. Nous ne devons pas oublier qu'une solidarité nous unit. » L'homme qui lui a fait le plus de mal !

Je dois dire ici que le Dr Worms m'a toujours dit depuis cinq ans que Ferry mourrait de la balle qu'a tirée sur lui le fou. Le docteur affirmait que la balle, sans pénétrer dans les chairs, avait fait coup de poing et affaissé la cavité thoracique. Depuis lors, paraît-il, le cœur ne fonctionnait plus à l'aise. En tous cas, Ferry a toujours été malade. Avec sa forte constitution, il a mis cinq ans à mourir.

Pendant que je suivais les obsèques de Ferry allant vers la gare de l'Est, je pensais, à voir le grand concours de monde, ce que serait le retour par cette même gare de l'Est, de l'homme d'Etat qui aurait signé le traité rendant l'Alsace et la Lorraine à la France.

LA CHUTE DE RIBOT

1er avril 1893.

J'ai eu aujourd'hui avec Ribot une conversation intéressante. Il supporte vraiment très bien sa chute, mieux que je n'eusse pensé. Il a en lui une confiance invincible qui le soutient. Il s'est abandonné et ouvert plus que je ne l'ai jamais vu faire. Peu s'en est fallu que je ne sentisse vibrer la note tendre, ce qui est un effet dû à la prodigieuse maëstria de l'adversité. Il m'a raconté avec beaucoup de détails la séance du 10 juillet, dans laquelle le ministère a décidé les poursuites contre les députés et anciens ministres panamistes. Bourgeois prenant la parole le premier « les larmes plein les yeux » et disant qu'il ne se sentait pas la

force d'accomplir seul un pareil sacrifice, suppliant ses collègues de le décharger du fardeau ou de l'aider à en porter le poids. Loubet, assis à la droite du président Carnot, opine le premier et dit nettement qu'on ne peut reculer, que le bien de la République l'exige; puis Dupuy parle dans le même sens; puis Develle très énergiquement avec une sorte d'emballement et d'éloquence brève, qui est dans sa manière quand il sort de son silence, puis les autres sans importance ; puis Freycinet, muet, se contentant d'acquiescer d'un signe de tête ; enfin Burdeau, disant que, bien qu'il s'agisse de ses amis, il reconnaît qu'on ne peut hésiter. C'est alors que fut pris, entre tous ces hommes réunis pour cette dure besogne, l'engagement de rester unis jusqu'au bout, envers et contre tous et de tomber tous ensemble, au besoin, pour ne pas laisser peser sur une seule tête le poids de toute la responsabilité. C'est cet engagement qu'on invoque aujourd'hui... contre Develle. Mais on ne dit pas qu'en débarquant Loubet, Freycinet et Burdeau on l'a rompu une première fois.

Ribot a fait un retour sur sa vie, sur sa carrière. Il déplorait l'ingratitude de ses amis, notamment de ceux qui lui étaient les plus chers, à qui il s'était confié. « Ce sont mes amis qui me tuent, dit-il ; au milieu de tout cela, ajoute-t-il, je n'ai qu'un regret, c'est de les avoir suivis un jour et d'avoir fait, poussé par eux, une chose que je n'aurais jamais dû faire, une chose que je regrette, une chose dont je suis puni aujourd'hui, c'est d'avoir pris la parole et d'avoir déposé contre Ferry, le samedi qui précéda la nouvelle de Langson, l'ordre du jour qui prépara sa chute. J'ai eu tort, j'y ai été poussé. Je fus un instrument entre leurs mains. » L'ordre du jour fut dicté par Léon Say (qui d'ailleurs le lut au Sénat) et écrit de la main de Mézières qui, quelques jours après, le désavoua...

J'ai raconté à Ribot la contre-partie de cette séance, l'effet qu'elle fit sur Ferry et son découragement, qui l'empêcha de réagir au reçu de la dépêche. Je ne crois pas avoir écrit cela encore et je vais le faire, puisque j'en trouve l'occasion. J'habitais au ministère ; ce matin, un dimanche, mon valet de chambre vint me réveiller de très bonne heure, vers six ou sept heures, et me dit : « On sonne en bas au téléphone, dans le cabinet du ministre. » Le téléphone était d'invention récente et il n'était encore établi qu'entre les ministères, de cabinet à cabinet ; je passe un pantalon. Je descends : « *Allo ! Allo !* qui est là ?

Tiens, c'est vous, mon général. » C'était le général Lewal. « Voulez-vous dire à M. Jules Ferry de venir à l'appareil? » Je vais à sa chambre à coucher. Il ne dormait plus guère. Il se lève avec une sorte de mouchoir noué sur la nuque. (C'est ainsi que se fait l'histoire.). Il descend. Je le laisse. Après une assez longue conversation, je rentre. Il me dit la nouvelle. C'était navrant. Tout s'écroulait, et même lui. Je savais vaguement où en était la négociation avec la Chine. Je lui demandai s'il ne pouvait pas garder la nouvelle, en attendant des renseignements plus précis. Il me dit : « Ils diront encore que je suis un menteur ». C'était une allusion à Ribot, dont le discours, la veille, lui était allé au cœur... On sait le reste. Ribot m'a dit aujourd'hui : « C'est une journée que je voudrais pouvoir effacer de ma vie. » L'histoire a ses revanches.

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

13 février 1895.

La vivacité des polémiques qu'a suscitées la démission de Casimir-Perier et les « révélations » du *Journal de Rouen*, dans lesquelles je suis pris à parti, ainsi que mes collègues Dupuy et Poincaré, du cabinet Dupuy, me portent à consigner ici par écrit quelques-uns des faits importants qui ont marqué la période dans laquelle j'ai été ministre des Affaires étrangères, pendant les présidences de Carnot et de Casimir-Perier. Je pourrais ainsi, en toute bonne foi, me laver des récriminations, d'ailleurs assez contradictoires et assez futiles, qu'on voudrait faire peser sur moi et surtout raconter un certain nombre de faits intéressants pour l'histoire anecdotique et même pour la grande histoire...

J'étais directeur des affaires coloniales, assez peu satisfait de mon sort et disposé à me désintéresser de la politique active pour me consacrer tout entier à mes études historiques. La chute de Casimir-Perier, renversé de la présidence du Conseil par une majorité qui avait plutôt subi qu'accepté sa direction, m'avait été en somme pénible. Je sentais qu'au dehors la politique française était sans orientation et sans boussole. Au-dedans, la misère des événements scandaleux qui avaient ruiné le parti opportuniste, la violence stérile des radicaux, la rhétorique verbeuse

et dangereuse des socialistes enfermés dans l'étroite formule collectiviste de Jules Guesde, ne me présentaient pas plus d'attraits et n'ouvraient guère plus d'espérance. Tout paraissait livré aux plus étroites passions des politiciens ; pourquoi s'entêter à chercher dans l'action une occupation peu conforme à mes goûts ? L'étude de l'histoire avait du moins l'avantage d'être paisible.

Cependant la crise d'où le cabinet Dupuy devait sortir se prolongeait. Dupuy avait tant bien que mal composé son ministère. Il s'était entouré de jeunes gens intègres et non engagés dans les polémiques antérieures. Mais il n'avait pas de ministre des Affaires étrangères. Il avait songé à offrir ce portefeuille à Delcassé. Mais ce nom avait à peine été lancé que des protestations s'étaient produites. On le trouvait peu expérimenté, peu sûr, lié au parti colonial dont les exagérations étaient à craindre au moment où cette difficile question du Congo était posée. Plusieurs de mes amis, Poincaré, Develle, Révoil intervinrent auprès de Dupuy et lui conseillèrent de me demander mon concours. Dupuy me connaissait peu ; sa vulgarité m'avait toujours éloigné de lui, et j'appréciais mal ses réelles qualités, sa décision, sa rondeur, son coup d'œil, son savoir-faire dans le détail. Il eut l'idée, pour tout arranger, de m'envoyer Delcassé, qui vint lui-même, gravissant son calvaire, m'offrir le portefeuille de la part de Dupuy. Poincaré et Révoil m'avaient prévenu à l'avance. J'avais des raisons nombreuses de refuser. Je passai une nuit de véritable angoisse. Mais il me parut que seul, vraiment, je connaissais cette question du Congo, qu'il s'agissait, sous peine d'une véritable déchéance pour la France, de résoudre au pied levé, et le lendemain matin (j'avais demandé qu'on proposât d'abord le portefeuille à Cambon), le lendemain matin, je me résolus à prendre l'avis de quelques personnes qui me paraissaient particulièrement aptes à me donner un utile conseil.

Je vis d'abord Casimir-Perier. Il me détourna vivement d'accepter. Il me dit que la connaissance que je pouvais avoir des affaires ne serait jamais que celle d'un chef de bureau ; que mes anciens collègues du ministère, demain mes subordonnés, ne s'habitueraient pas à ce changement de position, que Nisard serait probablement obligé de quitter le ministère pour ne pas rester sous mes ordres, que les ambassadeurs et représentants

des puissances étrangères, m'ayant connu dans les grades inférieurs de la carrière, ne me considéreraient jamais comme un égal. J'allais voir aussi Develle. Son appréciation m'était connue. Il m'encouragea vivement à accepter. J'allai ensuite chez Ribot. Celui-ci me fit un accueil glacial. Il avait compté qu'on l'appellerait. L'abstention, dont il ne comprenait pas le motif, l'avait vivement froissé. Il feignit de croire que je venais le consulter après avoir pris mon parti. Les explications entre nous furent fraîches. Il ne se doutait pas que, sept mois après, ma fidélité et l'estime que j'ai toujours pour son talent et pour ses aptitudes parlementaires l'appelleraient de nouveau à la présidence du Conseil et que je serais son collègue.

Tout cela n'était guère encourageant. Cependant Dupuy, dans un entretien que j'avais eu avec lui, me pressait beaucoup. J'avais pris l'avis de Nisard qui m'avait engagé très fortement à accepter et qui m'avait promis de me rester fidèle. Ce fut lui qui me décida. M. Carnot me dit qu'il avait, depuis longtemps, la pensée de me pousser au ministère des Affaires étrangères. Il me prouva qu'il suivait avec attention les diverses étapes de ma carrière. Comme sous-directeur des Protectorats et comme directeur des Affaires commerciales, j'avais eu à lui exposer certaines affaires sur lesquelles il avait demandé des explications. Il m'avait toujours écouté avec la plus grande bienveillance et une confiance évidente. J'ai su depuis que le choix qui s'était porté sur moi lui avait été particulièrement agréable, qu'il se faisait une joie d'y avoir contribué, et que mes débuts lui avaient donné quelques satisfactions. Mme Carnot est une femme instruite, de l'esprit le plus droit et le plus éclairé, très attentive au bien public, perspicace et gardant, dans l'entière dignité de sa vie, une sorte de jeunesse vive et spontanée, très en éveil sur les choses et sur les hommes. Dans les circonstances assez rares où je l'avais rencontrée, elle m'avait montré aussi une grande bienveillance. Je m'honore beaucoup des sentiments affectueux qu'elle veut bien me témoigner encore à l'heure présente.

La conversation que j'eus avec M. Carnot leva mes dernières hésitations. Il tenait surtout à s'entourer d'hommes probes, aussi peu inféodés que possible au passé. Dans la politique étrangère, quoique peu instruit, il avait une conscience très juste de l'autorité restaurée de notre pays au dehors. Il aimait peu

l'Angleterre. Les questions coloniales l'intéressaient beaucoup. Il m'y reconnaissait quelque compétence. Il m'avait autrefois entendu parler à la Chambre et se porta garant, près de moi-même, d'une capacité de parole suffisante. Enfin j'acceptai et mon acceptation décida de la constitution du cabinet Dupuy, le 1er ou le 2 mai 1894. (1)

J'ai dit tout à l'heure ce qu'était le président du Conseil. Gros provincial, fils d'huissier de préfecture, informe et sans forme, n'ayant d'instruction que celle qui se ramasse sur les bancs du collège, épais, lourdaud, ambitieux, vaniteux, il avait, avec tout cela, des qualités rares de gouvernant, sinon d'homme d'Etat, du flair, de la rondeur, de la bonhomie, un savoir-faire d'Auvergnat, une astuce joviale, parfois jobarde, si on peut associer tous ces mots, par-dessus tout de la décision, du coup d'œil et du courage ; tapant fort et marchant vigoureusement devant lui avec une sorte de force aveugle, conforme d'ailleurs à sa nature d'hippopotame ; une foi étrange dans la fortune qui, de si bas, l'avait conduit si haut, sans qu'il eût pour ainsi dire autre chose à faire que de se laisser vivre et de s'abandonner à son heureux tempérament.

Près de lui, le plus intéressant de mes collègues était son jeune ami Poincaré, déjà ministre pour la seconde fois et qui détenait l'important portefeuille des Finances. Je l'avais vu arriver, sept ou huit ans auparavant, frais émoulu du collège, à la Chambre des Députés et j'avais pronostiqué son brillant avenir. Je m'étais attaché à lui tant pour les qualités rares et vraiment supérieures de son esprit que pour la probité de son caractère et le charme mesuré de sa relation. Très instruit des choses de droit et de la politique, esprit merveilleusement ouvert, merveilleusement prompt et d'une justesse rare, la jeunesse ne se manifestant guère en lui que par une certaine acuité nerveuse toujours en alerte et souvent en alarme et par l'inquiétude d'une ambition que la prudence lorraine rendait parfois méfiante et jalouse. Eloquence alerte et vive, aptitudes financières remarquables, courage personnel et courage politique, tout en lui faisait pressentir le parlementaire extrêmement distingué et l'homme d'Etat qu'il sera probablement un jour. J'aimais à m'appuyer sur lui et à prédire le jour voisin où il

(1) La date est inexacte, c'est le 30 mai 1894.

serait mon président du Conseil. Sa rapide fortune est un des rares exemples que fournissent les démocraties de la prompte mise en valeur des qualités individuelles et des mérites exceptionnels.

L'homme le plus intéressant du Conseil, après son chef et le ministre des Finances, était certainement le général Mercier, ministre de la Guerre. Il s'était révélé, quelque temps auparavant, comme un stratégiste remarquable, au cours des grandes manœuvres, où il avait, malgré toutes les dispositions prises et toutes les convenances de la petite guerre, battu à plates coutures le général Billot. Appelé au ministère de la Guerre par Casimir-Perier, il s'était fait remarquer par une éloquence facile et discrète, parfois même un peu apprêtée, rare chez un soldat. On avait constaté d'abord qu'il parlait très bien, pour remarquer bientôt qu'il parlait trop bien. C'était un grand homme froid comme marbre, immobile, rigide, la figure étrange, carrée et trapue, coupée par une moustache tombante et vêtue d'un casque de cheveux noirs plaqués sur le front, ridée d'une étrange façon, mais paraissant cacher dans chacune de ses rides je ne sais quel sourire narquois qui ne s'épanouissait jamais. Il nous avait inspiré tout d'abord, à Poincaré et à moi, une grande méfiance. Puis il s'était humanisé ; nous aussi. Finalement, nous étions devenus bons amis. Je ne sais pourtant si nous avons jamais bien démêlé ce qui se dissimulait derrière ce froid visage. Il a commis, dans les derniers temps de son ministère, bien des imprudences, bien des légèretés. Il m'a paru qu'il y avait dans toute sa manière un amour immodéré de la popularité... Il a trouvé moyen de se rendre ainsi, peu à peu, très impopulaire, surtout dans l'armée, et son intelligence, son incontestable mérite, la peine qu'il s'est donnée, son rôle dans le procès Dreyfus, ne l'ont en somme conduit qu'à rentrer dans le rang, comme une simple culotte de peau. Mais qui vivra verra !

Les autres ministres : Guérin, Viger, Lourties, méritent à peine d'être nommés. Barthou, jeune et brillant avocat du Midi, orateur disert et sûr — sûr de lui — devait faire capoter le Cabinet sur la première affaire sérieuse qu'il eut à traiter. Delcassé, ministre des Colonies, Auvergnat petit et noir, venu de très loin et monté par des degrés glissants jusqu'au ministère, essayait de monter encore. Félix Faure, ministre de la Marine, devait être appelé bientôt à de plus hautes destinées...

Les Conseils des ministres se tiennent à l'Elysée. Les onze ministres sont assis autour d'un tapis vert ; le président de la République au milieu, le président du Conseil en face de lui, puis les ministres par ordre des créations des ministères ; le garde des Sceaux, vice-président, à droite du président, le ministre des Affaires étrangères à gauche, le ministre des Finances à droite du président du Conseil, le ministre de la Guerre à sa gauche, les autres au bout de la table. M. Carnot nous présidait. Il écoutait attentivement, ne prenait part à la discussion que rarement, le plus souvent pour donner un avis sage, pondéré, appuyé sur quelque précédent, tout cela sans bruit, sans éclat, sans geste, avec cette raideur un peu automatique que tempérait seul un fort aimable sourire. Dupuy très rond, très cordial, plutôt pressé, coupant court à une discussion par un bon mot, un peu lancé au hasard ; Poincaré et Barthou discuteurs agressifs, parfois tracassiers et avocats ; Mercier silencieux et muet, plaçant parfois dans la discussion une réflexion le plus souvent juste ; Félix Faure bien outillé, bien renseigné, mais un peu longuet, bafouillard et entêté ; Delcassé, absolument silencieux et toujours aux écoutes, profitant de ce qu'il était le dernier pour éviter de faire connaître ses affaires sous le prétexte de l'heure tardive. En somme, ces Conseils de ministres étaient plutôt cordiaux et de belle humeur. Il y avait de la jeunesse, une sorte de confiance bon enfant, peu d'expérience, mais du courage et de l'entrain. C'était Dupuy et Poincaré qui menaient le branle.

Dès le début, j'eus à donner sur l'affaire du Congo. On la trouvera tout entière dans les cartons du ministère. Je ne la raconterai pas ici. Je ne dirai jamais par quelles angoisses j'ai passé. Il fallait parler à la Chambre sur le sujet le plus délicat, le plus grave et depuis sept ans je n'étais pas monté à la tribune. Je n'avais aucune expérience oratoire ou, pour parler plus exactement, je ne suis pas orateur. J'écrivis tout mon discours avec soin comme on fait une dépêche à un ambassadeur, pesant tous mes mots. A la Chambre, je pris le parti de le lire d'un bout à l'autre. Mais les mots portaient autrement et avaient une bien autre saveur. En séance, le succès fut énorme, mais en rentrant le soir au ministère j'eus l'impression que j'avais été trop loin et que le ton que j'avais pris à l'égard de l'Angleterre dépassait la mesure. Il y avait une certaine phrase sur la

convention anglo-congolaise du 12 mai que je déclarai « nulle et non avenue », qui fut écoutée avec stupeur par tous les timorés du Parlement. Lockroy, montant dans une tribune, dit à quelqu'un qui me l'a répété : « Vous venez d'entendre une déclaration de guerre. » Pendant huit jours, je vécus dans une véritable anxiété. Mais au fond, j'avais la confiance que l'Angleterre, regardée en face, n'insisterait pas. Peut-être ne lui avait-on pas fait entendre une parole aussi nette depuis la guerre. En somme je suis sorti de l'affaire à mon honneur et la convention du 14 août que j'eus à régler avec les plénipotentiaires belges détruisit celle du 12 mai. Cela me coûta seulement une grande tension d'esprit, quelques heures d'angoisse et beaucoup de salive.

ASSASSINAT DE CARNOT

Cette première période relativement heureuse ne devait pas durer. Elle s'acheva par la terrible catastrophe de la mort de M. Carnot.

Il y avait grande soirée chez la comtesse Greffulhe, dans l'hôtel de la rue d'Astorg. Le président de la Chambre, Casimir-Perier, quelques-uns des ministres, les ambassadeurs, lord Dufferin, Mohrenheim, tout le Paris élégant étaient là. Delna chantait. On venait de me mettre en relation avec le prince de Sagan et, entre parenthèses, nous avions eu, l'un et l'autre, cette attitude singulière de rester sans trouver un mot à nous dire ; Phipps, le ministre d'Angleterre, m'avait pris dans un coin pour me parler des questions africaines, lorsque Casimir-Perier vint à moi — il devait être environ dix heures — et, me prenant à part, il me dit : « La comtesse vous demande ; elle a quelque chose de particulier à vous dire. » Justement elle m'avait prié, quelques instants auparavant, de décorer de la Légion d'honneur le peintre espagnol La Gandara ; je crois qu'elle revient à la charge et je dis à Casimir-Perier : « Elle a la recommandation tenace, votre belle amie. » Mais il m'entraînait vers elle. Elle était près de la cheminée et, dès que je m'approchai, elle me dit à voix basse : « Je viens de recevoir une grave nouvelle. On m'assure de très bonne source que M. Carnot vient d'être blessé, à Lyon, d'un coup de couteau. L'arme n'a fait qu'effleurer ; cependant les fêtes sont interrompues et on est inquiet. » Je doutais d'abord : « Bah ! lui dis-je, ce sont des bruits qu'on fait

courir, à chaque voyage du Président. — C'est plus sérieux, reprit-elle, et j'ai là, dans mon corsage, un billet venant d'une personne sûre et qui ne me laisse aucun doute sur la réalité du fait. »

Voyant son ton sérieux, je repris plus sérieusement à mon tour en me tournant à demi vers Casimir-Perier : « En tous cas, et, quoiqu'il en soit, notre premier devoir est de nous taire. En effet, si la rumeur est vraie, il importe pour vous, M. le Président, qu'elle ne parte pas d'ici et, si elle est fausse, cela importe encore davantage. » Un invité qui arrivait du dehors vint vers la comtesse et lui dit à l'oreille que le même bruit circulait dans les cercles. Hébrard, du *Temps*, avait reçu une dépêche chez Durand où il dînait et c'est là que la première nouvelle s'était répandue dans Paris. Je demandais à la comtesse Greffulhe si elle avait le téléphone. Elle me fit monter dans son cabinet de toilette et je me mis à l'appareil. Je demandai la communication avec le ministère de l'Intérieur en disant mon nom à l'employé. Il me répondit : « Monsieur le Ministre, il est inutile d'insister. L'Intérieur ne reçoit ni ne donne aucune communication. On est en relation téléphonique constante avec Lyon. — Eh quoi ! repris-je, y a-t-il donc quelque chose de fondé dans le bruit qui circule ? — Je puis vous dire ce que je réponds par le fil, me répondit l'employé ; le fait est vrai. On est très inquiet. Il paraît que la blessure est plus grave qu'on ne l'avait cru au premier moment. »

Je laissai l'appareil ; je fis prévenir la comtesse au milieu de son salon, où l'on continuait à chanter, à rire et à causer, et je me rendis immédiatement à la place Beauvau ; il n'y avait pour ainsi dire que la rue à traverser. Je trouvai là le Garde des Sceaux Guérin, le ministre de la Marine Félix Faure, un ou deux autres personnages accourus aux nouvelles ; tout le personnel du Cabinet était sur pied, courait à travers les salons et les cabinets, affolé. On entendait sans cesse la sonnerie du téléphone et du télégraphe. Chacun entrait et sortait pour apprendre et pour raconter : « On venait de préparer un train spécial pour Mme Carnot ; elle avait déjà quitté l'Elysée. » L'idée de cette pauvre femme faisant, dans la nuit, un pareil voyage et se dirigeant vers un tel but, nous glaçait d'émotion. Par le téléphone, nous suivions, minute par minute, le drame qui se déroulait à Lyon. On eût dit que Carnot mourait dans la

pièce voisine : « Les médecins viennent d'arriver ; ils débrident la blessure ; il souffre horriblement. Les médecins désespèrent, c'est l'agonie. » Puis des détails sur l'assassin. « C'est un Italien. — Non on s'est trompé. — Oui, c'est un Italien qui s'appelle Caserio. Il refuse d'en dire davantage. » Les ministres présents à Paris arrivaient, l'un après l'autre. Casimir-Perier nous avait rejoints. M. Dupuy étant à Lyon, Guérin était notre président. Nous commençons à délibérer sur ce qu'il y avait à faire. Je rédigeai les premières dépêches aux préfets, pour annoncer l'attentat et leur prescrire les précautions à prendre. Avant tout, il fallait éviter que les populations affolées ne fissent un mauvais parti aux Italiens. Des ordres précis furent envoyés dans les départements à toutes les autorités civiles et militaires. Je télégraphiai aussi à nos agents à l'étranger.

Vers minuit et demi, on nous annonça que le Président était mort. Nous étions désormais le Gouvernement, nous devions aviser immédiatement aux mesures à prendre. Il fallait que Paris et la province, apprenant le lendemain, au réveil, la catastrophe, apprissent en même temps les dispositions prises pour assurer l'ordre et le fonctionnement régulier des institutions. Tout ce travail fut fait séance tenante ; on prépara toutes les communications au *Journal officiel* et à l'*Agence Havas*. Tout le monde était consterné, tout le monde était unanime. Nous ne rencontrâmes de difficulté que quand nous abordâmes le point le plus délicat de notre mission : fixer immédiatement la date de convocation du Congrès chargé d'élire le nouveau président. Le droit de convoquer l'Assemblée appartient au président du Sénat. Au nom de mes collègues, j'entrai en relation avec Challemel-Lacour. Il était déjà couché et, contre son habitude, de fort mauvaise humeur. J'obtins à peine de lui quelques réponses courtes et sèches : « Il n'y avait rien de pressé. Il voulait réfléchir. C'était son affaire, etc... » Enfin il se décida à venir. Le texte de la Constitution dit que le Congrès se réunit *immédiatement*. Nous avions tous hâte de céder à cette sage injonction de la loi pour éviter de prolonger inutilement la vacance du pouvoir.

Mais Challemel-Lacour voyait les choses autrement. Son âge le poussait à la temporisation. Il disait qu'il ne pouvait y avoir de mesure plus grave, qu'il convenait d'agir sans précipitation, de laisser à chacun le temps de mûrir ses décisions, qu'il fallait aussi que les convocations atteignissent les députés et les

sénateurs partis pour leurs provinces, qu'une élection pouvait être viciée par un défaut de forme, etc... Toutes ces raisons étaient bonnes ; elles nous paraissaient être inutilement dilatoires et nous n'étions pas loin d'accuser cet excellent Challemel de ne songer qu'à soigner sa propre candidature. Casimir-Perier assistait à cette scène ; il était visiblement de notre avis. Nous passâmes tous, l'un après l'autre, devant Challemel-Lacour pour essayer de le convaincre. Même le général Mercier et moi, qui n'étant pas parlementaires n'avions pris aucune part à la discussion, nous revînmes à la charge, et l'un au nom de l'armée, l'autre au nom des intérêts extérieurs, nous lui demandâmes de renoncer à son parti-pris de retarder l'élection. Ne perdant rien de son flegme désagréable, ni de sa pure langue classique, la belle barbe blanche nous répondit avec une correction parfaite : « Vos arguments, Messieurs, me touchent, mais ne m'ébranlent pas. » Enfin de guerre lasse, et satisfait d'avoir obtenu de lui le sacrifice de vingt-quatre heures, nous nous inclinâmes devant sa volonté et il fut décidé que le congrès se réunirait tel jour prochain. Pendant ce temps, Dupuy quittait Lyon en grande hâte et, laissant le corps du Président défunt, venait à toute vapeur, pour prendre la direction d'où dépendait l'avenir de ses propres ambitions. Il rencontra Mme Carnot à mi-chemin et put à peine échanger quelques mots et lui apprendre la triste nouvelle.

Pour nous, toutes les décisions prises, nous nous quittâmes brisés de fatigue et d'émotion dans le Paris blafard et vide qui ne se doutait pas encore de l'étrange catastrophe qu'il allait apprendre à son réveil.

CONVERSATION AVEC CASIMIR-PERIER

10 mars 1895.

Hier, j'ai vu Casimir-Perier pour la première fois depuis sa démission et comme il m'a été répété qu'il écrivait toutes les conversations que l'on avait avec lui, je vais écrire ce que nous nous sommes dit ; si un jour il publie son récit ce sera curieux de comparer son papier au mien.

Dupuy et Poincaré avaient été le voir dès son retour de Beaulieu. Comme je ne voulais pas être en reste de politesse,

je lui ai fait demander par Bourqueney s'il lui était agréable de me recevoir. Rendez-vous pris, je suis allé sur les cinq heures et demie, rue Nitot. Il était seul dans son cabinet. J'ai mis moi-même la conversation sur le sujet délicat : « Je désirais vous voir. Il a circulé tant de bruits ; on a tenu tant de propos ; on a tant parlé par insinuation que j'avais grande envie de savoir si, vraiment, vous voyez les choses ainsi qu'on l'affirme, et si ce sont bien vos sentiments qui ont été exprimés par ceux qui semblent autorisés à parler en votre nom. J'ai recherché d'autant plus sincèrement cette explication que, si les faits allégués peuvent être exacts en partie, du moins je suis assuré de mes intentions. »

Réponse nerveuse, et préparée : « On m'a fait parler, on n'a pas dit tout ce que je pensais. Dans l'article du *Journal de Rouen* notamment — publication que j'ai regrettée — on a donné aux questions de personne une importance beaucoup plus grande que celle qu'elles ont eue dans mes déterminations : en réalité des questions d'ordre politique générale ont été d'un poids décisif et on les a à peine mentionnées. Quoiqu'il en soit, je ne me cache pas d'avoir dit que j'avais eu à me plaindre de mes ministres. Vous dites que vos intentions étaient pures ; mais les faits sont là. Si M. Dupuy ne m'a pas communiqué les rapports des préfets, si M. Poincaré a déposé son projet de budget sans me demander une signature, si le général Mercier a renvoyé 80.000 hommes de la classe la plus ancienne sans m'en informer, si vous-même m'avez refusé la communication des dépêches, ce sont là des faits, des faits qui m'autorisent à penser qu'il y avait contre moi des conspirations et je n'ai pas à scruter les intentions.

— Admettons les faits, lui ai-je répondu, et en ce qui concerne ceux qui me touchent, je les examinerai tout à l'heure, admettons les faits : sur quel principe, dans quel intérêt, pour quel but pensez-vous qu'une conspiration ait été tramée contre vous par des ministres que vous aviez choisis et qui ne pouvaient penser assurément que les circonstances vous amèneraient à donner votre démission ? Vous voudrez bien reconnaître que ceux dont vous citez les noms ne sont pas tous inintelligents. Eh bien ! quel mobile leur supposez-vous ? Où cette conduite préméditée pouvait-elle les conduire ? Je parlerai encore pour mon propre compte : vous n'ignorez pas la passion avec laquelle j'ai travaillé

pour votre élection à la présidence. J'ai dit nettement à Dupuy — et cela vous le savez également — que sa candidature était déplorable ; j'ai fait campagne contre lui. Avant votre élection, avant votre ministère, j'étais votre ami ; la politique que vous affirmiez se réclamait de celle de Gambetta et de Jules Ferry qui m'ont trouvé fidèle jusqu'à la mort. Que pouvais-je gagner à vous voir disparaître ? Et comment même aurai-je pu concevoir l'idée que vous disparaîtriez si vite ?

— Mettons qu'il n'y avait pas conspiration contre mon maintien à la présidence ; il y avait conspiration contre mon autorité. On m'accusait, de toutes parts, de vouloir exercer une autorité particulière, une expérience directe des affaires. J'étais le chef d'un grand parti; je désirais marquer de mon empreinte les actes de mon gouvernement ; c'est contre cela que vous vous êtes insurgés individuellement et collectivement. Vous, par exemple, vous connaissiez ma compétence en matières étrangères ; vous ne m'avez pas communiqué les dépêches, alors que je vous les demandais. De là, entre nous, le conflit dont je me plains, conflit dans lequel votre rôle était facile, car si j'essayais de vous forcer la main, vous vous retiriez en criant au pouvoir personnel.

— Je répondrai maintenant sur la question de fait et je mettrai les choses au point. Dans les premiers jours de votre présidence (c'était encore au Quai d'Orsay), vous m'avez pris dans une embrasure; vous m'avez dit que je serais le ministre des Affaires étrangères de votre septennat, que vous comptiez sur moi et, après un certain nombre de choses très flatteuses, vous m'avez demandé de vous donner communication des dépêches : je vous ai répondu que cela ne se faisait pas du temps de M. Carnot et vous en êtes convenu. J'ai ajouté que j'avais en cette matière une responsabilité particulière attendu que, ministre non parlementaire, je devais craindre d'innover et m'appliquer à suivre les traces de mes prédécesseurs ; j'ai dit en outre que la communication des dépêches à l'Elysée causerait un grand retard dans le travail déjà si lent du Quai d'Orsay ; j'ai fait observer que, si j'étais assuré de la discrétion des agents du ministère, le contrôle m'échappait en ce qui concernait votre entourage personnel, et enfin je vous ai rappelé qu'un service de communication de dépêches, qui existait du temps de M. Grévy, avait été supprimé par M. Jules Ferry à la suite d'indiscrétions graves qui s'étaient

produites avec l'intention de nuire à la politique du Cabinet... Mais une fois ces observations faites, j'ai ajouté que j'étais disposé à vous communiquer spontanément tous les documents de quelque importance qui viendraient entre mes mains ; j'ai promis de ne rien faire de grave sans solliciter vos conseils. Bien plus, je vous ai dit immédiatement que j'allais mettre à l'étude un système de communication tel que le travail des bureaux ne pût en souffrir. Or, j'affirme que toutes les dépêches importantes vous ont été communiquées soit au Conseil, soit hors du Conseil ; vous n'ignorez pas que j'ai organisé, le premier, un système de copies autographiées qui vous étaient destinées, service qui a fonctionné régulièrement jusqu'à votre départ de l'Elysée. Vous savez en outre, que, dans les derniers temps, je vous ai dit spontanément que je désirais encore améliorer ce service et je me préparais en effet à le faire quand vous vous en êtes allé. Tout cela n'indique pas un grand mauvais vouloir.

Discussion minutieuse sur le plus ou moins de rapidité dans les communications. Mais rien de sérieux au fond. Incident du retard dans la communication d'une dépêche de M. de Reverseaux, ambassadeur en Espagne. Ce retard, s'il s'est produit, vient de son ancien chef de cabinet Paléologue.

— Quoiqu'il en soit, rien de tout cela ne constitue un parti pris évident. Je puis affirmer en outre que ce parti pris n'existait pas, que je n'en ai jamais parlé à mes collègues, ce qui prouve que la conspiration existait moins encore. — Aucune allusion à un oubli dans une affaire de quelque importance, par exemple à la question de Madagascar dont il avait parlé cependant dans un entretien particulier. C'est moi, au contraire, qui ai évoqué deux souvenirs qu'il n'a pas niés. — Vous dites, lui ai-je fait observer, que vous n'aviez aucune autorité sur la direction des affaires politiques, que même vous n'en aviez pas connaissance. Je fais appel à vos souvenirs sur deux points : quand M. Moret (1) est venu à Paris, j'ai eu avec lui un certain nombre de conversations importantes que j'ai moi-même rédigées aussitôt. C'était là des documents qui, à la rigueur, échappaient au caractère officiel, ce n'étaient pas des dépêches. J'aurais pu les garder par devers moi. N'est-il pas vrai cependant que je vous ai communiqué sans retard mes propres rédactions ? Autre point plus impor-

(1) Ministre du gouvernement espagnol.

tant encore : pendant tout l'été dernier, j'avais négocié avec M. Phipps en vue d'aboutir à un règlement général des affaires africaines entre la France et l'Angleterre. J'avais mené les choses à un point tel qu'un accord était possible, à condition que nous consentissions à imposer un temps d'arrêt à notre politique d'expansion dans le Bahr-el-Ghazal. Les avantages de l'arrangement pour nous étaient considérables ; nous ne les retrouverons jamais. Or, au Conseil, sur un exposé de quelques minutes, vous avez, d'accord avec M. Delcassé, pris nettement attitude contre les propositions que je soumettais au gouvernement. Vous avez, en quelques mots, rejeté le travail de plusieurs mois. Je crois encore aujourd'hui que c'est une faute que vous avez commise, je crois que vous aviez une vue insuffisante des nécessités de notre politique africaine ; j'ai su depuis que M. Delcassé vous avait prévenu sur la question ; vous avez voulu faire acte d'autorité ; vous l'avez fait ; je me suis incliné ; j'aurais pu protester, partir, faire claquer la porte ; c'était peut-être mon devoir de résister, je ne l'ai pas fait... et peut-être ai-je eu tort. Vous ne pouvez dire cependant qu'on n'ait eu pour vous aucune déférence et qu'on ait conspiré contre votre autorité.

Je crois qu'il ne s'attendait pas à ce souvenir. Mais je l'avais sur le cœur et, puisque l'occasion s'en présentait, je n'étais pas fâché de lui dire ma façon de penser.

Sur ce ton, les explications n'avaient rien de particulièrement cordial. Dans une phrase incidente il fit allusion à « ceux dont il avait pu suspecter la loyauté ». J'ai repris vivement la phrase et je lui ai demandé s'il me comptait parmi ceux-là. A ce moment, nous nous regardions dans les yeux. Je dois dire qu'il a immédiatement repris l'expression, en disant qu'elle ne pouvait s'appliquer à moi, qu'au contraire « j'étais de ceux pour lesquels il avait gardé une entière estime », etc... La conversation n'aboutissait pas et ne pouvait pas aboutir.

J'ai résumé pour moi le point de vue auquel j'envisageai l'incident dans les termes suivants : « Suspecter les intentions et les sentiments, vous ne pouvez le faire, et je suis venu ici pour vous dire ce dont vous n'auriez jamais douté, si on ne s'était appliqué à vous cacher la vérité et à jeter le soupçon dans votre âme. Mais je reconnaîtrai, si vous le voulez, qu'il y a un malentendu, un malentendu politique très grave entre vous et nous. Cela vient de deux fautes : la première est d'avoir gardé les ministres

de M. Carnot. Nous avions des habitudes de travail, des mœurs politiques, un état d'esprit au sujet des relations de président à ministres, qui était tout différent de la conception que vous vous faisiez de ces mêmes rapports : eh bien ! il ne fallait pas nous garder. — C'est vrai, dit-il, j'ai commis là une grande faute et je me le suis souvent reproché. — En outre, puisque vous nous gardiez, il fallait vous expliquer et dire ce que vous attendiez de nous. Vous ne l'avez pas fait. Nous avons tous vécu sur ce malentendu : de là l'issue fatale et les récriminations tardives. — Oh ! dit-il, si je l'avais fait, vous auriez, comme Poincaré, crié au « pouvoir personnel ». Cela prouve d'ailleurs, a-t-il ajouté, la vérité de la thèse que je soutiendrai, quand l'heure sera venue, qu'il ne faut pas porter à la présidence de la République un chef de parti, mais un neutre. »

L'entretien s'est en somme conclu par cette observation.

GABRIEL HANOTAUX.

(A suivre).

HISTOIRE DES FRANÇAIS

LA DOUCEUR DE VIVRE

I

Louis XV a mauvaise réputation. Vingt historiens se sont acharnés contre ce prince et contre son temps. Ils ont accusé le Roi de libertinage, d'indifférence et parfois de tyrannie. Ils n'ont vu dans le règne que frivolité, mollesse, revers, décadence, corruption. Ils n'ont regardé dans son art que le joli, dans sa littérature que le brillant. Ils n'ont pas étudié le siècle pour lui-même, mais à travers la révolution de 1789 et ils ne lui ont reconnu d'autre mérite que de l'avoir préparée par l'irrespect. Tout le monde s'y est mis : le roman et le théâtre qui ont popularisé les anecdotes suspectes, principale matière des mémoires apocryphes publiés entre 1790 et 1800. Les écrivains jacobins, qui se sont vengés sur le grand-père de l'honnêteté du pitoyable Louis XVI ; les Jésuites, qui ne pardonnaient pas au Bien-aimé la fermeture de leurs collèges et la dissolution de leur Compagnie. Puis, les curieux sont venus, plus friands de bibelots et de jeux d'esprit que de vérité générale : leurs apologies ont achevé ce que les détracteurs avaient commencé. Michelet fait chorus avec le Père Loriquet, les Goncourt avec Alexandre Dumas.

Il suffit cependant de visiter nos villes, d'entrer dans nos musées, de feuilleter les catalogues des ventes publiques, de vivre enfin dans les souvenirs que le XVIIIe siècle nous a laissés, pour voir se lever de toutes parts les témoignages d'un travail opiniâtre, d'une prospérité éclatante, d'une invention toujours neuve, d'un art exquis et probe à la fois ; bref, d'une civilisation qui, arrivée à son suprême raffinement, a su rendre la grandeur aimable. A Paris, à Bordeaux, à Nancy, à Tours, à Metz, à Montpellier, à Nantes, à Poitiers et dans dix autres capitales provinciales, le tracé des rues, des places et des parcs révèle à

l'observateur les mérites des administrateurs qui ont conçu et mené à bien ces plans d'urbanisme. Les atlas scolaires apprennent aux enfants que la réunion à la patrie de la Lorraine et de la Corse s'est accomplie sous Louis XV : faut-il compter pour rien ces deux provinces ?

Quant aux Lettres, qu'on se donne le plaisir de lire à la suite *L'Histoire de l'Académie des Sciences*, de Fontenelle, *L'Esprit des Lois*, de Montesquieu, *L'Essai sur les Mœurs*, de Voltaire, *Les Epoques de la Nature*, de Buffon, *Le Tableau Economique*, de Quesnay, *Les Eléments d'Agriculture*, de Duhamel du Monceau, on se sentira transporté dans un temps ferme et sérieux, d'une curiosité universelle, celui qui a créé l'histoire comparée, les sciences de la nature, la chimie et les sciences économiques ; on sera bien forcé de lui accorder plus d'estime qu'à la collection de bonbonnières ou d'estampes polissonnes.

Certes, il a existé au XVIIIe siècle une société parisienne de mœurs relâchées. Mais pour quelques conteurs licencieux, faut-il oublier les vertus silencieuses des milliers et des milliers de familles où personne n'a jamais lu *Les Bijoux Indiscrets*, ni *Le Sopha ?* Au plus fort même de leurs dérèglements, grands seigneurs et financiers ont gardé le souci de l'élégance et de la mesure. Les hommes alors se sont vus sans pudeur, sans préjugés et sans terreur, à leur taille et nus. Ils n'ont pas été vils ; ils n'ont pas eu cet acharnement à pervertir que l'honnête Choderlos de Laclos a prêté aux héros des *Liaisons dangereuses*. « Le Français, écrivait Duclos en 1751, est le seul peuple dont les mœurs peuvent se dépraver sans que le fond du cœur se corrompe et que le courage s'altère ».

A un seul moment, le cœur a paru s'altérer : après la mort de Louis XIV, sous la Régence de Philippe d'Orléans. Qu'on ne la juge pas d'après les enchantements de Watteau. Le peintre peignait le monde de rêve qu'il avait créé à l'image de son âme, charmante et mélancolique. La réalité a été bien différente. Le petit Louis XV n'avait que cinq ans, la Cour était désorganisée, on sortait d'une guerre de treize ans qui avait rempli la vie de chacun d'épreuves et d'ennui. On était pressé de secouer le souvenir des mauvais jours : on voulait se détendre, rire, s'amuser, rattraper les années perdues. Louis XIV avait régné soixante-douze ans : il n'est pas bon qu'un souverain, par le hasard des

circonstances, contrarie la succession normale des générations. La jeunesse se plaignait d'avoir été tenue à l'écart ; ceux qui n'avaient pas participé aux affaires réclamaient à grands cris les postes de commandement ; ce fut une rage de changement, de liberté et de plaisir, mais un plaisir grossier, aux allures de vengeance et de provocation, avec beaucoup de mangeaille et d'ivrognerie. Pendant quelques années les choses allèrent là où le Français n'aime pas qu'elles se dirigent, au déchaînement. Crise assez courte : la fin de la Régence est déjà une réaction (1723) ; bientôt, Louis XV va appeler au ministère son ancien précepteur, l'austère cardinal Fleury (1726-1742), entouré de grands commis formés à la vieille école.

Mais si nous déchirons les *Toilettes de Vénus*, les *Chiffres d'Amour*, les *Couchers de la Mariée*, les *Baigneuses*, les *Cruches cassées*, quel temps décrirons-nous ? Un XVIIIe siècle à la Chardin, opposé à un XVIIIe siècle, genre Boucher ou Fragonard ? La France familiale et bourgeoise des *Mères Laborieuses*, du *Benedicite*, des *Pourvoyeuses*, de *l'Enfant au Toton ?* Ce serait trop simple et au surplus bien artificiel. Il nous faut d'abord placer les Français dans ce que les économistes appellent la conjoncture, c'est-à-dire dégager les conditions générales qui ont guidé leur travail et gouverné leurs préoccupations.

Un premier trait saute aux yeux : de 1715 à 1792, la France n'a pas été envahie. Pendant soixante dix-sept ans, le peuple français a vécu à l'abri du danger, dans une sécurité complète. Les grandes épidémies qui, au XVIIe siècle encore, avaient répandu tant de crainte, ont elles-mêmes disparu. La dernière peste est de 1720, à Marseille. Quelques incursions, tôt repoussées, aux frontières d'Alsace, c'est tout ce que les contemporains de Louis XV ont connu de l'ennemi. Certes, pendant ce temps, la France n'a pas eu que des victoires. Elle a subi de grands revers en Asie, en Amérique, au fond de l'Allemagne et de la Bohême. Mais elle n'a pas vu les soudards étrangers camper sur son sol, défiler sur ses routes, brûler ses fermes, occuper ses villes. Elle n'a pas entendu la rumeur sinistre : « Ils arrivent ! » A aucun moment, elle n'a eu la certitude d'une existence aussi bien protégée. Elle a même fini par croire que cette rare quiétude était dans l'ordre des choses. Lorsqu'on lit les mémoires et les correspondances du temps, on n'a pas une seule fois le sentiment que le mémorialiste ou l'épistolier se soit senti, je ne dis

pas atteint, mais simplement menacé dans son bien-être et dans ses habitudes.

Les Français de notre temps en savent là-dessus beaucoup plus long que leurs arrière-grands-pères. Ils ont appris que la civilisation était fragile et qu'on tombe vite de la liberté à la servitude. Ils se diront que si Louis XV est fort décrié dans les manuels, ses sujets n'en ont pas moins connu un exceptionnel bonheur.

LE PREMIER FRANC STABLE

Soixante-dix-sept ans sans invasion, sans rapine, sans destruction, sans guerre civile, sans brûlement, sans trouble intérieur, peut-on imaginer des conditions plus favorables pour un travail fécond ? En fait, le XVIIIe siècle est un âge de création et d'épargne : ce qu'il nous a légué de meubles, de livres, de monuments, de tissus, d'argenterie, d'objets d'art, en témoigne assez. Toutefois, cette prospérité, il ne l'a pas due seulement à la paix, mais à un renversement de la situation monétaire. A la période de restriction, de déflation forcée qui avait couvert le Grand Siècle, succède, à partir de 1730, une période d'aisance, de hausse lente mais continue qui se prolonge jusqu'en 1817 et qui emporte toute l'économie.

Le système de Law annonce ce retournement. Il était dans la logique des choses : puisque le numéraire manquait, il fallait bien recourir au crédit. Comme tous les économistes de son temps, Law se propose de développer la fortune et la puissance de l'État. Fortune et puissance se trouvent dans le commerce, l'industrie, le nombre des habitants, la bonne culture des terres, l'abondance de toutes les choses nécessaires à la vie. Mais pour animer les diverses parties de la société, il faut un courant, un fluide qui les entraîne les unes après les autres. Cette fonction revient à la monnaie. Toutefois — et c'est ici que Law devient original — puisqu'il n'y a de richesses réelles parmi les hommes que les denrées et les marchandises, peu importe la monnaie à laquelle on aura recours, pourvu qu'elle soit un bon instrument d'échange. Le plus souvent, on s'est servi des métaux précieux qui ont l'avantage d'être inaltérables et de posséder un brillant qui flatte les yeux. Mais ils sont lourds, encombrants, difficiles à transporter. La monnaie de papier

au contraire circule aisément. Par la rapidité avec laquelle elle passe de main en main, elle accélère les échanges et précipite le rythme de la production. Au surplus, dès que l'usage du crédit sera commun, la plupart des paiements se feront par virements et par compensation, c'est-à-dire par quelques lignes d'écriture dans les livres d'une banque. L'essentiel est que le public ait confiance. Alors, au guichet de la Banque, les dépôts et les retraits, les demandes et les rentrées de billets s'équivaudront toujours à peu près, et il suffira d'une modique réserve d'or et d'argent pour faire face aux excès de remboursement les jours où il s'en produira. Au fond, Law n'accorde à cette réserve qu'un rôle secondaire, celui d'une amorce au départ. Sans maintenir une proportion fixe entre le stock d'or et le montant du papier monnaie, il se flatte, comme les dirigeants allemands entre 1932 et 1939, de proportionner aux besoins les émissions de billets, c'est-à-dire de conserver toujours un juste équilibre entre la circulation et la demande. En d'autres termes, il n'y aura jamais plus de monnaie que la situation économique n'en requerra, tout billet aura son emploi et l'or ne servira plus à rien. Idée remarquable, mais qui entraîne loin, car pour mieux contrôler les besoins monétaires du pays, Law est amené à donner à son entreprise des proportions de plus en plus gigantesques, de manière à lui incorporer une à une toutes les branches maîtresses de l'activité nationale.

En effet, c'est beaucoup rabaisser le système que d'en faire une simple crise d'inflation. La banque Law n'a pas été seulement une banque d'escompte et une banque d'émission. A la fois banque d'affaires, trust et service public, elle se fera concéder la levée et la manutention des impôts, le monopole du tabac, le monopole de la colonisation, de l'armement et du commerce maritime. On ne vendra plus dans le royaume une peau de castor, une pièce d'indienne, un sac d'épices ou une livre de sucre qui ne sorte de ses comptoirs. La France d'Outre-mer est à elle. Ses guichets sont les guichets de l'État, ses caisses les caisses du Trésor. Peu à peu, elle fait de tous les contribuables ses clients, de tous les rentiers ses actionnaires.

Ce qui rend l'aventure plus vertigineuse encore, c'est qu'elle se déroule en moins de cinq ans. En mai 1716, Law crée sa banque. En août 1717, il constitue une compagnie d'occident pour l'exploitation du Sénégal, des Antilles, du Canada et de la

Louisiane. En janvier 1718, il entre en guerre avec les puissances politiques qu'inquiète cette ploutocratie naissante. Il l'emporte. A la fin de l'année, la Banque devient banque royale. La compagnie prend le nom de Compagnie des Indes, absorbe la Compagnie des Indes Orientales, la Compagnie de la Chine et la Compagnie de l'Afrique. En août 1719, elle est chargée de la perception des impôts indirects, en octobre de la levée des impôts directs. Le 5 janvier 1720, Law est nommé contrôleur général. C'est l'apogée.

Mais sans qu'il y parut, l'édifice était fragile. Law était un manieur d'argent et non un véritable homme d'affaires. Ne voyant des choses que l'aspect comptable, bancaire et boursier, il se leurrait lui-même sur la valeur de ses entreprises. De toutes celles qu'il avait réunies pour former ce consortium hétéroclite qu'était la Compagnie des Indes, les unes rapportaient déjà de copieux bénéfices ; les autres, les établissements de la Louisiane en particulier, étaient riches d'avenir, mais à la condition d'y consacrer d'abord de gros capitaux et beaucoup de peine. Or, dès le début, Law avait imaginé de lier la constitution de ses sociétés au remboursement de la dette publique, et il avait décidé que les actions ne seraient souscrites en argent frais que pour une faible fraction du nominal, le reste étant payable en rentes d'État. Jamais la Compagnie n'eut à sa disposition les capitaux liquides dont elle avait réellement besoin. D'autre part, à force de jouer pour son compte, Law avait fini par considérer le jeu comme un besoin aussi impérieux, aussi naturel que le boire et le manger. Pour que le système se soutint, il eût fallu que les billets ne fussent employés qu'à des entreprises utiles. Mais le négoce était loin d'absorber cette masse monétaire toujours croissante. Tout le surplus alimentait la spéculation, c'est-à-dire qu'elle n'avait pour contrepartie aucune richesse réelle, marchandises, terres ou manufactures, mais seulement une autre masse de papier dont la valeur était soufflée par l'acharnement des acheteurs.

Au reste, pour maintenir l'enthousiasme qui faisait sa force, Law était forcé lui-même d'alimenter la hausse, soit en imprimant de nouveaux billets avant chaque augmentation de capital, soit en grisant les imaginations par une publicité fantastique. Les gazettes étincelaient des trésors du Mississipi. On parlait de rochers de diamant, de montagnes d'or et de grottes

d'émeraude. Des estampes montraient aux heureux actionnaires des moissons immenses, des troupeaux innombrables, des forêts pleines de bois de teinture et de bois précieux. Au milieu de cette nature généreuse, des colons mollement couchés sur de riches tapis recevaient d'un air las les présents des femmes Natchez.

La Bourse était installée en plein vent, rue Quincampoix, entre les rues Saint-Denis et Saint-Martin, tout près de la rue des Lombards, dans le quartier traditionnellement réservé aux changeurs et aux usuriers. La rue était fermée à chaque bout par des grilles de fer que la garde ouvrait à sept heures du matin. Une foule grouillante, où se coudoyaient les gens de toutes conditions, se précipitait dans l'étroit boyau et n'en bougeait plus jusqu'à neuf heures du soir. Les quatre-vingt-dix maisons du passage étaient garnies du haut en bas de scribes qui tenaient registre des affaires faites. Des provinciaux accouraient du fond des campagnes, ayant vendu leurs terres pour avoir du papier. Des femmes se débarrassaient à vil prix de leurs bijoux et de leurs dentelles. Des fortunes se faisaient et se défaisaient en quelques jours, en quelques heures. Lorsque la Banque fut transportée rue Richelieu, la foule s'écrasa dans les jardins ; une queue interminable, contenue par les soldats, se poussait vers les guichets. Il y eut des gens étouffés. Serrés dans la masse et portés par elle, ils continuaient d'avancer. On s'apercevait qu'ils étaient morts en arrivant au bout.

Cependant, il n'est, en Bourse, qu'un axiome certain : après la hausse, vient la baisse. Portées à 18.000 livres, les actions ne rapportaient plus que 2 %. Les habiles commencèrent à réaliser ; des Anglais, qu'inquiétaient les affaires du Mississipi, se joignirent aux fermiers généraux dépossédés pour peser sur les cours. Alors, tous les défauts de l'affaire apparurent. Bientôt l'inquiétude vint, puis la panique. On se battit pour vendre comme on s'était battu pour acheter. Ce fut une ruée vers les pièces d'or, vers l'argent, vers les valeurs réelles, les étoffes, le chocolat, les chandelles, n'importe quoi pourvu que ce ne fût pas des billets. Law se défendit courageusement, mais le courant était trop fort et le système trop vulnérable. Le 1er novembre 1720, les billets cessèrent d'avoir cours, et Law révoqué se retira en Hollande. La liquidation de la Compagnie fut longue et difficile. Au début de 1720, les papiers créés ou relevés par

Law représentaient en valeur boursière plus de 10 milliards de livres ; en fin de compte, les créanciers se partagèrent 46 millions de rentes créées par l'État à cet effet.

Convient-il d'accabler Law et le Régent ? Assurément, les porteurs de rentes transformés en actionnaires se trouvèrent frustrés d'une partie de leur capital ; profitant de la baisse des billets, des débiteurs remboursèrent leurs créanciers en monnaie de singe. Il y eut des misères et des enrichissements scandaleux. Le déséquilibre des conditions engendra, pour un temps, un certain déséquilibre moral. Mais quand l'État plie sous le poids d'une dette trop lourde, il lui faut bien s'alléger d'une façon ou d'une autre, car il serait déraisonnable de croire que les générations se transmettront d'âge en âge le boulet qui a écrasé leurs parents. Le Système agit comme un coup de fouet. Pendant quelques années, la France se crut riche et vécut en millionnaire. Les commerces de luxe, les théâtres, les restaurants furent les premiers à profiter de sa prodigalité. Puis, le nombre des billets s'accroissant toujours et les denrées haussant de prix, les paysans purent dépenser davantage, étendre leurs cultures, purger les hypothèques qui grevaient leurs terres. L'État, débarrassé de sa dette, entreprit de grands travaux : le canal de Montargis, les ponts de la Loire, le port de Lorient. En revanche, le retrait des billets agit sur les affaires comme une contraction brutale. L'assainissement fut cruel. Du moins a-t-il permis de repartir sur une route libre d'obstacles.

Les souvenirs laissés par l'inflation et par la débâcle étaient tels qu'ils ne permettaient plus aucune imprudence. Deux contrôleurs généraux seulement administrèrent les finances pendant le long ministère de Fleury : un ancien conseiller d'État, le Peletier des Forts, et un ancien intendant du Soissonnais, Orry. Le Peletier des Forts dura quatre ans (1726-1730), Orry quinze ans (1730-1745). Leur politique fut celle que commandaient les circonstances, celle aussi qui convenait au tempérament de la nation laborieuse : politique de sagesse, d'économie, de modération fiscale, d'équilibre budgétaire et d'honnêteté.

La mesure capitale fut la stabilisation du franc. Fleury et le Peletier comprirent que le meilleur moyen de ranimer l'économie était de donner aux contrats une base certaine en mettant fin aux mutations monétaires. Un arrêt du Conseil du 15 juin 1726 fixa pour six mois le louis à 24 livres et l'écu à 6.

En décembre, second arrêt prorogeant, pour une période égale, l'arrêt du 15 juin. Six mois plus tard, nouvelle prorogation et ainsi de suite. Le 11 novembre 1738, il fut enfin décidé que l'arrêt serait désormais considéré comme renouvelé une fois pour toutes et le prix des espèces fixé pour toujours. Sauf une légère variation en 1785, dans le rapport de l'or et de l'argent, il ne devait plus bouger jusqu'à la Révolution. L'année 1726 apparaît ainsi comme l'une des années les plus importantes de notre histoire : pour la première fois, la France dispose d'un véritable instrument d'échanges.

LA GRANDE HAUSSE

La stabilité du franc donne à « la grande hausse » du siècle une remarquable signification. Cette hausse n'est due ni à des altérations de la monnaie, ni à une émission massive de billets, ni à la rareté des produits (sauf pour le bois). Au contraire, elle est liée à un mouvement d'expansion économique, à une production accrue et diversifiée, à un mouvement d'échanges plus intense et plus complexe.

A la vérité, les prix ne montent pas d'une façon absolument continue et régulière. La hausse est coupée de paliers, de retours, d'accidents. La courbe des prix n'est pas simplement ondulée, c'est une montée en dents de scie ; au mouvement général se superposent des mouvements de moindre amplitude, soit saisonniers, soit cycliques (de dix ou onze ans chacun) et d'autant plus marqués qu'il s'agit de produits de plus faible valeur. Les écarts sont plus sensibles pour le seigle que pour le blé, pour le blé que pour les légumes, pour les légumes que pour la viande. En gros, et pour s'en tenir à la céréale symbolique, on peut dire que le prix du blé a doublé entre 1733 et 1789. Le setier de Paris pesant 240 livres qui valait 12 livres 60 en 1733 valait 22 livres 10 en 1787 et 25 livres 10 en 1788. Mieux encore, pour parler le langage de la statistique et en compensant tous les facteurs de perturbation, si l'on représente par cent le prix du blé en 1733, il est de 192 en 1789 et de 254 en 1817.

Les proportions sont à peu près les mêmes pour toutes les denrées alimentaires. Pour les matières industrielles et pour les produits fabriqués, la hausse est moindre, quoique considérable encore (57 % pour la laine brute en 1789, 55 % pour la

laine filée, 30 % seulement pour le fer), mais elle est plus régulière, sans grands écarts saisonniers ni décennaux : c'est l'indice qu'en dépit de tout, les industries et les marchés du XVIIIe siècle se différencient encore grandement des nôtres.

Comment la hausse a-t-elle réagi sur le sort des diverses familles françaises ? Il va de soi que si elle avait affecté également tous les revenus et tous les prix, de telle manière que les rapports existants entre eux fussent exactement maintenus, elle n'aurait pas eu de conséquence sur le train de vie des particuliers. Chacun serait resté aussi riche ou aussi pauvre. Mais le mouvement des prix et des revenus s'accomplit sans uniformité : certains se hâtent, alors que d'autres s'attardent ; on constate parmi eux des stagnations ou des arrêts momentanés, des synchronismes suivis d'écarts croissants. C'est comme une troupe en marche qui a perdu sa belle ordonnance, qui a ses traînards et ses avant-coureurs, ses isolés et ses égarés. Ces écarts entraînent des écarts sociaux. Beaucoup des injustices de la vie, beaucoup de difficultés du gouvernement procèdent de là.

Les « profiteurs » sont les producteurs de blé, de viande, de lait, de bois surtout, les propriétaires et les décimateurs qui touchent des fermages et des redevances en nature. Les victimes, ce sont les rentiers, les propriétaires de maisons, de terres ou de droits féodaux qui reçoivent des redevances fixes, en argent. Les journaliers payés en pain, en vin, en sabots, en vêtements, les ouvriers nourris et logés par le patron ne ressentent ni dommage, ni avantage sur cette partie de leur gain. Au contraire, les véritables salariés sont éprouvés, car les salaires ne suivent qu'avec peine et avec retard la cherté croissante de la vie. Il en résulte dans les grandes agglomérations ouvrières, à Paris, à Lyon, des poussées de mécontentement qui se manifestent par des grèves. La plus longue et la plus violente fut celle des soyeux lyonnais en 1744.

M. Labrousse, qui a débrouillé toute cette histoire, souligne fortement que la Révolution a éclaté l'année et presque le mois où le blé cotait son plus haut cours, non seulement depuis 1734, mais même depuis 1709, tandis que le vin était au cours le plus bas depuis sa grande pointe de 1771 (41 %). On ne saurait méconnaître l'importance de ce rapprochement.

L'année de la stabilisation, à un autre titre encore, est digne de retenir l'attention. C'est en 1726, en effet, que fut reconstituée

la *Ferme Générale*, la fameuse association de financiers chargée, moyennant forfait, du recouvrement des impôts indirects (douanes, droits sur le vin, sur le sel, etc...). Le contrat entre le Roi et la Ferme fut passé pour six ans. Les quarante fermiers titulaires du bail, garantissaient à l'État un revenu annuel de 80 millions, quel que fût le produit réel des taxes dont ils avaient la manutention. Tout le siècle les a accusés de faire des bénéfices scandaleux. En réalité, le premier bail fut désavantageux pour le Roi, parce qu'on n'avait pas compté sur une reprise aussi rapide. Mais, de renouvellement en renouvellement, le contrôle devint plus sévère. Les financiers continuèrent à gagner beaucoup, mais le risque était certain et ils engageaient d'énormes capitaux. Le bail de 1738 assura à l'État 91 millions nets par an (avec le tabac) ; celui de 1750, 102 ; celui de 1765, 110, celui de 1774, 151 (sans les domaines, ni la marque des métaux, ni les droits sur les papiers). En 1788, le produit des recettes indirectes, réparties entre diverses administrations, atteignait 250 millions. Progression qui est l'indice à la fois d'une administration plus attentive et d'un enrichissement continu.

Enrichissement : le mot, à lui seul, résumerait, avec quelques ombres, presque tout ce chapitre. D'abord, il est certain que la population française ne cessa alors de s'accroître. Nous manquons de chiffres précis. Les recensements périodiques n'étaient pas encore en usage et si l'état civil avait été organisé dans tous ses détails en 1579 par l'ordonnance de Blois, les curés, qui en avaient le soin, s'acquittaient mal de leur tâche. Toutefois, en comparant les états approximatifs dressés par Necker en 1783, les évaluations faites en 1788 en vue de la réunion des États Généraux, les listes électorales établies en 1791 et en 1793, on arrive à un total de vingt-sept millions d'habitants en 1789 contre dix-huit ou dix-neuf en 1700. Cette population, la plus forte d'Europe, est stable et homogène. Elle trouve facilement à s'occuper, elle n'émigre pas (sauf les artistes) et, en règle générale, le travail est si abondant qu'il faut dans les ports et à Paris employer des étrangers.

LA RÉVOLUTION AGRICOLE

La campagne continue à retenir la majorité des Français, mais la campagne se transforme. La superficie cultivée n'aug-

mente guère : quelques marécages asséchés, quelques bandes ou sablières écornées, notamment en Guyenne et en Bretagne, quelques grandes exploitations accrues (comme celle du duc de Penthièvre à Lamballe), le gain est médiocre sans rien de comparable à l'ampleur du défrichement médiéval. La « révolution agricole » du XVIII[e] siècle n'a pas été extensive ; elle n'a pas consisté à étendre les labours aux dépens des friches, mais *par l'abolition de la jachère à chasser des labours eux-mêmes la friche jusque là périodiquement renaissante.* Laisser la terre se reposer une année sur deux ou trois, la rendre pendant ce repos au libre parcours du bétail, qu'était-ce en réalité, sinon perdre la moitié ou le tiers du sol ? Désormais, toute paresse va lui être interdite. Au lieu de laisser la terre inoccupée entre deux récoltes de céréales, les agronomes lui feront porter d'autres végétaux capables de fouiller l'humus à des profondeurs différentes et ne lui demandant pas, pour leur nourriture, la même proportion d'éléments chimiques. Quels sont ces végétaux ? Avant tout, des légumineuses comme le trèfle, le sainfoin ou la luzerne ; puis, à la fin du siècle, des pommes de terre et des navets et enfin, sous l'Empire, des betteraves à sucre. On commença par supprimer la jachère en conservant l'ancien rythme biennal ou triennal, puis on s'aperçut que les fourrages donnaient de plus belles récoltes lorsqu'on les laissait se développer quelques saisons ; on constitua des prairies artificielles d'une certaine durée ; puis, d'expérience en expérience, on finit par inventer des cycles d'assolement plus longs, plus souples et plus avantageux.

Dans un tableau du « frivole » XVIII[e] siècle, faut-il donc accorder tant de place à ces histoires de patates et de céréales ? Il n'est pas d'événement plus important. La production agricole accrue par de nouvelles cultures alimentaires, l'élevage du bétail transformé par les prairies artificielles, la pomme de terre entrée dans l'alimentation courante, c'était la menace de la famine à jamais écartée (la dernière grande disette est de 1725) ; c'était le bien-être plus répandu, l'accroissement de la population, la concentration urbaine et le développement de l'industrie rendus possibles à la fois. Sans cette conquête inouïe, le siècle avortait.

Encore, pour être moins incomplet, convient-il d'énumérer toutes sortes d'autres progrès réalisés dans les labours que l'on

fait plus profonds, dans la conservation du grain, dans la lutte contre les parasites du blé, l'élevage du bétail, l'amélioration des races bovines, l'acclimatation des moutons à longue laine importés d'Espagne. Les haras sont réorganisés pour la production des purs sang qui viennent d'être créés avec l'oriental et le barbaresque, modifiés eux-mêmes par le climat, l'exercice, l'hygiène et la sélection. Nos protocolaires manèges ne disparaissent pas, mais à l'imitation de l'Angleterre, le comte d'Artois organise des courses de chevaux dans la plaine des Sablons (actuellement les Ternes) et à Longchamp. La première école vétérinaire s'ouvre à Lyon en 1761, sous la direction de Bourgelat, la seconde à Alfort en 1765.

En bref, aux environs de 1770, les habitants des campagnes sont mieux vêtus, mieux nourris et mieux logés que cent ans auparavant. Ils ont plus d'argent, ils dépensent davantage ; ils achètent la terre quand ils le peuvent. De 1750 à 1789, dans la généralité de Soissons, qui ne doit pas être très différente des autres, ils en ont acquis quatre fois plus qu'ils n'en ont perdu.

LE COMMERCE ENTRAINE L'INDUSTRIE

Ce qui caractérise le mieux cette période d'épanouissement rapide, c'est que le commerce précède et entraîne l'industrie. Dans le monde d'avant 1939, pour une fabrication excessive, la difficulté presque insurmontable était de trouver sans cesse de nouveaux débouchés où déverser des stocks monstrueux et sans cesse reformés. Au XVIII[e] siècle, la situation est contraire ; la demande précède l'offre et l'emporte sur elle. La clientèle est plus nombreuse, ses exigences se sont accrues. Ce sont les négociants qui sollicitent les industriels pour obtenir d'eux des marchandises dont l'acheteur est déjà trouvé. Loin de ralentir la production, ils la stimulent ; ils poussent au perfectionnement de l'outillage, à la construction de nouvelles manufactures, et surtout à la destruction des métiers organisés, des corporations, dont la fonction historique avait été d'empêcher une mévente, et qui n'apparaissent plus que comme des entraves parce que cette mévente n'est plus à redouter de longtemps.

Selon les statistiques dressées par les commis du contrôle général, le commerce extérieur du royaume a presque quintuplé de 1715 à 1787. Il atteint, à la veille de la Révolution,

le chiffre énorme de 1.153 millions, qui ne se retrouvera plus avant 1825. Comme au Moyen âge, la France exporte du vin et des eaux-de-vie, du grain et de la farine dans les bonnes années, mais aussi des tissus de toutes sortes, du linge, des vêtements, des chapeaux, des bas, des articles de modes, des meubles, des livres, des objets de luxe, du sucre et du café, dont l'apparition sur les tables remonte à 1660 et dont la vogue n'a cessé de s'accroître. Elle importe surtout des matières textiles, des huiles, des peaux, du bois et du poisson. Les marchandises étrangères réexportées, qui représentaient six millions en 1716, comptent pour cent cinquante-deux en 1787, preuve que notre marine marchande ne se contente plus de transporter les produits français : avec 2.341 grands bâtiments en 1788, contre 1.657 en 1730, elle concurrence avec succès les marines étrangères. C'est en 1783 qu'est créée la première ligne régulière de paquebots à voiles entre le Havre et New-Haven. Les deux grands ports de l'Atlantique, Bordeaux et Nantes, deviennent des places internationales où se négocient et se distribuent les denrées coloniales. De Saint-Domingue, perle de nos Antilles, provient la moitié du sucre consommé dans le monde. En Méditerranée, le gouvernement royal maintient ses relations amicales avec la Turquie (les *capitulations* sont renouvelées en 1740), et Marseille expédie chaque année dans le Levant 85.000 pièces de drap tissées dans les villes et les villages du Languedoc.

LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Dans l'ensemble, le régime prédominant est toujours celui des petites et moyennes industries. Ainsi, en Poitou, en 1747, sur cinq cents fabricants de toile, il n'y a pas cent-cinquante maîtres qui fassent travailler à façon. Mais le capitalisme étend peu à peu son domaine. Par un détour imprévu, la campagne est conquise la première et il se sert d'elle pour réduire les centres urbains.

Les corporations, en effet, n'avaient autorité que chacune dans sa ville. Il n'existait point entre elles de confédérations nationales ou provinciales : la campagne échappait à leur tutelle. Or, de tout temps, les paysans avaient occupé les mois d'hiver et les soirées vides à des travaux de filature, de tissage, de coutellerie, de poterie et de menuiserie. Les grossistes s'em-

parèrent de cette main-d'œuvre par l'appât de gains plus élevés et la firent travailler pour le grand commerce. Dans le courant du Moyen âge, particulièrement dans les Flandres l'industrie drapière s'était transformée de cette façon. Le même phénomène se reproduit au XVIIIe siècle pour le coton, matière première toute nouvelle, que l'on n'avait connue jusqu'alors que sous la forme des tissus d'Orient, et dont la nouveauté même autorisait toutes les hardiesses. Aux artisans ruraux, les grossistes distribuent le coton, fournissent des outils et des métiers perfectionnés. En Flandre, en Picardie, en Champagne, en Haute-Normandie, villages et hameaux sont continuellement parcourus par des commissionnaires qui répartissent les commandes, portent les modèles, ramassent et paient les articles finis. Le cultivateur et le journalier continuent à travailler chez eux, à leur guise, aux heures que laisse libres la besogne des champs ; néanmoins, ils ne sont plus que les employés d'un entrepreneur, les serviteurs gagés d'une affaire qui les dépasse et dont ils ignorent les rouages. Que les entrepreneurs, par privilège, ou par tolérance, s'affranchissent des entraves corporatives et que, pour économiser les frais, ils concentrent ouvriers et machines dans quelques bâtiments, l'industrie moderne sera née. Ainsi se fondent les manufactures de Sedan, d'Amiens, de Rouen, de Reims, de Louviers, de Mulhouse, d'Orléans. Au surplus, les articles fabriqués dans les campagnes doivent le plus souvent être réunis dans les ateliers urbains où ils reçoivent le dernier apprêt. L'industrie des toiles imprimées (entièrement libre à partir de 1759) est celle qui présente le mieux les caractères de la grande industrie : capitaux importants (les sociétés au capital d'un million ne sont pas rares), outillage coûteux, immobilisations imposées par la longueur de la fabrication à partir du blanchiment, multiplication et diversité des opérations entraînant la spécialisation du travail (dessinateurs, graveurs, pileurs de drogues, teinturiers, calendreurs, coloristes, imprimeurs au bloc ou à la planche, rentreurs, blanchisseurs, apprêteurs, etc...), tendance à l'intégration (très souvent les fabricants joignent à l'impression, le filage et le tissage), enfin organisation commerciale très poussée, avec courtiers commis-voyageurs, magasins de détail, succursales à l'étranger.

Le même changement s'accomplit dans l'industrie métallurgique. Le minerai de fer est abondant en France. Il se trouve

soit en mines profondes, soit en gisements superficiels éparpillés dans de vastes régions. Celles-là n'étaient pas explorées ; ceux-ci étaient exploités intensément depuis des siècles. Tant que l'on n'avait connu d'autre moyen de traiter le fer que la fonte au bois, les forges s'étaient, elles aussi, dispersées à proximité des gisements et des forêts. Elles avaient glissé vers les rivières lorsqu'on avait accolé à chaque haut fourneau une soufflerie hydraulique. Dans la seconde moitié du siècle, on substitue le coke au bois. La houille fait dans l'industrie une entrée triomphale. Mais les gisements charbonniers ne se rencontrent que dans quelques régions privilégiées. Le bassin du nord est reconnu entre 1720 et 1734, notamment aux environs d'Anzin. En 1744, un arrêt du Conseil établit le régime moderne des concessions, réforme prodigieusement hardie puisqu'elle enlève aux seigneurs la propriété du sous-sol pour la donner à la nation figurée par le Roi. Des compagnies se forment, menées par des hommes intelligents et opiniâtres, Desandrouin, Solages, Mathieu, Laurent, Tubeuf. Elles achevèrent les perfectionnements techniques et accomplirent les difficiles travaux qui étaient nécessaires, sondages, ouvertures de puits et de galeries, assèchements, etc... La Compagnie d'Anzin, constituée la première, comptait quatre mille mineurs et ouvriers en 1789 ; elle avait creusé environ un kilomètre de galeries et elle extrayait chaque année près de quatre cent mille tonnes de combustible. D'autres Sociétés exploitaient Aniche, Carmaux, Alès, Montceau, Blanzy, etc... Avec ses quatre hauts fourneaux, ses quatre fours à réverbère, ses deux marteaux-pilons, ses souffleries à vapeur, le Creusot, fondé en 1781, passait pour une des merveilles du monde. En 1787, il comptait déjà plus de mille ouvriers et mineurs. Le charbon était transporté de la fosse à l'usine par des chariots roulant sur rails et traînés par des chevaux : c'est le premier chemin de fer français. Il était long de cinq à six lieues.

Enfin, à partir de 1750, les métiers sont transformés par l'invention d'un grand nombre de machines très ingénieuses : la navette volante mue par des ressorts et des raquettes qui permet à un seul homme de conduire le métier à tisser, quelle que soit la largeur du drap, la machine à cylindre pour imprimer en couleur et en relief les velours de satin et les étoffes de laine rase, les calendres pour lustrer et moirer les tissus, le métier à ruban, le métier à bas, composé de trois mille cinq cents

pièces de fer, la jenny qui, dans la manipulation du coton, remplace et multiplie le rouet en permettant d'étirer et de tordre plusieurs fils à la fois, la mule jenny, qui comprend des cylindres de plus en plus rapides pour étirer le fil et, montées sur un chariot mobile, cent à deux cents broches sur lesquelles il vient s'enrouler, le tout mu par l'eau, à grande vitesse; la « chaîne sans fin » de Vaucanson qui, en rendant régulier le mouvement des fuseaux dans le moulinage de la soie, donne un fil d'une épaisseur et d'une résistance égales; le carton perforé de Bouchon et Falcon qui, appliqué au métier, permet de tisser des étoffes de soie d'un dessin compliqué, en simplifiant la manœuvre des fils de la chaîne (c'est l'ancêtre du métier Jacquard); le métier automatique de Vaucanson, qui permet de faire tisser des étoffes à fleurs par un manœuvre, par une chute d'eau ou par un âne tournant en rond. Ces machines augmentent prodigieusement la puissance productive du pays.

A la vérité, ce n'est pas la France qui, dans ce domaine, a ouvert la voie : c'est l'Angleterre. L'usage des machines rencontra même chez nous l'opposition farouche des artisans et des ouvriers qui craignaient de perdre leur gagne-pain. Il y eut des émeutes populaires contre le progrès et contre la science. Le gouvernement royal dut vaincre les préjugés de la foule, soit en créant lui-même des industries d'État (la plus célèbre est la manufacture de porcelaine de Sèvres), soit en soutenant les novateurs par des prêts à intérêt minime, consentis par la *Caisse du demi pour cent*, soit enfin, en appelant et en naturalisant les constructeurs étrangers, comme Holker qui créa, à Rouen, l'industrie du coton. Sous Louis XVI, le contrôle général entretenait même à Londres un ancien ingénieur des Ponts et Chaussées, nommé Leturc, qui était chargé d'acheter pour le compte du Roi toutes les machines nouvelles et tous les procédés de fabrication inconnus chez nous.

Cependant, l'âme manquait à ce grand corps qui s'organisait. L'industrie n'avait point de moteurs ou n'avait que des moteurs insuffisants et irréguliers : la force musculaire, le vent, l'action des torrents et des cours d'eau. Les expériences de Pascal avaient bien démontré que, du fait de la pression atmosphérique, tous les corps placés sur la terre supportent, par décimètre carré (pour employer les termes d'aujourd'hui), un poids équivalent à cent kilogrammes. De son côté, dans quelques

machines de laboratoire (1690 et 1707), Denis Papin avait mis en valeur l'énorme ressort de la vapeur d'eau fortement chauffée : c'était là deux forces gigantesques et dociles, l'une partout présente, l'autre facile à créer en tous lieux. N'était-il pas possible de les associer pour faire mouvoir un piston qui serait poussé alternativement dans un sens et dans l'autre, d'un côté par la vapeur surchauffée, de l'autre, par la pression atmosphérique lorsque la vapeur refroidie et condensée aurait créé un vide presque parfait à l'intérieur de l'enveloppe ?

Tel était bien le principe de la première machine construite par Papin, principe si neuf et si fécond qu'il lui assure une place éminente dans l'histoire de la mécanique. Mais Papin avait l'esprit nomade. Il procédait sans suite, par boutades, ne se donnant pas la peine de perfectionner ses propres inventions pour les rendre utilisables et commodes. Ce furent donc des Anglais, Newcomen, Cawley, Savery, qui transportèrent dans la pratique les idées de Papin et qui, à l'usage, les améliorèrent de plusieurs façons. Enfin, Watt imagina le système de soupapes qui, en permettant de diriger la vapeur de part et d'autre du piston, bannit toute intervention de la pression atmosphérique (impossible à accroître), et rend possible la construction de machines infiniment supérieures par l'intensité des effets (1769 à 1784). Il suffisait dès lors d'appliquer à la tige du piston une manivelle imitée de la manivelle du rémouleur pour en transformer le mouvement rectiligne et alternatif en un mouvement circulaire et continu. Tout ce que l'on a ajouté depuis lors à la machine de Watt, pour la rendre plus puissante et plus économique, n'en a pas modifié les organes fondamentaux. *Sans la machine à vapeur, la révolution industrielle n'aurait pu s'accomplir : c'est elle qui a provoqué la concentration industrielle, donné naissance à un nouveau capitalisme, créé le prolétariat urbain, renversé l'antique équilibre des classes, changé les conditions matérielles de la vie, barbouillé de suie et de fumée le visage historique des cités.*

Les premières machines à vapeur qui furent montées en France servirent dans les mines à l'épuisement des eaux. Dès 1739, on en signalait une à Condé ; ensuite, à Anzin, à Littry, à Ingrande. D'autres servirent à la moulure des grains, au rapage du tabac, à l'arrosage des jardins. En 1774, commença à fonctionner à Chaillot la pompe à feu qui puisait l'eau dans la Seine

pour la distribuer aux Parisiens. En 1776, le marquis Jouffroy d'Abbans fit naviguer sur le Doubs le premier bateau à vapeur : il était mû par des sortes de rames reliées elles-mêmes à la tige du piston ; en 1783, il lança à Lyon un bateau à aubes, long de 46 mètres et large de 5 qui, à plusieurs reprises, remonta et redescendit la Saône, des quais de la ville à l'île Barbe ; enfin, en 1770, un ingénieur du génie, Joseph Cugnot, essaya un chariot à vapeur destiné à tirer les pièces d'artillerie ; cette primitive automobile parcourait une lieue et quart à l'heure ; elle était difficile à conduire et il fallait renouveler l'eau de la chaudière trois fois par heure.

LE MONDE DES AFFAIRES

Tout ce qui sort de la main des hommes n'est pas viable. Mais, en cette fin de siècle, quelle fermentation dans les esprits, quel goût de la recherche, quelle confiance en l'avenir !

Les capitaux abondent, les affaires sont faciles, de grandes fortunes s'édifient. Toutes les formes d'association en usage aujourd'hui, sociétés en commandite, sociétés en nom collectif, sociétés anonymes, sont couramment pratiquées. Nobles et bourgeois y mêlent leur argent. Sans déroger, un marquis n'aurait pas pu tenir boutique, ni vendre du drap : la société anonyme lui permet d'être discrètement marchand de chandelles, charbonnier ou fabricant de jupons. Jamais on ne vit tant de princes, de ducs et de cordons bleus siéger à la fois dans les conseils d'administration. Le prince de Croy fonde Aniche ; le duc de Charost exploite la Roche Molière ; le marquis de Balleroy, Littry : le prince de Conti, le maréchal de Castries et Tubeuf, la Grand'Combe ; le duc de Mouchy et le prince de Poix commanditent des filatures de coton, le comte d'Artois et le duc d'Orléans, des usines de produits chimiques à Javel (l'eau de Javel) et à Saint-Denis (la soude).

Le personnage moderne du gros industriel qui brasse des millions et commande à des centaines d'ouvriers existe avant 1789. Bien mieux, il a déjà fait souche et fondé des dynasties : les Périer à Paris, Japy à Montbéliard, Dollfus à Thann, Perret à Lyon, Drouhin à Belleville, de Wendel à Hayange et au Creusot, Dietrich en Basse-Alsace, Aubertot à Vierzon, Oberkampf à Jouy. Sous Louis XIV, la France n'avait qu'une Bourse à Lyon.

Celle de Paris, née et morte avec Law, est réorganisée en 1724. Elle se tient de dix heures du matin à une heure de l'après-midi. Il y a un marché à terme, une cote, de l'agiotage. On spécule sur les changes, sur les valeurs d'État, sur les parts de la Ferme Générale, sur les actions des grandes Compagnies : Compagnie des Indes, Assurances Maritimes, Eaux de Paris, Assurances Générales. A la veille de la Révolution, l'action de Saint-Gobain, au nominal de 7.000 livres, cote 40.000 : c'est une des vedettes du marché. Mais, à cet édifice manquait le couronnement d'une banque centrale et d'une banque d'émission. En 1776, sous l'influence de plusieurs hommes d'affaires, en particulier du banquier Panchaud, fut créée la *Caisse d'Escompte*, au capital initial de quinze millions porté ensuite à cent. Elle faisait l'escompte et le réescompte du papier du commerce ; elle émettait des billets remboursables à vue et au porteur. Après seize ans de prospérité, la *Caisse d'Escompte* fut évincée par la Révolution. Elle est l'ancêtre de notre *Banque de France*. Au jugement de Necker, la France possédait en 1788 la moitié du numéraire circulant en Europe.

Le monde des affaires est une puissance dans l'État. Fait notable, il donne au Roi celle qui fut le plus longtemps sa maîtresse et son amie (1744-1764), la charmante Le Normant d'Etioles, marquise de Pompadour, fille d'un employé de banque, nièce et femme de fermiers généraux. L'installation de Mme de Pompadour à Versailles fit le scandale du grand monde. La Cour eût pardonné au Roi une duchesse. Elle l'eût même adorée. Elle déchire Mme Le Normant à cause de ses origines. Nos manuels d'histoire ressassent docilement les griefs de la haute noblesse qui, ayant perdu le lit du Roi, se vengea de la « grisette » par d'ignobles pamphlets.

Mme de Pompadour fut auprès de Louis XV l'introductrice des savants, des gens de lettres, et des économistes. En aucun temps, en effet, les problèmes économiques n'ont suscité une curiosité aussi générale. On les discute dans les Académies de province et dans les Sociétés d'agriculture. Cinq ou six périodiques leur sont entièrement consacrés, *la Gazette du Commerce, le Journal de l'Agriculture, les Ephémérides du Citoyen, les Nouvelles Ephémérides*, bourrés de tableaux de Bourse, de cours commerciaux, de statistiques, de correspondances étrangères, de discussions sur les assolements, les inventions, les machines,

les monnaies, le crédit, la circulation des céréales, le mouvement des ports... Qu'on feuillette une simple revue critique, comme *l'Année littéraire* de Fréron, on sera surpris de la place considérable qu'y occupe le compte rendu des ouvrages techniques. En 1767, commence à fonctionner un Bureau de correspondance générale qui a des agents dans les plus petites villes : c'est à la fois une agence de renseignements, une agence de librairie et une agence immobilière. La même année, le gouvernement royal institue les brevets qui sauvegardent la propriété de l'invention. En 1776, l'abbé Baudeau fonde la *Société Libre d'Emulation* pour le perfectionnement des métiers et des arts mécaniques. Un marchand de Bordeaux, Dalpuget, imagine le premier magasin de soieries à succursales multiples. La publicité commerciale fait son apparition dans les *Petites Affiches.*

LA SCIENCE EN MARCHE

L'*Encyclopédie* (1750-1780) est née de cet intérêt passionné pour les choses de la science et pour les arts mécaniques. Sans doute, notre façon idéaliste de comprendre et de raconter l'histoire veut que nous soyons plus sensibles à ce qu'il y a, dans le dictionnaire, de critique libérale et de polémique antichrétienne. Poursuivie par les malédictions de la Sorbonne et du Parlement, l'Encyclopédie est tenue, une fois pour toutes, pour une grosse machine de guerre lancée contre l'Église et contre la foi catholiques. A la vérité, Diderot, d'Alembert et leurs collaborateurs ont moins péché par ce qu'ils ont dit que parce qu'ils ont tu. Les attaques contre la religion sont rares et enveloppées. Mais l'explication du monde qu'ils proposent exclut le miracle et le surnaturel. Leur domaine est celui des faits positifs. Il existait d'excellents dictionnaires pour la langue et pour l'histoire. Il n'en existait pas qui renfermât l'ensemble des connaissances humaines. En dépit d'un grand nombre d'erreurs et d'articles superficiels, le succès de la publication fut assuré par l'énorme masse de renseignements pratiques qu'elle apportait et par les milliers de planches — très belles et très claires — qui servaient à les illustrer. Des raisons du même ordre ont fait la vogue persistante du *Spectacle de la Nature*, de l'abbé Pluche, et des cinquante ou cent ouvrages de vulgarisation scientifique que l'on retrouve régulièrement dans toutes les biblio-

thèques du siècle. Mieux encore, les *Mémoires* de Réaumur sur la vie des écrevisses, des araignées, des guêpes, des chenilles, des papillons, des mouches, des cigales, des pucerons... fruit d'un nombre prodigieux d'observations merveilleusement attentives, subtiles et méthodiques, suscitèrent l'enthousiasme, non seulement des naturalistes, mais d'un vaste public curieux de la physique et de la géométrie, auquel Réaumur se refusait à faire la moindre concession de forme.

Les savants français de cette époque ont été, presque tous, d'excellents expérimentateurs, d'une imagination ingénieuse et d'une dextérité dans l'exécution qui n'a guère été dépassée. Presque tous aussi se sont appliqués résolument aux questions pratiques. Réaumur, chemin faisant, se délassait à perfectionner la fabrication des sucres et il a inventé un vernis qui assure la conservation des œufs pendant deux ou trois ans. Pour un mathématicien pur, pour un esprit puissamment synthétique comme Buffon, comme d'Alembert, on trouve vingt praticiens comme l'abbé Nollet. Ce sont eux qui, à force de sagacité et de ressources pour lever les inconvénients, finirent par isoler et par reproduire les phénomènes essentiels du magnétisme et de l'électricité. L'intérêt pour ces choses était si grand qu'on s'écrasait aux cours publics de physique expérimentale. L'État ne ménageait pas les crédits à ses savants. Il n'était point de capitale provinciale qui ne se vantât d'avoir son « Musée » ou son « Lycée », et les autorités locales se piquaient d'y faire parler les plus célèbres professeurs de France et d'Angleterre. En 1747, les expériences de décharge électrique obtenues par le moyen de la bouteille de Leyde firent courir Paris. On les reproduisit à Versailles devant le Roi : deux cent quarante gardes françaises, se tenant par la main, ressentirent en même temps la commotion. Quelques jours plus tard, l'abbé Nollet électrisa d'un seul coup une communauté de Chartreux. Dès 1750, l'Académie de Bordeaux couronna un mémoire où se trouvait démontrée l'analogie de la foudre et de l'électricité, analogie que Franklin redécouvrit à son tour et qui le conduisit à l'invention du paratonnerre. Sous le titre : *Expériences et observations faites à Philadelphie en Amérique par M. Benjamin Franklin*, Buffon fit traduire en français les mémoires de Franklin, tandis que deux de ses collaborateurs, à Paris et à Marly, décelaient la présence de l'électricité dans l'atmosphère, même en l'absence d'un orage proprement dit.

La même année, un académicien de Bordeaux, M. de Romas, juge au présidial de Nérac, eut le premier l'idée de se servir d'un cerf-volant pour décharger les nuages électrisés (1752). Enfin, les savants français allèrent plus loin encore que la simple expérimentation : c'est Dufay, prédécesseur de Buffon au Jardin du Roi, qui établit la distinction fondamentale entre les deux électricités : la positive et la négative qui se repoussent elles-mêmes et s'attirent l'une l'autre. On les appelait alors *l'électricité vitrée* et *l'électricité résineuse* parce qu'on les obtenait, l'une par le frottement du verre ou du cristal de roche, l'autre par le frottement de l'ambre ou de la gomme.

Toutefois, la gloire de Lavoisier (né en 1743, guillotiné en 1794) laisse loin derrière elle les mérites de ces ingénieux chercheurs. Les conceptions qui ont fondé la chimie moderne sont dues à lui seul ; c'est lui qui, dans son laboratoire de l'Arsenal, (il était chef du service des poudres) a imaginé et accompli les expériences décisives. On peut dire qu'après lui et grâce à lui, les hommes ont vu le monde avec d'autres yeux.

La chimie était née dans les cornues des sorciers qui cherchaient la transformation du plomb en or. De ces origines, elle gardait quelque chose de diabolique ; en 1773 encore, ce n'était en tout cas qu'une collection de recettes empiriques reliées par des théories aventureuses. En particulier, on ne distinguait pas nettement une transformation chimique d'un changement d'état physique ; on ne se faisait de la matière aucune idée précise ; on rangeait sous ce nom tout ce qui tombe sous les sens, la chaleur et la lumière aussi bien que la terre, l'eau ou le fer. En définissant la matière *la propriété d'être pesante* et en appuyant cette définition sur la pratique de la *balance* qu'il avait mis tous ses soins à perfectionner, Lavoisier circonscrivit le champ de la chimie ; il en élimina les impondérables ; il la contraignit à devenir une science précise. Sa fameuse loi de la conservation de la matière : « Rien ne se perd, rien ne se crée » en a fixé les bornes et les méthodes qui sont restées immuables jusqu'à la découverte de la relativité.

C'est dans un *Mémoire* lu par lui à l'Académie des Sciences, le 26 avril 1775, que se trouve décrite l'expérience cruciale, celle de l'analyse de l'air. En chauffant une masse déterminée d'air au contact du mercure, explique Lavoisier, le volume gazeux diminue à mesure que le métal se recouvre d'une pellicule rouge,

le gaz résiduel devient impropre à la vie et à la combustion, la partie active de l'air se condense complètement dans la poudre rouge. Toutefois, elle s'en dégage par une surélévation de la température et elle restitue alors dans son intégralité le volume gazeux disparu dans la première partie de l'opération. Il n'y a donc aucun doute, l'air n'est pas un élément, il est la somme de deux composants, l'azote inactif et l'oxygène qui surexcite les combustions et la vie. Soixante et onze parties d'azote pour dix-neuf parties d'oxygène.

Selon les mêmes principes, Lavoisier réalise quelques années plus tard l'analyse et la synthèse de l'eau ; il montre qu'elle se compose d'un volume d'oxygène pour deux volumes d'hydrogène. Bref, dans l'immense constitution du monde, la terre, l'eau, l'air et le feu, disparaissent déchus de leur rôle supérieur d'éléments. Ils cèdent la place aux nouveaux corps simples, à savoir, d'une part, les métaux dégagés des oxydes et, d'autre part, les métalloïdes, c'est-à-dire l'azote, le carbone, le soufre, le phosphore, l'hydrogène... qui, pas plus que les métaux, ne peuvent être dédoublés en d'autres matières, mais qui réagissent différemment en présence de l'oxygène. En 1787, Guyton de Morveau, établit le vocabulaire rationnel qui remplace les appellations antiques innombrables, confuses et fatigantes de sucre de Saturne, esprit sauvage, causticum, phlogistique, sydérotète, magistère, caustique perpétuel, etc., par les termes simples et commodes en usage aujourd'hui, avec leurs suffixes révélateurs en *eux, ite, ique*, ou *ate.*

L'invention des ballons, enfermant un gaz plus léger que l'air, appartient aux frères Montgolfier, célèbres fabricants de papier à Annonay. Leur première expérience publique eut lieu le 4 juin 1783, sur une des places de la ville. Leur machine aérostatique avait douze mètres de diamètre ; l'enveloppe était faite de toile d'emballage doublée de papier ; le gaz était la vapeur chaude produite par la combustion d'un feu de paille humide mélangée avec de la laine hachée. Le ballon s'éleva à 580 mètres, puis retomba. Une souscription eut lieu aussitôt pour reproduire l'expérience à Paris. Le professeur Charles et les frères Robert, constructeurs d'instruments de physique, eurent l'idée de gonfler leur ballon avec de l'hydrogène qui est quatorze fois plus léger que l'air et dont on commençait à étudier les propriétés. Le 27 août, le ballon s'éleva au Champ de Mars et trois cent

mille curieux le virent disparaître dans les nues. L'idée qu'un corps parti de la terre voyageait librement dans l'espace avait quelque chose de si merveilleux, elle s'écartait si fort des lois ordinaires que l'on ne pouvait se défendre des plus vives impressions. Beaucoup de personnes fondaient en larmes. Certaines s'embrassaient dans une sorte de vertige.

D'autres lancers eurent lieu à Paris, à Saint-Cloud, à Versailles. Le 21 octobre, partant de la Muette, Pilâtre de Rozier et le marquis d'Arlandes exécutèrent le premier voyage aérien. Suspendus à leur Montgolfière, ils traversèrent tout Paris et allèrent se poser à la butte aux Cailles : c'était un coup d'audace et un coup de chance. Mais Charles invente tout d'une pièce l'art de l'aérostation : il imagine la soupape qui donne issue à l'hydrogène, la nacelle où s'embarquent les voyageurs, le filet auquel est accrochée la nacelle, le lest qui règle l'ascension et modère la chute, l'enduit de caoutchouc qui rend l'enveloppe imperméable et prévient la déperdition du gaz, enfin, l'usage du baromètre par lequel est mesurée l'altitude. Un peu partout, à Lyon, à Dijon, à Rodez, à Marseille, on se met à construire des ballons et à les essayer. On voit même des aéronautes aller de ville en ville et s'exhiber contre argent. L'un de ceux-ci, Blanchard, qui faisait une tournée en Angleterre, réussit la première traversée de la Manche, de Douvres à Calais. La municipalité de Calais acheta son ballon qui fut exposé dans une église, et une colonne fut élevée à l'endroit où l'aéronaute avait atterri. Blanchard, appelé à la Cour, et félicité par le Roi, reçut une pension pour son exploit. Cinq mois plus tard, Pilâtre de Rozier se tua en essayant la traversée en sens contraire.

La science garde quelque chose d'une aventure. Le savant de cabinet se transforme vite en explorateur. Maupertuis, Clairaut, Bouguer, La Condamine s'en vont mesurer le méridien, ceux-ci sous l'Équateur, ceux-là en Laponie. La Caille s'installe au Cap pour cataloguer les étoiles australes, et l'abbé Chappe, à Tobolsk, pour observer un passage de Vénus sur le disque du soleil ; Anquetil du Perron parcourt les Indes pendant six ans, à la recherche des livres sacrés ; dans un tour du monde que l'on célèbre comme une victoire de la science, Bougainville emploie le premier des procédés rigoureux pour la détermination des longitudes. Partout, c'est le même élan.

(A suivre). PIERRE GAXOTTE.

LE DUEL DE SORLENTE

PREMIÈRE PARTIE

I

Jamais Alexis Martel n'avait dit sa rancœur avec autant de violence. Tandis qu'elle descendait à côté de son mari la grande allée détrempée du parc, entre les hêtres et les sapins, Elisabeth sentait l'anxiété l'emporter sur une espérance qu'elle n'abandonnait pas depuis quatre ans.

Plus tard, après des événements que la jeune femme n'imaginait pas à ce moment, elle se souvint de ce pluvieux après-midi de juin où, pour la première fois, elle n'avait pas réussi à écarter l'appréhension.

Elisabeth ne se leurrait plus. Elle mesurait la tension qui régnait entre deux hommes comme son mari et son père, et en appréhendait le dénouement. Cette situation conférait aux jours à venir non seulement de l'incertitude mais une menace.

— Voulez-vous que nous allions jusqu'à la sapinière ? demanda Elisabeth.

Ils étaient arrivés au bout du parc. Un pré barré par une rangée de noyers derrière lesquels on apercevait la masse sombre de la plantation de sapins descendait vers le bois Cressol. Au nord et à l'est, le ciel se dégageait. Loin, au delà des hauteurs voisines, la ligne dure des monts apparaissait.

Alexis Martel ouvrit la petite porte de fer. Elisabeth tentait encore d'atténuer l'irritation de son mari. Avec brusquerie, il l'interrompit :

— Je ne pourrai plus supporter ce que j'ai supporté !

— Pourtant, n'y a-t-il pas une amélioration à Sorlente ? Le nouveau régisseur vous est dévoué...

— Mais votre père s'est-il amélioré ? S'améliorera-t-il ?

— J'ai tout fait pour qu'il se conduise autrement. Et il me

semblait que, ces derniers temps, j'avais un peu réussi. Il a peut-être cru agir comme il le fallait.

Martel eut un mouvement agacé.

— Chercheriez-vous à me persuader, à vous persuader, qu'il n'a pas pensé uniquement, une fois de plus, à diminuer encore mon autorité ?

Elle prit son bras.

— Il a tort, dit-elle doucement.

Tout à l'heure, en sortant de la maison, il lui exposait la dernière initiative de M. Villebrun. Martel n'avait pas accepté que les bûcherons du domaine aidassent les camionneurs de la scierie de Saulzaç quand ceux-ci venaient charger le bois. Ainsi était gagnée une demi-journée de travail chaque semaine. Or, M. Villebrun avait rencontré à Tulle le gérant de la scierie. Celui-ci avait fait remarquer que les autres propriétaires permettaient que la scierie employât à ses frais leurs bûcherons pour le chargement. En apprenant que son gendre s'était obstiné à ne pas céder, M. Villebrun l'avait immédiatement désavoué.

« Avec le peu de bûcherons que nous avons, tout le bois risque de ne pas être coupé avant l'hiver. Il ne fallait aucun retard. Sa conduite paraît absurde, disait Martel à sa femme, un moment plus tôt. Aussi absurde qu'elle l'a été lorsqu'il a admis que les bûcherons ne travaillent pas plus de neuf heures par jour, l'été. Là encore, il a dit oui parce que je refusais. »

Il savait pourtant que l'on n'allait pas pouvoir vendre tout le bois avant la fin de l'année, ainsi qu'il avait été promis au marchand de Tulle. Et plus le bois serait mouillé, moins il vaudrait cher...

« Votre père, qui se plaint toujours de la difficulté de faire travailler les gens, les encourage à me résister. Ces contre-ordres me ridiculisent. Sa principale préoccupation n'est plus son intérêt. Depuis qu'il s'est résigné à ce que je dirige le domaine, il a toujours la même peur grotesque : si mes pouvoirs devenaient trop importants... C'est de la sénilité ! »

Elisabeth avait ébauché un mouvement, comme si elle allait protester. Mais elle n'avait rien dit.

« De temps à autre, il prend une décision contraire aux miennes, sans s'occuper de la portée qu'elle peut avoir. Uniquement pour affirmer sa volonté, montrer qu'il entend rester le maître... »

Maintenant, tandis qu'ils contournaient la plantation de sapins pour aller jusqu'au bois, il se taisait. Elisabeth observait son visage sombre, tendu. Ce jour-là, il serait difficile de l'apaiser ; ce serait désormais de plus en plus difficile. Et, finalement, qu'adviendrait-il ? Elle serra son bras davantage.

— Je lui parlerai.

Il s'arrêta.

— Avoir de nouveau recours à vous, Elisabeth... Mais pourquoi ?

Il passa la main sur ses cheveux, les tira en arrière, découvrant plus encore son front déjà très dégarni.

— Vous ne saisissez pas ce qu'il y a de stupide, d'odieux dans cette petite guerre ? Cette petite guerre que j'ai subie pendant quatre ans.

Ils atteignirent la lisière au moment où le soleil cessait de l'éclairer. Des geais et des draines criaient non loin de là. Poursuivi par eux, un mince oiseau de proie surgit. A la vue d'Elisabeth et de son mari, l'épervier fit un rapide crochet et rentra dans le bois.

— Je n'hésite plus, dit Alexis Martel.

Quelques secondes s'écoulèrent.

— Je veux partir.

Elle tressaillit.

— J'ai toujours été sûre que ces difficultés ne vous arrêteraient pas à Sorlente.

— Trop de mesquinerie... Et même en admettant qu'à Sorlente, je ne rencontre plus cette opposition sourde, exaspérante, croyez-vous que ce soit cela qui me convienne ? J'ai trente ans. Et je passerais ma vie à discuter de dégâts de gibier, de coupes de bois...

Elle soupira.

— Je sais bien, Alexis, que vous êtes fait pour autre chose.

Il reparlait du projet qui l'avait le plus intéressé. Les lettres de son ami Carrera lui offraient une issue très tentante. Elles l'avaient décidé. La société d'exportation que Carrera voulait créer à Montevideo s'organisait...

Martel et sa femme remontaient vers la maison, marchant dans l'herbe humide dont le vert avait été rendu plus intense par les pluies abondantes en avril et en mai.

Il s'arrêta de nouveau, la dévisagea.

— Vous vous souvenez de ce qu'a écrit Carrera : pour obtenir un des postes de directeur et des intérêts dans l'affaire, il

faudrait apporter des capitaux maintenant, au moment de la fondation.

— Dès que vous le voudrez, je demanderai ma dot à mon père, dit-elle spontanément.

Il la serra contre lui.

— Cet argent ne vous revient qu'après sa mort, remarqua-t-il.

— Il n'en a pas besoin.

Martel gardait un front plissé.

— Il refusera.

— Pour quelle raison ?

— Il me déteste trop. Et j'ai compris combien il est heureux quand nous devons lui demander de quoi payer vos robes, ou un voyage.

Elle lui dit qu'il se trompait. Martel secoua la tête.

— Vous verrez...

Il eut un geste emporté.

— Dépendre encore de lui ! Voir son sourire dédaigneux, borné. Non ! Non ! Il vous donnera votre dot, ou alors...

Son regard rencontra celui d'Elisabeth. Il y vit une interrogation alarmée. Aussitôt, il s'en voulut de sa vivacité. Mais il se dit qu'elle ne pouvait soupçonner la résolution qu'il était sur le point de prendre, après beaucoup d'incertitudes fiévreuses — et aussi d'appréhensions.

Elle l'observait toujours.

— La pluie va recommencer, dit-il soudain. Rentrons.

Les sommets des hauteurs, à l'ouest, devenaient flous. Le vent se levait.

Ils arrivèrent dans la cour en même temps que le régisseur qui revenait de la ferme des Bauves.

— J'ai vu Christol, dit-il.

— Il persiste à ne pas vouloir payer ?

— Il répète que le chiffre des dégâts fixé par l'expert est trop au-dessous de la réalité. Il parle de l'année difficile...

Martel l'arrêta.

— Assez ! Brussan, épargnez-moi les balivernes de ces gens qui se moquent de nous.

— Aujourd'hui, il propose d'accepter le chiffre de l'expert si on clôture les champs en bordure des bois.

— Au prix du grillage et de la pose, il pourrait accepter, en effet.

— Je le dirai à M. Villebrun.

— Inutile.

Des gouttes tombaient. Martel et sa femme se dirigèrent vers la maison.

Celle-ci — appelée au village le « château » — aux murs en grosse pierre grise de Barrefouze, en partie cachés par la vigne vierge, était assez longue et paraissait basse à cause du toit d'ardoises très en pente, surmonté de cheminées massives. Dans le bâtiment perpendiculaire, à droite, se trouvaient les écuries et le chenil du précédent propriétaire qui chassait à courre. Le père d'Elisabeth y avait fait aménager un garage, un hangar pour le bois, et, au bas de la cour, le stand de tir. Face à ce bâtiment que l'on nommait l'annexe, de l'autre côté de la cour, la pelouse, limitée par des barrières de ciment blanches, faisait suite au bassin.

— Brussan paraît vraiment très convenable, estima Elisabeth.

Songeur, son mari gardait la tête penchée.

— Les fermages en retard, les dégâts... Non, je ne pourrai pas continuer avec ces sottises.

— Nous partirons.

— J'avais cru que vous préfériez rester. Votre cher Sorlente avec ses pluies de tous les jours, son horizon fermé a des charmes pour vous.

Ils venaient de pénétrer dans l'entrée. La pluie tombait. Elisabeth répondit :

— Je comprends maintenant qu'il vaut mieux que nous ne restions pas à Sorlente. Je voudrais tant aussi que vous puissiez enfin vivre comme vous le souhaitez, comme vous le méritez !

Elle parlait avec une ardeur contenue, tout contre lui. Il caressait les épais cheveux blonds d'Elisabeth que le vent venait d'emmêler un peu sur le front. Mais son regard restait lointain.

II

Avant le repas du soir, Martel, dans le bureau, rédigeait sa réponse à une offre pour des coupes qui seraient vendues à l'automne. Le régisseur vint le prévenir que M. Villebrun le demandait. Il était au courant de la visite de Brussan à la ferme. Il l'avait interrogé.

— J'ai dû parler des grillages. Il désire en discuter avec vous.

Martel laissa voir son humeur.

— Nous en causerons au dîner.

Puis il se souvint de ce qu'Elisabeth devait demander.

— Dites-lui que j'irai au stand tout à l'heure.

Au stand, un peu plus tard, il retrouva Brussan qui, en compagnie du garde, se tenait derrière M. Villebrun. Celui-ci tirait avec la nouvelle carabine, la Scherness, sur la cible fixée à quatre-vingts pas, contre une sorte de remblai, dans la pelouse.

M. Villebrun passait là une bonne partie de ses journées. Dans la pelouse, on plaçait les cibles pour la carabine. Et, au fond du stand, sur des planches épaisses, celles pour le tir au pistolet.

Le garde alla remplacer la cible. Martel s'approcha. Mais son beau-père ne faisait pas attention à lui. Vigoureux d'apparence dans son costume de chasse, il n'était pas très grand, avec un visage épais, coloré. Il avait posé son chapeau sur le petit banc, derrière lui. Ses cheveux gris, clairsemés, étaient coupés presque ras.

— C'est l'arme la plus précise de mon petit arsenal, dit-il à Brussan.

— Vous la préférez à la Winchester ?

— Certainement. Très bien en main. Canon plus long. Elle porte mieux la balle.

Martel se taisait toujours. Et M. Villebrun ne semblait pas le voir. Ce fut Brussan qui rompit le silence entre eux :

— J'ai fait connaître à M. Villebrun la demande de Christol, au sujet des grillages.

Un temps passa. Enfin, tournant à demi la tête vers son gendre, M. Villebrun lui dit :

— Vous avez promis à Christol que je clôturerais ses champs. Si vous aviez un peu réfléchi...

— Je n'ai rien promis, répliqua Martel d'un ton sec.

— Pourtant, d'après ce que Brussan m'a dit...

Celui-ci intervint :

— J'étais avec M. Martel, il y a une dizaine de jours, quand il a été question des grillages. M. Martel avait fait entrevoir que les champs les plus exposés pourraient être clôturés et les frais partagés après les règlements des fermages en retard.

— J'essayais ce moyen pour arriver enfin à le faire payer.

— Vous avez eu tort de lui donner cette idée.

— Je n'ai pas pris le moindre engagement.

M. Villebrun avait tourné le dos à son gendre. Comme s'il ne l'avait pas entendu, il continua .

— J'ai assez de difficultés. Ce n'était pas la peine de promettre...

— Encore une fois, dit Martel impatienté, je n'ai rien promis. Christol essaie de tirer le plus d'avantages possibles de la situation. Je n'ai pas à vous apprendre pourquoi.

Dans une région très touchée par le dépeuplement, où des terres doivent rester inexploitées, il arrive que des fermiers, sachant qu'ils ne peuvent être remplacés, se montrent peu empressés à respecter leur bail.

Le garde avait rapporté le carton. Huit trous mordaient ou cernaient de près le petit cercle noir, au centre.

— Qu'en dites-vous ? demanda M. Villebrun à Brussan.

— Surprenant ! A cette distance !...

Martel fit un pas en arrière.

— Aucune complication ne peut donc venir de là, souligna-t-il.

Un moment s'écoula. M. Villebrun avait repris la carabine. Il en tapotait la culasse.

— Quand j'étais seul à m'occuper du domaine, les fermiers payaient tous sans un jour de retard. Pourquoi donc ? Moi, je savais me faire respecter, tout simplement... Nous verrons si les méthodes nouvelles arriveront à me faire toucher un jour ce qu'on me doit.

Il ne regardait pas Martel. Ses propos semblaient s'adresser plutôt à Brussan ou au garde.

— Vous savez très bien en quoi les temps sont différents. Attendez-vous que je le répète ?

D'un ton plus âpre encore, Martel poursuivit :

— Puis, j'aurai moins de chances d'aboutir avec Christol si, comme pour les bûcherons, quelqu'un va l'encourager derrière moi...

M. Villebrun avait recommencé à tirer. Martel serra les poings. Il se souvint des mots qu'il n'avait pu retenir devant sa femme, tout à l'heure, à l'entrée du parc. « Il m'aura trop poussé... Tant pis pour lui ! » songea-t-il.

Sans rien ajouter, il s'éloigna. Au bout d'une dizaine de pas, se retournant :

— Brussan, venez dans le bureau, dit-il. On règle les bûcherons demain. Maintenant vous établirez les feuilles de paie.

Quand Brussan le rejoignit en haut de la cour, il lui recommanda :

— N'ayez jamais l'air de me soutenir...

Il s'interrompit.

— Suivez-moi, dit-il d'un ton différent.

Dans le bureau, il lui expliqua qu'il avait vu Germain, près de la porte ouverte du garage. Certainement le vieux domestique essayait d'écouter.

— Méfiez-vous de lui. Il a de l'influence ici et il ne m'aime pas, dit Martel... Je vous disais de paraître, en toutes circonstances, du côté de mon beau-père. S'il soupçonnait que nous nous entendons, il ne vous garderait pas.

— Je me conduis comme vous me l'avez indiqué.

— Vous n'êtes pas maladroit. Je ne regrette pas de vous avoir amené.

Il se tut, parut chercher ses mots. Il lui fit signe de s'asseoir. Plus bas, il reprit :

— J'ai pensé à ce que vous me disiez, l'autre jour, à l'étang du Grèbe.

Il se tut encore, dévisagea Brussan.

— Vous comprenez à quoi je fais allusion ?

De la tête, Brussan acquiesça.

— Je présume que vous n'avez pas parlé ainsi à la légère, poursuivit Martel.

A mi-voix lui aussi, Brussan, dont le visage restait très calme, répondit lentement :

— Je n'ai pas parlé à la légère.

Martel marcha dans la pièce. Un instant il resta devant la fenêtre aux carreaux frappés par la pluie. Quand il se retourna, son expression s'était durcie davantage.

— Eh bien ! il se pourrait que nous reprenions bientôt cette conversation. Notre accord ira peut-être plus loin que je ne l'avais prévu. Beaucoup plus loin.

François Brussan avait été engagé à Sorlente trois semaines plus tôt. Pendant quatre ans, Martel avait cherché à se débarrasser du précédent régisseur. Mais un des principes auxquels M. Villebrun se montrait fidèle semblait être de maintenir le désaccord dans son entourage.

— Il se persuade qu'ainsi il domine plus facilement. Il est flatté et il tire un sentiment de supériorité de voir des antipathies se développer autour de lui, observait Martel.

M. Villebrun avait soixante-quatre ans au moment du mariage de sa fille. Après une vie extrêmement active, sans accepter tout à fait la perspective du repos, il entendait se borner à contrôler

la direction de son usine de Limoges et celle de l'important domaine de Sorlente. Il n'aurait pas reconnu qu'il ne possédait pas la même force qu'autrefois. Il refusait de porter des lunettes, même pour lire ; lorsque les rhumatismes raidissaient sa jambe droite, il prétendait qu'il ne s'agissait que d'une douleur insignifiante. Cependant, il ne pouvait plus, sans que sa tête s'alourdît, sans que ses idées devinssent embrouillées, travailler plusieurs heures de suite. Et la guerre avait amené toute sorte de complications qui, l'incitant aussi à ce demi-éloignement, lui en avaient fourni le prétexte. Son second, Muranzat, fut mis à la tête de l'usine. Chaque semaine, il venait rendre compte.

N'ayant pu empêcher sa fille d'épouser Alexis Martel, il finit par se résoudre à ce que celui-ci s'occupât du domaine, ainsi qu'Elisabeth le désirait.

Vite, il fut heurté par le comportement de son gendre. Ce dernier jugeait désuètes les théories souvent répétées de M. Villebrun et il savait que son beau-père ne l'estimait pas. Aussi ne pouvait-il se contraindre à lui plaire. Il voulait commander seul. Il ne craignait pas de répliquer sèchement. M. Villebrun à qui, habituellement, on ne résistait pas, ressentait alors que son énergie, dont il avait toujours été si fier, décroissait. Cette inquiétante sensation de déclin éprouvée devant son gendre et que M. Villebrun n'aurait pas voulu admettre était — Martel l'avait compris — ce qu'il pardonnait le moins.

Une fois Martel au courant, le régisseur n'était plus nécessaire. Mais M. Villebrun ne s'en séparait pas, malgré les insistances d'Elisabeth.

En théorie sous les ordres de Martel, le régisseur soumettait toutes les décisions à M. Villebrun. Celui-ci ne manquait pas d'apporter ses modifications. Martel s'exaspéra de cet obstacle... Le régisseur buvait. Un jour, il fut irrespectueux envers Elisabeth. Elle se plaignit, en exagérant ce qui s'était passé. Martel comprenait que M. Villebrun tenait à la fonction plus qu'à l'homme. Il suggéra à Elisabeth de dire que le régisseur pouvait être remplacé. Germain, le vieux chauffeur, était depuis longtemps hostile au régisseur, le jugeant trop important. Sans être d'accord avec Martel et sa femme, il poussa M. Villebrun.

Martel souhaitait amener un homme qui lui serait soumis. Son frère Valentin lui dit un jour :

— J'ai rencontré à Tulle un de mes amis de collège : François

Brussan. Il revient de Paris et m'a l'air dans l'embarras. S'il n'a pas changé, c'est un garçon qui ne manque pas de qualités utiles.

Martel vit Brussan à Tulle. Il le fit présenter à Sorlente par Valentin, en bien meilleurs termes que lui avec M. Villebrun. Alléguant que Brussan n'avait pas plus de vingt-huit ans, il feignit l'opposition. Le résultat fut atteint plus vite que le mari d'Elisabeth l'espérait. Il avait expliqué à Brussan ce qu'il fallait dire. Ce dernier se montra fort habile. Il insista sur son enfance pauvre, ses dures années de jeunesse. Souvent M. Villebrun répétait que seuls ceux qui commencent dans la difficulté — tel avait été son cas — sont intéressants. Brussan sut admirer la réussite de celui qui, à douze ans, se louait pour garder des troupeaux.

— On sent tout de suite l'homme intelligent, capable, dit de lui M. Villebrun. En l'entendant je me revoyais à son âge...

Et Brussan fut engagé.

Quand Elisabeth entra dans le bureau, Martel achevait de donner au régisseur ses explications pour le paiement des bûcherons.

— Je suis contente que mon père n'ait pas écouté Germain qui aurait fait manger le régisseur avec les domestiques, dit-elle, lorsqu'elle fut seule avec son mari. Sans doute, ce n'est pas très distrayant pour lui d'être servi à part. Mais il vaut mieux...

Il suivait des yeux Brussan qui se dirigeait vers le stand. Elisabeth reprit :

— Votre frère est en retard. Il dîne bien avec nous, ce soir ?

— Il me semble.

Après avoir rangé les papiers sur son bureau, il la regarda.

— Avec cette robe, vous achèverez de tourner la tête à ce pauvre Valentin.

Elle sourit.

— Avant-hier, je portais la robe que j'ai fait faire en même temps et qui vaut au moins celle-ci... Valentin a été le seul à la remarquer.

Il se leva, entoura sa taille.

— Elisabeth, ces jours-ci j'étais préoccupé.

— Je m'en suis bien rendu compte. Et pour la première fois, vous ne m'en avez pas dit les raisons.

La jeune femme hésita.

— J'ai même eu l'impression que vous ne teniez pas à me dire ces raisons. J'ai dû me tromper.

Le voyant froncer les sourcils, elle ne continua point. Elle se serra contre lui jusqu'à ce qu'il l'étreignît davantage. Quelques instants plus tard, elle l'interrogea, d'une voix un peu assourdie :

— Voulez-vous que je demande ce soir à mon père ?

— Dans deux ou trois jours. Le moment ne conviendrait pas.

Il secoua la tête.

— De toute façon, je n'attends rien.

— J'ai davantage confiance. Et je veux réussir. Autrement, j'en arriverais à craindre...

— Que craindriez-vous ? questionna-t-il assez sèchement.

Se contraignant à sourire, Elisabeth redit :

— Je veux réussir.

III

Elisabeth parla à son père trois jours plus tard. Un peu avant le dîner, elle rejoignit Martel dans le parc, près de la balustrade dominant le bassin.

— Il a refusé ? dit-il.

— Mais non, il n'a pas refusé...

M. Villebrun demandait qu'on le renseignât tout à fait sur l'entreprise dans laquelle la dot d'Elisabeth serait éventuellement engagée. Martel s'était adossé au grand tilleul, en arrière de la balustrade.

— Vous pourrez lui expliquer cela pendant le dîner, dit-elle. Surtout ne vous emportez pas. Vous me le promettez ?

Elle avait posé la question d'un ton de tendresse où il perçut aussi une pointe d'anxiété. Pendant une seconde, il sourit. Puis il inclina la tête.

Valentin Martel, comme presque chaque soir, était venu de Limoges. Plus jeune de deux ans que son frère Alexis, il faisait sans cesse preuve d'un enjouement qu'Elisabeth appréciait. Ainsi se trouvait rompus de pénibles silences, qu'elle était seule, autrement, à vouloir abréger. Dans la salle à manger, Valentin parlait d'Hubert Coutrain, un propriétaire voisin, qu'il avait rencontré à Limoges, place Jourdan.

— Ce mari d'un modèle trop rare reste pour moi énigmatique.

Un fait ne peut se discuter : il tient à sa femme. Mais est-ce cela qui l'empêche de voir ou bien qui l'incite à faire si parfaitement semblant de ne pas voir ? Peut-être la prudence... Parce que s'il était livré seul à Brigitte, le pauvre ! Un jour, j'étais invité chez eux. Elle me fait entrer dans leur chambre. Il prenait son bain et la salle de bains est attenante. Savez-vous quelle idée elle a eue ?...

Valentin toussa, s'interrompit comme s'il s'apercevait seulement de la présence d'Elisabeth.

— Pardonnez-moi. Je voulais seulement donner un exemple de la discrétion de Coutrain.

M. Villebrun se mit à rire. Depuis qu'ils s'étaient tous retrouvés dans la salle à manger, Alexis Martel restait silencieux. Elisabeth, fréquemment, levait les yeux sur lui. Elle comprenait la difficulté qu'il avait à commencer. Aussi reprit-elle sa conversation avec M. Villebrun. Elle redit en quoi consistait l'entreprise.

Alexis, au cours de son adolescence, s'était lié avec Simon Carrera dont la mère, une amie de Mme Martel, avait épousé un grand exportateur de Montevideo. Elle venait en France presque chaque année avec son fils, un peu plus âgé qu'Alexis.

Au cours de son dernier séjour, en 1939, Simon Carrera avait promis à Martel une situation dans la société où il venait d'entrer avec un poste important. La guerre avait retenu Martel. A présent, Carrera organisait lui-même une nouvelle compagnie pour le commerce des bois durs.

Elisabeth se tourna vers son mari.

— Il s'agit, n'est-ce pas, d'aller chercher le bois sur place ?

Martel se décida :

— Les bois durs ou précieux, si vous préférez, sont achetés dans des forêts éloignées de mille à deux mille kilomètres de Montevideo par des marchands qui les revendent aux compagnies d'exportation...

« Mais on doit compter avec l'indolence des exploitants. Pour le transport sur le fleuve, il faut attendre de vieux bateaux trop peu nombreux. Les commandes sont toujours livrées avec des retards impossibles à évaluer à l'avance... Carrera, plus actif qu'on ne l'est généralement dans des régions où, à cause de gains trop faciles, on s'en tient à de surprenantes routines, avait eu l'idée d'une société qui posséderait des forêts, qui aurait ses équipes de bûcherons et ses propres moyens de transport. Un grand proprié-

taire de la région de Federacion, au bord du rio Uruguay, serait un des actionnaires. L'on exploiterait ses terres avec méthode.

« Les avantages seront donc : économie, puisque le revendeur intermédiaire sera supprimé, et surtout, un approvisionnement sûr, beaucoup plus rapide, qui permettra un très grand développement...

Martel expliqua comment était constituée la société, qui posséderait bientôt le capital suffisant... M. Villebrun ne posait aucune question. Remarquant que, même pratiqué imparfaitement comme par la société où travaillait Carrera, ce commerce rapportait des bénéfices impressionnants, Elisabeth lui demanda ce qu'il pensait. Il grimaça.

— L'Uruguay, c'est loin.

— Nous viendrons en France tous les ans, dit-elle. D'ailleurs la Compagnie aura des bureaux à Paris et à Bruxelles.

— Je veux dire que ce qui est si loin me paraît bien hasardeux, fantaisiste même.

— Alexis va vous montrer les chiffres...

Tandis que Martel tournait les pages des copies de prévisions établies par Carrera, son beau-père bâilla à plusieurs reprises. Questionné encore par Élisabeth, il répondit :

— Des prévisions, je sais comment on en prépare. En a-t-on déjà vues qui ne soient pas convaincantes ? Mais j'ai vu, moi, des gens qui avaient des surprises. Surtout quand ils n'y connaissaient rien.

— Mais là-bas, ce n'est pas comme en France ! fit Martel. L'argent placé dans une affaire rapporte d'une façon qui n'a rien à voir avec ce qui se passe ici.

Simon Carrera s'occupait depuis une dizaine d'années du commerce des bois durs. Il connaissait parfaitement cette question. Et si son idée ne devait pas mener à des réalisations très profitables, la banque Muller-Braun, de Bruxelles, et la Banco Nacional, de Montevideo, engageraient-elles des capitaux ?

Elisabeth se faisant pressante, son père laissait voir une moue ennuyée.

— C'est loin, redisait-il.

Après d'autres objections auxquelles Martel répondit, M. Villebrun se déroba d'une manière différente. Il rappela le contrat de mariage. Il prétendit qu'il ne pourrait pas, sans être gêné, donner la dot d'Elisabeth dont il payait l'intérêt.

— Oh ! père, protesta Elisabeth, incrédule...

Elle insista. Mais il n'achevait même pas de parcourir les feuilles posées devant lui. Au bout d'un moment, Martel, d'un geste brusque, les retira. Sans plus rien dire, il s'assit de l'autre côté de la table. Elisabeth tentait encore de convaincre son père. Cependant elle comprenait qu'elle devrait renoncer à une solution dont elle sentait tant la nécessité.

Le cœur serré, elle les voyait face à face. M. Villebrun têtu, soutenait encore qu'il ne pourrait actuellement verser sa dot à Elisabeth. Et Alexis, après s'être forcé à une discussion mortifiante, s'enfermait de nouveau dans son inquiétant silence. Il dévisageait par instants son beau-père, se retenant sans doute de lui dire sa colère, son mépris.

Quand le valet de chambre vint demander s'il pouvait servir, Elisabeth ne répondit pas. Ce fut M. Villebrun qui commanda :

— Ne nous laissez donc pas perdre notre temps davantage.

A la fin du repas qui, sans Valentin, eût été particulièrement morne, M. Villebrun les quitta. Il se couchait toujours tôt. Il tendit la main à Elisabeth, puis à Valentin. Son gendre, lui tournant le dos, s'était approché de la fenêtre.

— Vous voyez ! Il n'a rien écouté. Il avait décidé de refuser.

— Je lui demanderai de réfléchir.

— Il ne veut pas me permettre de quitter Sorlente ! Que je me morfonde ici, voilà ce qui le réjouit. Il s'est amusé de me voir le supplier ! s'exclama le mari d'Elisabeth du même ton de colère concentrée.

— Vous ne l'avez pas supplié.

Valentin proposa :

— Nous passons dans le grand salon ?

On appelait ainsi cette pièce depuis que M. Villebrun, sept ans plus tôt, avait fait supprimer la cloison séparant l'ancien salon de la pièce voisine. Deux fenêtres larges et hautes s'ouvraient sur la cour ; une troisième, plus petite, leur faisait face, tournée vers le parc. Une table de jeu entourée de sièges de cuir devant la cheminée, quatre fauteuils à l'étoffe couleur rouille, un petit meuble de merisier ne garnissaient qu'à demi le salon. Les tapis étaient épais comme on les aime dans une région où l'humidité rend les maisons froides toute l'année...

Valentin mit un disque.

— On fait venir ce brave Brussan ? questionna-t-il en désignant le régisseur qui traversait la cour, se dirigeant vers le bassin.

Elisabeth regarda son mari. Il eut un geste indifférent.

— Appelez-le, dit-elle à Valentin. Il est toujours seul.

Peu après l'entrée de Brussan, Martel les laissa. Valentin demanda à Elisabeth de danser. Puis il dit à Brussan de l'inviter aussi.

Quand elle eut dansé avec l'un et avec l'autre, elle s'assit. Valentin s'installa sur le bras du même fauteuil. Pour mieux admirer sa robe, il en touchait le tissu sur l'épaule, sur le bras. Elisabeth prit sa main, l'éloigna. Il ne cessait de lui faire des compliments, demandant son avis à Brussan. Ce dernier ne répondit que quelques mots, d'un ton réservé. Son mari ne revenant pas, Elisabeth se leva et leur dit bonsoir. Valentin protesta, mais il ne put la faire rester.

— Ah ! les femmes qui tiennent à leur mari... fit-il, une fois seul avec Brussan. Et quand elles n'ont pas aimé d'autres hommes, il faut du courage pour avoir des idées sur elles. Note que je savoure cette difficulté. Est-ce que je suis précoce, en avance d'une quarantaine d'années ? A moins que les excès produisent déjà leur effet... Je me rends compte que j'ai besoin maintenant de petits coups de fouet... sur mon imagination. Elle aime Alexis. Alexis m'aime bien. Cela augmente la tentation, lui donne du prix, du piquant... Puis Elisabeth vaut bien qu'on risque quelques déceptions. Qu'en penses-tu ?

Brussan fit un geste imprécis.

— Dans l'ensemble, elle offre déjà ce que je recherche, poursuivit Valentin. Un mètre soixante-sept. Tour de taille : mince. Tour de poitrine : très engageant. Jusqu'ici, un peu classique, me diras-tu. Si tu veux. Mais ce qu'Elisabeth a de très personnel, c'est l'expression, le regard. De la douceur, de la tendresse, à travers lesquelles j'entrevois une ardeur qu'on désirerait — c'est le terme qui convient — éveiller ou entretenir. Et aussi il y a en elle une apparence de pureté. Moi, rien ne me trouble vantage...

Alors que Brussan demeurait silencieux, Valentin continua pendant un moment à parler d'Elisabeth, tantôt vague, tantôt particulièrement net.

Du meuble de merisier, il retira plusieurs bouteilles de liqueur, des paquets de cigarettes.

— Elisabeth nous abandonne pour essayer une fois de plus d'arranger les choses entre Alexis et le vieux dogue.

— Ils ne se sont jamais entendus ?

— Tous les deux ne supportent pas qu'on les contrarie. Pour mon frère, un rien l'exaspère. Son beau-père ne manque jamais de faire sentir à Alexis qu'il s'est tiré d'embarras en épousant Elisabeth.

Valentin dit ce que Brussan savait en partie. Alexis Martel, avant son mariage, avait rompu avec son père. Il avait quitté la situation que lui avait faite à l'usine Montazens, une des grandes fabriques de porcelaine de Limoges, un ami de sa famille. Il vivait en achevant de dépenser ce qui lui revenait de l'héritage de sa mère.

— Ce mariage, évidemment, a été heureux. Je veux dire opportun.

Toutefois, M. Villebrun n'oubliait sûrement pas que lui-même avait dû beaucoup à son union avec la fille d'un riche imprimeur de Limoges. En Alexis, il méprisait d'abord le bourgeois n'ayant pas connu une jeunesse dure comme la sienne. Mais Valentin estimait que son attitude aurait pu se modifier si Alexis s'était conduit différemment.

— Mon frère n'a pas assez pratiqué les exercices d'assouplissements. Il a eu tort. Parce que les biens, les revenus du papa Villebrun représentent quelque chose. Et, à part des faiblesses dans le détail, sa solidité est inquiétante. La réalisation des espérances très légitimes paraît lointaine.

Il voulut verser encore un verre de liqueur. Brussan refusa.

— Alexis devrait m'imiter, dit Valentin en se servant. Bien que le vieux dogue ne soit pas spécialement généreux, j'ai toujours émis mes emprunts avec succès. Seulement, attention : ne pas négliger la préparation du terrain, comme dirait mon vieux militaire de père. En trois temps. Au stand : « Quelle précision, vraiment, c'est extraordinaire ! » Deuxièmement : commentaire admiratif de la carrière et de la réussite du personnage (employer abondamment les mots qu'il aime le plus : énergie, caractère, puissance...). Troisième point, de plus en plus important : « Vous marchez trop vite. Je m'essouffle à vous suivre. » Moi, à la place d'Alexis...

Brussan se leva. La pluie tombait toujours.

— Attends. Tu serais trempé avant d'arriver à Montaneyre.

— Le gérant de la scierie de Saulzac vient voir demain matin les nouvelles coupes. J'ai rendez-vous de bonne heure.

Valentin remplit un autre verre.

— Et toi, tu ne m'as pas dit encore comment tu trouves le père de la grisante Elisabeth.

Au moment de répondre, Brussan s'aperçut que Valentin l'observait sans cesser de sourire. Son sourire pouvait simplement être le signe de la désinvolture que montrait toujours le frère d'Alexis Martel. Mais Brussan connaissait assez Valentin pour savoir que ce sourire pouvait avoir aussi un autre sens.

Il ne sourcilla point. Posément, il déclara :

— Je ne me plains pas de lui.

IV

Elisabeth revenait de Limoges avec Valentin. Il l'avait remerciée de laisser Germain ramener seul la voiture et d'accepter de rentrer dans la sienne.

— Puisque le hasard nous a fait nous rencontrer..., avait-elle dit ironiquement.

— Ignorez-vous comment je recueille vos paroles ? Je savais que vous aviez rendez-vous chez votre coiffeur cet après-midi.

En traversant Boisseuil, il disait à Elisabeth sa surprise de ne pas avoir été approuvé par son frère, quand il lui avait annoncé qu'il songeait à quitter un jour son emploi.

— Enfin, avoir comme centre d'activité un commissariat de police !... Il ne m'a pas du tout encouragé.

— Il trouverait sans doute dommage que vous abandonniez cette situation. Depuis que vous l'avez, je vous ai vu je ne sais combien de costumes nouveaux. Vous avez acheté cette voiture... Je ne croyais pas votre travail aussi avantageux.

Valentin toussota. Il semblait donner toute son attention au troupeau de moutons qu'il dépassait. Puis il remarqua l'arc-en-ciel qui commençait à briller sur les nuages sombres. Les mêmes soucis retenaient trop l'attention d'Elisabeth depuis quelques jours pour qu'elle s'arrêtât longtemps à l'embarras qu'il venait soudain de montrer.

Avant d'entrer à Pierre-Buffière, il stoppa. Il lui demanda si elle ne voudrait pas profiter de ce que la pluie cessait pour marcher un peu le long de la Briance.

— Vous vous souvenez, un matin que nous revenions à Sorlente, dans la voiture de votre père, je vous ai proposé cette

promenade. Je vous ai fait ma première déclaration au bord de la rivière.

Ne réussissant pas ce jour-là, il passa son bras autour des épaules d'Elisabeth. Elle se dégagea.

— Alexis a de l'affection pour vous, beaucoup d'affection, dit-elle.

— J'ai toujours été le seul dans ce cas parmi mes frères et sœurs.

— Et vous n'en êtes pas gêné pour vous conduire avec moi comme vous le faites ?

— Elisabeth, il me paraît inéluctable qu'une femme — même une femme comme vous — connaisse un jour un moment de... de négligence. Aussi je me conduirais très légèrement en manquant d'assiduité. Deux possibilités : ou bien vous persévérez (et Alexis est bien trop fin pour ne pas reconnaître qu'il vaut mieux que ce soit avec un homme qu'il apprécie) ; ou bien cet essai vous découragera. Et, de cette façon encore, j'ai rendu service à mon frère. Avec plaisir, je crois pouvoir le dire...

Les propos de Valentin ne la faisaient pas sourire comme à l'ordinaire.

— Je ne veux pas rentrer tard à Sorlente.

Valentin ayant remis en marche sa voiture, elle dit son inquiétude. Depuis le refus de son père, Alexis et M. Villebrun ne se saluaient plus. Durant les repas, ils n'échangeaient aucune parole. D'autre part, Alexis ne disait plus rien de son projet d'aller retrouver Simon Carrera. Il se confiait moins à Elisabeth. Puis elle apprit à Valentin que, pour la première fois, elle avait eu une explication très sèche avec son père. Elle lui avait reproché de brimer Alexis.

— Il était étonné que je lui parle ainsi...

De nouveau Valentin lui conseilla de tenter d'amener Alexis à moins d'intransigeance. Elle secoua la tête.

— Ce n'est pas possible... J'ai essayé. Mais si je recommençais, il m'accueillerait mal. Il est de plus en plus renfermé, de plus en plus emporté. Ce matin, parce que la petite femme de chambre avait rangé quelques papiers restés sur son bureau, il a eu une colère comme je ne lui en ai jamais vue. Il aurait voulu qu'on la renvoie. Elle en pleurait.

Quand la voiture quitta la route pour s'engager dans le chemin menant à Sorlente, entre deux haies touffues, sous les feuillages qui se rejoignent, Elisabeth estima encore :

— Je ne pourrai faire changer ni l'un ni l'autre.

Après avoir mis sa voiture au garage, Valentin retrouva son frère devant le bassin. Alexis Martel paraissait suivre des yeux un banc de gardons qui nageait en surface. Brusquement, l'eau se rida. Les gardons s'étaient dispersés. Le dos d'un poisson long et mince venait d'apparaître de l'autre côté des nénuphars.

— Les brochets ne vivront pas dans cette eau immobile, assura Valentin, en le désignant. Ton beau-père a eu tort d'en mettre. Il objecte que Coutrain en a dans son étang. Mais justement cet étang est alimenté par une source. Le mouvement d'eau existe.

Alexis Martel eut un léger haussement d'épaules.

— Je suis content de te voir venir si régulièrement à Sorlente, dit-il.

— Sentir la présence du confort, de la richesse, j'ai toujours trouvé cela exaltant et rassurant à la fois. Ajoutes-y l'essentiel : Elisabeth...

Alexis sourit. Ils étaient au pied d'un saule aux branches trempant dans l'eau du bassin. Le vent qui venait de se lever faisait tomber des gouttes dont la pluie avait chargé le mince feuillage. Ils s'éloignèrent de quelques pas.

— Je n'ai pas vu souvent une femme attachée à quelqu'un comme elle l'est à toi, poursuivit Valentin.

— Son père n'avait jamais été très tendre avec elle. Mais il se vexe de voir qu'elle ne suit que moi.

Du stand partaient des coups de carabine.

— Et Brussan ? Tu es toujours content de lui ?

— Avec lui je suis tranquille.

— Il réussit en même temps à satisfaire le père d'Elisabeth, il me semble.

Après avoir hésité quelques secondes, Alexis demanda :

— Ne sais-tu vraiment rien de ce qu'il faisait avant de venir ? Il a plu tout de suite à mon beau-père qui n'a pas été exigeant pour les références.

— Je pense qu'il vaut mieux ne pas trop chercher. A Tulle, je rencontre sa mère, de temps à autre. Il y a deux ans, elle était très inquiète. Elle venait d'apprendre qu'il avait depuis longtemps déjà laissé choir son travail, dans je ne sais quel bureau, à Paris. Et elle se demandait comment il vivait.

— Ah ?...

Alexis Martel évita de prononcer les mots qui auraient indiqué qu'il était satisfait.

— Mon beau-père lui trouve l'air sérieux, honnête.

— Cet air-là, il l'avait déjà au temps du collège. Notamment en première, quand il mettait au point un plan qui devait, avec l'aide intéressée d'un professeur, nous faire connaître à l'avance les sujets pour le bachot. Le manque d'argent ne m'a pas permis de profiter de son ingéniosité.

Alexis esquissait un sourire vague. Valentin en revint à Elisabeth. Mais il s'aperçut que son frère ne l'écoutait plus.

Il le laissa pour s'avancer vers M. Villebrun et Brussan qui remontaient la cour. Le garde portait les cibles et la carabine. Prenant les cartons, Valentin s'extasia. Brussan crut bon de l'avertir :

— Ceux-ci sont de moi. On s'en doute... M. Villebrun a bien voulu me permettre de m'exercer un peu.

— Vous visez trop longtemps. Alors, forcément, le bras se fatigue. S'habituer à ajuster vite, presser aussitôt la détente.

— Je n'espère pas arriver à tirer un jour comme vous, dit Brussan.

M. Villebrun lui tapa sur l'épaule avec cordialité. Ils rentrèrent ensemble. M. Villebrun appela Elisabeth.

— Prête donc quelques livres à Brussan, lui dit-il. Il n'a rien pour le distraire à Montaneyre.

A Brussan, il dit :

— Prenez tous ceux qui vous plaisent. Nous en avons une pièce pleine. Je n'en ai pas ouvert plus de deux ou trois, d'ailleurs. Parce que moi, pour la lecture, à part *le Chasseur français* et le *Saint-Hubert*...

Elisabeth emmena Brussan dans la bibliothèque.

— Quels livres préférez-vous ?

Comme il ne répondait pas, elle leva les yeux vers lui. Et elle fut surprise de son regard.

— Ceux que vous aimez.

Ces mots, l'intonation voilée avec laquelle il les avait dits surprirent encore davantage Elisabeth. Pendant quelques secondes, elle fut déconcertée. Elle se détourna et s'occupa de choisir des volumes.

Elle se disait qu'elle n'allait pas s'attarder dans la bibliothèque. Elle le quitterait sèchement. Toutefois, quand il lui parla des livres qu'elle lui avait tendus, elle lui répondit. La conversation se poursuivit sans qu'Elisabeth se résolût à la rompre. Elle jetait par instants sur lui un rapide regard.

Il était un peu moins grand qu'Alexis Martel. La veste imperméable, les bottes, l'amincissaient encore. Ce qui, le premier jour, avait retenu la jeune femme, c'était l'immobilité de ses traits, cette expression dont le calme semblait à Elisabeth voisin de la tristesse. Elle se disait que jamais il ne devait prononcer un mot inconsidérément. Et cela ramenait Elisabeth à ce qu'il venait de lui dire. Elle se reprochait de ne pas être partie plus vite. Mais peut-être avait-elle mal compris. Cependant...

Soudain la petite cloche que la femme de chambre agitait au moment des repas tinta. Elisabeth s'aperçut qu'elle avait oublié l'heure du dîner.

V

Martel avait décidé d'avoir ce matin avec Brussan la conversation dont il attendait de grands résultats. Il l'avait fait venir dans le bureau. Mais, à côté, Germain ne finissait pas de cirer un meuble. Il aidait un peu au ménage depuis que le valet de chambre, dont la sciatique devenait plus aiguë avec cette humidité, restait couché.

« Il doit tendre l'oreille, avait dit Martel, entraînant Brussan dans le corridor. Et pour ce que j'ai à vous dire, il n'est pas indiqué que quelqu'un entende. Je vais tirer une buse ou deux, au grand duc. Arrêtez-vous à la hutte en revenant de chez Christol. Nous serons tranquilles. »

Le ciel restait presque aussi couvert que les jours précédents. Toutefois, il n'avait pas plu de la matinée. Le vent tournait à l'est.

La hutte, au toit de branchages, était creusée au coin d'un champ inculte que les genêts avaient déjà envahi à moitié. A une vingtaine de pas, sur un pieu, Martel avait fixé le grand duc naturalisé. A peine installé, il avait tué une bondrée qui volait autour de l'oiseau nocturne, l'ennemi de tous les rapaces de jour...

Avec impatience, il regarda une nouvelle fois sa montre. Devant lui, à quelques centaines de mètres, les bois s'étalaient sur la hauteur jusqu'au plateau de Labru, rocheux et sans arbres... Enfin, il entendit marcher dans le sentier. Il écarta la porte en toile de sac. Brussan se baissa, entra. Une fois assis à côté de Martel, il dit :

— J'ai donc revu Christol...

Martel l'arrêta.

— Laissons Christol aujourd'hui.

Un temps passa. Puis Marcel se mit à parler de son beau-père. Il dit ce que Brussan avait pu constater. Le vieil homme, insupportablement buté, tenait à maintenir son gendre dans cette position humiliante. Il prenait plaisir à le voir végéter ainsi.

— J'ai patienté longtemps, trop longtemps. D'abord j'ai cru que j'arriverais à m'imposer. Je n'ai réussi qu'à me mettre dans un état d'irritation dont je ne sors plus. On peut se battre contre un homme intelligent. Mais là, je perds mon temps. Après ce qu'il vient de refuser à ma femme, j'en suis encore plus persuadé...

Martel fit une pause.

— Je pourrais m'en aller sans rien. Mais ce serait abandonner sottement, agir en faible... Alors qu'avec de l'argent de grandes choses sont possibles. Que faire ? Attendre, subir... Jusqu'à quand ?

Il s'exprimait à mi-voix, rapidement.

— Voici une quinzaine de jours, à l'étang de Grèbe, je vous disais ce que je pensais de lui. Vous m'avez répondu : « A un moment, pour vous, tout s'arrangera. Quand il ne sera plus là. » Et vous avez ajouté : « Ce moment, vous n'avez jamais songé qu'il pourrait être rapproché ? »

Il observa Brussan qui demeurait impassible.

— Quand j'ai fait, l'autre jour, allusion à vos propos, vous m'avez dit ne pas avoir parlé à la légère. Vous vous en souvenez ?

Brussan inclina la tête.

— J'y ai réfléchi, reprit Martel. J'y ai beaucoup réfléchi. Il n'est plus capable de travailler comme il l'a fait. Mais la vie qu'il mène maintenant ne l'use pas.

Martel se tut quelques secondes.

— Qui, à ma place, n'aurait pas eu l'idée de ce que vous suggériez ? Mais je ne me suis jamais arrêté à cette idée...

Il raconta qu'il avait dû, deux ans plus tôt, témoigner à Limoges, en faveur d'un garçon compromis pendant la guerre. D'abord, il y avait eu l'attente énervante au Palais, en compagnie de gens au visage inquiet. Des avocats, pleins d'entrain, bavardaient. D'autres s'entretenaient d'un air important avec leur client... Enfin, le juge d'instruction avait reçu Marcel. Ils étaient deux dans le bureau. L'un, sanguin, jovial ; l'autre maigre et d'apparence effacée. Le premier commentait d'une façon égrillarde le cas du mari abandonné et volé qui avait précédé Martel. Il l'avait interrogé sur son identité. Martel croyait avoir affaire au juge. Il avait été détrompé quand le

personnage maigre s'était mis soudain à lui poser des questions d'un ton où la hargne soupçonneuse alternait avec une bienveillance détachée. Bien qu'il ne fût que témoin, Martel sentait un malaise le gagner. Il songeait au mécanisme qui le frôlait. Comme ce mécanisme dépassait les hommes qui le faisaient fonctionner avec une routine indifférente et dont l'apparence si ordinaire, anonyme, décourageait déjà !

— Souvent, je me suis rappelé cette déposition à Limoges. Je me voyais, non pas témoin...

Brussan lui toucha le bras. Un oiseau au plumage roussâtre venait de passer, rasant le grand duc.

— Un émerillon, dit Martel. Il ne reviendra pas. Trop méfiant.

Il se tourna de nouveau vers Brussan, attendit. Après un temps assez long, le régisseur, sans hâte, de sa voix unie, déclara :

— L'isolement de Sorlente doit donner bien des possibilités...

Des pies s'étaient mises à crier dans les arbres au-dessus de la hutte. Un gros oiseau survola le grand duc, puis disparut du champ de tir. Martel avait pris son fusil, s'était agenouillé.

Les pies criaient toujours. La buse reparut, piquant, les ailes repliées, sur le grand duc. Elle passa très près, redressa son vol et commença de reprendre de la hauteur en revenant vers le bois. Au coup de fusil, elle s'immobilisa une seconde, puis, lourdement, elle vint s'abattre à quelques pas de la visée.

Martel se rassit. Il y eut encore un silence. D'une voix hésitante, le gendre de M. Villebrun demanda :

— Auriez-vous déjà envisagé quelque chose ?

Un instant s'écoula. Puis le régisseur répondit, d'un ton toujours tranquille, naturel :

— Je vais y penser davantage.

VI

— Je n'aurais pas dû me mettre au premier rang avec la châtelaine, dit Brussan à Elisabeth.

— Sorlente n'est pas un château.

— Je suis au service de M. Villebrun. La prochaine fois, je resterai au fond de l'église.

— Vous savez que mon père, quand il était enfant, conduisait des troupeaux dans les champs que nous traversons.

Ils revenaient à pied de la messe à Saulzac. Ni M. Villebrun, ni Martel ne fréquentaient l'église. Habituellement, Elisabeth s'y rendait seule.

— Quand vous étiez à Paris, alliez-vous souvent à la messe ? demanda-t-elle.

— Depuis assez longtemps, je n'avais pas eu l'envie d'être pieux comme aujourd'hui.

Élisabeth se garda de poursuivre. La phrase de Brussan lui rappelait celle qu'il avait prononcée quelques jours plus tôt, dans la bibliothèque, et qui l'avait surprise. En le revoyant, Elisabeth s'était étonnée de ne pas être gênée davantage. Mais, comme d'instinct, elle évitait alors d'arrêter longuement ses pensées sur ce point. Plus tard, tant que durèrent son incertitude, son désarroi, elle se reprocha de ne pas avoir lutté tout de suite, de ne pas avoir osé reconnaître assez tôt l'importance du péril.

— J'ai eu tort de renvoyer Germain avec la voiture. Il va pleuvoir encore.

Elisabeth et Brussan suivaient l'étroit chemin qui monte entre les pâtures où se dressent, de place en place, quelques rochers sombres, pointus. Partout des filets d'eau s'écoulaient à travers les prés, vers la rivière. La terre semblait imbibée au point de ne plus absorber l'eau des dernières pluies.

— Vous devez trouver ce pays bien morne. Et nous sommes tellement isolés à Sorlente ! Il pleut cet été à peu près tous les jours...

Elle avait déjà expliqué à Brussan pourquoi la pluie — qui devient de la neige dès la fin de l'automne — est si abondante à Sorlente. Les vents d'ouest et du sud-ouest soufflent le plus souvent. Ils poussent vers le centre les nuages formés au-dessus de l'Océan et qui remontent facilement par les vallées de la Dordogne, de la Vézère, de l'Isle...

— Bientôt vous vous ennuierez, dit-elle.

Elle jugea ces paroles imprudentes. Mais, comme s'il devinait son regret, il ne dit pas les mots qu'Elisabeth aurait pu provoquer. Il la regarda seulement. Son expression était d'une tristesse plus accentuée. Elisabeth croyait y voir une sorte de reproche. Elle se hâta de dire que son père était satisfait des qualités que montrait Brussan dans le différend avec le fermier des Bauves.

— Ne soyez pas choqué par sa brusquerie, ses moments de mauvaise humeur. Pour vous, il n'a pas la dureté, l'incompréhension qu'il a pour d'autres, dit Elisabeth... Vous, que pensez-vous de lui ?

Il laissa passer quelques secondes. Ils entendaient les sonnailles d'un troupeau qui les suivait dans le chemin.

— M. Villebrun a toujours tenu à être le plus fort, répondit-il. Je me permets de me demander s'il ne faut pas un peu de naïveté pour croire que nous devons, que nous pouvons toujours tout dominer. Mais le tenter prouve beaucoup de courage.

Après quelques secondes, il dit encore :

— Cette vie dure, tendue, si elle ne l'a pas très atteint apparemment, l'a rongé en quelque sorte à l'intérieur. Il a gardé les aspirations d'autrefois. Mais il n'a pas la même puissance de réalisation. Ce déséquilibre, qui ira en augmentant, ne vous paraît-il pas assez dramatique ?... Pour moi, M. Villebrun est attachant.

Elisabeth s'arrêta, posant sa main sur le bras de Brussan.

— Merci ! dit-elle dans un élan. Merci. Depuis si longtemps je n'ai entendu personne me parler de lui avec sympathie !... Et jamais avec tant de compréhension.

Elle lui dit qu'elle n'avait, enfant, eu à aimer que M. Villebrun. Certes, alors, elle le craignait, comme chacun craignait cet homme autoritaire, emporté. Mais jusqu'à sa rencontre avec Alexis Martel, il avait été la personne pour qui elle avait eu le plus de tendresse. Et cette tendresse, quoi que son père s'imaginât, n'avait pas diminué.

— Je redoutais depuis quelque temps que leur mésentente n'allât en s'aggravant. Auparavant, le régisseur augmentait le désaccord. Vous, vous faites le contraire. Mon père est de meilleure humeur. Alexis, ces derniers jours, me paraît moins amer. Aussi, soudain, mon inquiétude s'atténue un peu.

Derrière eux, le ciel n'était qu'une uniforme tache gris sombre qui s'étendait. Ils marchaient plus vite. Quand des gouttes commencèrent à tomber, il ouvrit l'imperméable qu'il portait sur le bras, le lui mit sur les épaules.

— Prenons à travers champs, dit Elisabeth. Nous nous abriterons dans le hameau.

Cinq minutes plus tard ils devaient s'arrêter devant la petite rivière dont l'eau écumait sur de grosses pierres.

— Habituellement, le torrent n'a pas tant d'eau l'été, dit Elisabeth. On peut passer sur les pierres. Mais j'aurais dû y penser. Il a tellement plu ! Il ne fallait pas s'écarter du chemin. Nous aurions trouvé le pont.

— Descendons jusque là.

— Vous serez trempé.

— Ici, avec mes bottes, je pourrais traverser.

Il la regarda.

— Et si vous voulez...

Elle hésita. Il pleuvait davantage.

— Oui, répondit-elle. .

Se penchant, il la souleva dans ses bras et la porta ainsi de l'autre côté. Ils se hâtèrent vers les maisons dont les murs grisâtres apparaissaient sur la hauteur, à travers un rideau d'alisiers et de châtaigniers.

Dans le hameau désert, l'herbe et les chardons poussaient sur le chemin. Certains des toits d'ardoise à pente raide étaient crevés. Ils arrivèrent au centre devant la chapelle, large et basse.

— Entrons, dit Elisabeth.

Une fois qu'ils furent à l'abri, elle expliqua :

— On n'entretient plus qu'elle. Quand Murenque avait encore un curé, le nôtre, moins occupé, disait une messe ici le dimanche, à sept heures. Maintenant, il ne vient que le jour de la Saint Agnan... D'ailleurs il n'a pas plus de dix personnes : les gens des fermes. La région s'est tellement dépeuplée !

Au temps de l'enfance d'Elisabeth, chaque maison était encore habitée. Mais, dans les années précédant la guerre, les bûcherons, les journaliers étaient très mal payés. Même les fermiers vivaient difficilement. Pour la plupart, ils étaient partis vers les fabriques. A présent, ceux qui restaient avaient beaucoup d'avantages, mais les autres n'étaient pas revenus.

— C'est pourquoi nous avons des difficultés avec les fermiers et les bûcherons, dit Brussan.

Les murs de la petite église, presque sans ornements, étaient simplement enduits de chaux. Dans la sacristie, une chauve-souris s'envola.

Ils s'assirent devant la chaire. Elisabeth racontait des souvenirs de son enfance. Elle parlait beaucoup, redoutant le silence. En même temps, elle se représentait ce que serait l'attitude de Valentin s'il se trouvait seul ainsi avec elle. Cependant, rien de ce qu'elle appréhendait ne se produisait. Assis près d'elle, Brussan l'écoutait sans bouger. Tout à l'heure, après avoir franchi le ruisseau, il avait pris son bras. Mais, dès qu'ils avaient eu atteint le hameau, au delà du sentier glissant, il avait cessé de le tenir.

« Pourquoi donc ai-je renvoyé la voiture ? s'interrogeait-elle. On pouvait pourtant prévoir cette pluie. »

Au bout d'un moment, elle se tut. Puis elle lui demanda s'il n'avait pas froid. Elle avait voulu qu'il retirât sa veste mouillée. Leurs yeux se rencontrèrent. Elle ne détournait pas les siens. Confusément elle s'en étonnait. Un engourdissement singulier la gagnait. Quand elle s'aperçut que son épaule s'appuyait à celle de Brussan elle eut un sursaut. Brusquement, elle se mit debout.

La pluie devenait plus fine. Tout le ciel était gris. On ne distinguait même plus les sommets des hauteurs voisines.

— Il vaut mieux rentrer, n'est-ce pas ?

VI

— J'essaie d'accentuer ma bonne entente avec lui, dit Brussan. Et il sera peut-être utile, quand le moment approchera, que les rapports entre vous et moi ne paraissent pas très cordiaux...

Il revenait avec Martel d'une coupe, près de l'étang de Grèbe, où l'on marquait les arbres à conserver. Dans le chemin les roues des charrettes chargées de bois avaient creusé des ornières profondes remplies d'eau.

— Si vous voulez, je pourrai aller seul cet après-midi à l'autre coupe.

— Volontiers, répondit Martel. Et je ne me passionne guère à contrôler les croix sur les arbres.

Il remit la conversation sur ce qui lui importait :

— Avez-vous une idée précise ?

Brussan jeta un coup d'œil autour de lui.

— Rassurez-vous, pas de Germain dans les taillis.

— Les sentiers longent souvent des ravins au fond couvert de grosses pierres, comme autour du plateau de Labru, dit Brussan. Une chute peut se produire...

Tandis que Martel avançait de l'autre côté de l'ornière, le régisseur, pour être près de lui, marchait dans le chemin défoncé par endroits.

— Si, en nettoyant la Scherness, on oubliait dans le canon le gratte-culasse, que se produirait-il ?

— Le canon sauterait quand on se servirait de la carabine, dit Martel.

— Et si l'objet se trouvait juste à l'entrée de la chambre d'explosion, le canon éclaterait contre la figure du tireur. Avec une arme de la puissance de la Scherness...

Martel hochait la tête.

— Je pense faire de meilleures trouvailles, reprit Brussan. Ne nous arrêtons à rien de douteux. Des circonstances où l'accident soit d'une évidence absolue... Et, en réalité, il faut seulement une bonne mise au point.

Tout près d'eux, un pic épeiche s'envola d'un chêne en lançant son cri aigu.

Martel remarqua qu'ils pourraient tirer avantage, si un ennui survenait, du travail de Valentin. Il connaissait le chef et le protecteur de son frère, le commissaire Miramon, qui avait aidé Valentin à obtenir une situation dans la police.

— De bonnes conditions pour que l'enquête, s'il devait y en avoir une, se déroulât bien, dit Brussan.

Ils marchèrent un moment sans rien dire. Une fois dépassé le croisement où les charretiers descendent vers la route, le chemin, moins raviné, devenait presque une allée. Quand ils sortirent du bois et que le toit sombre de Sorlente fut visible, les hauteurs, devant eux, se voilèrent.

— La pluie, naturellement, fit Martel. Ah ! voilà un spectacle que j'aurai vu, en quatre ans ! Toujours la même chose : les nuages qui deviennent plus foncés, cette sorte de brume qui apparaît sur les monts, devant Sorlente, s'épaissit, se rapproche : il pleut. Pendant le mois d'avril, j'ai compté cinq jours sans eau. Cinq jours ! Et ma femme s'étonne que je ne sois pas plus joyeux. Avec son père et cette pluie inépuisable !

Un peu après, Martel observa :

— Nous n'avons encore rien envisagé de net au sujet de votre part...

— Vous m'avez dit que ce serait en proportion de ce qui vous reviendrait.

— Oui. Mais quelle proportion ?

— Par exemple ce que vous donneriez à un intermédiaire qui vous ferait réussir une affaire de la même importance.

— Je ne pourrai peut-être pas tout vous verser avant un certain temps. La succession...

— Pour les détails nous nous mettrons d'accord sans peine. Nous en reparlerons quand notre projet sera au point

Ils longeaient les champs de seigle coupés par des carrés de sarrasin. Regardant son compagnon, Martel dit encore :

— J'ai des raisons, de très fortes raisons pour agir ainsi. Mais vous ? pourquoi ? Quand nous nous sommes vus, à Tulle, je n'avais pas pensé que vous m'aideriez jusqu'à ce point-là.

La physionomie de Brussan devint plus pensive. En quelques phrases, le régisseur évoqua son travail d'employé à Paris succédant rudement aux grands projets de l'adolescence. Il haïssait cette gêne qui l'enserrait, le paralysait. Mais comment aurait-il trouvé des situations autres que celles qui avaient été les siennes ? Comment s'échapper ? Il avait refusé comme une facilité dangereuse et vaine la possibilité de subsister par des moyens troubles. Il ne voulait pas être pris dans l'enchaînement des malhonnêtetés médiocres.

— Pour celui qui se voit stupidement arrêté faute de quelques ressources, il y a un drame. Il est enfermé. Il se rend compte qu'il peut l'être longtemps, toujours. Ou bien il a la chance d'en sortir d'une façon disons... normale ; ou bien, s'il ne se résigne pas, fatalement il va vers une solution comme celle que je choisis.

— Je vous comprends... Cette impression d'être enfermé, je l'ai ici quand je regarde ces hauteurs, tout autour de Sorlente. Et moi, je n'ai pas connu vraiment ces sottes difficultés d'argent qui exaspèrent, mais aussi diminuent, aigrissent.

Brussan parut sur le point de répondre ; mais, finalement, il se tut. Ce ne fut qu'un instant plus tard, à la porte du parc, qu'il reprit :

— J'ai repoussé les petites combinaisons où on se compromet bêtement, pour presque rien. Là, c'est différent. J'ai une occasion : en finir en une seule fois. Ne croyez pas que j'aie du goût pour ce que nous allons faire. Il faut être bien maladroit pour mettre la loi contre soi quand ce n'est pas indispensable... Pour moi, c'est indispensable.

— Pour moi aussi.

S'arrêtant dans l'allée, Martel dit encore, tout bas :

— Maintenant que je suis décidé, j'ai hâte que le moment arrive.

— Rien ne peut être fait avant que la préparation soit parfaite.

— Oui, mais je veux que ce soit le plus vite possible.

VII

M. Villebrun et Brussan se rendaient au Reyzac, l'une des fermes du domaine.

« Nous pourrions y aller en voiture en passant par le village avait dit M. Villebrun. Mais tous les jours, je tiens à faire au moins mes dix kilomètres.

« J'aurais préféré l'auto. Je ne me crois pas un mauvais marcheur. Pourtant j'ai presque l'impression de courir pour vous suivre », avait répondu Brussan.

Ils traversaient un petit bois de châtaigniers. M. Villebrun marchait le premier dans le sentier. Sans se retourner il disait à Brussan ce que lui faisait prévoir cette réparation du toit du hangar demandée au Reyzac, trois mois avant la date du règlement des fermages.

— Maintenant, au prix que prennent les couvreurs, presque tout ce que me rapporte la ferme en un an y passerait. Je veux bien verser la moitié. Pas plus. Ils se sont assez enrichis pendant la guerre. Et ils continuent. Mais vous allez voir qu'il vont prendre ce prétexte pour ne pas me payer.

— L'exemple de Christol est dangereux.

M. Villebrun s'arrêta.

— Quand je pense qu'autrefois... Tenez, il y a vingt ans, je n'avais pas un domaine aussi grand que maintenant. Mais, nom de nom !... Si j'entrais dans une ferme, les enfants couraient se cacher, la femme s'empressait en balbutiant. Et l'homme m'écoutait, sa casquette à la main, ne répondait que pour dire comme moi. On vivait, on était obéi !

Il soupira profondément. Ses rides s'étaient soudain creusées davantage. D'un ton de découragement, il poursuivit :

— Quand je traverse une coupe, les bûcherons ne se découvrent même pas. Devant moi, ils sifflent, ils chantonnent... Vous allez voir les autres, à la ferme. Ils me parlent assis. Et avec un de ces airs de se moquer ! Le sang m'en monte à la tête ! Que faire ? On a besoin d'eux. Fini le commandement ! Aujourd'hui, on parlemente. Là, je vois que j'ai vieilli.

Brussan protesta.

— Si vous aimez mieux, j'entre dans une autre époque. Je suis comme avant ; c'est le reste qui meurt, que je vois pourrir.

— Ils se servent d'une situation qui les avantage. Mais vous n'accepterez pas, vous n'abandonnerez pas !

M. Villebrun secouait la tête d'un air morne. Et à ce moment-là, vraiment, il paraissait très vieilli.

— La pourriture, Brussan, la pourriture. Savez-vous pourquoi je laisse à peu près mon gendre, qui est pourtant rudement incapable, s'occuper du domaine ? Tout a trop changé. Je n'ai plus de goût pour faire ce que je faisais... Parfois, en me souvenant, je me mets en colère. Et, à d'autres moments, je me dis qu'il vaudrait mieux que je sois mort au lieu de m'écœurer toujours davantage.

Brussan se récria. Il redit avec force qu'il ne fallait pas que M. Villebrun se résignât.

Ils sortirent du bois. Deux chiens noirs vinrent à leur rencontre en aboyant. Des moutons broutaient dans un chaume.

— Ah ! Il est ici aujourd'hui...

M. Villebrun montra le berger qui s'approchait.

— J'ai été à l'école avec ce vieux fou. Chaque fois qu'il me voit, j'ai droit à ses insultes choisies.

— Il faut le faire renvoyer par vos fermiers.

— Ils prétendent à Liergues qu'ils n'en trouvent pas d'autres, qu'on doit le ménager parce que c'est un grand mutilé de guerre... Encore une façon de me tenir tête.

Le berger était à une vingtaine de pas.

— Mords-le ! Mords-le ! criait-il aux chiens qui aboyaient toujours.

Et il se mit à injurier, en le tutoyant, M. Villebrun.

— Je ne peux pas supporter ça, dit Brussan. Voulez-vous que je le corrige ?

— Il est en mauvais état, trépané. Partons !

Mais le berger les avait devancés et leur barrait le chemin, injuriant toujours M. Villebrun. Il brandissait son bâton. Brussan alla vers lui, tordit son bras. L'autre hurlait, voulait le frapper. L'empoignant, Brussan le secoua. Quand il lâcha le vieil homme, celui-ci tomba.

— Assassin ! criait-il sans se relever. Assassin !

Et toujours, il commandait :

— Mords-le ! Mords-le !

Mais les chiens, voyant que le bâton avait changé de mains, aboyaient à distance.

— Vous auriez pu tuer cet abruti, dit M. Villebrun, tandis qu'ils s'éloignaient. Il ne tient plus debout. Et sous prétexte qu'il

a la Croix de guerre, sept ou huit citations, on ne nous donnerait peut-être pas tout à fait raison. Avec l'esprit actuel !

Brussan se rendait compte du contentement de M. Villebrun.

— Je ne pouvais pas vous voir insulté. Je l'aurais assommé !

M. Villebrun posa ses mains sur les épaules de Brussan. Il le considérait avec une expression inhabituelle, comme attendrie.

— Vous, au moins, vous avez du cœur, murmura-t-il.

— Il faut absolument vous débarrasser de lui. Je m'étonne que M. Martel...

— Ce bon à rien !

— Je vais m'en occuper sur-le-champ. Si vous le permettez, je vous laisserai aller seul au Reyzac. Et je me rendrai tout de suite à l'autre ferme. Me donnez-vous tous pouvoirs pour cette affaire ?

— Bien sûr ! Mais ils le garderont. Ils sont contents de m'embêter... Ah ! autrefois...

Le soir, en arrivant de Liergues, Brussan vint retrouver le père d'Elisabeth au stand.

— C'est fait, dit-il simplement.

M. Villebrun posa la Scherness.

— Comment, ils ont accepté ? fit-il avec incrédulité.

— Pour le remplacer, j'ai indiqué le neveu du jardinier. L'autre partira lundi.

— Mais que leur avez-vous dit ?

— Les mots qu'il fallait, je crois.

— Ah ! bien, vous, vous m'étonnez. Je ne m'attendais pas... Et vous me faites plaisir. Bigrement plaisir !

Alexis Martel et sa femme venaient de sortir de la maison. Ils approchaient, longeant le bassin.

Haussant le ton, M. Villebrun continua :

— Oui, ça me fait plaisir de voir enfin un homme ici.

HENRY CASTILLOU.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LOUIS-NAPOLÉON
ET
LA PRINCESSE MATHILDE

DOCUMENTS INÉDITS

Florence passa le mois d'août 1835 dans l'épouvante. Le choléra sévissait dans la ville du Lys Rouge d'où s'éloignaient les étrangers. Parmi ces fugitifs se trouvait celle que, dans les cours et les ambassades, on avait surnommée « le Diamant de Florence », la princesse Mathilde. Elle avait un peu plus de quinze ans, étant née le 27 mai 1820, à Trieste, de Jérôme-Napoléon Bonaparte et de Catherine de Wurtemberg qui avaient, par la grâce de l'Empereur, leur frère, occupé le trône du royaume éphémère de Westphalie. L'exil avait fait d'eux le prince et la princesse de Montfort, nom d'un vieux château délabré situé sur les bords du lac de Constance, et propriété de la famille de Wurtemberg.

Depuis un an, sa tante, la reine Hortense, s'intéressait très vivement à la princesse Mathilde. Elle voulait marier son fils Louis-Napoléon dont l'esprit aventureux l'inquiétait. Le 20 novembre 1834, l'ancienne reine de Hollande avait fait allusion à ce désir dans une lettre adressée à sa belle-fille, fille de Joseph Bonaparte et de Julie Clary et veuve de son fils aîné Napoléon-Louis, mort tragiquement à Forli en 1831 : « Tu me demandes, avait-elle écrit, des détails sur le mariage de Louis. Tu sais que c'est mon désir de le voir marié... Je voudrais que Louis ait quelques distractions, qu'il puisse, l'hiver, ne pas être enfermé

dans une campagne sans voir âme qui vive. Pour un jeune monsieur de son âge, c'est bien sévère... » (1)

Ce projet de mariage concernait la fille d'un duc français. Il avait échoué devant la double opposition de Louis, ancien roi de Hollande, et du père de la jeune fille qui souhaitait à son futur gendre une fortune moins hypothétique que celle, d'héritier de Napoléon Ier après la mort du roi de Rome (1832). D'autre part, Louis-Napoléon lui-même avait hésité, ce qui l'honore infiniment, le prince ne tenant pas à fonder un foyer tant qu'il serait exilé et incapable d'assurer à la femme qui porterait son nom le train de vie qui convenait.

Malgré cet échec, Hortense n'avait pas abandonné le dessein de marier son fils. C'est alors qu'elle songea à la princesse Mathilde, que le futur empereur n'avait plus vue depuis ce jour de 1830 où la police pontificale l'expulsait de Rome pour s'être exhibé sur un cheval dont la chabraque s'ornait des trois couleurs italiennes. Elle s'informa auprès de sa belle-fille Charlotte et celle-ci lui fit, du « Diamant de Florence », un portrait tel qu'elle jugea difficile la réalisation de son projet qui plaisait autant à son mari, le roi Louis, qu'à elle-même. Le 2 février 1835, elle écrivait à Charlotte : « Mathilde, d'après ce que tu dis, doit être charmante. Son naturel m'avait charmée mais les plaisirs de l'Italie et les succès lui rendront pénibles une triste habitation dans les montagnes. Il faut réellement le caractère doux et raisonnable de Louis pour s'en contenter. Dans ce moment, il lui en faut une plus grande dose. » Néanmoins, les premières démarches faites à Florence furent accueillies avec sympathie par Jérôme et sa femme.

C'est alors qu'éclata l'épidémie ; le prince et la princesse de Montfort partirent pour Lausanne, accompagnés de leurs enfants, Mathilde et Napoléon, celui-là même qui deviendra le fameux Plonplon dont les incartades importuneront plus d'une fois Napoléon III. Trois mois après leur arrivée en Suisse, Catherine, dont les fatigues du voyage avaient aggravé la

(1) Lettre inédite. La plupart des lettres inédites citées ici sont tirées des archives du château de Montgobert. Ce château, acheté en 1799 par le général Leclerc, mari de Pauline Bonaparte, passa ensuite entre les mains de sa sœur, la princesse d'Eckmuhl qui le laissa à sa fille, la comtesse de Cambacérès dont le second fils, Louis de Cambacérès épousa Bathilde Bonaparte, issue du mariage de Zénaïde Bonaparte, fille de Joseph et de Charles Bonaparte, fils de Lucien. C'est elle qui apporta dans les archives de Montgobert cette correspondance qu'elle avait héritée de sa sœur Charlotte, veuve de Napoléon-Louis, frère aîné du futur Napoléon III.

maladie de cœur, mourut (28 novembre 1835). Hortense envoya alors Louis-Napoléon à Lausanne prier Jérôme et ses enfants de venir passer l'hiver auprès d'elle dans cet austère château d'Arenenberg, perdu dans le canton de Thurgovie. Invitation acceptée avec un empressement tel que la fille de Joséphine, qui ne l'avait faite que pour rapprocher les deux jeunes gens, commença à croire que ses desseins matrimoniaux n'étaient pas aussi irréalisables que certains le pensaient.

Bien qu'il s'en défendît dans une lettre adressée à sa mère, le charme de Mathilde agit sur Louis-Napoléon. « Ne croyez pas, écrivait-il, que je sois amoureux d'elle, pas du tout ; j'éprouve pour elle un tout autre sentiment ; si je ne redoutais pas le mariage, je serais heureux de l'avoir pour femme. » Ce « tout autre sentiment » bien imprécis allait vite se transformer au cours de ce séjour de Mathilde dans l'ennuyeux Arenenberg. Dans ses *Souvenirs des années d'exil*, elle note elle-même : « Le prince Louis-Napoléon était d'un caractère gai, farceur même, et sans me faire une cour en règle, il me marquait une préférence, ce qui ne me faisait pas de peine, bien au contraire. Aussi me prêtais-je de fort bonne grâce à cette *flirtation.* »

La *flirtation* devint un réel amour, lorsque, arrivant de la cour de Wurtemberg où elle avait produit une grande impression, Mathilde fit une nouvelle halte à Arenenberg.

Mais l'éblouissante princesse savait, cette fois, à quoi s'en tenir. Sa gouvernante, la bonne Mme de Reding, l'avait, sur l'ordre de Jérôme, mise au courant des projets que sa famille formait pour elle. A la fin de mai, à l'issue d'une série de réjouissances données en son honneur et clôturées par une fête vénitienne, les deux jeunes gens se séparèrent après avoir échangé les cadeaux traditionnels. Mathilde, qui emportait une magnifique cassette et — anticipation — un anneau d'or orné d'un myosotis de turquoise qu'elle conserva pieusement jusqu'à sa mort, avait remis à Louis-Napoléon une canne dont le pommeau était une tête de chien en or :

— Faites bien attention, lui dit-elle, que le chien est le symbole de la fidélité !

On pouvait, à bon droit, les considérer comme fiancés.

Profondément épris, Louis-Napoléon allait, loin de Mathilde, être repris par son autre passion, celle qui faisait trembler sa mère : la politique.

Celle-ci se manifesta au moment même où les conditions matérielles du mariage étaient péniblement débattues.

Hortense, « ruinée par les révolutions » qu'elle « n'aimait guère », ainsi qu'elle le confiait à la veuve de son fils aîné en 1834, et Jérôme, toujours gêné, se trouvaient incapables d'assurer, à eux seuls, l'avenir de leurs enfants. L'oncle de Wurtemberg, frère de Catherine, sollicité, faisait la sourde oreille et suggérait même à son beau-frère de se méfier de Louis-Napoléon dont l'activité politique lui paraissait dangereuse. Quant à Louis, ancien roi de Hollande, fort à son aise, il ne consentit, après de nombreux pourparlers, qu'à accorder une maigre pension de 6.000 francs par an.

***

Ces marchandages provoquèrent chez Louis-Napoléon un mélancolique accablement d'où le tiraient avec peine les rares lettres de Mathilde qui, ignorant tout de ces difficultés, commençait à trouver le temps long. Et ils contribuèrent aussi, semble-t-il, à rejeter le prince vers la politique et les complots. Puisqu'il ne pouvait assurer une existence confortable à celle qui serait sa femme, autant valait rompre afin de tenter la chance et de risquer le tout pour le tout en compagnie des partisans qui préparaient la chute de la monarchie de Juillet et le retour d'un Bonaparte. On discerne aussi, chez l'amoureux déçu, l'espoir de merveilleuses revanches.

Durant l'été de 1836, tandis que Louis-Napoléon se désespérait et complotait, Mathilde se morfondait à Florence où jamais ne lui parvenait un mot de son fiancé ; elle résistait aux distractions que, d'après Mme de Reding, son père, inquiet, s'ingéniait à lui procurer. Puis vint l'automne, amenant la tentative et l'échec de Strasbourg.

Il est maintenant établi que les conjurés eurent le tort de se hâter. Le coup de force devait éclater tout d'abord en mars 1837. Des généraux devaient s'y associer. Mais la police royale et aussi les diplomates veillaient. « C'est parce que on a découvert qu'il était en relations avec des personnes de Strasbourg, écrit le 2 janvier 1837 Hortense à Charlotte, qu'il a été entraîné à faire cette tentative sur le champ. J'en ai jugé par une lettre pour lui que j'ai ouverte à mon retour (1) et où on lui disait :

(1) Probalement d'Italie.

« Ce sera donc pour le mois de mars prochain. » Il devait y avoir des généraux.

« Je ne sais que présumer, car tu sens bien qu'un jeune homme qui va jouer sa tète, qui voit sa famille malheureuse se disputer son bonheur pour quelques mille francs, tu sens bien dis-je, qu'il ne doit confier à personne le danger qu'il va courir. »

Mais les chancelleries s'inquiétaient des allées et venues à deux pas des frontières de l'héritier de Napoléon, de ses intrigues et de ses relations. Préfets, policiers et indicateurs, flairant un complot, organisaient des surveillances et prenaient les suspects en filature. Ne voulant pas perdre le bénéfice de longs efforts et d'une propagande très active, les conjurés, alertés, décidèrent d'agir avant la date fixée. Celle-ci était trop lointaine et les autorités trop attentives... On se passerait donc des généraux et aussi de leurs troupes.

Le 31 octobre, à l'aube, ces troupes non seulement firent défaut, mais, à l'appel du général Voirol, que les conjurés n'avaient pu ni gagner ni mettre hors d'état de nuire, elles désarmeront les artilleurs du 4e régiment qui attaqueront la caserne Sinkmatt au cri de : « Vive l'Empereur » et aux accents de *La Marseillaise.* Les fantassins du 46e de ligne refuseront de se joindre au mouvement tandis que ceux des 14e et 16e désarmeront les sapeurs de Laity, place Saint-Etienne. L'affaire durera trois heures, puis ce sera la prison, l'exil et la fin de l'idylle d'Arenenberg.

Quelle fut, dans la rupture de ces fiançailles officieuses, les responsabilités de chacun ? La correspondance inédite de la reine Hortense apporte de précieuses indications sur les sentiments du prince Louis-Napoléon, bien décidé à payer l'enjeu de la partie perdue.

« J'ai appris par Charles (1) que c'était un adieu qu'il croyait nous faire, écrit la mère inquiète à la princesse Charlotte le 2 janvier 1837, car à ce moment on venait le chercher à la prison pour le mener à la citadelle. Les officiers, les gardes pleuraient et Louis, avec courage, dit à Charles, en lui serrant la main : « Il y a sans doute des fossés ! » Ma chère enfant, je pleure encore en t'écrivant les détails qui m'ont fait tant de mal. »

Il n'élude pas ses responsabilités de chef. Il est uniquement

(1) Charles Thélin, valet de chambre du prince, acquitté par la Chambre des Pairs après l'affaire de Boulogne. Il suivit volontairement son maître à Ham et y partagea sa captivité.

préoccupé, ainsi qu'on va le voir, en lisant ce récit également inédit qu'il écrivit de sa main, de New-York à sa belle-sœur Charlotte, du sort de ses amis demeurés dans les geôles strasbourgeoises.

« Le 9 novembre, vers 8 heures du soir, le directeur Lebel vint m'annoncer que j'allais être transféré de prison. Un instant après, on ouvrit la porte de ma chambre et on me fit monter dans une voiture où je trouvai le général Voirol et le préfet. Croyant d'abord que j'allais changer de maison d'arrêt, je demandai au général Voirol de rester dans le même local où étaient les autres prisonniers.

« Arrivé dans la cour de la préfecture, nous descendîmes. Je vis alors deux voitures de poste attelées. Présumant que j'allais être éloigné de Strasbourg, je réclamai auprès du général Voirol pour qu'on me laissât en prison, mais bientôt placé dans une voiture avec trois personnes que je ne connaissais pas, elles m'apprirent qu'elles avaient l'ordre de me conduire à Paris.

« Je compris alors que j'allais être l'objet d'une grâce spéciale et ne pouvant retenir mes sanglots, j'exprimai aux officiers qui m'accompagnaient combien la grâce que j'entrevoyais m'était pénible en ce qu'elle tendait à me faire passer pour un lâche et qu'elle me privait des moyens de faire connaître aux gens du pays mes intentions dénaturées par la calomnie.

« M. Cugnat et M. Thiboulot, dont je ne puis assez louer les soins et les égards, tâchèrent de me consoler en me disant que mon éloignement pourrait être utile à mes compagnons d'infortune.

« Nous arrivâmes à Paris, le 11 à 2 heures du matin, à la préfecture de Police où je trouvais M. Delessert qui est la seule personne que j'ai vue pendant le temps que je restais à Paris. Il m'annonça que ma mère était venue en France demander ma grâce au roi et que je serais conduit à Lorient pour, de là, être transféré aux Etats-Unis de l'Amérique. Je réclamai alors, encore, auprès du préfet contre mon enlèvement en lui disant que mon absence priverait mes compagnons d'infortune de dépositions nombreuses qui étaient toutes en leur faveur. Le préfet me répondit : « A Lorient, où vous allez, vous pourrez faire par écrit toutes les dépositions que vous jugerez convenables. » Ignorait-il que le commandant Cugnat avait l'ordre exprès de ne pas me laisser écrire un mot jusqu'à mon embarque-

ment ? Ordre tellement strict qu'ayant écrit à Mme Laity (1) par l'intermédiaire du préfet de Lorient, pour lui donner des nouvelles de son fils, le gouvernement fit dire par le télégraphe à M. Cugnat d'exécuter ponctuellement les ordres qu'il avait reçus.

« Mon sort étant irrévocablement fixé, il ne me restait plus qu'à faire tout ce qui dépendait de moi pour être utile à mes amis.

« J'écrivis alors au roi — lui disant que la grâce de la vie était peu de chose pour moi, puisque j'y avais renoncé en mettant le pied sur le territoire français, mais que s'il accordait la grâce à mes compagnons d'infortune, je lui en serais éternellement reconnaissant.

« A quatre heures du matin, je repartis de Paris. Arrivé à la citadelle de Port-Louis, j'écrivais en cachette une lettre à M. Odilon Barrot (2), dans laquelle, prenant tout sur moi, je tâchais de disculper mes amis de toute préméditation.

« Le 21, nous partîmes de Lorient, persuadés que nous allions à New-York. Au 32e degré de latitude, le commandant de la frégate ouvrit les ordres cachetés, écrits de la main propre du ministre de la Marine qui lui enjoignaient de me conduire à Rio-de-Janeiro, de ne pas me laisser communiquer avec personne, d'y rester le temps nécessaire pour faire de l'eau et de faire voile ensuite pour New-York. La frégate n'ayant rien à faire au Brésil, ce détour a donc été ordonné pour m'empêcher de communiquer avec les accusés de Strasbourg avant la fin du procès ! »



Tandis que le prince Louis-Napoléon vogue vers l'Amérique, que font ses parents et plus particulièrement Jérôme et Mathilde ?

Si Hortense, déjà atteinte du cancer qui devait l'emporter quelques mois plus tard, passe en France pour demander la grâce de Louis, les oncles, les cousins, ainsi que le père, désapprouvent plus ou moins hautement le maladroit dont l'échec risque de leur valoir des ennuis.

Jérôme, qui a appris la nouvelle le 3 novembre à Londres, où

(1) Femme du lieutenant Laity qui, à la tête des pontonniers qu'il commandait, prit fait et cause pour Louis-Napoléon à Strasbourg. Traduit en cour d'assises il fut acquitté ainsi que ses co-accusés.
(2) Chef de la gauche modérée ou opposition dynastique.

il était auprès de son frère Joseph, s'affole. Il craint d'être soupçonné de complicité avec son futur gendre et déploie une activité extraordinaire pour faire savoir à son beau-frère, le roi de Wurtemberg, qu'il n'est pour rien dans l'équipée dont il désavoue l'auteur avec la plus grande indignation. Il en fait autant auprès du maréchal Sébastiani, ambassadeur de France, afin qu'il instruise son gouvernement de ses sentiments de loyalisme. Apprenant que son fils aurait été vu à Paris, il demande au représentant de Louis-Philippe « de vouloir bien s'entremettre auprès du gouvernement français en faveur des jeunes Bonaparte pour les mieux protéger contre d'éventuelles séductions de cette sorte ».

Dans ces conditions il n'est plus question de mariage. A Stuttgart, où il éprouve le besoin de se rendre pour se justifier, auprès du roi de Wurtemberg, Guillaume Ier, celui-ci, qui ne veut aucun motif de friction avec Paris et les autres capitales, déconseille vigoureusement à Jérôme de donner sa fille à un homme aussi dangereux que Louis-Napoléon. Quant à la fiancée, elle prend légèrement la chose. « Cette alliance me plaisait assurément, écrira-t-elle dans ses *Souvenirs*, cependant j'éprouvais pour mon cousin plutôt une grande amitié qu'un sentiment plus tendre.

« Je sentais qu'une pareille union ne me sortait pas d'une situation fausse et pourrait, au contraire, m'y éterniser. Les agissements du prince Louis, qui lui avaient fermé l'Italie, ne me laissaient que la perspective de passer ma vie à Arenenberg. Cela me souriait peu. »

Comme les absents, les vaincus ont toujours tort !

Comme Hortense avait bien, de loin et dès le début, jugé sa nièce ! Bientôt d'ailleurs elle recevait la visite de Jérôme qui lui réclama les lettres de Mathilde à Louis-Napoléon et elle dut attendre jusqu'à la mi-janvier les vœux de nouvel an de l'ex-fiancée. En revanche, quelle joie fut pour elle l'heureuse issue du procès et l'arrivée à bon port de son cher exilé ! Ecoutons sa fidèle dame de compagnie, Valérie Masuyer, qui écrivait le 25 avril 1837 à Charlotte : « La reine étant dans son lit, souffrante, me charge de vous communiquer la nouvelle de l'heureux acquittement des accusés de Strasbourg... La reine a pensé, tout de suite, à vous faire part de cette nouvelle pour que vous la communiquiez à son mari qui devra jouir, enfin,

du soulagement que cet événement apporte au chagrin de son malheureux fils. » (1)

Le 17 février de la même année, elle avait, d'ailleurs, elle-même écrit : « Je suis, il est vrai, gravement malade... Il n'y a aucune nouvelle de Louis. J'espère que Dieu veille sur lui... Je ne lui ai parlé dans mes lettres de ma santé que comme d'une simple incommodité habituelle à mon âge. » (2)

Le 5 mai 1837, elle pousse un soupir de soulagement : « ... Pour moi, je suis résignée à tout ce qui arrivera... Enfin, je puis respirer. Je saurai, bientôt, qu'il existe et que malgré les orages il est enfin au port... » (3)

Une initiative de rupture ne pouvait, on le voit, venir de cette mère douloureuse et héroïque. Les démarches peu généreuses de Jérôme et la froideur de sa fille ont fait supposer que le dénouement malheureux de l'idylle a été leur fait. Ce n'est pas tout à fait exact. La lettre que voici remet les choses au point et nous aide à comprendre les griefs que Mathilde a longtemps nourris contre son ancien fiancé. Le 8 mai 1837, Louis-Napoléon écrit à Charlotte :

« New-York.

« Ma chère Charlotte,

« Par le dernier paquebot, j'ai écrit une longue lettre à mon père. Tu auras donc su par lui et par les journaux tout ce qui m'est arrivé. Je ne ferai donc pas de nouveau un récit qui ne peut m'être que pénible, mais je te ferai part de quelques-unes de mes peines, de quelques-unes de mes plus cruelles déceptions. J'ai reçu, ici, la lettre que tu m'as écrite avant les événements de Strasbourg et je veux y répondre.

« Le silence que j'ai gardé envers Mathilde a pu paraître extraordinaire à tous ceux qui ne connaissaient pas le fond de ma pensée.

« Lorsqu'en juillet dernier, poussé par les prières de gens honorables, et ayant devant les yeux toutes les chances de réussite désirables, je me résolus à entrer en France à main armée, je suspendis ma correspondance avec Mathilde, car, me disais-je, si je réussis, il me sera facile de la reprendre, si je suis vaincu, tout est rompu et je ne veux pas la tromper en lui

(1-2-3) Lettres inédites.

parlant jusqu'au dernier moment de nos projets de mariage.

« Croyant que peut-être je serais tué, j'écrivis ma lettre d'adieux à ma mère où je lui disais : « Consolez mon père, Charlotte et Mathilde. »

« Imbécile que j'étais, je croyais que Mathilde aurait besoin de consolation !

« Tu vois donc que mon silence venait non de l'oubli mais d'un sentiment de délicatesse. Je me disais : si je meurs ou si je suis obligé de parcourir le monde en fugitif, Mathilde me regrettera moins, elle croira que j'avais eu des torts envers elle.

« Mais, lorsque par une suite d'événements extraordinaires, j'ai échappé à tous les dangers et que je suis arrivé au port, alors que je m'attendais à trouver parmi les nombreuses lettres que je reçus un mot d'amitié de Mathilde, j'ai cherché en vain son écriture. Je lui croyais un bon cœur, je lui croyais un peu de caractère. Je me suis trompé et quoique cela m'ait fait bien de la peine, cela me fait moins regretter actuellement que les événements aient rompu notre mariage.

« Je te prie de lui dire tout cela, car je tiens à me disculper à ses yeux.

« Toutes mes cousines m'ont écrit des lettres charmantes, des personnes que je ne connaissais même pas m'ont donné des preuves d'intérêt, mais celle qui disait m'aimer, qui disait vouloir partager mon sort, n'a pas eu pour moi, malheureux, un seul mot de consolation. Cependant elle était seule à Florence. Ce n'est donc pas son père qui l'en a empêché. Mais assez sur ce sujet, ça fait trop de mal.

« J'ai trouvé en arrivant, ici, le bon Arese (1) qui a traversé l'Atlantique pour me donner les consolations de l'amitié. Tu conçois combien j'ai été heureux de le revoir.

« J'ai été très bien reçu à New-York, on m'a témoigné une grande sympathie. Ici, on ne jette pas la pierre aux vaincus !

« Je ne sais pas combien de temps je resterai ici. Je compte voyager dans l'intérieur avec Arese cet été. Peut-être, cet automne, retournerai-je en Angleterre, car quoique en aient dit les journaux, tu conçois bien que je n'ai pris aucun engagement envers lui (2). Je n'ai prié que pour mes amis, pour moi, je n'ai

(1) François, comte d'Arese, patriote italien, né en Lombardie en 1805, mort en 1881, se lia avec le fils d'Hortense en 1831 pendant l'insurrection des Romagnes.
(2) Le roi Louis-Philippe.

demandé qu'une chose : la grâce de rester en prison et d'être jugé.

« Ecris-moi, je t'en prie. Parle de moi à mon père et s'il est fâché contre moi, adoucis-le. Dis-lui que j'ai le cœur assez triste pour qu'un reproche de sa part ne vienne encore le déchirer. Dis-lui qu'un reproche qui passe l'Atlantique augmente d'intensité et de volume en raison du carré des distances.

« Adieu, ma bonne belle-sœur. Présente mes respects à mon père et à ma tante. Embrasse pour moi ce bon Napoléon et crois toujours à ma sincère amitié, ton tendre ami et beau-frère,

« NAPOLÉON-LOUIS BONAPARTE. » (1)

Ainsi, le fils d'Hortense lui-même revendique clairement la responsabilité d'avoir fait les premiers pas dans la voie de la rupture — et cela avant la tentative de Strasbourg — au nom de scrupules qui n'avaient sans doute pas de grandes chances d'être compris par une toute jeune fille, à la fois volontaire, capricieuse et adulée. Les sentiments qui dictèrent à Jérôme la décision définitive furent peut-être moins élevés puisqu'elle vint accabler le malheureux vaincu qui n'attendait qu'un mot de celle que, malgré sa froideur affectée, il n'avait jamais cessé d'aimer, pour reprendre les doux entretiens du parc d'Arenenberg.

D'autres avaient, également, sollicité ce mot qui ne vint pas. Notamment celui que Louis-Napoléon appelle le « bon Arese ». Avant de s'embarquer pour venir le rejoindre en Amérique, ce patriote italien s'était efforcé d'obtenir de Mathilde, par l'intermédiaire de l'inlassable Charlotte, un message, un souvenir, un sourire pour l'exilé. Le 29 novembre 1836, il avait écrit d'Arenenberg à la belle-fille d'Hortense : « Je partirai, dans peu de jours, pour aller le rejoindre en Amérique, trop heureux si je puis apporter quelque consolation à ses chagrins et c'est sur vous, Madame, que je compte pour cela. Je passerai par Londres... J'espère que vous serez assez bonne pour lui donner de vos nouvelles et pour m'y adresser *toutes (souligné dans le texte)* les lettres que Louis pourrait être heureux de recevoir. Je tiens infiniment à le *rassurer* ou à l'*éclairer (soulignés dans le texte)* sur tous les intérêts qui lui sont chers. » (2)

(1-2) Lettres inédites.

Charlotte ne répondit pas au « bon Arese » ; elle ne voulait pas lui avouer l'indifférence de Mathilde. L'Italien quitta Londres sans les nouvelles qui lui eussent permis de « rassurer » et d' « éclairer » le proscrit, mais avec un rapport fidèle sur l'attitude de certains membres de la famille impériale. On conçoit l'amertume de Louis-Napoléon qui, à l'exception de sa mère et de sa belle-sœur qu'on avait cependant un instant dressée contre lui, est abandonné de ceux qui n'auraient pas manqué de profiter de sa victoire : son père, ses oncles et celle qu'il a aimé.

Plusieurs mois après, alors qu'il ne paraît plus penser qu'à sa mère dont la fin est proche, son cœur n'est pas cicatrisé. Le 30 août 1837, il écrit d'Arenenberg où il est revenu dès qu'il a appris la maladie d'Hortense :

« Ma chère Charlotte,

« Tes deux lettres qui viennent de m'arriver presque en même temps m'ont fait grand plaisir. Je t'aurais déjà écrit depuis mon arrivée si tous mes moments n'en eussent été consacrés à ma mère. Je l'ai trouvée bien changée et bien malade, cependant, dans certains moments, elle parle avec tant de facilité et de présence d'esprit que je me fais illusion sur son état. Ces jours derniers, elle était si bien que j'ai fait revenir son médecin de Zurich, le célèbre Schöerlein qui a trouvé, en effet, que la maladie avait pris un autre caractère et que, peut-être, l'existence de ma mère pourrait se prolonger ; mais, hélas ! d'autres symptômes se sont manifestés, depuis sa visite, qui ne nous permettent pas de croire à une si heureuse prédiction. Je dois, encore, me louer de penser qu'elle ne souffre pas et que le sommeil est revenu. Ce sont, dans son état, deux grands bienfaits !

« Maintenant, j'ai à aborder avec toi d'autres sujets qui me sont encore bien pénibles.

« Quoi ! Mon père, dans cette triste circonstance, me refuse encore la dernière consolation : le témoignage de son affection. Il refuse dis-tu, de lire mes lettres. Oh ! Je t'avoue que je ne m'attendais pas à recevoir, encore, une semblable douleur. Il n'y a pas de mots assez forts pour exprimer la cruauté d'un semblable procédé envers un fils qui l'a toujours aimé si tendrement. Ainsi donc, je ne dois plus lui écrire !

« Ton père n'a pas voulu me recevoir à Londres. J'avais envoyé à mon père la lettre qu'il m'avait écrite et ma réponse. Il a, au contraire, été très gracieux pour Pierre (1) qui est arrivé à Londres de New-York, *huit jours* après moi. Je l'ai vu, souvent, à New-York et il était parvenu à se disculper entièrement à mes yeux.

« En partant de New-York sur un bateau à vapeur pour aller rejoindre le paquebot, je reçus la lettre que tu m'avais envoyée par M. Livingston, c'est la seule que j'ai reçue de toi.

« En arrivant à New-York, le 4 avril, mon intention était bien d'écrire à mon oncle Jérôme, mais recevant une quantité de lettres dans lesquelles j'apprenais que mon oncle était furieux contre moi et qu'au lieu de rompre avec des formes comme on doit en avoir entre parents et surtout entre parents malheureux, il avait été jusqu'à dire qu'il aimait mieux donner sa fille à un paysan plutôt qu'à un homme assez ambitieux pour compromettre l'existence d'une personne qu'il aimait, etc..., etc... ! Il s'est mis du côté de mes ennemis. Il a craint même de se compromettre en venant voir ma mère à son retour d'Angleterre et c'est moi qui devrais me justifier ! Etais-je donc marié ? En quoi ai-je pu compromettre l'existence de Mathilde ?

« En arrivant en Amérique, j'ai reçu des lettres et des consolations de toutes mes cousines excepté de celle que j'aimais le mieux et avec laquelle j'étais le plus lié. Elle n'a même pas écrit à ma mère, et il a fallu que Mme Salvage écrivît à Mme de Stoltiny pour lui faire remarquer l'inconvenance de Mathilde qui n'écrivait pas à ma mère mourante pour que ma cousine se décide à donner une marque d'intérêt à ma pauvre mère. Ah ! si cette conduite est du sentiment et de la noblesse, je ne m'y connais pas ! Il est bon de passer par des circonstances malheureuses pour connaître ses vrais amis.

« Le Gouvernement français est mal pour moi, c'est assez simple. Mais tous les autres ne sont pas de même, les cabinets étrangers méprisent le cabinet des Tuileries, et plusieurs ont vu avec impartialité, peut-être même avec plaisir, une tentative qui eût remis un pouvoir fort et national au lieu d'une autorité sans foi et sans dignité.

« Je suis arrivé en Suisse sans le moindre embarras, j'y

(1) Pierre Bonaparte (1815-1881), fils de Lucien Bonaparte et d'Alexandrine de Bleschamps.

resterai tant que je voudrai. Arese, ce bon et cher Arese est resté en Amérique. Il a voulu profiter de son voyage pour voir l'intérieur des Etats-Unis, il me tarde bien d'avoir de ses nouvelles.

« Présente mes respects à mon père s'il veut bien les agréer, à ma tante et à mon oncle Jérôme auquel je porte toujours les sentiments de neveu, si ce n'est plus ceux de beau-fils.

« Je regrette bien que tu aies encore des *dispiaceri*, crois bien que toujours je partagerai tes peines comme tes plaisirs.

« Je t'embrasse de tout mon cœur et reçois l'assurance de ma sincère amitié. Mes tendres amitiés à Zénaïde (1).

« La comtesse Camerata (2) a passé dix jours ici ; elle est repartie, il y en a huit. M. Vieillard (3) est aussi à Arenenberg. » (4)

En novembre, après la mort de la reine Hortense, son ressentiment paraît calmé malgré l'attitude de Jérôme qui, sous le prétexte qu'il n'a pas été averti par lui du décès, omet de lui présenter ses condoléances. Dans la lettre suivante, il n'y a manifestement plus de colère chez le prince mais une sorte de détachement ironique quant à la conduite de Jérôme et de la fiancée perdue :

« Arenenberg, le 2 novembre 1837.

« Ma chère Charlotte,

« Je suis bien fâché d'apprendre par ta lettre que tu es souffrante. Je conçois bien qu'une peine nouvelle rappelle toutes les anciennes douleurs. J'ai été quelques jours indisposé quoique me promenant toute la journée, mais actuellement cela va mieux. Il est heureux pour moi que j'aie à m'occuper activement des affaires d'intérêt que ma mère m'a laissées, cela devient une distraction utile.

« Tu sais que ma mère avait acheté à mon oncle Jérôme un vieux château près de Constance (5). Pendant sa maladie, l'arrangement de ce château a été une de ses occupations de

(1) Zénaïde Bonaparte, née le 8 juillet 1801, morte à Naples le 8 août 1854, avait épousé à Bruxelles, le 29 juin 1822, son cousin germain, Charles Bonaparte, prince de Canino, mort à Paris le 29 juillet 1857.

(2) Napoléone-Elisa (1806-1869), fille de Félix Bacchiochi et d'Elisa Bonaparte, princesse de Lucques et Piombino. Elle épousa en 1825 le comte Camerata.

(3) Narcisse Vieillard (1791-1854), ancien officier d'artillerie, fut jusqu'en 1831 le précepteur de Louis-Napoléon. Devint sénateur sous le Second Empire.

(4) Lettre inédite.

(5) Le château de Montfort.

prédilection, mais il n'est qu'à moitié fini et il faut que papa continue les travaux si je veux en tirer quelque chose. Cela m'amuse mais c'est bien cher.

« Tu me ferais bien plaisir de demander à mon père s'il ne pourrait pas me payer, maintenant, ce qui me revenait de la villa de Lucques. J'ai tant de choses à payer que j'ai déjà été obligé de vendre des rentes et je serais fâché d'être contraint de le faire encore.

« Mon père croira, peut-être, que ma mère m'a laissé des millions. Elle était elle-même si gênée qu'elle avait vendu à la Russie et à la Bavière ses tableaux et son beau collier de diamants pour deux rentes viagères de 45.000 francs au total et qui viennent naturellement d'expirer.

« Ma mère m'a laissé de grandes charges. J'ai, par an, près de 15.000 francs de pension à payer et, dans ce moment-ci, ayant tant de petites dettes de ma mère à rembourser, je verrai avec plaisir que mon père m'envoie ce qu'il m'avait promis.

« Je te dis tous ces détails afin que tu sois au courant de mes affaires et que tu ne croies pas que je désire faire des dépenses folles. Au contraire, je veux économiser, si je peux, tout cet hiver.

« Si mon père consent à m'envoyer l'argent qu'il me doit, prie-le d'avoir la bonté de me l'envoyer le plus tôt possible car j'ai 40.000 francs à rembourser au banquier de ma mère dans très peu de jours.

« Le comte Tascher (1) va arriver dans quatre ou cinq jours pour transporter à Paris les dépouilles mortelles de ma mère. Malheureux sort que le nôtre ! Je ne pourrai même pas accompagner son corps ni aller pleurer sur sa tombe. Je reviens malgré moi à ce sujet que je ne veux pas toucher car lorsque je m'y enfonce je reste plongé des heures entières dans mes tristes réflexions.

« J'en arrive à l'affaire de mon oncle Jérôme. Lorsque j'eus le malheur de perdre ma bonne, ma tendre mère, quoique j'y fusse préparé depuis deux mois, je sentis que mon sang se glaçait. Je n'ai eu la force, en sortant de la chambre de ma mère, que d'écrire à mon père. Ne voulant cependant pas que mes parents

(1) Louis, comte Tascher de la Pagerie (1787-1861), cousin germain de l'impératrice Joséphine, aide de camp du prince Eugène de Beauharnais qu'il suivit en Bavière à la chute de l'Empire. Sénateur sous le Second Empire, et grand maître de la Maison de l'impératrice Eugénie.

apprissent ce fatal événement par les journaux, j'ai prié les dames d'écrire à toutes mes parentes féminines et j'ai chargé M. Vieillard d'écrire à tous mes oncles. Tous m'ont répondu, excepté mon oncle Jérôme qui met de l'étiquette jusque dans les battements du cœur. Dis-moi si Mathilde a pleuré en apprenant la mort de ma mère ?

« Adieu, ma chère Charlotte. Le seul remède à l'affliction, c'est l'amitié. Aussi, je compte sur la tienne avec la même persuasion et le même plaisir qu'on a, le soir, à croire au matin.

« Adieu, je t'embrasse de tout mon cœur.

« NAPOLÉON-LOUIS B. » (1).

Les années passèrent. Apportèrent-elles à Louis-Napoléon la paix du cœur et l'oubli ? On peut en douter malgré la vie libre et assez fastueuse qu'il mena à Londres en compagnie de son ami Alfred d'Orsay (2). Il eut des aventures. Mais depuis quand les aventures amoureuses ont-elles quelque chose de commun avec le véritable amour ? Une seule de ces passades dont la réalité a été fort discutée mais qui paraît certaine est — si l'on ose dire — plus remarquable que les autres. Elle a eu pour héroïne une femme portant un nom maudit dans la famille Bonaparte, Mrs Hudson Lowe, l'épouse même du tortionnaire de Sainte-Hélène et non sa fille comme on l'a prétendu. Voici d'ailleurs, de la main même de Louis-Napoléon, une « confession » au sujet de cette intrigue dont les romanciers n'ont pas manqué de tirer des effets mélodramatiques. C'est la dernière lettre que recevra de lui Charlotte avant sa mort prématurée. Elle est datée du 19 février 1849 :

« Je ne demande pas mieux, écrit le futur empereur, que de me confesser à toi. Il est vrai qu'à Baden, en 1836, j'ai fait chez ma tante la connaissance d'une jeune femme qui allait avec sa mère et qu'on nommait Mme Hudson. Il est vrai que je lui ai fait la cour, mais ce n'est qu'après son départ de Baden que j'ai appris le nom terrible de l'homme qui l'avait épousée ! » (3).

Le sang-froid avec lequel il parle de cette intrigue nous est un sûr garant que Louis ne laissait pas son cœur dans les alcôves.

(1) Lettre inédite.

(2) Alfred, comte d'Orsay (1801-1852), fils du général d'Orsay et lieutenant des gardes du corps de Louis XVIII. Il vécut de longues années à Londres, près de lady Blessington. Peintre et sculpteur de talent il fut, quelques jours avant sa mort, nommé directeur des Beaux-Arts par Napoléon III.

(3) Lettre inédite.

Rien ne s'oppose donc à ce qu'il ait, longtemps après le radieux printemps suisse, continué à penser à Mathilde. On a d'ailleurs la preuve de cet attachement sans espoir dans la tristesse qu'il laissa transparaître, trois ans après la fin de l'idylle, lorsqu'en novembre 1840, il apprit le mariage de son ancienne fiancée avec Anatole Demidoff, prince de San Donato, qui fut célébré à Rome, au début du même mois. « C'est le dernier coup que m'envoie le sort ! » s'écria-t-il douloureusement.

Cette manifestation ne se renouvela jamais. Même dans la correspondance qu'il échangea avec « Plonplon », du fort du Ham où il était détenu après l'échec de la tentative de Boulogne, il s'abstint de lui parler de sa sœur, si ce n'est pour la blâmer d'une visite faite par Mathilde à la famille royale au château de Neuilly... « Toi qui as du cœur, tu dois penser, écrivait-il, le 6 juillet 1842, tout ce qu'il y a de cruel entre les souvenirs d'Arenenberg et ceux d'aujourd'hui. »

Plus tard, lorsque la malheureuse union avec Demidoff fut rompue, il prit publiquement fait et cause pour l'épouse et un rapprochement eut lieu entre les anciens fiancés. L'heure du pardon était venue pour le proscrit abandonné de New-York qui en fit aussi bénéficier Jérôme. L'heure de l'oubli sonnerait bientôt, le jour où suivant la promesse qu'il avait faite à Mathilde, au soir du 2 décembre, « une Impératrice la remplacerait à la droite de l'Empereur. » Quand elle sonna, Mathilde en conçut un vif dépit. Eugénie de Montijo devait, plus tard, s'en apercevoir.

N. SUCHET D'ALBUFERA.

UN
GRAND PRÉLAT POLONAIS
S. E. LE CARDINAL HLOND
(1883-1948)

SOUVENIRS PERSONNELS

Ce fut un grand homme d'Eglise, ce cardinal primat de Pologne, mort à la fin d'octobre dernier, au moment où les circonstances politiques allaient lui faire jouer un rôle de premier plan. Et cependant, à le voir se comporter dans le menu détail de la vie, nul n'apparaissait plus simple que lui. Il faisait penser, aussi bien par la hauteur de sa stature que par l'affabilité de son commerce et l'humilité de ses origines, à ce cardinal Pie, évêque de Poitiers, qui, dans l'Eglise de France, entre 1865 et 1880, occupa une si haute situation. Le cardinal Hlond (1) n'était pas, comme le cardinal Pie, fils de menuisier, mais d'un modeste garde-barrière, à l'époque où le réseau ferroviaire polonais de l'ouest était allemand, avant la libération de son pays par le traité de Versailles.

Il vint tout enfant en Italie avec deux de ses frères — on était douze dans cette pauvre famille — pour terminer ses études secondaires, et fut dirigé, au lendemain de sa rhétorique, par les Pères Salésiens, ses maîtres, vers les Universités romaines, où il prit tous ses grades. Il devait bientôt entrer dans cette Société religieuse, où, d'emploi en emploi, ses hautes qualités d'esprit et de cœur le désignèrent très vite à la charge de provin-

(1) En polonais, on prononce *Klond.*

cial, qui le mettait, tout jeune encore, à Vienne, à la tête d'au moins trois cents religieux.

C'est à ce moment-là, en 1920 environ, que se place le petit événement qui décidera de sa carrière. Mgr Ratti, préfet de la grande Bibliothèque de Milan, l'Ambrosienne, celui-là même qui, en deux ans, devait devenir archevêque de cette ville et pape sous le nom de Pie XI, venait d'être choisi par Benoît XV comme chargé de mission en Pologne, au lendemain même de l'indépendance reconnue de la grande République catholique, et de son accroissement par l'annexion de la Haute-Silésie. Son premier soin fut de trouver un prêtre qui, sachant parler trois ou quatre langues — polonais, allemand, italien — pourrait, grâce aussi à sa connaissance de l'âme polonaise, le guider dans une situation délicate. Dans cette Pologne ressuscitée, l'Allemand immigré demeurait, surtout dans les provinces de l'Ouest ; le problème religieux de la Haute-Silésie était à régler, et, à l'est, la Russie était aux portes, n'attendant que l'occasion, facile à faire naître, de se jeter sur des terres éternellement convoitées. Le choix de l'ambassadeur du Saint-Siège tomba sur le provincial salésien de Pologne, qui, pour le Nonce, fut plus qu'un conseiller : un ami. Aussi, lorsque un an plus tard, le nonce fut élevé au trône papal il se rappela le bon collaborateur de son travail diplomatique, et, à la première occasion, il lui conféra les charges et les dignités, le nommant d'abord évêque de Kattowice, puis archevêque de Poznan, primat de Pologne, cardinal.



Ce jeune cardinal — il avait à peine quarante ans — fut appelé, à quelques années de là, à régler un incident qui ne fut pas sans faire trembler le vieux cardinal Gaspari, pourtant si fin, si avisé, sous-secrétaire d'Etat de Pie XI. C'était aux premiers jours d'avril 1934. Le Pape, qui était fort autoritaire, avait tenu, en dépit des objurgations de la Congrégation des Rites (1), à canoniser le jour de Pâques son vieil ami, Don Bosco, le grand éducateur catholique des temps modernes. La cérémonie, la plus grandiose qui fût, tombant en cette solennité, et, de plus, une année jubilaire, avait attiré des multitudes dans la Ville Sainte.

(1) La Congrégation des Rites est le décastère du Vatican qui, entre autres soucis, a celui de mener à terme les canonisations de saints.

Depuis huit jours on ne distribuait plus de cartes pour la Basilique, dont les 45.000 places étaient toutes attribuées, mais pour la place Saint-Pierre, que le Pape devait traverser, porté sur la *sedia gestatoria*, en se rendant à l'office de la canonisation, suivi de la messe pontificale. La cérémonie fut d'un éclat sans pareil, d'une splendeur telle, que, au Palais de Venise, le chef du gouvernement, le Duce, en prit ombrage. Il voulut battre monnaie fasciste, en décrétant qu'au Capitole il y aurait une seconde glorification du grand apôtre de la jeunesse. L'intention était assez claire : il s'agissait d'annexer au parti cette pure gloire catholique ; tout au moins de faire de saint Jean-Bosco le pendant, pour l'Italie, de saint Vincent de Paul. Immédiatement l'orateur fut désigné (1) et les invitations lancées à tout ce que Rome comptait d'illustrations présentes ou de passage : ministres, parlementaires, colliers de l'Annonciade, hauts magistrats, académiciens et hôtes de marque reçurent le magnifique *invito* sur parchemin, qui les convoquait à la commémoration patriotique. Le Sacré-Collège ne fut pas oublié : il fut même servi le premier, dirent les méchantes langues.

Dès que Pie XI eut vent de l'initiative, il eut, dans un haussement d'épaules significatif, un mot amer : « Une canonisation ne lui suffit donc pas ; il veut aussi la sienne, politique. » Moins d'une heure après, la phrase sortait de l'antichambre pontificale et se répandait à travers le Vatican et les *palazzini* des éminents cardinaux, jetant ceux-ci dans le plus cruel des embarras. Décliner l'invitation, c'était faire froncer le sourcil du maître redouté de l'Italie, qui disposait de cent moyens pour venger son amour-propre froissé ; s'y rendre, c'était déplaire au pontife, qui n'avait pas l'habitude de masquer son mécontentement à

(1) L'orateur choisi par Mussolini était le comte de Vecchi, un des quatre chefs — *quadrum viri* — de la Marche sur Rome en octobre 1922. Les autres étant Bianchi, le penseur du parti ; Italo Balbo, homme d'action, premier maître de l'aéronautique fasciste ; Di Bono, général puis maréchal médiocre, qui faillit faire échouer l'expédition d'Ethiopie, menée à terme par Badoglio. Bianchi mourut très vite ; Italo Balbo, assez mystérieusement ; Di Bono fut fusillé à Vérone avec Ciano en 1944, d'ordre du Duce, poussé par Hitler, au lendemain de la débâcle du fascisme. De Vecchi doit toujours être en fuite. C'était un petit avocat de Turin, très attaché à la dynastie, qui, en 1921, empêcha Mussolini de proclamer la République. Le Duce avait essayé de récompenser sa fidélité en le nommant à divers emplois — ministère de l'Instruction publique, ambassade auprès du Vatican, gouvernement de Rhodes. Il était avide d'honneurs, de titres, et fut pleinement heureux quand le roi l'anoblit : il devint alors le comte Marie César di Vecchi del Val Cismone. Son discours se distingua par deux ou trois erreurs notables. Par exemple, il critiqua la marquise de Barolo, née Colbert, en vénération dans tout Turin, pour ses fondations charitables ; il se permit de blâmer la mère de Don Bosco, Maman Marguerite, sa collaboratrice pendant ces années de misère ; et surtout il rappela que, dans la pédagogie du saint, les élèves qu'on licencie sont éloignés avec grâce et ne gardent jamais rancune de cette éviction. Or, le plus illustre de ces « renvoyés » était là, face à l'orateur, dans la personne du chef du gouvernement, jadis élève du Collège Salésien de Faenza.

la première audience privée. Les cardinaux étaient vraiment perplexes. C'est alors que le secrétaire d'Etat, l'Eminentissime Gaspari, glissa : « Je ne vois que le primat de Pologne qui puisse arranger cela. Il est, d'une part, l'enfant gâté du Pape ; et d'autre part, le fils spirituel du saint canonisé. Pour lui, il obtiendra la permission ; et, la porte entrebâillée, peut-être nous passerons tous. »

Dire que le cardinal Hlond fut enchanté de la mission, serait excessif. Il l'accepta quand même par amitié pour ses collègues et sollicita une audience urgente. Le lendemain il était auprès de Pie XI à l'heure où tous les cardinaux sont reçus, tout de suite après le dépouillement du courrier. Comment s'y prit-il ? De quels arguments se servit-il ? Nous l'ignorons. Nous ne savons que la conclusion de l'entretien, parce que ce fut lui-même qui nous la raconta : « *Facciano comme vogliono !* (Que les cardinaux fassent comme bon leur semble !) » jeta Pie XI au primat de Pologne, de ce ton brusque et tranchant qui caractérisait sa manière. La partie était gagnée, et le surlendemain, au Capitole, il y eut un très bel ensemble de pourpres cardinalices.

***

Extrema gaudii luctus occupat, dit la Bible. Les pleurs touchent à la joie. Le cardinal Hlond en sut quelque chose. Après quelques années de bonheur, d'activité apostolique, d'organisation religieuse de sa chère Pologne, l'épreuve, déclenchée par la guerre, fit de lui un exilé, un errant, poursuivi de terre en terre par la Gestapo, qui possédait sa fiche de patriote indompté.

Dès août 1939, à l'avant-veille de l'attaque brusquée sur la Pologne, la vie du prince de l'Eglise fut mise à prix, et tout fut disposé pour le supprimer. Sournoisement, cela va sans dire ; avec toutes les apparences d'un hasard intelligent. Le cardinal jugea bon alors, dans l'intérêt de son peuple, de se dérober momentanément : il accourut à Rome, où, grâce à des courriers clandestins, il put, au fur et à mesure des atrocités dont sa patrie était le théâtre, éclairer le Pape sur les vraies intentions du vainqueur : supprimer un peuple après lui avoir ravi ses foyers. Quand l'Etat polonais fut démembré et qu'il commença de gravir son deuxième calvaire, celui de la persécution religieuse, l'arche-

vêque tenta de rejoindre son troupeau. Le trop célèbre Frank, gouverneur allemand de la Pologne et son bourreau acharné, qui devait mourir repentant au matin de la pendaison de Nuremberg, fut formel dans son refus. Le cardinal se fixa alors dans la Cité du Vatican, qu'il quitta quelques jours avant l'envahissement de la Belgique et l'entrée en guerre de l'Italie. Tout naturellement il choisit la France comme terre de refuge et vint se fixer à Lourdes au chalet des Evêques. Les autorités civiles lui facilitèrent toutes choses. Mais lorsque le 2 novembre 1942, la ligne de démarcation fut effacée et toute la France occupée, on fit entendre à l'exilé que sa présence n'était plus agréable, qu'elle était même compromettante. Le cardinal comprit et, *via* Marseille, se réfugia à l'abbaye bénédictine de Hautecombe, qui, sur les eaux du lac savoyard du Bourget, mire ses murs, vieux de dix siècles. Là, pensait-il, je vivrai caché et protégé. On ne pourra m'inquiéter, car si les religieux sont français, le territoire est exceptionnellement demeuré italien, en raison des sépultures des premiers comtes et ducs de Savoie. Privilège d'exterritorialité ! Qui oserait le violer ? Cela se passait le 2 avril 1943.



Son Eminence était restée à Lourdes bien près de trois ans, accueillant quantité de Polonais et de Français, surtout ceux de la clandestinité, recevant chaque semaine un courrier secret de Pologne qui le tenait au courant du martyre de son peuple, et composant ce numéro 5 des Cahiers du *Témoignage chrétien*, qui fit frémir d'horreur le monde de la résistance, tout en continuant d'éclairer Pie XII sur la fureur des sévices dont était victime un peuple chrétien, qui ne pouvait même plus se confesser dans sa langue, et qu'on était obligé d'absoudre *in globo* au moment de la communion.

Tout cela, malheureusement, était connu des services spéciaux de la Gestapo, qui suivaient une à une les démarches du prince de l'Eglise, et dressaient contre lui, témoignages de la cinquième colonne à l'appui, le plus terrible des réquisitoires.

Ce fut à ce moment, exactement le 22 juin 1943, que nous eûmes le plaisir de rendre visite à Son Eminence. Magnifique journée d'été commençant ; le lac était paisible ; le batelier

qui nous fit traverser — cinquante minutes de rames — ne l'avait jamais vu aussi calme. Visite inattendue, et d'autant plus chère. Nous étions les deux premiers confrères que le cardinal recevait dans l'hospitalière abbaye. L'après-midi passa vite et mille sujets furent abordés dans la conversation.

Tout naturellement nous interrogeâmes d'abord le pasteur sur l'attitude de la Pologne face à l'occupant.

— Ce peuple, mon peuple, dit le cardinal, a su se hisser à la hauteur de la situation. Il y fallait de l'héroïsme : il l'a eu. Vous avez lu le Cahier du *Témoignage chrétien :* c'est exactement cela. Exilé, dépouillé, torturé, martyrisé, transplanté, il n'a pas cédé. Sa foi est demeurée intacte. Les femmes, les mères surtout ont été admirables. Sur ce chapitre j'aurais de quoi alimenter encore un numéro de *Témoignage chrétien.*

— Eminence, est-il resté des prêtres avec eux ?

— Mais presque aucun, hélas ! Retenez bien ce chiffre, que l'on ne me permet pas de rendre public. J'avais 1.021 prêtres dans mon archidiocèse, il en reste à peine une trentaine. Tous les autres sont morts, fusillés, tombés d'épuisement dans les camps de concentration ou sur les routes de l'exil, quand ils n'ont pas été conduits aux sinistres chambres à gaz. Les témoignages de mes vicaires généraux là-dessus sont formels. Comment ferai-je pour relever ces ruines au lendemain de la victoire ?

— Car vous y croyez à la victoire, Eminence ?

— Si j'y crois !... Autant que tous les bons Français : et ce n'est pas peu dire. J'espère bien l'an prochain chanter la messe du 15 août dans ma capitale ; je sens que le ou les débarquements ne peuvent tarder.

— Ne croyez-vous pas tout de même qu'il serait prudent de gagner le large ? L'abbaye est bien séparée du monde par cet admirable lac ; mais où ne pénètrent pas l'occupant et sa police ? On doit vous surveiller.

— Ils ne pourraient tout de même pas m'enlever comme ça. Et puis comment partir sans être vu ?

— Oh ! Eminence, dites un simple mot de consentement, et l'un de ces soirs, un soir de pleine lune, un hydravion tombera du ciel et vous enlèvera.

— Mais non, mais non, ils n'oseraient pas ; je demeure sur un territoire italien, et l'Italie est l'alliée.

* * *

Elle ne le fut pas toujours.

Le 25 juillet suivant, l'Italie commençait à sortir du jeu cruel, en remerciant celui qui l'avait engagée. A partir de ce moment les événements se précipitèrent et nos craintes se réalisèrent.

Au soir du 3 février 1944, des agents de la Gestapo se présentèrent à l'abbaye, se donnant pour Polonais, désireux de converser avec le prélat. Vite repérés, ils furent non moins vite éconduits. Alors ils jetèrent le masque, sortirent leurs papiers et exigèrent que le cardinal vînt passer quelques heures à Chambéry pour renseignements urgents à lui communiquer. L'absence devait être courte, disaient-ils. Mensonge de plus. Le cardinal ne revint jamais à cette douce et hospitalière abbaye ; du train qui l'emmenait prisonnier à Paris, il la salua une dernière fois du cœur et des yeux, ainsi que l'immortel lac, au-dessus duquel il aimait le soir, de son balcon, prolonger sa prière.



A Paris, il fut immédiatement dirigé sur un des sièges importants de la Gestapo, et relégué à un des étages supérieurs, pour qu'il ne pût percevoir les cris de douleur des victimes torturées au second et au troisième. Sa relégation dura six mois.

Son Eminence, il faut en convenir, fut entourée d'une certaine considération, due probablement aux instances réitérées du gouvernement français et du Saint-Siège, dont la nonciature à Vichy exprimait la fréquente protestation. Toute communication avec l'extérieur était cependant interdite ; de rares promenades en auto au bois de Boulogne, ou dans la banlieue toute proche, étaient seules permises, mais entre deux « anges gardiens ». A ses repas venaient fréquemment s'asseoir de hautes personnalités allemandes qui, de mille façons, essayaient de lui arracher deux actes : d'abord une encyclique, comme ils disaient, contre le bolchevisme ; puis la formation d'un ministère polonais, dont il aurait pris la tête. On ne savait pas à qui on s'adressait. A de telles propositions, suivies parfois de menaces — — comme celles de descendre au second étage — le cardinal opposa toujours un refus aussi formel que souriant. Avec une

fermeté digne d'un Père de l'Eglise il leur dit courageusement sa pensée sur le régime qui avait torturé son pays. Sa dignité, son courage, la sûreté de ses informations en imposèrent à ses gardiens et forcèrent même leur admiration : ils en furent donc pour leurs frais.

Enfin voyant qu'ils perdaient leur temps et leur éloquence, ils lui déclarèrent qu'il était libre, mais qu'ils lui conseillaient cependant de gagner Bar-le-Duc, où de sincères amis de l'Allemagne réussiraient peut-être mieux à le convaincre. Ce ne fut pas eux qui réussirent à convaincre le cardinal, mais lui qui les fit réfléchir sur leur... imprudence. Sa documentation était tellement écrasante, et directe, qu'à moins de mauvaise foi il fallait convenir que la Pologne s'était trouvée face à face avec le plus redoutable ennemi de sa religion.

A Bar-le-Duc, maternellement hospitalisé chez les sœurs de Saint-Paul, où il put enfin recommencer à dire la messe, le bon cardinal passa les mois d'avril, mai, juin, juillet et août en résidence surveillée, cela va de soi.

Mais le 6 juin, sur les côtes de Normandie, un événement sensationnel se produisit ; puis le 15 août, sur la Côte d'Azur un autre, presque aussi sensationnel ; et dès lors on sentit que la tragédie arrivait à son cinquième acte. Les occupants pliaient bagage avec une rapidité insoupçonnée, emmenant malheureusement avec eux leurs prisonniers et leurs otages. Le lundi 28 août, fête de saint Augustin, son patron, le cardinal Hlond reçut comme cadeau l'ordre d'avoir à partir tout de suite pour une destination inconnue. Cette nouvelle jeta dans la désolation la petite communauté de Saint-Paul, heureuse et fière d'abriter un tel hôte. Aux sœurs réunies pour recevoir sa bénédiction, il dit : « Nous allons avoir beaucoup à souffrir ; mais courage, la fin de nos maux est proche. La victoire du droit arrive à marche forcée. Bientôt, je reviendrai vous remercier de vos bons soins. »

Vers 16 heures, une auto de la Gestapo emmenait, en pleine alerte et sous la mitraille, Son Eminence et l'abbé Filipiak, son secrétaire, pour une destination inconnue. Ce fut en Westphalie, à Wiedensbrück qu'elle s'arrêta. Le cardinal Hlond devait y rester huit mois, dans l'isolement et une ignorance absolue des événements. L'avance foudroyante des Américains empêcha les Allemands de le traîner plus loin et peut-être de lui faire

subir le sort du cardinal Seredi, primat de Hongrie : le 31 mars 1945, veille de Pâques, il était libéré. On ne put satisfaire son désir de retourner immédiatement en Pologne, et on lui offrit Londres ou New-York comme lieu de repli : le cardinal préféra Paris, où les milieux polonais lui firent l'accueil délirant que l'on devine.

***

La dernière fois que nous vîmes le grand prélat ce fut entre Milan et Montreux. Nous savions que, revenant de Rome, il rejoignait Varsovie, devenue sa ville archiépiscopale, par l'Orient-Express, qui se raccorde à Paris au Nord-Express. Manquer une telle occasion, un journaliste ne le pouvait. Guetter à Milan le train international, et obtenir du contrôleur des wagons-lits de passer quelques instants dans le sleeping du cardinal fut chose facile.

— Eh bien ! si je m'attendais à vous trouver ici, depuis notre rencontre à Hautecombe ! s'exclama-t-il en nous voyant dans l'entrebâillement de la porte de sa cabine.

— Et moi, Eminence, à vous voir revenant de Rome, après les mesures restrictives de liberté religieuse que l'on prend à Varsovie.

— Oui, je ne pensais pas qu'on me laisserait franchir la frontière. Mais, tout de même, un cardinal c'est encore quelque chose. Et puis on a voulu, par cet acte libéral, montrer au Saint-Siège que, quoique séparé de l'Eglise, l'Etat polonais est plein d'égards pour elle.

— Tandis que ?

— Tandis que les choses sont un peu différentes. Jusqu'ici les tracasseries ont été sourdes mais continues. Elles ont débuté par la rupture des relations entre la Pologne et le Vatican ; puis, ce fut l'interdiction de promulguer les directives d'Action catholique, établies par l'épiscopat polonais, réuni sous ma présidence aux pieds de Notre Madone nationale, Notre-Dame de Czestochova ; et enfin la suppression de l'enseignement religieux à l'école. Mais, devant la protestation grondante de toutes les familles chrétiennes, le gouvernement a retiré cet ordre. J'ai peur que ce ne soit que pour un temps. C'est Moscou qui commande à Varsovie.

— Croyez-vous, Eminence, que l'objectif lointain soit de

faire entrer la Pologne dans l'Union des Républiques Soviétiques ?

— Il se pourrait, mais jusqu'à maintenant le secret ne transpire pas. En tout cas la soviétisation du commerce et de l'industrie est complète chez nous. Toute usine de plus de cinquante ouvriers est nationalisée.

— Avec quels résultats ?

— On verra. Je suis sceptique. Je sais que ma correspondance fournit une lecture quasi-quotidienne à ces messieurs du cabinet noir. Mais je ne m'en aperçois pas, tellement le travail est bien fait.

— Alors, je crains, Eminence, que ne vous soit jamais parvenue certaine découpure de journal, que je vous ai adressée, voilà quelques mois, où un correspondant de passage, un peu naïf, admirablement piloté par ses guides, déclarait qu'en Pologne, au point de vue religieux, tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes. La lettre d'accompagnement vous demandait la vérité, pour la répandre discrètement en France, par voie de presse.

— En effet, je n'ai rien reçu. La documentation de ce journaliste rejoignait celle de ces notabilités du monde bruxellois, invitées récemment par le Gouvernement polonais, et qui, de retour dans la capitale ont, devant un aréopage d'illustrations belges, déclaré, avec la meilleure bonne foi du monde, que le problème religieux ne se posait pas chez nous.

— Si, à l'avenir, Eminence, je voulais vous tenir au courant de jugements de cette nature, quel serait le moyen de vous atteindre ?

— Trouvez une valise diplomatique, c'est la seule voie sûre.

A ce moment de notre entretien, le rapide avait atteint le lac Majeur ; le parfum des îles Borromées montait jusqu'à nous. Un long silence coupa la conversation. L'eût-on contemplé dix fois, on ne se dérobe pas à cet enchantement. Ensemble, nous goûtions la beauté du spectacle. Le soir descendait doucement sur la vaste nappe bleue sombre ; les petites voiles des pêcheurs commençaient à sortir pour aller immerger les filets ; au loin, Canobbio s'allumait déjà. L'heure était vraiment divine.

— « *Isola bella ! Isola Madre !* Syllabes chantantes, terrasses parfumées ! » a écrit de ce spectacle, notre Barrès.

— Oui, c'est bien cela. Sans doute il y a, dans ce décor, un

peu de « chiqué », comme vous dites en France ; mais c'est bien beau tout de même.

— Et cela vous rappelle Hautecombe ?

— Ah ! Hautecombe ! quelle année heureuse j'ai passée là-bas, et quels bons amis français j'y ai reçus ou laissés, comme à Lourdes d'ailleurs ! Je ne les oublierai jamais, ni la France.

— On vous y reverra, Eminence ?

— C'est peu probable, car une ère de rudes difficultés va s'ouvrir pour la conscience chrétienne en Pologne. Nous n'avons aucune illusion. Le Pape non plus. Un jour nous serons coupés de Rome, nous le craignons, et voilà pourquoi je rejoins Varsovie avec d'étranges pouvoirs, en vue de ces heures-là.

— Si étranges que cela ?

— Tous ceux du Pontife romain, excepté, cela va de soi, le choix et l'investiture des évêques. Dans l'Eglise catholique on a rarement vu cela, si on l'a vu. Il faut tout prévoir, et Rome a une force d'adaptation aux situations les plus tragiques, qui étonne même ses ennemis.

— Et comment finira cette histoire ?

— Exactement, comme celle de la guerre 1939-1944. Vous vous rappelez les paroles d'espérance sur lesquelles nous nous sommes quittés à Hautecombe ? Ni vous, ni moi, n'avions le moindre doute sur l'écrasement de l'Allemagne. Nous n'ignorions que la date de l'échéance. Elle a sonné en octobre 1944. Elle sonnera un jour pour la Pologne catholique. Et ce jour-là, une fois de plus, le pays aura été sauvé par la foi des mères et la solide ténacité de la race. Ils auront beau faire, ils n'entameront pas l'âme chrétienne de la Pologne.

Sur ces paroles d'une foi aussi indomptable que souriante, nous prenons congé de son Eminence.

— Vous ne venez pas avec moi jusqu'à Paris ?

— Non, Eminence, je descends à Montreux pour une conférence. D'ailleurs voici la sortie du Simplon, Domodossola, la frontière. La douane va passer dans les compartiments. Il faut que je regagne le mien.

— Alors, au revoir, mon cher ami !

— Quand sera-ce, Eminence ?

— *Chi lo sa ?*



Ce devait être deux heures plus tard. La nuit, très fraîche, était tombée. Depuis Villeneuve, le Léman, éclairé par une lune étonnamment bleue, nous tenait compagnie. Seconde contemplation de la journée. Quelle merveilleuse route européenne, que celle qui, de Trieste, par Venise, le lac de Garde, Milan, le lac Majeur, le Léman et la percée du Jura, débouche, au petit matin, sur les coteaux de Bourgogne !

Montreux ! L'interviewer descend et, pour rejoindre ses amis, longe le convoi. Mais, ô surprise, à la hauteur des wagons-lits, le bon cardinal est encore là. Lui aussi a voulu, avant de rejoindre ses steppes polonaises et sa ville héroïque en ruines, prendre sa part du spectacle nocturne : la lune jouant sur les flots du Léman, avec tout au loin, sur la rive d'en face, Evian et Thonon éclairés de leurs feux multicolores !

Nous nous découvrons devant le prélat. Il abaisse sa vitre et nous tend la main où brille l'anneau pastoral. Une minute d'arrêt et le convoi démarre brusquement, nous laissant comme suprême image la haute stature du cardinal Hlond, dans son couloir, nous saluant de la main et nous souriant avec aménité, tandis que, avec fracas, l'Orient-Express s'enfonce dans la nuit, vers Lausanne.

A. AUFFRAY.

LA BATAILLE DU PACIFIQUE

DE PEARL-HARBOUR A BIKINI

La succession des événements qui se déroulèrent sur le plus vaste des océans de décembre 1941 à août 1945, soit pendant quarante-quatre mois, et qu'il est convenu de désigner sous le nom de « bataille du Pacifique », forme un tout assez connu du grand public. L'enchaînement des faits qui le composent l'est toutefois beaucoup moins. L'immensité des distances, le caractère même de cette guerre étrange contre les forces de la nature autant que contre les hommes a rendu fort malaisée l'observation quotidienne d'opérations dont l'envergure et la complexité étaient sans précédent dans l'histoire. Etalées dans le temps et dans l'espace et commencées sous un climat on ne peut plus favorable à l'un des adversaires, elles ont permis d'assister à l'extraordinaire redressement qui fit osciller la balance en faveur de l'autre et cela dans un si court délai qu'on en est resté confondu.

Sur la nature même, ou plutôt sur la technique de ces opérations — technique bouleversant tout un passé et dont les résultats dépassèrent les conceptions les plus audacieuses — il semble que le principal ait été déjà dit. Ce qui manque pour faire régner la clarté dans l'esprit du lecteur, c'est un résumé « dans l'ordre » d'actions en apparence isolées, mais cependant liées entre elles grâce à la prévoyance et à la maîtrise du haut commandement américain mis en présence d'un désastre que d'aucuns purent croire irrémédiable et qui motiva néanmoins le sursaut de la nation unie derrière ses chefs dans la volonté de la victoire.

Si, de cet exposé aussi concret que possible, une synthèse peut se dégager qui comble la lacune signalée plus haut, le but de cette étude aura été atteint.

PEARL-HARBOUR

Le 7 décembre 1941, au lever du jour, des forces aériennes japonaises attaquaient la base américaine de Pearl-Harbour dans l'archipel des îles Hawaï... L'escadre du Pacifique s'y trouvait rassemblée ainsi que 200 appareils sur les terrains d'envol. Aussi les dégâts furent-ils très importants. Sur les huit cuirassés à l'ancre, deux, l'*Arizona* et l'*Oklahoma*, furent détruits tandis que trois autres étaient sérieusement endommagés. Il y eut dix-neuf navires atteints et cinquante avions seulement purent prendre leur vol après l'attaque. Les pertes en vies humaines se montèrent à 2.117 tués et 960 disparus. Des opérations secondaires étaient effectuées également sur la ceinture extérieure de protection américaine, à Wake et à Guam qui furent emportés. Seule parmi ces bases, Midway, que défendait Henderson, résista victorieusement.

Coup de tonnerre dans un ciel depuis longtemps assombri et dont la foudre embrasa soudain, suivant un plan mûrement préparé, toute la zone occidentale du Pacifique... Pearl-Harbour trouvait les Etat-Unis sans défense, engagés qu'ils étaient indirectement dans la guerre européenne du côté des Alliés. L'adversaire avait le champ libre et en profita. Ses troupes, amassées sur la côte de Chine et dans l'archipel des Pêcheurs, se ruèrent à l'assaut de Hong-Kong tandis que ses unités de débarquement envahissaient la partie nord des Philippines et que des divisions d'infanterie coloniale, parties de l'embouchure du Mé-Kong, amorçaient la conquête de la Malaisie en direction de Singapour et de l'équateur.

Epoque peut-être la plus critique du conflit mondial. L'armée allemande de Von Paulus était devant Stalingrad et les corps blindés de Rommel à moins de 500 kilomètres du Nil !... Le Japon jouait sa partie avec toutes les cartes dans son jeu et les résistances follement héroïques des Canadiens de Hong-Kong (où l'ennemi ne prit pied qu'à Noël) et de Mac Arthur, cramponné de Luçon à Mindanao, ne pouvaient arrêter la ruée des hommes jaunes vers l'empire des Indes et vers l'Australie. Toute la question des Dominions et de la mainmise de l'ennemi sur la plus grande partie des richesses naturelles du globe était ainsi posée. Avec Formose et les Philippines il allait détenir le plomb, le cuivre et l'étain. Notre Indochine — outre

son riz et le charbon d'Hong-Haï — lui assurait des ports et des aérodromes ; la Malaisie, le pétrole, le caoutchouc et l'or.

Il avait sous les drapeaux six millions d'hommes dont le dixième (six cent mille hommes) entraîné à la guerre de jungle, de puissantes escadres, une aviation considérable.

Il avait la volonté décuplée par l'orgueil, la foi en la mission divine de son empereur, le mépris de la mort qui fait du brave l'égal des dieux.

Et, en face de tout cela, par delà la ligne d'horizon, un pays au potentiel immense mais à peine réveillé; un Etat baigné par deux mers obligé de faire front avec les moyens « divisés » dont il disposait. Nation frappée au cœur par une attaque sournoise mais guidée par un homme d'Etat de haute valeur, qui gardait sa foi dans l'avenir et la victoire, et déclarait devant le Congrès : « Avec l'aide de Dieu, nous vaincrons .»



Deux stratégies s'offraient à l'état-major américain au lendemain de Pearl-Harbour. A) Négliger l'aide aux Alliés et mobiliser toutes les ressources contre l'ennemi de l'ouest pour paralyser son action; B) Accroître, au contraire, la lutte contre l'Allemagne tout en se contentant, dans l'Ouest, de limiter les dégâts.

Ce n'est un secret pour personne qu'il fallut toute l'autorité et la popularité du président Roosevelt pour amener le parlement et l'opinion à partager sa manière de voir et leur faire accepter la seconde formule. Contre l'immédiat, il est inutile de temporiser. Un seul choix s'imposait. Ce fut le sien. Le miracle est qu'il fut écouté, et non seulement par la majorité mais par « l'unanimité » du peuple des Etats-Unis, lequel, entre parenthèses, ne mérita jamais mieux son nom. Du 7 décembre 1941 à janvier 1943 l'effort accompli devait être à ce point considérable qu'au bout de ces treize ou quatorze mois la partie pouvait être considérée comme gagnée. Ce n'était plus qu'une question de temps.

Temps contre espace. Espace contre temps. Aux huit mille cinq cents milles marins, soit dix-sept mille kilomètres, qui séparent Sydney de San-Francisco et qui travaillent pour l'adversaire, l'état-major doit opposer froidement la « marche

des jours », avance inéluctable vers un réveil connu, mathématiquement calculé, pour la précision d'horloge duquel toutes les énergies doivent converger et les volontés s'unir. Au bout de cette tension matérielle et morale, sujette cependant au *Break down*, doivent luire le jour, naître l'instant ou le fléau de la balance s'inclinera de l'autre bord. Ce jour et cet instant viendront car il « faut » qu'ils soient. Ce serait, dans le cas contraire, la fin d'une civilisation, la disparition d'un monde qui est le nôtre.

Voilà ce que Roosevelt sut comprendre et démontrer au peuple américain.

LE TRIANGLE STRATÉGIQUE

Transportée du plan oratoire dans le domaine pratique la formule « limiter les dégâts » s'appliquait au retardement de l'avance japonaise vers les possessions hollandaises de Malaisie. Déjà, Luçon chancelait et Mac Arthur retraitait vers Corregidor. Contournant l'archipel philippin, l'ennemi occupait Bornéo et les côtes nord de la Nouvelle-Guinée et des Célèbes. De nombreuses îles sous mandat (parmi lesquelles celle de Truk) facilitaient sa descente. Java et Sumatra jetaient le cri d'alarme. Quant au dominion australien, on y mobilisait vigoureusement.

Mais comment s'opposer à l'avalanche ? Après le raid audacieux et fatal des cuirassés anglais *Repulse* et *Prince of Wales* détruits dans les détroits au lendemain de Pearl-Harbour, l'Angleterre n'était plus en mesure d'assurer une défense efficace de Singapour. La grande base tombée, tout le système équatorial dont elle était la clef s'effondrait. Les délibérations interalliées, fébrilement menées sous la menace ennemie, comptent alors parmi les plus tragiques de l'histoire.

Clairement, la stratégie nippone apparaissait sous la forme d'un triangle à l'intérieur duquel — maître absolu de quatre millions de kilomètres carrés d'océan — le Japon, désormais chez lui, pourrait s'opposer aisément à toute contre-offensive. La plage sacro-sainte d'Hakodaté constituait le sommet symbolique de ce triangle, le côté gauche, suivant les côtes de Chine et d'Indochine, atteignait l'archipel malais à Sumatra tandis que le côté droit, protégeant les îles sous mandat,

aboutissait aux Salomon. Il ne restait à l'ennemi qu'à conquérir la base, soit en s'établissant sur la ligne des îles — de la Sonde à Port-Moresby — soit en attaquant plus au sud la côte australienne. Cette dernière éventualité, lourde de conséquences pour le futur, motivant le « non possumus » britannique, la résistance devait nécessairement s'organiser à Java, pointant vers Timor et la Nouvelle-Guinée. Ce fut la décision prise.

Décision à priori téméraire, et pourtant la seule raisonnable, tout arrêt de l'avance ennemie permettant d'accomplir un pas en avant dans l'élaboration et l'exécution du plan gigantesque qui devait, treize mois plus tard, transformer en guerre offensive la lutte en tous points inégale qui s'ébauchait.

C'est cette lutte — qui s'étend sur plus de trois années — qu'il s'agit de résumer ici en dégageant seulement les chapitres essentiels. De palier en palier, le lecteur pourra remonter la pente avec les escadres victorieuses qui, le triangle stratégique enfoncé, porteront le pavillon étoilé jusque dans les eaux du Soleil levant.

LA DÉFENSE : JAVA, MER DE CORAIL.

En janvier 1942, les Japonais s'apprêtaient à gagner Java par le détroit de Macassar ; la flotte alliée, dont l'indicatif était « A. B. D. A. », rassemblée en hâte à Sourabaya sous le commandement de l'amiral Hart, était composée d'unités hétéroclites : le *Boise*, le *Houston* et le *Marblehead* américains ; le croiseur anglais *Exeter* (le même qui avait torpillé le *Graaf Spee* devant Buenos-Ayres) ; les croiseurs hollandais *Java* et *Tromp* et de vieux torpilleurs tels que le *Paul Jones* et le *John-Ford* placés sous les ordres du commodore Talbot.

Le général anglais Wawell, commandant en chef, appelé à d'autres fonctions, l'amiral Hart passe, au début de la campagne, son commandement au vice-amiral hollandais Helfrich en vertus des accords établis. Ce dernier était secondé par l'amiral Doorman qui commandait la flottille des croiseurs légers et torpilleurs.

On connaît les principaux épisodes. Le 20 janvier, le *Boise* heurte un récif et doit gagner Ceylan pour y réparer ses avaries. Repéré par l'aviation, le convoi ennemi est signalé à l'entrée

du détroit. Le commandant Talbot et ses destroyers surnommés « les vieillards » se portent en reconnaissance. La nuit est complète et les grains de pluie empêchent toute visibilité. C'est le « pot au noir » si connu des marins. Dans une courte éclaircie, la ligne des cargos, que protègent des croiseurs légers, se profile à travers l'ombre. Les deux torpilleurs se ruent à l'attaque et leurs torpilles portent ; un cargo prend de la gîte et chavire, ce que voyant, les bâtiments d'escorte canonnent au hasard tandis que la pluie redouble de violence. Au petit jour, Talbot rentre à Sourabaya indemme. Le convoi a fait demi-tour, certains transports coulés ou avariés par des obus japonais.

Le 2 février a lieu la conférence interalliée suivie, le 4, d'une nouvelle offensive adverse. L'amiral Doorman se porte à l'attaque soutenu par une aviation précaire que dominent aisément les chasseurs « Zéro » et les « Mitsubishi ». Le *Marblehead*, sévèrement atteint dès le début de l'action, doit se retirer de la lutte et gagner Ceylan à son tour après des réparations sommaires. Il ralliera ensuite les Etats-Unis en contournant l'Afrique. Le *Houston* lui-même est touché par une torpille qui tue 50 hommes.

Nouvel engagement le 19 au cours duquel l'ennemi perd quatre croiseurs. Il réussit quand même à s'installer à Bali tandis que ses troupes débarquent à Sumatra. Les bombardements sur Java se succèdent, intensifs, et Sourabaya doit être évacué, les habitants obligés de se réfugier à l'intérieur de l'île. Le 26 l'amiral signale : « Stade d'épuisement largement dépassé ».

L'ennemi approche avec 40 transports escortés par des croiseurs et des torpilleurs. Doorman développe sa ligne de bataille et lance en avant le *Jupiter* et l'*Electra* ainsi que le *Kortenauer*. L'*Electra* n'est pas retrouvé. Un sous-marin américain recueille 35 survivants.

Coupé en deux, le *Kortenauer* chavire, les survivants passent la nuit réfugiés sur des épaves. Deux croiseurs japonais sautent aux étoiles.

L'amiral, profitant de la pleine lune, se dirige vers le nord-ouest. Il saute à son tour avec le *De Ruyter* frappé par une torpille. Les autres bâtiments se dispersent. On n'aura plus aucune nouvelle du *Houston* ni de son équipage. Les navires rescapés reçoivent l'ordre de rallier l'Australie.

Ainsi prenait fin la courte campagne de Java au cours de

laquelle l'amiral Doorman avait trouvé la mort, tandis que la majeure partie des unités de la flotte A. B. D. A. était mise hors de combat. Le but visé était cependant atteint, l'ennemi avait subi un retard de deux mois et, déjà menacé à l'ouest, songeait à s'organiser sur la base des îles de la Sonde. Le danger qui menaçait l'Australie paraissait donc provisoirement conjuré.

Une des caractéristiques de cette « guerre des îles », qui devait se développer, c'est qu'elle se déroulait le long de côtes inhospitalières pour ne pas dire sauvages. Au dur apprentissage de la « guerre des nerfs » à laquelle les soumettaient les bombardements intensifs ou attaques en « piqué » des aviateurs japonais, les équipages alliés voyaient s'ajouter la hantise de la jungle et des pièges qu'elle renferme. Pour la plupart d'entre eux la mort par immersion était préférable à l'inconnu des rivages d'où l'on savait que telle section ou tels individus rescapés n'étaient pas revenus. Pourtant, la mer de Java, infestée de requins, réservait aux occupants des radeaux un destin tout aussi horrible. Le moral merveilleux, entretenu par l'humour dont faisaient preuve les champions de la liberté, ne devait cependant pas faiblir et l'on se répétait, de poste à poste, la phrase par laquelle le médecin du *Kortenauer*, demeuré sept heures à l'eau dans un bain de mazout, avait conclu son rapport : *Réflexion faite, le mazout, même dilué, est impropre à la consommation humaine.* Avec un tel moral et de tels hommes, tous les espoirs pouvaient être permis.

***

Dès le printemps de 1942, l'occupation japonaise de la Sonde était virtuellement terminée. Le 15 février précédent la prise de Singapour, conquis par la voie de terre (1), avait permis le nouveau bond en avant des forces adverses. Aux Philippines, Mac Arthur, accroché aux cailloux de Mindanao, tenait cependant toujours. Une phase nouvelle s'ouvrait dans l'est où le verrou de Port-Moresby, à la pointe sud orientale de la Nouvelle-Guinée, protégeait de l'invasion la mer de Corail ouverte par les Salomon. Cette position stratégique, de par sa

(1) On sait que Singapour fut pris par des troupes d'infanterie de marine qui s'étaient infiltrées dans la jungle malaise et qui firent sauter les réservoirs d'eau douce obligeant ainsi la garnison à capituler.

situation à l'angle des détroits, se montrait d'un intérêt capital pour le développement des opérations. Retranchés à Port-Moresby, les Américains n'étaient séparés des Japonais qui occupaient Buna, sur la côte nord, que par 150 kilomètres de jungle. Mais quelle jungle ! dominée par la chaîne des monts Owen-Stanley dont les cimes neigeuses s'élèvent à près de 5.000 mètres au-dessus de la forêt de lianes.

L'occupation des Salomon par des unités stationnées à Truk paraissant imminente, le haut commandement américain détacha vers Port-Moresby les porte-avions *Lexington* et *Yorktown* qui, avec le *Hornet* et l'*Entreprise*, formaient la flotte des porte-avions commandée par l'amiral Halsey. Une division de croiseurs de protection, sous les ordres du contre-amiral Fletcher, assurait l'escorte.

Le 4 mai au matin, à 100 milles au sud-ouest de Guadalcanal, des appareils partis du *Yorktown* coulaient des bâtiments légers ennemis à Tulagi. Toutefois le contact véritable ne devait être établi que le 8. Ce jour-là, une des batailles aériennes les plus sanglantes de la guerre se déroula en direction du nord.

Les appareils du modèle B. 26, déjà anciens, lancés des ponts d'envol du *Lexington* et du *Yorktown* se heurtèrent aux escadrilles de chasseurs «Zéro» tandis que les bombardiers japonais opéraient en piqué dès qu'une coque ennemie leur apparaissait à travers la pluie souvent opaque. Un pilote américain, le lieutenant Bob Dixon, apercevant au début de l'action la silhouette « sous lui » du grand porte-avions *Ryjukaku* plaça trois torpilles et voyant l'incendie se déclarer transmit le message : « Porte-avion japonais supprimé... Whisky ! »

La pluie cessait par intermittence et l'air résonnait du bruit des explosions. Le *Lexington*, durement touché, prit une gîte inquiétante à bâbord si bien que le chef mécanicien vint poliment prier le commandant d'encaisser les coups de l'autre côté. Au début de l'après-midi le *Lexington* désemparé coulait tandis que le *Yorktown*, un incendie à bord, s'éloignait dans un grain vers le sud.

Le combat fit rage jusqu'au soir. Il n'y a pas de crépuscule sous les tropiques. De toutes parts des torches enflammées s'abîmaient dans la mer. Ce fut l'instant que choisit le major Powers pour regagner le *Yorktown* avec son appareil. Il ne

trouva plus rien où se poser. Apercevant soudain le *Ryjukaku* qui flottait, il vint en « piqué » s'écraser sur son pont consacrant ainsi, par son sacrifice, la perte définitive de l'adversaire.

MIDWAY

La bataille de la mer de Corail, si elle se soldait d'un côté comme de l'autre par des bilans sévères, ne s'était pas moins terminée à l'avantage des Américains dont la tactique se trouvait ainsi renforcée. Obligé de regrouper ses forces, l'ennemi s'était vu contraint de regagner ses bases de départ. Il s'agissait d'utiliser le répit ainsi accordé.

Déjà, en la mi-mai de l'année cruciale, l'effort américain battait son plein et des résultats tangibles avaient été obtenus. Sous l'impulsion de l'amiral Nimitz (1) des convois sillonnaient la mer, apportant troupes et matériel aux points sensibles. Mobilisée « à fond » l'industrie d'armement accomplissait des prodiges. L'aviation, par l'adjonction des forteresses volantes, voyait décupler sa puissance offensive à longue distance. Et la merveille était que, loin de diminuer, l'aide aux Alliés se développait.

L'horizon de l'ouest cachait cependant une grave énigme. Le gros des escadres japonaises n'avait pas encore dit son mot. Où et quand l'état-major ennemi frapperait-il ? En vain, les meilleurs augures se livraient-ils aux pronostics les plus divers. L'océan gardait son secret.

Nul n'aurait pu prévoir après la bataille de la mer de Corail, l'imminence d'événements qui, changeant la face de la guerre, allaient détruire le rêve nippon d'hégémonie sur cette partie du globe où se jouait le destin des peuples.

Ce destin fut-il le résultat de conceptions erronées du haut commandement ennemi ou s'inscrit-il à l'appui d'une thèse qui veut, selon Plutarque, que les nations comme les individus périssent tôt ou tard de l'excès même de leurs succès ? Un critique américain, Fletcher-Pratt, penche pour la seconde hypothèse. « Ce peuple, écrit-il, auquel depuis des millénaires on inculquait le mépris de la mort et la peur de la peur, est mort, à Midway, d'avoir eu peur ! »

L'affirmation, bien que gratuite, demeure valable, mais ne

(1) Commandant en chef les flottes du Pacifique.

faudrait-il pas plutôt rechercher les causes dans le tréfonds même de l'âme nippone dont la complexité déconcerte ? Quoiqu'il en soit, l'histoire jugera.



Kiska et Attu sont deux petites îles des Aléoutiennes dont l'importance stratégique s'expliquait par le fait que, partant de cette base arctique, des avions pouvaient jeter leurs bombes sur la métropole japonaise. Inversement et pour pouvoir bombarder la côte américaine, l'ennemi devait s'assurer la possession des Hawaï où Pearl-Harbour demeurait une menace constante qu'il s'agissait d'occuper ou de réduire.

La thèse chère à l'amiral Yamamoto, et d'après laquelle le coup porté par l'aviation d'un des belligérants sur le territoire métropolitain de l'autre entraînerait un effet moral décisif pour l'issue de la lutte, explique donc la ruse ébauchée par lui.

Sur cette tactique, ou plutôt cette ruse, certains experts navals ont épilogué à satiété. Elle valait ce que valent tous les stratagèmes fondés sur des impondérables où la chance occupe une large place et qu'un inconnu infinitésimal peut contrecarrer.

a) Se diriger vers les Aléoutiennes avec une escadre vétuste conduite par des vétérans trop heureux de périr en beauté et attirer ainsi vers le nord les forces navales de Pearl-Harbour se portant au-devant de l'ennemi.

b) Faire appareiller en même temps la flotte de haute mer, et s'emparer sans coup férir de Midway d'où les terrains d'envol faciliteraient la conquête de l'objectif.

Devant soi rien ou peu de chose !

Ce « peu de chose » allait être l'amiral R. Spruance.

Celui qu'on nommait aux U. S. A. la « machine humaine » venait de remplacer l'amiral Halsey à la tête de la division des porte-avions. Glacial, précis, méthodique, ne se fondant que sur des réalités, il appartenait à ce corps de l'aviation de marine qui avait refusé de se considérer comme battu.

« Il pensait, dit Fletcher-Pratt, non pas comme l'amiral Yamamoto, mais comme un astronome qui évalue le poids d'une étoile située à 200 années-lumière en suivant au télescope le déplacement d'un rayon lumineux qui n'a pas l'épaisseur d'un cheveu. »

Le *Yorktown*, rescapé de la mer de Corail, le *Hornet* et l'*Enterprise* s'avançaient le matin du 3 juin en éventail (1). Rien à l'horizon... Midway venait de se voir renforcer par une escadrille de B. 26 tandis que des forteresses volantes, à grand rayon d'action, étaient arrivées aux Hawaï. Presque pas de D. C. A. sur l'île ; quelques gros hydravions P. B. Y. dont la valeur militaire se traduisait par cette définition d'Henderson qui les avait dissimulés dans des abris naturels : « P. B. Y. : départ en hydravion et retour garanti en canot caoutchouté. »

Pas de cuirassés... des sous-marins trop loin ou en retard.

L'amiral, au lever du jour, le 4, lance en patrouille la 8e escadrille du *Hornet*. A ce moment, parvient le message de Nimitz : « Avions ennemis sur « Dutch Harbour » !

A 1.200 milles des Hawaï, la bataille pour Midway commençait.

Quelques heures plus tard, les pilotes de la 8e escadrille survolent la base d'Henderson et, peu après, l'escadre ennemie. En tête viennent quatre grands croiseurs de la classe *Kirishima* et les porte-avions *Kaga* et *Agaki* encadrés par des torpilleurs et des sous-marins. Le tout précède la flotte de transport elle-même suivie d'une escadre d'appui où figurent les porte-avions *Hiryu*, *Soryu* et *Riudyjo*.

A bout d'essence et sans aucune protection de chasse les Américains attaquent. Déjà, le *Kaga* et l'*Agaki* brûlent mais, un à un, les appareils tombent à la mer. Un seul pilote sera sauvé, l'enseigne de vaisseau Gay qui, blessé à la jambe et à demi submergé, sera miraculeusement retrouvé après avoir séjourné dix heures en pleine tempête.

Derrière les porte-avions en feu s'allonge la file imposante des navires que cherche à préserver le commandement ennemi contre une nouvelle attaque en faisant bombarder intensément Midway d'où le péril peut « seulement » provenir. Les rafales de torpilles s'abattent bientôt sur le plateau désert de l'île où toutes les dispositions ont été prises. Les hangars brûlent ainsi que les réservoirs d'essence. Un seul blessé cependant, le cuisinier, qui d'ailleurs, en réchappera.

C'est ce qu'attendait vraisemblablement la « machine humaine » pour détacher la 6e escadrille du *Yorktown*, comman-

---

(1) A 50 milles de distance les uns des autres, soit une ligne de front de cent mille marins.

dant Clarence. Parvenus sur l'objectif, les aviateurs, dépourvus provisoirement d'adversaires, s'en donnent à cœur joie. Ils reviennent au complet malgré les tirs furieux de D. C. A., après avoir semé l'hécatombe... « Nous avions chaud au ventre », rapporte l'un d'eux. Le *Kaga* et l'*Agaki* ne sont plus que des torches sinistres éclairant la mer. Quant aux unités survivantes elles sont poursuivies pendant ce temps par les appareils d'Henderson et des forteresses volantes venues en toute hâte de Pearl-Harbour.

Les « Zéro » japonais, aux prises avec des avions torpilleurs américains, leur infligent cependant de lourdes pertes. La bataille se poursuit à plus de cent milles de distance. Six appareils U. S. A. seulement sur quarante et un regagnent leur terrain d'envol.

A ce moment est capté le message d'un pilote nippon qui vient de découvrir les bâtiments de l'amiral Spruance.

« Oh ! Dieu ! Toute la flotte américaine est là ! »

Les trois porte-avions *Yorktown*, *Hornet* et *Enterprise* se trouvaient hors de vue les uns des autres. Le *Yorktown* fut attaqué vers 13 heures. Plusieurs bombes éclatèrent et une énorme colonne de fumée s'éleva, mais le chef mécanicien parvint à maintenir la vitesse aux alentours de 15 nœuds.

La bataille aérienne reprenait, très dure. On entendait les cris des pilotes aux postes de radio : « Attaque à droite... Place ta bombe à gauche... Attention ! Tu as un « Zéro » sur ta queue ! »

Les appareils du *Hornet* ne rentrèrent pas.

Vers le soir, une formation d'avions torpilleurs ennemis, égarée, aperçut le *Yorktown* et réussit à l'atteindre. Deux torpilles furent au but. Le vétéran de la mer de Corail s'inclina sur tribord. Son équipage l'abandonna.

Le vent s'élevait et, avec lui, la houle recouvrant le cimetière mouvant où reposait à jamais ce qui avait été la flotte japonaise.

NOUVELLE GUINÉE — CONQUÊTE DES SALOMON

La conséquence logique d'une telle défaite aurait dû être l'évacuation par les Japonais des îles du Pacifique, tout au moins des territoires qu'ils occupaient à l'est de la ligne incurvée passant

par Wake et Guam, c'est-à-dire une partie des Carolines, les Marshall et les Gilbert. Mais outre qu'un tel repli mettait en l'air les Salomon, il obligeait l'ennemi à abandonner des bases importantes tels que Truk. A elles seules, ces considérations suffisaient au maintien du *statu quo*. Les mois qui suivirent allaient donc voir se déplacer l'axe des opérations franchement vers le sud où l'angle oriental du triangle stratégique devait être attaqué et finalement enfoncé.

Il est, on le conçoit, fort malaisé de dresser un canevas des événements dont l'immense échiquier du Pacifique demeura le témoin pendant toute cette période « offensive-défensive » qui s'étend de Midway à l'achèvement de la conquête des îles Salomon, soit de juin 1942 à la fin de 1943. La stratégie du haut commandement américain, auquel participait depuis mai 1942 le général Mac Arthur, chef des forces terrestres, dut s'inspirer souvent des circonstances. Entièrement nouvelle, cette stratégie dépendait d'un facteur capital, l'aviation, et d'un autre facteur non moins important, la mer, c'est-à-dire l'espace posant le délicat problème des transports.

Force est donc de s'en tenir, dans ce résumé, aux grandes lignes du plan initial qui comportait d'abord la résistance sur une ligne déterminée pour assurer la protection des Dominions et, plus tard, l'assaut des points névralgiques du dispositif adverse, une fois réalisées les conditions requises pour la réussite de ces tentatives.

La phase « Nouvelle-Guinée-Salomon » ouverte plus tôt qu'on ne pensait, grâce au désastre de Midway, inaugurait le second acte dont la durée — près de 16 mois — donne une idée de ce que fut cette lutte opiniâtre dans ces régions sauvages. Il faudrait la plume d'un Edgar Poë ou d'un Fenimore Cooper pour relater certains détails. Contentons-nous de résumer ici la tragique aventure du sergent Lutjens et de la compagnie E.

Au début de septembre, la 15e division d'infanterie coloniale débarquait à Port-Moresby. Il s'agissait de déloger les Japonais installés sur la côte nord de la Nouvelle-Guinée, à Buna et à Salamana et, pour ce faire, une attaque était prévue par « terre » c'est-à-dire par la jungle.

La compagnie E, du 126e régiment, désignée pour préparer l'expédition — c'est-à-dire tracer une piste pour « jeeps » — devait détacher en éclaireur la section que commandait le

sergent Lutjens, un bon gros « boy » du Michigan, employé quelques mois plus tôt dans une fabrique de machines à calculer.

80 milles de la pire jungle de la terre avec, au bout, la terrible chaîne des monts Owen-Stanley dont il s'agissait de découvrir et de franchir les cols. Harangués par leur général qui leur dit : « Vous allez être à la pointe de la pointe de la pointe. » (ce qui inspire à Lutjens de baptiser sa troupe : « les trois pointes »), les 83 hommes qui composent la section, dont deux caporaux, sont conduits en camions jusqu'au rideau de brousse. Ils doivent avancer en se guidant à la boussole et se frayer le passage au moyen de haches et d'outils appropriés. Par groupe de quatre hommes, une toile de tente avec pelles et pioches pour tracer la piste. L'équipement individuel comprend fusil et cartouches, imperméable et cuissardes de rechange afin de lutter contre les piqûres des reptiles et de permettre le franchissement des terrains marécageux. Riz, biscuits, thé et sucre assurent la nourriture indispensable ; la chasse doit procurer les suppléments et les avions de reconnaissance jeter les colis nécessaires.

Tout cela parfait sur le papier ou dans le cerveau d'un intendant militaire. Ils sont 83 qu'on compte voir atteindre les hauts plateaux dominant Buna dans le délai prévu par le plan d'attaque. Or, les jours, les semaines passeront. Engluée dans l'humus d'une jungle infernale, sous une voûte épaisse que ne franchissent ni les colis annoncés ni même les rayons du soleil, arrêtée par des rapides, aux prises avec les mille embûches que dissimule la nuit profonde, la petite troupe progresse lentement, trompée par les écarts d'une boussole affolée et en proie, peu à peu, à la fièvre qui crée des hallucinations étranges.

De gibier ?... peu ou pas du tout, mais les fauves viennent rôder la nuit autour des tentes, s'approchant si près qu'on entend leur souffle. Allumer du feu est un problème dans cette crasse humide qui surgit du sol. Manger ? un autre problème, car les provisions s'épuisent. Du serpent coupé en tronçons, de gros insectes, quelques perroquets constituent une pitance qui ne saurait longtemps suffire. Lentement, les forces diminuent mais on n'attend pas les retardataires. Tout homme qui s'arrête est perdu !

Et le froid glacial qui, sans transition, succède chaque soir à la chaleur du jour. La faim, le mirage des monts fantômes qui, sans cesse, reculent ! Pas d'oiseaux, le silence éternel, mais des

fleurs vénéneuses, larges comme des plats et des ruisseaux qui charrient des pépites d'or.

Un jour, plus tard, beaucoup plus tard, un pilote survolant l'arrière-région de Buna apercevra des ombres le long des dernières pentes. Il lancera un message roulé dans un pavillon étoilé, message que déchiffreront sept squelettes groupés autour de Lutjens :

« Ne vous pressez pas ! Les Japonais sont partis ! »

***

Guadalcanal, clef de voûte des Salomon méridionales, tomba aux mains des Américains en février 1943 après une longue série de combats au cours desquels il y eut à déplorer la perte du *Hornet*. La bataille pour l'île durait depuis le 7 août. Elle avait eu pour corollaire la bataille de Santa-Cruz et fut suivie des campagnes de la nouvelle Géorgie et de Bougainville, campagnes ouvrant la route aux combats du golfe de Kula qui ne se déroulèrent que l'été suivant.

Ces multiples engagements entre formations aériennes ou aéro-navales mirent en lumière le degré d'entraînement auquel étaient parvenus les équipages et les troupes. Qu'il s'agisse des forces du général Mac Arthur, de celles de l'amiral Halsey ou des formations navales relevant des amiraux Turner et Kinkaïd, leur conduite fut, dans l'ensemble, digne de tous éloges.

Qu'on n'aille cependant pas s'imaginer que la conquête des Salomon fut chose facile ; accroché à chaque atoll, fortement retranché dans chacune des îles de ce groupe important, l'ennemi tenait bon et il fallut d'abord détruire les forces de protection avoisinantes. Ce n'est qu'après avoir écarté le péril naval et aérien que les troupes gagnèrent les rivages, au prix de fortes pertes parfois, chaque rocher, chaque arbre dissimulant une mitrailleuse. La tactique de la « terre brûlée » dut être employée à maintes reprises contre un adversaire à ce point tenace que c'est seulement sur des cadavres calcinés que purent débarquer les libérateurs.

Au fur et à mesure que l'ennemi perdait le contrôle sur les Salomon et la Nouvelle-Guinée, il devenait plus facile d'étendre les opérations. C'est ainsi que deux escadres commandées par

les amiraux Sherman et Montgomery purent participer à la prise de Rabaul attaquée simultanément par des appareils partis des bases terrestres établies dans l'archipel. Vers la même époque (29 février) eut lieu l'occupation des îles de l'Amirauté où l'on put constater une résistance extrêmement faible. La campagne du Pacifique central allait-elle s'ouvrir dans les conditions prévues de lassitude chez un adversaire que n'entretenait plus la flamme originelle et sur l'esprit et l'âme duquel le souvenir tragique de Midway devait planer ?

L'OFFENSIVE — L'EXPRESS DE TOKIO

Les îles Gilbert sont un groupe d'atolls coraliens situés de part et d'autre de l'équateur. Elles présentaient une haute importance statégique de par leur position à l'est et au sud d'importantes bases japonaises situées dans les Carolines et les Marshall. Leur conquête était donc le préliminaire essentiel à toute attaque sérieuse en direction du Japon.

La porte désormais ouverte, à l'ouest comme au sud, l'aviation attaqua dès le mois d'août les îles Marcus, Tarawa et Wake, mais l'action proprement dite devait s'échelonner jusqu'à la fin de décembre. Dès octobre, les diverses unités engagées se trouvaient placées sous les ordres du vice-amiral Spruance qui prit peu après le commandement de la flotte du Pacifique central.

Contrairement à l'attente, l'ennemi devait réagir fortement, à Tarawa surtout, où la garnison comprenait 3.500 hommes. L'attaque dut se poursuivre près de quatre jours et les combats qui se déroulèrent sont considérés comme les plus meurtriers de toute la campagne.

Tarawa et Makin conquises, une escadre, piquant vers le sud, attaqua l'île de Nauru tandis qu'un groupe de porte-avions détruisait les bases aériennes ennemies sur les îles Marshall.

L'offensive proprement dite était déclenchée.

Elle se produisait au moment précis où le potentiel de guerre des U. S. A. dépassait les prévisions les plus optimistes. En ce début de 1944, le peuple américain, mobilisé depuis deux ans, fournissait l'effort maximum. Les usines d'armement étaient triplées. Une jeep sortait toutes les 50 secondes et les chantiers navals équipaient chaque semaine un cargo de huit

mille tonnes !... Construites en série, les forteresses et super-forteresses volantes offraient un danger redoutable pour les villes et ports japonais que leur rayon d'action leur permettait d'atteindre. Les Aléoutiennes reconquises, de mai à août 1943, mettaient Tokio sous leur menace. Tout semblait préparé à souhait quand furent entamées, dès janvier, les opérations contre les îles Marshall suivies de l'attaque des Mariannes un mois plus tard.

Il faut se représenter, si l'on peut, pour le moral des hommes ce qu'en leur langage imagé ils nommèrent « l'express de Tokio » par opposition sans doute à l'avalanche inverse dont ils avaient depuis vingt-quatre mois supporté les effets. Cette fois, il s'agissait pour l'ennemi d'un billet sans retour. Talonné, débordé au nord comme au sud, ses divisions désagrégées, ne sachant plus où faire tête et encombrant les routes liquides, il reculait d'atoll en atoll, d'île en île, infligeant à l'assaillant des pertes sensibles sans tenir aucun compte de la sévérité des siennes propres ni de ce que le général « Temps », vainqueur du général « Espace », lui réservait.

Car si le développement de l'aviation, en réduisant les distances, avait permis d'éliminer le principal obstacle au redressement souhaité, les progrès accomplis en secret dans les laboratoires venaient de conduire à la découverte de « moyens » puissants dont l'expérience allait ébranler le monde.

De cela, il n'était toutefois pas encore question et la résistance nippone, si elle se manifestait opiniâtre, n'était sans doute que le reflet de ce « Yamato » lointain où se mêlait à la passivité ancestrale, la croyance atavique en la pérennité de la Patrie !

L'offensive, limitée d'abord au secteur oriental, devait s'étendre rapidement en direction de l'ouest-sud-ouest, puis du nord-ouest, à travers les Carolines et les Mariannes en même temps que s'effectuait, vers les Philippines, la concentration des porte-avions de l'amiral Halsey, et des bâtiments de l'amiral Spruance. Cette concentration, effectuée en juin, devait aboutir à la bataille du golfe de Leyte (1), le « Midway aérien japonais » où l'ennemi perdit au total 402 appareils et, finalement, en octobre, à celle dite des Philippines où furent coulées 58 unités de sa flotte légère.

---

(1) Voir *la Bataille de Leyte*, par Pierre Varillon. *La Revue* du 15 octobre 1948.

Le coup porté était cette fois décisif. Privée depuis deux ans de sa flotte de bataille dont une faible partie seulement avait pu être reconstituée, l'amirauté japonaise voyait éliminer ses dernières forces de protection et se trouvait aux prises avec le problème angoissant des transports. La situation des unités encore dispersées dans les îles du Pacifique devenait de ce fait précaire et l'hécatombe de Leyte livrait la métropole, sans défense valable, aux terribles effets des bombardements aériens.

Déjà, les porte-avions américains s'approchaient des côtes et certains raids audacieux avaient permis d'atteindre des objectifs depuis quelque temps repérés. L'automne de 1944 inaugurait donc une phase nouvelle, la dernière de ce drame incroyable dont la conclusion devait être attendue dix mois encore, le souci d'en finir se heurtant au souci non moins légitime d'économiser les vies humaines chez celui des belligérants désormais assuré de sa victoire.

HIROSHIMA...

Février 1945 vit la reprise des Philippines. Un mois plus tard, Mac Arthur faisait son entrée (sa rentrée plutôt) à Manille. Les Philippins avaient énormément souffert. L'enthousiasme était à son comble quand parut le vieux chef, dont la résistance héroïque (cinq mois) de Luçon aux récifs de Mindanao avait tenu l'adversaire en échec, permettant aux alliés d'installer efficacement leur dispositif de défense.

Les derniers Japonais s'enfuyaient au nord tandis qu'en toute hâte s'effectuait à travers la jungle la retraite des troupes de Birmanie. L'ennemi occupait toujours solidement la côte asiatique et ce repli de ses forces éparses n'offrait cependant pas encore le caractère de la débâcle. Quelques résistances sporadiques s'organisaient même çà et là en des points pourtant éloignés de tout secours. On sentait l'instant prochain où l'assaut final devrait être tenté contre la ceinture extérieure de protection de l'Empire, ceinture que protégeait au sud l'archipel des îles Iwo.

Cet archipel une fois conquis et les porte-avions des amiraux Halsey et Spruance — lesquels s'illustrèrent jusqu'au bout — étant parvenus à pied d'œuvre, le pilonnage pouvait commencer

dont les résultats terrifiants amèneraient, pensait-on, une capitulation rapide. Chaque jour, ou presque, à partir d'avril, les grandes cités industrielles, les ports, les aérodromes et les voies ferrées (si importantes en ce pays où l'impétuosité des rivières rend tout transport fluvial impossible) se virent soumis aux attaques incessantes des forteresses volantes et des bombardiers lourds... Tokio ! Yokohama ! Kobé et son grand arsenal ! Nagaya et ses usines d'aéronautique ! Simonoséki qui commande, à l'ouest, la mer intérieure ! Nagasaki de Kiou-Siou virent s'accumuler les ruines. Le fer et le feu s'abattirent là où le printemps précoce étalait déjà la féerie tendre des cerisiers en fleurs et le volcan sacré lui-même, l'énorme et majestueux Fusi-Yama, aux flancs duquel se dissimulent tant de fontaines d'ablutions et tant de temples, ne fut pas épargné par les torpilles perdues.

Ni le déluge d'acier tombant du ciel, ni la rupture par les Soviets du pacte de non agression, rupture suivie de l'invasion de la Mandchourie, ne conduisirent toutefois au résultat escompté. Battu sur tous les fronts, le peuple japonais, à genoux, luttait pour son âme. Il fallait en finir... Ce fut la bombe atomique sur Hiroshima...



Trois années se sont écoulées depuis l'explosion qui fit dans la cité quarante-cinq mille morts, chiffre qui, par la suite, dut être porté au double tant les effets « à retardement » s'étendirent parmi les ruines et aux alentours. Le Japon dut s'incliner, impuissant à poursuivre la lutte contre un adversaire visiblement aidé des dieux. Quelques semaines plus tard, Mac Arthur, promu « vice-roi », dictait les premières mesures destinées à faciliter l'éclosion d'un monde nouveau.

Car la poussière soulevée par la bombe atomique retombait sur plus d'un cimetière. Une guerre s'achevait, d'un lustre ou presque, au cours de laquelle les méthodes ébauchées vingt ans auparavant s'étaient montrées périmées. Dans ce gigantesque conflit « marin », l'air et la terre l'avaient emporté sur l'élément liquide, la flotte devant se contenter du rôle effacé de transporteur. La victoire revenait incontestablement à

l'aviation, reine de l'espace, dont l'action renversait les principes sur lesquels étaient fondées les plus récentes stratégies.

Principes remplacés par d'autres, presque aussitôt détruits eux-mêmes de par l'éclatement en plein ciel de l'engin nouvellement sorti des laboratoires. A l'explosion avait succédé un silence de mort, l'humanité se trouvant soudainement placée devant le terrible dilemme : rétrograder ou périr.

Vouloir arrêter ce qu'on nomme le « progrès » est chose insensée, voire impossible. A deux reprises, Bikini s'est vu désigné depuis lors pour de nouveaux essais dans des conditions qu'il serait trop long de rappeler ici. A-t-on cependant tout révélé du résultat de ces expériences ? Le public ignore-t-il qu'à de grandes distances de l'atoll mort, le danger permanent demeure, que le nuage atomique emporté par le vent sans être dissocié, la parcelle liquide que la houle charrie sans la détruire sont autant de mortels périls contre lesquels l'avion ne peut que « plonger », le navire s'écarter du contact maudit.

Alors, périr ?

Qu'il me soit du moins permis de clore ces pages autrement que par des phrases de désespoir. La guerre à la matière, c'est-à-dire à la création, c'est-à-dire à Dieu, ne peut, ne saurait être qu'avec l'assentiment de Sa Volonté ! Chaque peuple ne peut juger en l'occurrence que selon la nature de sa propre foi et la prière du chrétien prosterné aux pieds des autels comme celle du musulman accroupi sur la natte de sa mosquée n'auront de valeur pour la paix entre les hommes que si elles s'unissent fraternellement à la fumée d'encens du sanctuaire où le vaincu implore la déesse Amatsé, fille du Soleil.

BERNARD FRANK.

SOUVENIRS DE LA VIE DE MONTMARTRE

J'avais passé au Quartier Latin mes cinq premières années de Paris, de 1895 à 1900. Des amis, écrivains et peintres, me persuadèrent d'aller habiter Montmartre. Je n'étais plus un étudiant, je me devais de marquer mon émancipation et mon entrée dans la vie active par une installation sur la Butte, cette Butte sacrée qui jouissait alors d'un si grand renom. Rodolphe Salis, maître du « Chat Noir », ne l'avait-il pas appelée cette mamelle de Paris ? Je cherchai là un logement à mon goût et finis par trouver ce qu'il me fallait dans un petit square, alors tout neuf : la rue André-Gill. J'habitais au cinquième et la maison n'avait pas d'ascenseur. En revanche, je possédais un balcon où m'arrivait par chaudes bouffées l'air de Montmartre, cette quintessence d'air parisien.

Je passai sous l'égide d'André Gill, et ensuite dans un appartement de la rue Fromentin, où je succédais à André de Lorde, plus de quinze ans de vie montmartroise, c'est-à-dire un laps de temps assez long pour voir se transformer de fond en comble ce quartier de Paris. En m'y installant, j'avais connu un Montmartre encore éclairé au gaz et je laissai, en quittant la rue André-Gill et la rue Fromentin, un Montmartre tout ruisselant de lumière électrique. On pourrait faire, me semble-t-il, sur cette transformation toute sorte de remarques, non seulement pittoresques, mais d'une portée sociale. J'ai connu encore l'ancien « Moulin Rouge », l'ancien « Moulin de la Galette », l'ancien « Rat Mort », alors que la flamme précaire d'un gaz jaunâtre, aux lueurs enveloppantes et chaudes, donnait à ces lieux médiocrement famés, mais avouables désormais puisque historiques, l'inoubliable figure qu'ils ont dans les tableaux de Toulouse-Lautrec.

***

Francis Carco, qui n'a pas connu ce Montmartre d'autrefois dans toute sa gloire, mais qui l'a heureusement décrit, a mis en scène un vieux marchand de journaux célébrant ce pays tel qu'il était jadis : « Il disait l'éclairage médiocre, les rues noires, la race des danseuses, les hommes du cirque, les premiers boxeurs, les filles en cheveux et les artistes qui montaient parfois le soir dans le haut Montmartre faire la guerre aux gars coiffés de la casquette à pont et chaussés d'espadrilles. »

Ce Montmartre disparu était le paradis des bohêmes. Le plus magnifique d'entre eux était le peintre et graveur Marcellin Desboutin. Qu'il faisait donc grande figure, une figure dépenaillée d'hidalgo tombé dans la dèche, avec son feutre à l'espagnole où ne manquait qu'une plume d'autruche ou une plume de paon et son foulard de comédien ambulant, négligemment noué autour du cou ! Marcellin Desboutin ne semblait pas voué, dans la première partie de sa vie, à finir comme il finit. Il avait été riche. Très engoué d'art sous toutes ses formes, il avait composé, en collaboration avec J. Amigues, un drame en vers : *Maurice de Saxe*, que la Comédie-Française avait représenté non sans succès à la veille de la guerre de 1870. Attiré par l'Italie et ses trésors, Marcellin Desboutin s'était fixé à Florence. Un jour, où je me promenais en compagnie d'amis italiens dans les environs de cette ville, on me montra une jolie villa, l' « Ombrellina », où le peintre français avait habité et laissé un souvenir sympathique. Puis les jours difficiles étaient venus et l'amateur, poussé par la nécessité, se fit graveur. Desboutin excellait dans ce métier et le portrait de lui-même, connu sous le nom de l'*Homme à la pipe*, est un chef-d'œuvre. Il m a donné, en échange d'une bicyclette d'occasion dont je gratifiai un de ses fils, la reproduction par la gravure d'un tableau de Rembrandt qui n'est pas moins parfaite. Pour s'être, disait-on, disputé avec sa femme, une Italienne, au sujet d'un rôti mal cuit, il avait renoncé à prendre ses repas à la maison. On avait cessé d'un jour à l'autre de faire la cuisine dans ce petit appartement du passage de l'Elysée-des-Beaux-Arts où le maître graveur habitait avec les siens. Il mangeait au restaurant, chez un marchand de vin tout proche, et tous les membres de la famille faisaient comme lui, mais jamais à la même heure et jamais

ensemble. Les heures consacrées à la vie de famille par Desboutin père étaient celles qu'il passait au café avec ses fils, à l'heure de l'apéritif, à « La Nouvelle Athènes ». Après le dîner on se retrouvait en famille et entre camarades au Café Varin, à la porte du « Moulin Rouge », et l'on restait là jusqu'à la fermeture de l'établissement.

Desboutin, qui se réjouissait d'une santé de fer, garda presque jusqu'à son dernier jour sa belle intelligence et sa main docile de parfait graveur. Cet homme, qui avait si étrangement conduit sa barque et qui menait avec les siens, dans un milieu plutôt suspect, une si drôle d'existence, avait gardé sur toute chose un jugement théorique parfaitement sain. Il mêlait au romantisme extravagant d'une vie désorbitée le bon sens, le sens commun d'un bourgeois de Molière. Le secret de cette âme (car cette âme avait son secret) eût été curieux à connaître. Je n'osai point, il va sans dire, aborder avec lui un sujet si délicat. Nos conversations se bornaient à la littérature, car Desboutin, dans sa jeunesse et quand il était auteur dramatique, avait beaucoup lu. Le plus souvent nous étions d'accord dans nos admirations et nos mépris. Sur un seul point nous divergions : il détestait *Madame Bovary* alors que j'ai toujours aimé passionnément ce livre : « Ce Flaubert, s'écriait-il, quel méchant homme ! Accabler de la sorte cette pauvre Emma Bovary ! Quelle cruauté ! Quel sadisme ! » Peut-être, après tout, Marcellin Desboutin, resté galant, n'en voulait-il à Gustave Flaubert que pour avoir manqué de pitié envers une pauvre petite précieuse ratée, éprise de beaux-arts et de beaux artistes.

Marcellin Desboutin avait deux fils dont l'aîné, né à Florence, fut mon ami pendant mes quelques années de Montmartre. Il portait bien plus que son père la marque du milieu bohème où il vivait. Son père ne lui avait fait faire aucune sorte d'études, mais, remarquablement doué, ce jeune homme avait appris l'indispensable de lui-même. Il voulut devenir artiste à l'exemple de tous ces peintres et sculpteurs qu'il coudoyait ; mais par un scrupule qui l'honore il dédaigna de profiter du renom paternel pour asseoir le sien. Un beau jour, il déclara s'appeler André Mycho. Il dessina bientôt à merveille, « comme Léonard de Vinci », assurait son père. Mais alors ce jouvenceau fantaisiste qui avait adopté pour vêtement, on ne sut jamais pourquoi, la redingote sombre des pasteurs anglicans, jeta le pinceau pour

prendre la plume. Spirituel comme on l'est à Montmartre et fin comme on l'est à Florence, il composa, en collaboration avec le parfait humoriste Vincent Hyspa, des saynètes qui furent jouées dans de petits théâtres et connurent quelques succès ; mais André Mycho avait été saisi par la bohème comme certain héros de Jules Romains par la débauche. Il ne donna jamais cet effort, cette série d'efforts qui l'eussent mis hors pair. Il vivota et mourut relativement jeune. Le talent ne garantit pas le succès, il en montre tout au plus le chemin. Et rien ne tue le talent comme une vie de bohème qui se prolonge. Le talent, au temps dont je parle, courait la Butte, mais trop volontiers restait sur ces hauteurs. Il se formait des groupes, des clans, confinés dans une admiration mutuelle, d'ailleurs mitigée par des jalousies et des rancunes.

Il est d'usage — c'est encore un legs du romantisme — de célébrer la liberté de ces bohèmes. Ils sont de Victor Hugo, ces deux vers si faux :

> Je te retrouve après quatre ans toujours le même,
> Joyeux comme un enfant, libre comme un bohème.

En réalité le bohème est l'être le plus asservi aux réalités qui pèsent sur le genre humain. L'homme, et surtout l'artiste, n'est libre — et encore — que dans la mesure où sa vie matérielle est assurée. Comment le bohème pourrait-il vivre libre alors que « la chasse à la pièce de cent sous » — pour parler avec Henri Murger — absorbe tout son temps et réclame toute son ingéniosité ? L'esprit peut-il librement agir quand l'estomac crie famine ?

***

Si Marcellin Desboutin avait grande allure, on n'en saurait dire autant de cet autre bohème de marque dont Montmartre s'enorgueillissait à la même époque : le peintre Toulouse-Lautrec. Il descendait d'une noble famille, mais il en descendait vraiment. Il était tout petit, contrefait, avec des jambes grêles, un buste disproportionné, une tête énorme. Ainsi fait et si mal fait, ce maître de la couleur et de la forme avait ajouté au casque de ses aïeux, non pas la plume de fer dont Alfred de Vigny tirait fierté, mais un pinceau d'où jaillirent pendant quelques années d'inoubliables images. Toulouse-Lautrec avait passé par l'atelier de cet excellent M. Cormon, spécialisé dans la reproduction des

hommes préhistoriques, vêtus de peaux de bêtes. Mais il n'y resta pas longtemps. Les tavernes de la Butte l'attiraient bien plus que les cavernes de M. Cormon. Je le vois, nain difforme, au regard inquiet et vif, juché sur les tabourets des bars qu'il honorait de sa clientèle, jetant sur les indigènes de Montmartre un regard qui les perçait jusqu'à ce peu d'âme dont ils étaient pourvus. Il traçait d'eux ensuite d'immortels portraits. On a dit qu'il se vengait sur ses modèles de sa disgrâce physique et de son aspect maladif. C'est un propos sévère, je crains qu'il ne soit en partie exact. Gavarni a peint le même monde que Toulouse-Lautrec, mais Gavarni, séduisant, allègre, heureux en amour, a montré la bohème de Montmartre sous un jour gai ; l'atrabilaire Toulouse-Lautrec, *dedecus naturæ*, trop laid pour se juger avec indulgence, vivant d'ailleurs dans un milieu dont la puissance de dissimulation était nulle (c'était peut-être sa seule vertu) avait pris en détestation sa propre laideur et, plein d'amertume, en distribuait une part à ses personnages, à ses victimes.

Comme elles prêtaient d'ailleurs à la charge, ces danseuses de bal public, ces filles galantes d'une très basse galanterie, qui, leur éducation commencée au « Moulin de la Galette », descendaient au « Moulin Rouge » étaler leurs capacités et leurs appâts ! Entouré d'une cour équivoque, Toulouse-Lautrec trônait à une table du « Moulin Rouge », son fief. Et La Goulue, et Nini Patte en l'Air, et Grille d'Egout, et la Môme Fromage, et Rayon d'Or, et Serpolette gambadaient devant le gnome génial : *Saltaverunt et placuerunt.* Jusqu'à quel point comprenaient-elles qu'il les entraînait dans l'immortalité ? Elles en avaient bien le sentiment dans la mesure où elles pouvaient sentir quelque chose. Et le grand artiste, en tout cas, était sensible à leurs hommages.

Le « Moulin Rouge » était pour les provinciaux un mauvais lieu ; il était pour les étrangers le symbole de ce raffinement dans les plaisirs galants auquel Paris doit un rayon de son auréole. Pour les artistes de Montmartre, le « Moulin Rouge » était tout simplement et en toute innocence une oasis, éclairée par des lampes aux verres dépolis, suivant le plan de Willette, et où les soirées brûlantes de l'été citadin s'écoulaient dans des fauteuils en osier extrêmement confortables. J'ose à peine ajouter qu'on se trouvait là entre camarades, car la société était, dans cet Eden des plaisirs frelatés, terriblement hété

roclite ; mais l'art d'un Toulouse-Lautrec a exalté et porté aux nues ce pittoresque de bas aloi et l'on peut aujourd'hui écrire sur tout cela sans fausse honte. Elle est réelle, la poésie de ce Montmartre d'autrefois, échevelée et canaille ; peut-être sa poésie est-elle une poésie du ruisseau, mais d'un ruisseau où un grand peintre pêcha des perles.

Mais comme elles étaient affreuses, ces danseuses du « quadrille naturaliste » immortalisées par Toulouse-Lautrec ! La Goulue, petite blonde trapue et râblée, au visage de bébé vicieux, dansait toute la soirée sans trahir la moindre fatigue, comme animée par un ressort invisible. Elle en donnait le vertige. Quand l'âge arriva et qu'elle dut cesser de danser, Toulouse-Lautrec continua de s'intéresser à elle. Il couvrit de peintures les panneaux extérieurs d'une petite ménagerie où elle paraissait parmi des lions dans les foires. Et quand la Goulue dut encore renoncer à son métier de dompteuse et liquida sa ménagerie, les panneaux de Lautrec mort se vendirent un prix fabuleux pour l'époque. Grille d'Egout, qui faisait vis-à-vis à La Goulue dans le quadrille, devait son surnom à Henri Rochefort. Celui-ci l'avait ainsi baptisée à cause de ses dents mal espacées. Grille d'Egout, médiocrement satisfaite de son surnom, ne laissait pas d'être fière de son parrain.

Parmi toutes ces danseuses du « quadrille naturaliste », Jane Avril, surnommée Mélinite, se distinguait à son avantage par une meilleure tenue. Tout est relatif. Celle-là dansait à la perfection avec une légèreté, une grâce et une fantaisie ailée dont on ne pouvait pas nier le prestige. Elle venait d'un milieu social quelque peu supérieur à celui de ses collègues. Ses camarades lui reprochaient ses airs un peu dédaigneux et ces cavaliers seuls qu'elle préférait au quadrille « chahuté » en commun. Quand il y avait peu de monde au « Moulin Rouge », tout au début de la soirée, Jane Avril se déchaînait, tournant, tourneboulant, virant, virevoltant toute seule, se grisant de sa propre vitesse, bousculant les maladroits qui se trouvaient sur son passage et la gênaient dans son tourbillon. D'un coup de pied sec lancé avec une incroyable adresse elle décoiffait volontiers de son chapeau haut de forme le bourgeois en goguette qui la contemplait, ébahi, l'œil égrillard, ravi, semblait-il, de l'affront qu'il venait d'essuyer. Quelle histoire à raconter au retour dans sa bourgade ! Toulouse-Lautrec a fait pour Jane Avril une

affiche où sa grâce diabolique et sa ligne serpentine sont merveilleusement rendues. Lorsqu'en 1931 une exposition rétrospective des œuvres du grand peintre s'ouvrit au Pavillon de Marsan, j'accourus au vernissage où j'avais été convié, pressé de revoir toutes ces merveilles. Arrivé parmi les premiers, je contemplais les portraits et tableaux du maître avec un plaisir mêlé de mélancolie. Comme tout cela était loin ! Et quels fantômes surgissaient de ces images étalées !

Quelle ne fut pas ma surprise à voir entrer, pour ainsi dire sur la pointe des pieds, une petite vieille à cheveux blancs, svelte encore et gracieuse, vêtue avec simplicité et avec élégance d'un costume tailleur de laine grise, au corsage fleuri d'un bouquet de violettes de Parme sans doute artificiel : « Mais c'est Jane Avril ! » m'écriai-je à part moi. Et c'était elle, en effet, galamment et pieusement invitée par les Beaux-Arts. Elle regardait avec une satisfaction visible toutes ces images suspendues au mur qui lui rappelaient son passé et où sa silhouette en spirale figurait si souvent sous des aspects si divers. Ses regards allaient de ses portraits aux spectateurs. Elle brûlait d'envie, j'observais cela de mon coin, d'être reconnue. Je fus sur le point de l'aborder, mais je ne sais quel scrupule me retint. J'eus peur d'être vu, d'être reconnu. Aujourd'hui je le regrette : ne vous méfiez pas du premier mouvement, c'est le bon.

Les journaux du lendemain rapportèrent l'histoire de Jane Avril. Elle avait quitté la danse pour épouser un peintre nommé Biais avec qui elle vécut dans une petite maison champêtre à Jouy-en-Josas. Quand son mari mourut, il laissait à sa veuve de quoi subsister modestement et Mélinite passait, en effet, sa vieillesse modestement et sagement dans une calme retraite. Comme elle restait seule de tout ce groupe de danseuses célébrées par Toulouse-Lautrec, les chroniqueurs lui consacrèrent, à l'occasion de cette rétrospective, des articles presque graves et dithyrambiques. Et l'on rappela (ce que j'avais oublié) qu'elle avait joué le rôle d'Anitra dans *Peer Gynt* quand Lugné Poë monta cette pièce d'Ibsen. Elle eut aussi l'honneur de danser dans le théâtre antique d'Orange où le public méridional, prompt à l'enthousiasme, lui fit un accueil chaleureux.

Jane Avril avait vraiment, comme on dit, la danse dans le sang et le diable au corps. Elle était dans son genre une vraie artiste, une des plus authentiques artistes qu'ait immortalisées

le pinceau de Toulouse-Lautrec. Un invité au vernissage du Pavillon de Marsan m'a raconté qu'à la fin de cette cérémonie le ministre des Beaux-Arts avait adressé quelques mots de compliment à Jane Avril : « Je ne peux pas, lui avait-il déclaré, vous donner la Légion d'honneur, mais je me fais un plaisir, Madame, de vous embrasser. »



Au « Moulin Rouge » Satan conduisait le bal, mais au sommet de la Butte, l'église du Sacré-Cœur, alors toute étincelante de blancheur neuve, donnait à Montmartre une couronne de piété. Et, dans une ruelle aboutissant à la Basilique, habitait, non loin de Léon Bloy, l'auteur du *Mendiant ingrat*, un être singulier que réjouissait cette ambiance de piété et de majesté. Il s'appelait Erik Satie et s'adonnait à la musique. Il finit par trouver des admirateurs. Il a laissé un nom dans la musique moderne. Mais quel bohème, quel bohème complet ! Bohème souriant, d'ailleurs, alors que Toulouse-Lautrec était bohème amer. Il composait, quand je le connus, *Uspud, ballet chrétien*. Erik Satie était tout exalté de sa création et son mysticisme prenait une forme agressive. Il avait fondé une église dont il se disait le *parcier* et au nom de laquelle il vouait ses ennemis à tous les diables. Il lançait aux quatre coins de Paris des mandements pleins d'algarades et de réprimandes. Emporté par son zèle, il s'en prit à Gauthiers-Villars qui, sous le pseudonyme de « Willy » et de « L'Ouvreuse du Cirque d'Été », collaborait aux journaux du boulevard, mêlant à des calembredaines parfois savoureuses des farces souvent impies. Rabroué par le *parcier*, Willy se retourna contre lui avec violence et, au mépris de son caractère sacré, le malmena cruellement dans des articles polémiques d'une verdeur inouïe. Erik Satie répondit à ces invectives par des foudres nouvelles. Faisant allusion aux pseudonymes de Willy, il l'appelait « unique abjection en trois ignominies », ce qui n'était certes pas aimable. Willy riposta de nouveau en traitant Satie de « faux maboul mais véritable idiot ». A ce jeu pénible, le musicien de Montmartre, qui était bonhomme, se lassa le premier. Il cessa de combattre par la plume l'impiété de ses contemporains pour se donner tout entier à *Uspud, ballet chrétien*.

Il vivait dans une chambre si exiguë qu'il l'appelait le placard. Il était extrêmement pauvre et, pour raison d'économie, portait un costume inusable. Ce costume, non moins original que l'homme qui s'en revêtait, consistait en un complet veston de grosse futaine beige. Le couvre-chef d'Erik Satie, beige aussi, était un petit chapeau mou, tout pareil à celui que devait adopter par la suite le comique Dranem et qui a si puissamment contribué à la drôlerie de sa silhouette. Enfin Erik Satie, qu'il plût ou qu'il fît beau, portait toujours en main une canne de toucheur de bœufs. Il avait, je puis l'écrire, beaucoup d'amitié pour moi, mais je crois pouvoir ajouter que cette amitié dont il m'honorait, si paradoxal que cela parût, tenait essentiellement à ce qu'il appelait mon état d'hérésie : « Quand mon Eglise triomphera, me disait-il avec son sourire pétillant de malice, je ferai de brillants autodafés avec tous les hérétiques de France, mais j'épargnerai le bon petit hérétique suisse que voilà. » Comme il faisait profession d'aimer beaucoup aussi le musicien Gustave Doret, mon compatriote, il daignait ajouter : « Et j'épargnerai aussi notre Gustave Doret. »



La légende veut que tous les bohèmes aient d'instinct le cœur sur la main. Comme toutes les légendes, celle-là n'est vraie qu'à moitié et encore ! J'ai vu des bohèmes généreux et d'autres qui eussent rendu des points à Harpagon. Certains bohèmes au cœur dur étaient arrivés, à vrai dire, à cette sécheresse pour avoir eux-mêmes frappé naguère en vain à la porte de camarades plus fortunés. La pauvreté est une dure école et j'ajouterai, quand elle atteint un certain degré, une mauvaise école. Elle pervertit, elle corrompt, elle tue le sens moral chez ces artistes qui n'ont pas toujours reçu de la nature une moralité très développée. Combien en ai-je vus de ces jeunes artistes perdre peu à peu la notion de ce qui est honnête et de ce qui ne l'est pas ! Et qu'est-ce après tout que cette glorification de la bohème à laquelle se livrèrent de tous temps, Murger en tête, ces grands dévoyés ? Dans quelle mesure les tours pendables joués par des artistes besogneux à ces propriétaires avides, à ces tailleurs impatients, à ces gargotiers avares sont-ils vraiment de bonnes farces et non de misérables escroqueries ? Encore si

ces artistes, auteurs, musiciens, peintres, si peu délicats dans leurs rapports avec leurs créanciers, étaient doués de génie ! Encore s'il était démontré que les services qu'ils rendraient un jour aux beaux arts dussent compenser et largement le tort fait à leurs bailleurs de fonds ! Mais tel n'est pas le cas, non vraiment. Les vrais artistes ne se plient à cette mauvaise vie que faute de mieux et avec le ferme propos d'en sortir au plus vite.

J'ai rencontré un jour, dans une cérémonie officielle, le médailler Roty, auteur de cette *Semeuse*, qui fut célèbre en son temps, et nous devisâmes de tout cela en arpentant une plage, la plage de Malo-les-Bains. Roty, qui était vraiment venu à Paris en sabots, retraçait avec un haut-le-cœur ses années d'artiste pauvre : « J'habitais une mansarde crasseuse, me racontait-il, faute d'argent pour me loger mieux. » Roty n'éprouvait aucun besoin d'enjoliver ou de poétiser cette période de sa vie. Il se bornait à marquer l'effort qu'il avait dû faire pour s'y arracher.

En dépit de ses misères sordides, cette vie de bohème, marquée d'un pittoresque cruel, si on ne fait que l'effleurer sans s'y perdre et s'y prêter sans s'y donner, peut procurer quelque amusement et même des frissons assez particuliers.

Des archives de ma mémoire j'extrais encore deux silhouettes parce qu'elles sont typiques.

Montmartre, le Montmartre des artistes, n'était dans les dernières années du XIXe siècle, qu'un grand village. On appartenait en général, comme j'ai dit, à une bande, à un clan, mais comme on se coudoyait au restaurant et au café on avait vite fait de se connaître d'un clan ou d'une bande à l'autre. J'étais entré en contact de la sorte avec un de mes compatriote vaudois, Marius X..., qui « faisait de la peinture » en amateur à Montmartre, mais s'adonnait surtout avec frénésie à une fête « carabinée ». Pour la peinture, il aurait volontiers dit comme ce personnage de Murger : « Il y a des années où on n'est pas en train. » La peinture, c'était son violon d'Ingres, son prétexte pour vivre à Montmartre.

Riche, il s'était luxueusement meublé et partageait son confort avec une compagne de fidélité douteuse. Entre Marius et Marcelle c'étaient des scènes interminables et qui sans cesse recommençaient. Marius, dont la violence était extrême, n'hési-

tait pas à corriger Marcelle et par-dessus le marché son chien, un joli fox-terrier noir et blanc, toujours terrifié devant l'irascible Marius. Marcelle se vengait en redoublant de tromperies avec une astuce raffinée. Plus sentimental qu'on aurait pu croire, Marius en éprouva un jour tant de chagrin qu'il faillit se pendre. Son concierge coupa la corde juste à temps.

Il arrivait que les démêlés de ce couple orageux, démêlés qui s'accompagnaient d'un fracas de verres brisés et de meubles rompus, ameutassent les autres locataires. Et tout le monde se retrouvait pour se plaindre chez le commissaire du quartier. Le commissaire de police de Montmartre n'était pas à cette époque un commissaire comme les autres, il réunissait toutes les qualités indispensables à son état. Il était en outre si humain et si cordial, il avait tant de tact et d'esprit qu'il avait fait la conquête de ces êtres étranges. A chaque nouvel esclandre, Marius et Marcelle couraient chez leur commissaire. Il leur arrivait de se rencontrer dans son cabinet et de continuer de s'invectiver tandis que leur juge et arbitre n'en pouvait plus de rire : « Je fais un pari, s'écriait-il quand il arrivait à placer son mot, je gage que la nuit vous trouvera réconciliés et réunis. — Jamais, jamais plus ! » hurlaient à qui mieux mieux Marius et son amie, mais l'événement donnait raison au commissaire. Alors il y en avait bien pour huit jours de trêve.

Marius avait du bien au soleil, mais ce trésor, mis au pillage par son possesseur, s'épuisa. Marius annonçait, à qui voulait l'entendre, qu'il ne survivrait pas à sa ruine ; mais l'heure du désastre sonna, et le courage lui manqua. Il reprit alors ses pinceaux depuis longtemps abandonnés et, la main guidée par un démon protecteur, se mit à peindre, à peindre avec frénésie, à tour de bras. L'amie des beaux jours avait disparu. Elle fut avantageusement remplacée par une bonne et douce petite fille, comme il s'en égarait dans cette bohème de Montmartre. Tendrement dévouée à ce Marius quinquagénaire, cette petite perle préparait ses repas, ravaudait son linge et lui servait de modèle. On passait l'hiver à Paris, l'été en Bretagne. Marius eut encore cette chance d'attirer l'attention d'un marchand de tableaux, lequel fit une exposition de ses toiles. La préface du catalogue, signée d'un nom connu, célèbrait la note si primesautière de cette peinture. La mode était aux primitifs. Marius X..., ébloui, médusé, se voyait comparé dans ce texte au douanier Rousseau

et, ce qui est mieux, gagnait de quoi vivre et de quoi faire aller son ménage. Ses intérieurs bretons avaient une clientèle et, vraiment, j'en ai vus dans son atelier et à l'Hôtel des Ventes de tout à fait charmants. Le public a pu voir plusieurs de ces toiles dans une récente exposition rétrospective de l'impressionnisme.

L'auteur, à partir de ce moment, fit plaisir à voir. Il m'avouait : « Je n'ai jamais été aussi heureux que depuis que je travaille pour gagner ma vie. »

Et voici le bohème malheureux, Tancrède Martel, amant obstiné des muses qui récompensèrent si mal son amour. Tancrède Martel, de son vrai nom Napoléon Gras, avait débuté dans les lettres en même temps que Jean Richepin, Maurice Bouchor, Raoul Ponchon, comme on débutait alors : par des poèmes. Les vers de Tancrède Martel n'étaient pas hors pairs, mais ils permettaient d'augurer une carrière honorable. Tancrède Martel était très instruit. Il connaissait par cœur les classiques et montrait beaucoup de goût pour l'histoire. Ses romans historiques ne passèrent pas plus inaperçus que ses poèmes. Laborieux, il menait de front la littérature et le journalisme. Journaliste, il rendait compte des séances du Sénat. Victor Hugo siégeait alors au Luxembourg. Flatté par le culte dont l'entourait Tancrède, Hugo lui rendait son adoration dans cette menue monnaie de louanges banales dont il était généreux. L'estime de Victor Hugo ne suffit pas toutefois à mettre en vedette Tancrède Martel. Autour de lui ses camarades se hissaient au premier rang : il continuait de végéter.

J'ai lu dans une anthologie hollandaise des poètes français contemporains que Jean Richepin, au sortir de l'Ecole normale, s'était fait, par amour de la vie de bohème, « portefaix, hercule de foire et comédien » avant d'atteindre la pure gloire littéraire. Cette légende (car ce n'est qu'une légende) a servi utilement l'auteur des *Blasphèmes*. Dilettante de la bohème, Jean Richepin, habile homme, exploita habilement l'histoire à dormir debout de ces métiers peu ordinaires. Son ancien ami, cependant, Tancrède Martel, bohème par nécessité, s'enlisait dans une obscurité dont rien n'arrivait à le sortir. C'est alors que je fis sa connaissance par hasard dans un restaurant de Montmartre, très bourgeois d'apparence, et qui pour cela même lui plaisait. Et je me convainquis alors, par le contact de ce brave homme, que le bonheur n'est qu'en nous. Tancrède Martel était de

Marseille et cette force d'illusions qu'on attribue aux fils de la Provence ensoleillée il la possédait à un tel degré que toute sa mélancolique existence en était transformée.

Il chassait la gloire comme Tartarin les lions, mais, à la différence de Tartarin, Tancrède ne rentrait jamais bredouille. Sa carnassière était toujours pleine de poèmes qui allaient faire sensation, de romans qui allaient lui procurer la richesse, de lettres d'amour qui allaient lui assurer le bonheur dans un confortable mariage. Un tel optimisme, une telle confiance en soi et dans l'avenir me remplissait de stupeur et d'envie. Comme je prêtais volontiers l'oreille aux histoires de Tancrède Martel, il me prit en amitié. Il guettait mon arrivée et m'obligeait à m'asseoir à côté de lui. Et ce n'était pas tout plaisir car il fumait des cigares d'une indicible âcreté : « Un journal d'Amsterdam, murmurait-il à mon oreille, va publier en traduction ma *Flûte du chevalier Pêbre*. C'est un de mes meilleurs romans, n'est-ce pas ? Tudieu, ces Hollandais ont le goût bon. » Huit jours plus tard, il m'annonçait : « Ça marche très bien, vous savez, ma candidature à l'Académie française. *Ils* ont enfin compris que Tancrède Martel devait être des leurs. Jean Richepin est plein d'espoir. » Le jeudi suivant, hélas ! je lisais dans les journaux du soir qu'un tel ou un tel avait été élu parmi les Quarante. Les journaux ajoutaient que M. Tancrède Martel, qui figurait parmi les candidats, avait obtenu une voix. Cette voix était, de notoriété publique, celle de Jean Richepin, fidèle à une amitié d'autrefois, mais impuissant à faire partager à ses collègues son goût pour un vieux camarade. Tancrède Martel n'en était pas découragé.

Malgré son talent, malgré son labeur et son application à se pousser, Tancrède Martel finit tragiquement. Les directeurs de journaux se lassèrent de publier ses articles, les éditeurs se lassèrent d'imprimer ses romans, peut-être parce que les lecteurs avaient commencé par se lasser de les lire. Les amis de Tancrède, ses protecteurs, disparurent. Je perdis de vue cet excellent homme tout en me disant parfois que j'aurais du plaisir à le rencontrer. Hélas ! je ne devais pas le revoir et j'en eus du regret, presque du remords. Oui, du remords parce que Tancrède Martel oublié, vieilli, tombé dans la misère et trop fier pour solliciter la charité publique, mourut de faim et de froid, tout simplement, dans son petit logis de la rue Mansard. J'appris

cette tragique nouvelle par les journaux. Ils donnèrent par la suite des détails sur cette aventure. Tancrède Martel, bohème malgré lui, bohème à contre-cœur, était mort de la mort la plus injuste. Type du bohème malheureux, victime de la guigne, victime de son dangereux optimisme et d'une trop orgueilleuse confiance en soi.

Il m'arrive de retourner à Montmartre par curiosité et par nostalgie. La « Commune libre » a complètement changé d'aspect. Le village est méconnaissable. Pourtant, chaque fois que je m'aventure dans ces parages, je crois entendre au détour des ruelles ou sur cette place Ravignan, où naquit le cubisme, la voix de tous ces peintres et poètes qui passèrent là leur folle jeunesse. Oui, je les entends, ces artistes, donnant à ceux qui recueillirent de leurs mains le flambeau, après tout sacré, les conseils que les vieillards donnèrent de tout temps aux jouvenceaux. Bons conseils, a dit un moraliste, à défaut de mauvais exemples. Est-ce toujours vrai ? J'entends Villon regrettant d'avoir « fui l'école », j'entends, et c'est affreux, Paul Verlaine se posant à soi-même et à tous les bohèmes de tous les siècles la question tragique : « Dis, qu'as-tu fait, toi que voilà, pleurant sans cesse, dis, qu'as-tu fait, toi que voilà, de ta jeunesse ? » Et je songe : jeunesse, il faut qu'elle se passe mais mieux vaudrait qu'elle se passât bien.

Butte sacrée, miroir aux alouettes, au sommet de la Ville Lumière, combien d'oiseaux chanteurs partis de là à tire d'aile, dans l'air léger de Montmartre, à la conquête de la gloire sont lourdement retombés sur le sol, terrassés par les forces mauvaises qui de tout temps guettèrent les oiseaux chanteurs ! Le roman le plus vrai qu'ait inspiré la bohème, c'est encore *Sapho* d'Alphonse Daudet. Et quelle page douloureuse dans ce récit poignant, celle où la tendre Divonne, maudissant le « train montant » qui longe le Rhône, s'écrie, le poing tendu : « Ce Paris ! ce qu'on lui donne et ce qu'il nous renvoie ! » Malédiction globale, donc injuste, mais où il entre une parcelle de vérité. Paris et son Montmartre, Montmartre et sa vie de bohème, pièges attirants, pièges captivants, mais pièges. Avec quelques précautions, un peu de respect de soi-même et un peu d'énergie on les évitait.

MAURICE MURET.

REGARDS SUR L'EUROPE PRÉSENTE

Quand la guerre était encore à un peu plus d'une année de sa fin sur notre malheureux continent, un clairvoyant observateur de la vie internationale, et qui cherche à l'éclairer par l'histoire, prévoyait, devant la perspective d'une inévitable défaite allemande, la « balkanisation » d'une Europe bombardée, pillée, meurtrie dans ses élites, ravagée par la désobéissance civile dont il avait fallu, comme arme de guerre, faire un usage dangereux. Il remarquait que la lente dissociation de l'Empire ottoman avait transformé, dans le sud-est européen, une région « vide de puissance propre » en une zone de friction, comparable à ces couloirs montagneux où se heurtent de grands vents contraires ; et c'est la rivalité austro-russe dans les Balkans qui a déchaîné le conflit de 1914 (1). Celui de 1939 est l'effet d'une cause analogue : une zone de moindre résistance a tenté l'avidité d'une nation expansive ; d'où l'Anschluss, rendu facile par l'hostilité entre l'Autriche et ses voisins, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, puis l'opération contre la Tchécoslovaquie à son tour, facilitée par l'hostilité de la Hongrie. L'entreprise contre la Pologne, dans une direction un peu différente, s'explique par de semblables raisons. Ainsi se développait cette offensive à tous coups victorieuse contre une Europe désunie et, par sa désunion, désarmée.

Il ne devenait alors que trop facile d'imaginer, au sortir du second conflit, l'éventualité d'un troisième. C'est contre cette balkanisation que les nations intéressées au maintien des valeurs

(1) Bertrand de Jouvenel, *Quelle Europe ?* ; un vol. Le Portulan. L'article reproduit est daté du 20 juillet 1944.

spirituelles proprement européennes sont maintenant contraintes de réagir pour que le grand empire de l'Est ne reprenne pas à son compte et à son profit l'œuvre d'expansion des empires centraux ou plus exactement de l'un d'eux, qui avait réussi à entraîner à sa suite l'autre, le « brillant second ». Aujourd'hui nous en sommes là, c'est-à-dire dans la nécessité de sauver l'indépendance nationale et la culture des pays menacés.

Dans son lumineux exposé sur *La France et le problème allemand contemporain*, 1919-1945 (1). M. André-François Poncet, ambassadeur à Berlin de septembre 1931 à octobre 1938, aboutit à cette constatation que la période troublée, dramatique, ouverte depuis la conférence de Potsdam et qualifiée à bon droit de « guerre froide », ressemble singulièrement à celle d'entre les deux guerres, avec cette différence que le totalitarisme stalinien a remplacé le totalitarisme hitlérien. Il est à certains égards plus dangereux, puisqu'une foi impérieuse, une mystique à laquelle participent des éléments plus ou moins importants de tous les peuples du monde, anime et soutient une puissance impérialiste dont elle favorise l'expansion en lui assurant partout des concours fanatisés. Dès lors une leçon s'impose, la leçon précisément de cette même période d'entre les deux guerres : « Le plus grave péril que courrait l'Occident serait que la faiblesse de ses gouvernements, le défaitisme de ses opinions publiques, la violence de ses discussions intérieures, l'égoïsme et les querelles des peuples qui le composent, fissent de lui une proie tentante, facile à dévorer. » De là, en face du bloc déjà formé par l'U. R. S. S. et ses satellites, les projets et plans, beaucoup plus difficiles à réaliser entre pays libres, d'Union Occidentale, de fédération européenne, de Pacte atlantique et autres mesures du même ordre.

Certes, il est dangereux, il est déplorable que le monde se divise ainsi en deux blocs qui s'opposent dans un antagonisme menaçant ; mais la seule chance d'un accord ultérieur ne peut venir que d'un équilibre de leurs forces, comme on le voit déjà dans la difficulté de régler la question d'Allemagne, où elles se trouvent en présence et se mesurent, pour ne pas dire se défient. La ligne de séparation, en effet, « la ligne de fracture entre les deux blocs passe, en Europe, par l'Allemagne. Elle coupe l'Alle-

(1) *De Versailles à Potsdam. La France et le problème allemand contemporain*, 1919-1945. Flammarion.

magne en deux moitiés. Le rideau de fer soviétique est tendu en avant de la zone d'occupation russe. Impuissante par elle-même, l'Allemagne recouvre, de la sorte, une valeur d'appoint, une valeur d'enjeu dans la lutte d'influence que se livrent ses maîtres... Il n'y a plus de péril allemand ; mais, à sa place, a surgi un péril russe, et, du coup, le péril allemand, devenu fonction du péril russe, risque de resssuciter. » La question ne saurait être mieux posée qu'en ces termes où la formule M. Andre-François Poncet dans son avant-propos.

Donc, voilà où nous en sommes ; mais comment en sommes-nous venus là ? Cette obsédante interrogation ne procède point de la simple curiosité. Il faut connaître les vraies causes des malheurs présents si l'on veut du moins tenter de les écarter de l'avenir, comme il faut reconnaître d'abord les erreurs et les fautes dans lesquelles on voudrait ne pas retomber. Un tel examen de conscience oblige à une revue du passé.



On admet communément qu'elle doit partir de la grande coupure de 1914, et il est certain que la seconde guerre mondiale, d'où est issu notre désordre actuel, dérive directement de la première. Mais celle-ci elle-même, quelles en sont les origines et jusqu'où devrions-nous remonter, sinon dans l'ambitieuse recherche des responsabilités, du moins, plus modestement, dans l'enchaînement des faits ? M. Pierre Renouvin, étudiant *La Crise européenne et la première guerre mondiale* (1) fixe le point de départ à l'année 1904. Certes il est permis de penser que les causes profondes sont antérieures aux premières années du XXe siècle : c'est dans le développement de l'impérialisme économique, de l'expansion coloniale, et dans la poussée de l'orgueil national qu'il faut sans doute les chercher... Pourtant c'est seulement à partir de 1904 que les conséquences politiques de ces rivalités entre les puissances européennes commencent à s'affirmer, et qu'apparaît un équilibre nouveau des forces. Aussi, après avoir retracé un tableau de la vie politique, économique et sociale dans le monde avant la guerre de 1914,

(1) 3e édition, refondue et augmentée ; 1 vol. de 763 pages, Presses universitaires de France.

tableau dont le trait dominant est la prépondérance de l'Europe, l'auteur consacre-t-il le Livre II aux origines du conflit.

C'est en 1904 que la situation générale est affectée par des faits nouveaux qui intéressent les relations franco-anglaises (accords du 8 avril connus sous le nom d'Entente cordiale), les relations anglo-allemandes (décision allemande d'approfondir le canal de Kiel et de construire des cuirassés du type *dreadnought* récemment lancé par l'Angleterre), les relations franco-russes (éclipse de la Russie par suite de sa guerre avec le Japon et de ses défaites en Mandchourie). Alors se succèdent les initiatives collectives ou individuelles qui ont amené les Etats européens à une position de méfiance mutuelle, et les peuples à un état de surexcitation qui formaient une atmosphère favorable à l'éclosion d'un conflit : crise marocaine de 1905-1906 et formation de la Triple Entente (Angleterre, France, Russie), crise bosniaque, affaire d'Agadir (1911). A ces initiatives austro-allemandes, la réplique russe oppose la Ligue balkanique formée autour de la Bulgarie par la Grèce, la Serbie et le Monténégro qui entrent en guerre contre la Turquie le 15 octobre 1912. Victorieuse, la coalition se dissout et les hostilités éclatent entre les vainqueurs pour le partage des dépouilles. Une seconde guerre balkanique, dans laquelle est intervenue la Roumanie aux côtés des Grecs et des Serbes, se termine par l'écrasement de la Bulgarie et la transformation de la péninsule des Balkans. L'empire ottoman ne possède plus en Europe qu'un petit territoire et le prestige de l'Allemagne, qui l'appuyait de son aide et de ses sympathies, se trouve fort diminué. L'Autriche-Hongrie se trouve devant la formation d'une grande Serbie, qui va devenir un centre d'attraction plus actif pour les Slaves du Sud. Enfin la Roumanie échappe à l'influence des puissances centrales et regarde vers la Russie. La Triplice ne saurait s'accommoder d'une situation si considérablement amoindrie dans une région où elle aspirait à la prédominance. La paix est précaire.

Aussi l'Europe entre-t-elle dans une phase d'inquiétude où les deux groupes de puissances se surveillent de plus en plus étroitement. L'Allemagne prend l'initiative de la course aux armements, suivie par l'Autriche-Hongrie. M. Pierre Renouvin analyse avec beaucoup de pénétration les réactions de l'opinion publique dans les Etats des deux groupes et montre combien elle reste incertaine, oscillante et décisive en France, inerte en

Russie ou travaillée par la propagande révolutionnaire dans les milieux ouvriers, indifférente en Grande-Bretagne aux préoccupations internationales, vigilante au contraire et excitée en Allemagne. On comprend ainsi « par le jeu de quelles forces ou par le concours de quelles volontés une dernière crise, qui n'était pas, dans son principe, plus grave que les autres », a tourné en catastrophe : en réalité le meurtre de Serajevo ne fut que l'étincelle qui va provoquer l'incendie européen.

Le corps de l'ouvrage, Livre III et Livre IV, ensemble plus de 400 pages, retrace les deux phases du conflit : *l'Europe en guerre* (août 1914-décembre 1916), *l'Intervention américaine et le dénouement.* Il est assez normal de considérer cette intervention comme inévitable du jour (9 janvier 1917) où était décidée la guerre sous-marine à outrance, car c'est cette décision qui amène la rupture germano-américaine. Nous n'avons rien à dire ici du détail des opérations et nous ne nous arrêterons un instant qu'au Livre V : *La guerre et l'évolution du monde.* C'est un tableau fort bien ordonné des transformations politiques (victoires des « nationalités » en Europe, régimes politiques, organisation des rapports internationaux), de la vie économique caractérisée par le déclin de l'Europe et la croissance des Grands Etats extra-européens (Brésil et Argentine, Japon et surtout Etats-Unis), des transformations sociales, avec le déplacement des fortunes à l'intérieur des Etats et, dans l'ordre international, le succès d'un nouveau mot d'ordre propagé à travers le monde par la révolution russe. Ce dernier livre s'achève par des considérations sur *La vie religieuse et le mouvement intellectuel* (Sciences, lettres et arts), celui-ci et celle-là envisagés surtout comme des effets, c'est-à-dire dans la mesure où ils ont subi l'influence des événements qui secouaient le monde, et non comme des causes, à quoi nous limitons ici nos recherches de ces événements.

C'est à un autre ouvrage, faisant suite à celui de M. Pierre Renouvin, *La Faillite de la paix* (1918-1939) (1), qu'il faut demander de nous conduire jusqu'à l'ouverture de la seconde guerre mondiale. Les vingt années d'entre les deux guerres sont si confuses, si chargées d'événements, elles déroulent devant nos regards, déconcertés, le spectacle d'un tel désarroi du monde, que nous ressentons avant tout le besoin d'y trouver des repères, d'y cher-

(1) Maurice Baumont, *La Faillite de la paix* (1918-1939), 1 vol. de 817 pages, Presses universitaires de France.

cher sinon un fil conducteur qu'on ne pourra sans doute découvrir que beaucoup plus tard, du moins quelques lignes directrices, les principales lignes de force suivant lesquelles il deviendrait peut-être possible de discerner — ou d'entrevoir — une ordonnance éventuelle de ce chaos. Le gros livre de M. Maurice Baumont, qui couvre cette période, est un inventaire raisonné de tous les faits que l'auteur essaie de classer en les distribuant dans les cadres historiques et géographiques où leur place est marquée par leur évolution même dans l'espace et dans le temps. Mais il n'en est guère parmi eux qui ne débordent ces cadres pour se rapprocher, se mêler dans des rapports de cause à effet, d'action et réaction, d'où résulte un retour à la confusion initiale, à la difficulté de la dissiper ou même de l'éclaircir.

Une subdivision pourtant se dessine, qui paraît s'imposer : c'est qu'on voit d'abord s'affirmer, à travers toute l'Europe, une période de désordre politique, économique et financier dont l'histoire « s'ordonne d'une part autour des traités et de leur impossible application, d'autre part autour des Soviets et de leur propagande, qui sape les impérialismes capitalistes ». Elle s'étend de 1918 à 1923 et, si ce n'est plus la guerre, ce n'est pas encore la paix. Ce n'en est pas non plus la préparation ou l'organisation.

Il faut lire avec une particulière attention le chapitre consacré à « la désunion des vainqueurs ». On y suivra le développement de ce qu'il conviendrait peut-être d'appeler l'erreur anglo-saxonne : sécession américaine et dissentiment franco-anglais, conférence de Washington, etc... Nous n'éprouvons point de gêne à la rappeler, ceux qui l'ont commise l'ayant glorieusement réparée depuis, dans la seconde guerre mondiale qu'elle a tant contribué à provoquer. Il suffit d'énumérer les événements essentiels de cette période : instauration du bolchevisme en Russie et contagion révolutionnaire en Europe d'abord (fondation de la Troisième Internationale à Moscou en mars 1919, révolution en Allemagne et révolution en Hongrie avec brève dictature de Bela Kun), puis en Asie et en Afrique, avènement du fascisme en Italie (30 octobre 1922) et naissance du nazisme en Allemagne (8 novembre 1923) (1), chute de Lloyd George en

(1) M. Maurice Baumont date de l'occupation de la Ruhr, qui donne une âme au national-socialisme, l'acte de naissance du nazisme. Mais il faut rappeler ici que l'avènement de Hitler au pouvoir, après bien des traverses (notamment son arrestation à Munich à la suite de la fameuse soirée de la « Burgerbräu », sa condamnation à cinq ans de forteresse et son incarcération à Landsberg où il écrit *Mein Kampf*) n'aura lieu qu'au début de 1933 (30 janv.).

Angleterre, et politique de Poincaré (occupation de la Ruhr, 11 janvier 1923) pour reconnaître que plusieurs d'entre eux agissent dans ce même sens.

Les élections du 11 mai 1924 en France donnent la victoire au cartel des gauches quelques mois après que celles du 6 décembre 1923 en Angleterre ont amené la formation d'un ministère Ramsay Mac Donald. Chez nous un ministère Herriot se trouve pris dans un double réseau de difficultés financières et internationales (chute du franc, entrevue des Chequers) qui aboutit à son remplacement par un ministère Painlevé, sous lequel le franc ne cesse de baisser pendant que neuf ministres se succèdent aux Finances sans parvenir à renverser le courant.

Cependant, l'entre-deux-guerres était passé de sa première à sa deuxième phase, celle que M. Maurice Baumont appelle « les années d'espérance » (1924-1929) où le monde semble se reconstruire plus facilement qu'on ne l'espérait. Le symbole de ce redressement, qui a pu apparaître comme la liquidation de la catastrophe, s'exprime en deux noms : Locarno (accords Briand-Stresemann du 16 octobre 1925 en vue d'un rapprochement franco-allemand) et Poincaré (sauvetage du franc lorsque, redevenu Président du Conseil pour la troisième fois depuis sa Présidence de la République, il prend le portefeuille des Finances). M. Jacques Chastenet, dans son excellente monographie, a précisé l'importance de cette heure décisive où la carrière de l'ancien chef de l'Etat lui paraît à juste titre atteindre son point culminant. « Le fléchissement de la monnaie nationale semble aux Français, qui n'en ont point encore l'habitude, le signe avant-coureur des pires catastrophes. La rue bouge. Les Assemblées vont à la dérive. Tous les coups de main paraissent possibles, et toutes les aventures... Poincaré paraît, s'assied dans le fauteuil du ministre des Finances : à ce seul geste, sans qu'aucune mesure ait été encore prise, le cours de la livre sterling s'abat de deux cent-quarante à cent-quatre-vingt-dix francs, les évasions de capitaux cessent, le calme renaît, la nation reprend confiance ». (1)

C'est la phase du plan Dawes et du plan Young, de la présidence Hindenburg, de l'installation des dictatures. L'exemple de Mussolini est suivi par Pilsudski en Pologne, par le roi

(1) Jacques Chastenet, *Raymond Poincaré* ; un vol. Julliard.

Alexandre qui, après avoir dénoué, de 1918 à 1929, quarante-quatre crises ministérielles en Yougoslavie, renvoie le Parlement, suspend la Constitution et charge le commandant de sa garde de former un gouvernement. La péninsule ibérique reste troublée par l'agitation politique qui se poursuit en Espagne sous la dictature bénigne de Primo de Rivera et en Portugal où sévit une émeute chronique. Les dictatures n'y apparaîtront qu'un peu plus tard, et avec un caractère bien différent dans les deux pays.

Une troisième phase (1929-1936) est celle de la « crise », qui s'ouvre à New-York en octobre 1929 par un krach formidable de la Bourse, « où le crédit spéculatif s'était développé sans mesure... La débâcle, se propageant avec rapidité sur toutes les Bourses du monde, interrompait le courant des prêts américains vers l'Europe et annonçait l'intensité du choc dont allait être frappée l'économie mondiale ». De 1929 à 1932, le nombre des chômeurs a triplé dans le monde et s'est élevé à plus de trente millions, sans compter les chômeurs partiels, privés en grande partie de leur pouvoir d'achat. Ce pouvoir est considérablement réduit pour les millions de paysans qui ne vendent qu'à vil prix les produits agricoles, et ainsi, « la crise nourrit la crise », condamnant l'économie à tourner dans un cycle infernal. On voit alors le scandaleux spectacle de foules affamées devant des greniers trop pleins et des récoltes livrées à la destruction.

C'est aux Etats-Unis qu'avait débuté la crise ; c'est là qu'elle a été le plus rapidement résolue, grâce à la lucidité, à la clairvoyance, à l'habileté politique et à l'énergie du président Franklin D. Roosevelt. Installé à la Maison Blanche le 20 mars 1933, il gardera le pouvoir jusqu'à sa mort, le 11 avril 1945, après trois réélections successives, à l'encontre de la plus constante tradition qui, depuis l'origine, n'admettait qu'une seule réélection. Il sut à la fois résoudre la crise économique de son pays et le préparer à intervenir dans l'effroyable conflit qu'il prévoyait et où il savait que « la grande démocratie de l'Ouest », comme l'appelait un autre Roosevelt, le Président de 1901-1907, aurait à exercer une action décisive pour son propre destin et pour le destin du monde.

Le destin du monde : voilà bien, en effet, ce qui va être mis en question durant les dernières années d'avant-guerre, de 1936 à 1939. C'est la quatrième phase. Dès septembre 1936, Franklin

Roosevelt montre, planant sur la terre, avec la menace du nazisme devenu le principal facteur international, « la peur de l'agression, de l'invasion, de la révolution et de la mort ». Cinq chapitres de M. Maurice Baumont — tout le Livre IV : *L'Évolution matérielle et spirituelle* — sont consacrés à nous expliquer pourquoi nous n'en sommes pas encore affranchis. Ils nous permettent, en effet, de suivre, sous « la surface de l'écoulement des jours », les courants profonds qui déterminent le cours des choses. Dans l'ordre politique : prépondérance des masses, pesant de plus en plus sur les décisions de l'Etat, tendance à l'internationalisme se heurtant à la poussée nationaliste et à la politique raciale, dictatures attestant le déclin de la démocratie dont le triomphe, qui avait atteint son apogée en 1918, n'a pas été de longue durée, mélange, sur tous les points du globe, de la religion et de la politique. Dans l'ordre économique, domination des forces qui s'y rattachent et deviennent « en ce siècle de fer comme le fatum de l'histoire », déplacement vers l'Ouest — de l'Atlantique sur le Pacifique — du centre de gravité économique du monde, enlevant ainsi à l'Europe son monopole d'autrefois, rôle grandissant des combustibles liquides et des forces hydrauliques, dont l'effet est que la vie industrielle n'est plus exclusivement liée au charbon, essor rapide de puissantes industries nouvelles (automobiles, aviation, T. S. F., films, gramophones) dont le développement rassemble d'énormes capitaux et « constitue l'un des phénomènes les plus remarquables du monde contemporain », dislocation d'un système monétaire qui, jusqu'en 1914, semblait atteindre à la perfection, endettement intérieur, dû à une formidable progression des dépenses, et endettement extérieur, combiné avec le paiement des réparations en un enchevêtrement où les facteurs politiques se mêlent aux problèmes financiers et les compliquent à l'infini : l'Europe occidentale enfin, jusqu'alors créancière, est devenue débitrice à son tour, la guerre ayant renversé le courant des capitaux.

L'évolution de la vie économique pendant et depuis la première guerre mondiale est accompagnée de transformations sociales que le conflit a précipitées et amplifiées. Les questions ouvrières sont ainsi passées au premier plan. L'une des plus graves est celle du chômage, devenu en effet un mal permanent par l'augmentation du nombre des travailleurs (due surtout à l'abondance de la main-d'œuvre féminine) dans le temps même où

l'épanouissement d'une civilisation mécanique permettait ou plutôt imposait la réduction de leurs effectifs. Le problème de l'immigration, étroitement lié à celui du chômage, les problèmes démographiques dont certaines données, sensiblement modifiées au cours des dix dernières années, ne correspondent plus à l'état présent, les saignées auxquelles la seconde guerre mondiale, ses massacres, ses camps de concentration, ont soumis les populations, et d'autre part les mesures de sécurité sociale, les avantages considérables accordés en France aux familles nombreuses ont été pour beaucoup dans ces changements qui ont contribué à modifier certains problèmes de démographie — comme celui de la natalité — et à en poser d'autres. Là encore, il est difficile de se guider à travers tant de complexités et de confusion.

Il n'est pas surprenant que les bouleversements et le trouble de la vie politique, économique et sociale s'accompagnent d'un désarroi intellectuel et d'un désordre moral qui réagissent sur elle à leur tour, aggravant le chaos. Comme M. Pierre Renouvin, M. Maurice Baumont consacre au mouvement intellectuel son dernier chapitre sur l'évolution matérielle et spirituelle du monde et il cherche à nous donner de ce mouvement une vue d'ensemble qui en embrasse tous les aspects dans tous les pays. En une quarantaine de pages, la tâche était ardue. L'auteur a réussi à nous fournir des indications et à nous présenter des remarques qui peuvent être d'un grand secours pour s'orienter « dans la fermentation de l'immédiate après-guerre » et les années qui correspondent aux efforts de restauration puis à la crise. Il considère, pour la première phase, qu'il faut reconnaître, dans la turbulence même de ses tentatives extrêmes, une forme de vitalité ; et d'autre part, dans la seconde phase, il discerne un raffermissement de la discipline intellectuelle, une tendance à rétablir les « valeurs » sur lesquelles reposait traditionnellement la civilisation européenne, en particulier celle de l'individu dont il importe de défendre la dignité méconnue et menacée par les régimes totalitaires.

***

Ne sommes-nous pas ainsi ramenés toujours à la même angoissante question : comment en sommes-nous venus là ? Elle

se pose tout particulièrement pour la France, qui était la grande puissance victorieuse en 1918. C'est sur son sol que s'étaient livrés les plus sanglants combats et les plus durs ; c'est elle qui avait déployé le plus grand effort, subi les plus grands dommages, fourni à la coalition les plus grands chefs militaires et les meilleurs soldats. Ses alliés lui reconnaissaient la première armée du monde. Jamais prestige n'était monté plus haut. Vingt ans plus tard, la soudaineté de son effondrement leur causait une surprise qui les déconcertait et une déception qu'ils ne lui pardonnaient pas. Oui, que s'était-il donc passé ?

C'est à cette question que voudrait répondre M. Jacques Debu-Bridel dans le réquisitoire qu'il intitule : *L'Agonie de la Troisième République.* (1) Elle lui fournit le titre de son premier chapitre, en rappelant qu'il se la posait, l'obsédante question, lorsqu'il lui fallait, en 1941, passer quatre fois par jour devant le palais du Luxembourg où flottait le drapeau des nazis : « Comment en sommes-nous venus là ? » Lucide et de la plus entière bonne foi, l'auteur a été trop mêlé à la politique pour que sa réponse ne se ressente pas d'une prédominance des préoccupations de cet ordre sur celles de l'ordre exclusivement historique. Disciple et collaborateur d'André Tardieu, il voit dans le triomphe de celui qu'il en considère comme l'adversaire le plus souple, le plus tenace et le plus rusé, Aristide Briand, l'ouverture de cette dernière phase, qu'il appelle la liquidation de la victoire. Pour lui, la date fatidique est ce 27 juillet 1929 où Poincaré, déjà guetté par la maladie, donnait sa démission et laissait la place à Aristide Briand. Une autre République, pense-t-il, succédait à celle qui, de Thiers à Clemenceau, conduisit le pays de Sedan à Verdun, reconquit l'Alsace et la Lorraine et nous dota du second empire colonial du monde : grandeur de la Troisième, proclame le titre d'un livre que nous retrouverons plus loin. Là-dessus, M. Jacques Debu-Bridel n'y contredirait pas. Il réserve toutes ses rigueurs pour l'autre République, dont M. Maurice Reclus ne nous dit rien, « celle qui, livrée aux luttes byzantines des partis et des classes, assista impuissante à la renaissance du pangermanisme et gaspilla le fruit d'une victoire payée de la vie de 1.500.000 Français. » Il faut pourtant reconnaître que de ce gaspillage, de cette dilapidation, la France et

(1) Editions du Bateau ivre, 1 vol.

son gouvernement ne furent pas seuls coupables. Nos alliés ou associés en eurent leur large part. Ce qui nous est vraiment imputable, c'est plutôt de nous être trouvés alors trop faibles, trop désunis pour tenir la place et le rôle qui nous revenaient, faire prévaloir nos vues comme nous en avions le droit, mais sans en avoir la force.

***

Et dès lors on est bien obligé de se demander si les responsabilités ne remontent pas plus loin, c'est-à-dire aux mêmes causes de cette désunion, de cet affaiblissement, et reculer ainsi jusqu'à ces années de « la belle époque » à laquelle M. Jacques Debu-Bridel rend hommage et que M. Maurice Reclus nous retrace dans trois ouvrages récents qu'on lit avec autant de plaisir qu'il en a pris à les composer : *La Troisième République de* 1875 *à* 1918, (1) qui est une claire vue d'ensemble de cette période, *Grandeur de la Troisième,* (2) qui en est une apologie, et *Jules Ferry* (3), monographie où il en évoque avec une chaleur persuasive et un remarquable talent d'historien une des figures incontestablement dominantes. Il est difficile de ne pas être d'accord avec M. Maurice Reclus. Familier de cette époque et de ses personnages les plus marquants ou de ses événements les plus notoires, il leur a consacré plusieurs ouvrages antérieurs, procédant tous d'une entière sympathie et d'une véritable communion intellectuelle avec l'esprit du temps qu'il s'attache à nous faire comprendre et qu'il veut nous faire aimer. Aussi bien ne demande-t-on qu'à suivre un historien lucide et loyal qui se plaît à nous rappeler, en des jours difficiles et malheureux, ce que la France a fait de grand et de beau durant les quarante-quatre années qui les ont précédés.

Nous disons bien : quarante-quatre, car M. Maurice Reclus se limite à une période dont la fin est en effet marquée par l'armistice du 11 novembre 1918. Peut-être ne serait-il pas, sur la suite, en grand désaccord avec M. Debu-Bridel, qui s'accorde avec lui sur la période qui se termine là. Il ne me paraît pas moins raisonnable de lui donner raison aussi sur un autre point, pour lui capital puisqu'il nous invite à y voir l'idée directrice

(1) Librairie Arthème Fayard, 1 vol.
(2) 1 vol. Hachette,
(3) 1 vol. Flammarion.

et l'intention évidente de son livre : « Ce dont je me flatte, écrit-il en conclusion de *Grandeur de la Troisième*, c'est d'avoir au moins posé la question qui consiste à savoir si la Troisième des belles années est, ou n'est pas, une tranche d'histoire *comme les autres*, qui vaut d'être envisagée dans le même esprit et selon les mêmes méthodes que les autres, à égalité avec les autres ». Certes, et l'on ne saurait concevoir autrement cette histoire. C'est pourquoi nous ne concevons pas davantage la possibilité d'exposer ce qui fait la grandeur de cette période si nous ne cherchons pas à expliquer la décadence qui lui a succédé jusqu'au désordre final. C'est dans une critique des faiblesses, fautes ou excès de l'ancien régime que les historiens cherchent les causes de la Révolution. De même il semble impossible de comprendre l'état présent de la France si on ne veut voir et on ne voit dans la Troisième République que l'ordre républicain tel qu'il s'est maintenu, au moins relativement, de 1875 à 1914, la construction coloniale, la construction diplomatique et la préparation militaire qui ont préparé la victoire réparatrice de 1918. Ce sont là des titres éminents à l'admiration et à la gratitude de tous les Français. Mais ce serait aller contre la vérité historique et se fermer toute perspective sur la philosophie de l'histoire que de ne pas tenir compte des germes morbides que portaient en eux des faits d'importance majeure comme l'article 7 et les fameux « décrets » de 1880, la suspension de l'inamovibilité des juges et l' « épuration » de la magistrature en 1883, la méfiance et la mauvaise humeur avec lesquelle fut accueillie la sage et généreuse politique du ralliement inspirée par Léon XIII et inaugurée par le célèbre toast du cardinal Lavigerie, la politique intérieure d'affaiblissement croissant du pouvoir exécutif, résumée dans l'atroce boutade de Clemenceau lors d'une élection présidentielle : « Je vote pour le plus bête », toute cette attitude enfin, raidie et durcie, d'une « République militante » qui ne s'atténua quelque peu, par intermitences, de 1885 à 1902, quand elle n'avait plus à craindre aucune menace extérieure, que pour se raidir à nouveau de 1902 à 1914, dans la phase radicale, et aboutir, après le grand bouleversement de 1914-1918, à la funeste période d'entre les deux guerres.

Survient la catastrophe. Sous la violence du choc, la France terrassée n'eut pas conscience tout de suite qu'elle n'était pas

vaincue puisque la coalition dont elle faisait partie continuait la lutte et qu'une résistance française, ouvertement à Londres, clandestinement chez nous, s'organisait en vue de l'y ramener aux côtés de ses alliés et de la faire participer ainsi à la victoire finale. Mais l'occupation des deux tiers de son territoire, étendue bientôt à tout le reste, les méfaits dont la clandestinité fournit l'occasion parce qu'elle offrait un moyen de les couvrir, les dangers auxquels elle exposait les « résistants », les tourments et calamités de toute sorte, y compris la mort, qu'elle entraîna pour un si grand nombre, les discussions qu'elle provoqua, les haines qu'elle fomenta, l'esprit de représailles et de vengeance qu'elle suscita, — il n'est que trop facile de comprendre qu'il soit sorti de tant de maux tant de désordre et que tant d'entraves ralentissent encore, quand elles ne les paralysent pas, le redressement national et international, le retour du pays — et mieux vaudrait dire ici du monde — à l'équilibre et à la santé. Quand et comment ce redressement, ce retour, s'effectueront-ils ? C'est maintenant le secret de l'histoire qui se fait.

FIRMIN ROZ.

JARDINS ZOOLOGIQUES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

De tous temps les hommes ont pris plaisir à rassembler dans des jardins des collections d'animaux rares et étranges. Mais, au cours des siècles, le mobile qui les animait a singulièrement varié. Et l'évolution du style des jardins zoologiques a été le reflet de cette évolution des mœurs.

Les premières ménageries dont l'Histoire fasse mention sont celles des Temples égyptiens. Le docteur Loisel (1) a cité dix-sept villes de l'empire des Pharaons où existaient des ménageries sacrées qui rassemblaient de nombreuses espèces animales considérées comme des formes symboliques de toutes les divinités du Panthéon égyptien. Ce sont ces collections d'animaux sacrés, sans cesse renouvelées pendant des milliers d'années, qui ont fourni les innombrables momies d'antilopes, de mouflons, de chats, de cynocéphales, de musaraignes, de loups, d'éperviers, d'ibis, de crocodiles découvertes par les fouilles de Mariette et de ses successeurs.

Nous savons de quels soins ces animaux-dieux étaient entourés pendant leur existence par leurs gardiens-prêtres et par leurs dévots adorateurs. Mais nous n'avons guère de documents sur la disposition des lieux où on les rassemblait. Un passage du *Livre des Morts* nous démontre pourtant que la plupart d'entre eux devaient vivre en liberté autour des temples : « Je n'ai point chassé les bœufs sacrés sur leurs herbages ; je n'ai pas pris au filet les oiseaux divins ; je n'ai pas pêché les poissons sacrés dans leur

(1) Histoire des Ménageries (Doin éd. 1912).

étang. » Cependant un certain nombre d'individus devaient être gardés dans l'obscurité du temple même, comme le prouve un passage de Titus Flavius Clemens :

« Un prêtre s'avance d'un air grave en chantant un hymne... Il soulève le voile. Que voyez-vous ? Un chat, un crocodile, un serpent. Le Dieu des Egyptiens paraît : c'est une bête vautrée sur un tapis de pourpre (1). »

Les prêtres d'Osiris, d'Isis, d'Ammon Râ furent les ancêtres de nos dompteurs. Ils avaient apprivoisé à un très haut degré des lions, des léopards, des hyènes, des lycaons, des loups. Les crocodiles sacrés du lac Moeris venaient en nageant, à l'appel de leurs gardiens, prendre la nourriture que les fidèles leur apportaient.

Vers l'an 1500 avant J.-C., la reine Hatasou créa, à Thèbes, un véritable jardin zoologique, sous le nom de Jardin d'Ammon. Une expédition navale envoyée au pays des Somalis en ramena plusieurs animaux inconnus jusque-là des Egyptiens et notamment une girafe. Plus tard, le mari d'Hatasou, Thoutmès, fit venir de Syrie des éléphants de l'Inde dressés, ce qui donna aux Egyptiens l'idée de capturer et de dresser pareillement des éléphants de la race saharienne, aujourd'hui disparue.

Quand Carl Hagenbeck, vers 1865, organisa les grandes expéditions de chasse que dirigea, en Nubie, l'Italien Casanova, un ancien directeur de théâtre de singes ambulant, il ne pensait pas suivre les traces d'un Pharaon.

Les fouilles de Mariette et de Naville, entre 1875 et 1905, nous ont permis de reconstituer les fondations du Zoo d'Ammon Râ qui était aussi un très beau jardin botanique auquel Ramsès II donna une importance plus grande encore en y acclimatant des plantes et des animaux de l'Inde.

Environ dix siècles plus tard, les Ptolémées introduisirent dans le Delta les cultes des dieux asiatiques Serapis et Dionysos et les ménageries des temples en profitèrent pour annexer à leur panthéon animal d'autres spécimens venus d'Asie. Surtout les prêtres d'Isis développèrent davantage encore la zoolâtrie. Enfin, Ptolémée Philadelphe, suivant un texte d'Elien, créa un véritable Jardin d'Acclimatation en annexe au Museum d'Alexandrie. Il est probable que le grandiose défilé organisé vers l'an 150 par Ptolémée Philopator en l'honneur des fêtes de Dionysos, où l'on vit des

(1) Loisel, *op. cit.*

chars traînés par des éléphants, des lions, des oryx, des buffles, des autruches, des chameaux, utilisa les pensionnaires de cet ancêtre du Zoo actuel d'Alexandrie.

A ce propos, il est permis de constater combien les Anciens étaient en avance sur nos dresseurs modernes pour l'art d'apprivoiser et d'utiliser les animaux à des travaux divers. Nous avons vu, depuis le dernier siècle, quelques dompteurs réussir à faire traîner un char par des lions pendant quelques mètres. De là à organiser une procession de douze chars attelés de lions, figurant dans un cortège de centaines de voitures, il y a loin ! De même, les antilopes oryx, animaux généralement farouches comme j'ai pu le constater dans mon Zoo de l'Exposition Coloniale, n'ont sans doute jamais été attelées depuis les prêtres d'Alexandrie.

Dans cet extraordinaire cortège où des chasseurs menaient 2.400 chiens de toutes races, cent cinquante bestiaires portaient des arbres auxquels étaient attachés des fauves et des oiseaux et conduisaient des voitures-cages contenant des animaux rares : un rhinocéros, une girafe et un ours blanc — sans doute l'un de ces ours de Syrie dont la fourrure est d'un jaune très pâle. Six cents choristes et trois cents musiciens précédaient la statue en or d'Alexandre le Grand, placée sur un char tiré par des éléphants et entourée de vingt-quatre grands lions enchaînés d'une taille formidable. Bien entendu, les panthères consacrées spécialement à Dionysos n'étaient pas exclues de cette parade sensationnelle, à côté de laquelle les plus grandioses *pageants* (1) du cirque Barnum semblent bien peu de chose !

Les Romains respectèrent les ménageries sacrées d'Egypte qui devaient disparaître au IVe siècle de notre ère lorsque le christianisme détruisit les temples des animaux-dieux. Il est regrettable que nous n'ayons aucun document précis pour nous renseigner sur l'agencement de ces précurseurs de nos jardins zoologiques, sur l'architecture de leurs bâtiments, la composition des collections, etc...

Nous n'avons guère plus de renseignements sur les ménageries des rois d'Assyrie et de Babylonie, à part quelques curieux documents archéologiques du British Museum et du Louvre, ayant, d'ailleurs, plutôt trait à la chasse au lion. Cependant, Hérodote nous apprend que les rois de Babylone avaient, dans leurs palais,

(1) C'est ainsi que les cirques américains désignent la cavalcade qui leur sert de réclame.

de grands parcs peuplés d'herbivores qu'ils se donnaient parfois le plaisir de chasser avec des léopards et des guépards dressés.

Il faut en venir aux Romains pour trouver des ménageries particulières qui constituent de véritables jardins zoologiques au sens moderne du mot. Après la conquête de l'Orient et de la Grèce, l'exemple du luxe asiatique incita les riches patriciens à organiser autour de leurs villas des parcs d'animaux, des volières, des viviers. La coutume va se perpétuer à travers le Moyen Age jusqu'au XVIII[e] siècle en France et jusqu'à nos jours en Angleterre. La ménagerie des Condés à Chantilly, celle des ducs de Bedford — qui existe toujours — à Woburn Abbey, le magnifique parc de M. Falz Fein, à Ascania Nova (Crimée), qui fut détruit par la révolution bolchevique, étaient, en somme, des survivances de ces grands établissements d'élevage dont le Theriotropheion (1) d'Hortensius à Laurente et la célèbre volière de Varron au Mont Cassin nous sont les plus connus.

C'est Varron lui-même qui a conté, dans son *Traité d'Agriculture*, une fête au Theriotropheion de Quintus Hortensius :

« Au milieu de la forêt, sur une sorte d'élévation, on avait disposé trois lits et on nous servit à souper. Orphée apparut en robe longue, la cithare à la main et se mit à sonner de la trompette. Au premier son, nous nous voyons entourés d'une multitude de cerfs, de sangliers et d'autres bêtes fauves... »

La volière de Varron, sise également au milieu d'un bois touffu, était couverte de filets de chanvre qui permettaient de voir les oiseaux volant dans un décor de verdure. Elle était circonscrite de portiques à colonnades et de bassins où les oiseaux d'eau nageaient par centaines. Au centre, entouré d'un bassin circulaire, s'élevait un gracieux pavillon meublé d'une table tournante et de coussins où les visiteurs se couchaient pour prendre la collation. Partout des eaux jaillissantes alimentaient les piscines. Cette magnifique création n'eut qu'une brève existence : elle fut saccagée par les soudards de Marc Antoine, à la grande fureur de Cicéron qui y avait souvent passé d'agréables heures en compagnie de son ami Varron. Le véhément orateur exhala son courroux dans les Philippiques.

Nous pouvons ainsi constater l'évolution des jardins zoologiques dans l'Antiquité. De ménageries sacrées ils sont devenus des ména-

(1) C'était le nom des parcs entourés de murs.

geries de plaisance à l'usage des riches et des grands qui ne veulent pas laisser ce luxe aux souverains.

Les empereurs romains auraient pu créer de somptueux parcs zoologiques avec tous les animaux sauvages que les gouverneurs de provinces faisaient capturer pour les expédier à Rome. Ils préféraient les rassembler dans d'immenses *vivaria* (ménageries) pour les spectacles de l'Amphithéâtre où les mansuétaires présentaient des fauves dressés, tandis que les bestiaires combattaient des bêtes farouches. On sait quelles hécatombes stupides furent faites dans les jeux donnés à la plèbe romaine pendant les quatre premiers siècles de notre ère. Et pourtant, certains spectacles animaliers de l'Amphithéâtre devaient constituer d'étonnantes visions, par exemple lorsque surgissait du sous-sol une forêt d'arbres aux troncs dorés qui s'animait tout à coup de la présence d'une multitude de fauves... Mais ce tableau vivant, qui eût enchanté un Egyptien ou un Grec, ne plaisait à un Romain que comme le prélude d'un massacre. Les lions et les tigres venaient déchirer les antilopes et les cerfs avant de tomber eux-mêmes sous les flèches des sagittaires numides coiffés de casques d'argent à panaches de plumes d'autruche.

On comprend que, pour un tel peuple, une promenade dans un jardin zoologique devait paraître un divertissement plutôt fade. Cependant, pour leur plaisir particulier, la plupart des empereurs possédaient des ménageries dans les jardins du Palatin et des parcs à éléphants dans la plaine d'Ardea. Auguste, grand amateur de zoologie, exposait parfois dans les temples des animaux rares, comme ce python de 50 coudées (1) que l'on put voir au Comitium. Caracalla vivait en compagnie d'un lion familier qui couchait dans la chambre de son maître et dont l'Histoire nous a conservé le nom : *Acinaces*. Héliogabale s'entourait de toute une ménagerie de lions et de léopards qu'il prenait un malin plaisir à faire entrer dans la salle du festin, à la grande frayeur de ses convives. Ceux-ci auraient été sans doute à demi-rassurés s'ils avaient su que les mansuétaires avaient fait préalablement à leurs fauves un peu de toilette, comme on dit dans l'argot des dompteurs, c'est-à-dire qu'ils leur avaient coupé les griffes !

Avec la chute de l'Empire les grandes chasses aux fauves organisées par les gouverneurs des provinces asiatiques et afri-

(1) Plus de 20 mètres, soit le double du plus grand serpent que l'on ait jamais vu dans un zoo moderne.

caines prirent fin. On ne reverra plus pendant quinze siècles ces fabuleux arrivages d'animaux. Seuls, les monarques et les grands seigneurs entretiendront dans des parcs de petites ménageries où brûlera le feu sacré, jusqu'au XIXe siècle, qui verra la renaissance des jardins zoologiques avec l'essor donné aux sciences naturelles par les Buffon, les Lamarck, les Cuvier, et à l'importation des animaux exotiques par Hagenbeck.



Au Moyen Age les ménageries impériales et royales furent le plus souvent rudimentaires. Les lions de Charles V à l'Hôtel Saint-Pol, ceux des rois d'Angleterre à la Tour de Londres étaient fort mal logés dans des fosses ou des tanières étroites et leur état s'en ressentait malgré l'extraordinaire consommation de gigots de mouton qu'ils faisaient au dire de ceux de leurs gardiens dont les mémoires ont été conservés dans les archives du temps. Il est permis de penser qu'une bonne partie de cette viande de boucherie devait s'égarer sur la table des bestiaires.

Avec la Renaissance italienne, la mode des animaux exotiques allait se propager dans toute l'Europe et on commença d'envisager des cadres artistiques pour la présentation des ménageries particulières. Ce ne fut pas l'amour de la nature qui guida lors les organisateurs de jardins zoologiques, mais la seule préoccupation de mettre en valeur les qualités plastiques des animaux. C'est, en somme, cette conception de grand seigneur artiste qui survivait chez un Boni de Castellane lorsqu'il écrivait :

« J'avais eu l'intention d'établir au Marais une ménagerie pour de beaux animaux exotiques et je les voyais déjà dans mon imagination présentés devant les parterres fleuris, au coucher du soleil, par des nègres coiffés de turbans rouges empanachés (1). »

Ce devait être en partie une préoccupation de ce genre qui guida Louis XIV quand il fit construire, en 1663, la ménagerie de Versailles, et le Grand Condé dans la création de la ménagerie de Vineüil, en 1677. Ces deux magnifiques réalisations, faites pour le plaisir des yeux, vont cependant se révéler fort utiles aux savants, et Buffon n'eût pas écrit son *Histoire naturelle* s'il n'avait eu leurs collections zoologiques à sa disposition. Les fêtes données par la

(1) *Comment j'ai découvert l'Amérique*, par Boni de Castellane (Editions Crès).

duchesse de Bourgogne, dans le salon octogonal du petit château de la ménagerie, les superbes goûters servis aux invités des Condés dans le « Temple d'Isis » ont, en somme, bien servi la cause de la zoologie. C'était, d'ailleurs, l'idée de Louis XIV qui entendait que sa ménagerie ne fût pas seulement un ensemble de pavillons esthétiques mais aussi un lieu d'études scientifiques où Claude Perrault allait faire les premiers travaux d'anatomie comparée.

Evidemment, dans ces ménageries royales ou princières, l'animal était au second plan, derrière les artistes et les savants. Il serait cependant inexact de conclure que Louis XIV n'ait pas apprécié à sa valeur le charme secret du jardin zoologique : cette communion de l'enfant (ou de l'homme ramené à ses jours d'enfance) avec l'animal, créature en état d'enfance perpétuelle. Une note du Grand Roi à Mansart qui lui apportait des sujets de décoration pour sa ménagerie tendrait à le prouver :

« Il me paraît, disait Louis XIV, qu'il y a quelque chose à changer, que les sujets sont trop sérieux et qu'il faut qu'il y ait de la jeunesse mêlée dans ce que l'on fera. Vous m'apporterez des dessins quand vous viendrez, ou du moins des pensées : il faut de l'enfance répandue partout (1). »

Malheureusement les ménageries de Versailles et de Chantilly n'ont pas survécu aux folies de la Révolution. Les Jacobins de Versailles sommèrent le directeur de la ménagerie « de rendre à la liberté des êtres sortis libres des mains du Créateur et indûment détenus par l'orgueil et le faste des tyrans. » Ils se calmèrent un peu quand le directeur leur remit, ironiquement, les clefs des cages des bêtes féroces et se contentèrent d'enlever les animaux inoffensifs... dont la plupart furent envoyés à l'écorcheur. A Chantilly, les Marseillais du bataillon des Récollets démolirent les pavillons avec du canon (2) et fusillèrent sans pitié les cerfs, les antilopes, les cygnes et les paons.

On pouvait encore, en ces dernières années, goûter le charme d'une promenade dans l'une de ces ménageries artistiques de l'Ancien Régime en visitant le jardin zoologique de Schœnbrunn, créé au XVIIIe siècle à l'imitation de la ménagerie de Versailles. J'ai eu ce plaisir en 1939, guidé par le complaisant docteur Antonius, directeur du jardin, et je n'oublierai point l'impression ressentie. Dans ces charmants pavillons de style baroque aux

(1) Loisel, *op. cit.*
(2) Sauf celui du tigre qu'on respecta de peur qu'il vînt à s'enfuir.

façades délicatement ornées de mignardes sculptures, certains animaux héraldiques prenaient leur valeur légendaire. Je me souviens de ces aigles géants d'Asie Centrale perchés sur des colonnades comme sur les piliers d'un arc de triomphe à la gloire des Habsbourg... Qu'est devenu le majestueux parc de Schœnbrunn ? Je ne sais, mais j'espère qu'il a survécu à son malheureux directeur qui se suicida avec sa femme à l'entrée de l'armée russe dans la capitale autrichienne.

L'effondrement de l'Ancien Régime en France devait entraîner la disparition de ces jardins des bêtes où l'animal prenait place entre une toile de maître et une sculpture et on allait voir apparaître un nouveau type où il serait au premier plan, logé dans des chaumières rustiques, au milieu de la verdure d'un jardin anglais. La ménagerie du Museum, celle de notre vieux Jardin des Plantes, en fut le premier modèle et quel meilleur directeur pouvait-on lui donner que le doux Bernardin de Saint-Pierre, disciple de Jean Jacques, l'homme de la Nature ? La « Vallée Suisse » du jardin des Plantes, dans sa désuète et presque miséreuse simplicité, était un lieu charmant avant que l'on n'ait eu idée de le moderniser en y coupant de beaux arbres pour y édifier une « singerie » et une « fauverie » qui jurent totalement avec la masure qui abrita les travaux de Cuvier. Bien des vieux Parisiens — Léon Daudet en tête — ont été unanimes à réprouver cette fâcheuse restauration du berceau de la science zoologique contemporaine qui aurait dû conserver, comme tout lieu de pèlerinage, son aspect primitif.

La ménagerie du Museum, on le sait, fut créée par la Convention après un rapport du citoyen Brongniart qui écrivait, le 14 décembre 1792 :

« Une ménagerie telle que les princes et les rois ont coutume d'entretenir n'est qu'une imitation coûteuse et inutile du faste asiatique, mais nous pensons qu'une ménagerie sans luxe peut être extrêmement utile à l'histoire naturelle, à la physiologie et à l'économie et que les avantages que la nation doit en retirer la dédommageront amplement des dépenses qu'elle fera pour cet établissement. »

Ménagerie sans luxe : tel sera le nouveau mot d'ordre qui sera celui des créateurs de jardins zoologiques pendant la première moitié du XIXe siècle. Les Zoos de Regent's Park, d'Amsterdam, d'Anvers, créés entre 1827 et 1843, seront établis sur le modèle du Jardin des Plantes bien que sur des emplacements plus vastes. Ces Zoos sont conçus surtout dans un dessein éducatif et pour les

expériences des savants, sans chercher à frapper les masses ni à satisfaire les artistes par des moyens spectaculaires.

Sans luxe ne signifie pas, après tout, sans goût. Certains paysages de ces vieux jardins, avec leurs chaumières rustiques, sont tout bonnement charmants et bien supérieurs pour la présentation des animaux à ces énormes rochers artificiels à présent à la mode. D'ailleurs, dès le début du siècle, on aurait pu créer des paysages zoologiques très réussis en s'inspirant des idées de Lacépède, ce naturaliste poète, et surtout de Verniquet, dont le docteur Loisel cite ce texte étonnant pour son époque (brumaire, an XI) :

« Je voudrais rassembler dans un vaste terrain autant d'espèces animales qu'on pourrait s'en procurer et leur donner des habitations convenables sur terre et dans les eaux. Il est à désirer que ce terrain ait des formes inégales, des montagnes, des grottes, des vallons, des plaines, des rivières, des étangs, des lacs, des fontaines et des bois... »

N'est-ce pas, en 1803, prévoir avec cent vingt ans d'anticipation les vastes Zoos modernes d'Europe et d'Amérique, dont celui de Whipsnade est un type caractéristique ?



Dès la seconde moitié du XIXe siècle on voit de nouveau les créateurs de jardins zoologiques se préoccuper — surtout à partir de 1870 — de la recherche de l'effet spectaculaire. Il n'est plus question, bien entendu, d'édifier des pavillons emplis d'objets d'art pour y donner de somptueuses collations, ni des bassins où naviguent des gondoles avec des équipages de belles dames et de grands seigneurs. C'est à la foule, le nouveau souverain, qu'il faut plaire, et par d'autres moyens.

Dans les Zoos allemands, au moment où l'or français affluait dans les caisses du Reich, cet effet spectaculaire fut d'abord recherché par la construction de bâtiments massifs de style exotique. Au Zoo de Berlin on vit ainsi s'élever une pagode hindoue pour les éléphants, un temple égyptien pour les girafes et les autruches, un aquarium-jardin d'hiver de proportions imposantes. Londres suivit l'exemple et construisit dans le Zoo de Regent's Park des bâtisses aussi grandioses, sinon aussi luxueuses. Anvers, Rotterdam, New-York firent de même.

Beaucoup d'amateurs cependant ne se satisfaisaient pas de cette architecture et désiraient autre chose. Surtout les grilles interposées entre les animaux et les visiteurs leur semblaient un legs fâcheux des ménageries foraines, une gêne pour l'artiste animalier, une désagréable analogie avec la prison dont les barreaux furent toujours le symbole.

C'est alors que Carl Hagenbeck, au début de ce siècle, imagina un nouveau mode de présentation des animaux en semi-liberté où les pensionnaires du Zoo sont logés dans des rochers artificiels et séparés des visiteurs, non plus par des grilles, mais par des fossés soigneusement dissimulés derrière des terre-pleins gazonnés ou fleuris.

C'était un grand progrès, incontestablement. Mais à la condition que l'architecte chargé d'édifier les rochers d'habitat fût un animalier averti des mœurs et des nécessités biologiques de toutes les espèces animales, en même temps qu'un artiste capable de discerner la manière dont chaque rocher, chaque fossé devait être établi pour mettre le mieux en valeur l'animal à qui il était réservé. C'est ce qu'avait fait Carl Hagenbeck en confiant au sculpteur suisse Eggenschwyller la réalisation du parc de Stellingen où les harmonieuses proportions des rochers, le mariage habile des masses de ciment avec de verdoyantes frondaisons dissimulaient parfaitement le truquage du décor. C'est ce que l'on n'a malheureusement pas fait au Zoo de Vincennes, construit — peu de Parisiens le savent — à peu près sur l'emplacement d'une ménagerie de Mazarin que Louis XIV cessa d'entretenir vers 1670. Ce Zoo, qui aurait dû constituer un progrès sur Stellingen, construit trente ans auparavant, présente une accumulation de ciment hors de proportion avec sa faible superficie, si bien que les animaux sont écrasés dans leur présentation et gênés dans l'exercice de leurs comportements et de leurs allures naturelles. En outre, le paysage n'est guère esthétique et je me rappelle le mot d'un vieux savant qui déclara, le jour de l'inauguration : la Nature est ici absente, c'est du théâtre et du mauvais théâtre.

Je dois dire que les Zoos de Londres et de Berlin qui, à partir de 1910, voulurent se rajeunir en construisant des rochers artificiels disséminés au milieu des anciens enclos n'ont pas mieux fait. En somme, la méthode de Hagenbeck n'est valable qu'entre les mains d'un artiste animalier. Et, à part Stellingen, il n'y a guère à citer comme réussite totale de ce style que le joli jardin zoolo-

gique de la Villa Borghèse et notre charmant petit Zoo de l'Exposition Coloniale (1).

Il est difficile de trouver un architecte paysagiste qui soit en même temps un fervent zoologiste et un artiste animalier. Et pourtant, je le répète, c'est un tel homme qui se montre seul capable de dissimuler le caractère artificiel des rochers de ciment dont la nudité est aussi antinaturelle et beaucoup moins esthétique que la méthode de présentation des animaux usitée aux XVIIe et XVIIIe siècles, dans les pavillons sculptés de Versailles ou de Schœnbrunn.

Ce fut par réaction que les créateurs du Zoo d'Hellabrunn, à Munich, et du nouveau Zoo de Nuremberg inauguré en 1938 décidèrent de ne construire que fort peu de rochers et de les disséminer dans une vaste superficie comprenant des rivières, des étangs, des bois. C'était, en somme, la conception exposée par Verniquet en 1803 : le Zoo se rapprochant autant que possible de la nature. Certaines parties de ces jardins modernes sont, d'ailleurs, aussi magnifiquement spectaculaires que les paysages de Stellingen. Par exemple, le petit bois d'Hellabrunn traversé par l'Isar avec sa mare aux buffles, sa digue de castors, son troupeau d'élans et l'étonnante caverne des lions de Nuremberg, cette suite d'antres béants surplombés par d'immenses chênes dont les racines se tordent sur le roc comme des anneaux de serpents géants.

Avec leur habituel esprit particulariste, les Anglais ont cherché et créé autre chose. L'immense parc zoologique de Whipsnade (à 30 miles de Londres) est un peu l'intermédiaire entre la réserve d'animaux sauvages et le jardin zoologique. Dans ses deux cents hectares de superficie figurent une colline, habitat d'un troupeau de bisons, une forêt de sapins où vivait en 1935 une harde d'une vingtaine de loups, de vastes steppes peuplées d'antilopes, de cervidés, de zèbres. Les fauves ne sont pas logés dans des rochers mais dans des cages dissimulées sous de petites collines boisées.

Il me paraît que cette formule sera celle du Zoo de l'avenir. On a dit que la Russie des Soviets avait l'intention de l'appliquer au futur Zoo de Moscou, situé dans le parc d'Ostankino, dont les travaux auraient été déjà commencés avant la seconde guerre mondiale.

On peut, d'ailleurs, très bien concevoir une combinaison du

(1) Je ne connais malheureusement pas les Zoos d'Amérique et dois faire une réserve à leur endroit.

style Hagenbeck avec cette formule du Zoo à vaste superficie comprenant des paysages divers et des accidents de terrain variés. Une caverne pour les grands fauves du modèle de celle de Nuremberg sera plus spectaculaire encore si elle est édifiée dans une clairière de forêt et les volières des grands oiseaux, comme jadis celle de Varron, gagneront à s'élever à l'orée du bois formant l'idéale toile de fond aux ébats aériens de leurs pensionnaires.

Evidemment, ces Zoos à grande superficie ont le défaut de coûter fort cher en dépenses de premier établissement et d'entretien. Ils sont surtout recommandables aux pays qui disposent de vastes emplacements et d'une main-d'œuvre à bon marché. En Angleterre, le Zoo de Whipsnade doit sa création au mécénat du duc de Bedford qui a fourni le terrain et aussi, je crois, financé en partie sa construction.

Il est permis de regretter que la Ville de Paris, lors de la création du Jardin d'Acclimatation, n'ait pas repris les projets de Verniquet. En triplant la superficie affectée au jardin confié à l'habile architecte paysagiste Barillet-Deschamps, Paris aurait eu à ses portes l'équivalent sinon de Whipsnade, du moins d'Hellabrunn.

Les amateurs de zoologie et les artistes animaliers y eussent mieux trouvé leur compte que dans le paysage lunaire édifié à grands frais à la Porte Dorée. Cet hymne à la gloire du ciment armé n'est pas pour charmer le promeneur solitaire qui écoute avec ravissement les grands élans d'Hellabrunn bramant sous les hêtres, ou les loups de Whipsnade hurlant dans leur sapinière.

HENRY THÉTARD.

ESSAIS ET NOTICES

DEUX ROIS DEVANT L'ABDICATION

1843-1848

A Athènes le 15 septembre 1843, à Paris le 24 février 1848, deux drames historiques se déroulèrent selon un scénario analogue, mais avec des dénouements différents. Dans les deux capitales, l'émeute menaçait les souverains. Ces souverains étaient l'un et l'autre dans leur palais ils hésitaient et ne savaient s'ils allaient le quitter ou y demeurer au prix de concessions.

Les « journées » de février 1848, qui ont abouti, le 24, à l'abdication du roi Louis-Philippe, ont été narrées par maints historiens. Elles l'ont été notamment dans les mémoires d'un contemporain, Viennet, alors membre de l'Académie française, pair de France, dont à l'occasion du centenaire de cette révolution le duc de la Force a fait paraître le récit, jusqu'ici inédit (1). Ce tableau émouvant, plein d'intérêt, évoque au dernier instant, tandis que le Roi allait de sa plume écrire l'acte d'abdication, l'intervention du baron Piscatory, essayant de la lui enlever.

Voici ce qui peut être ajouté à ce document d'après les témoignages du baron Piscatory lui-même, recueillis par ses enfants, nos grands-parents, de qui nous les tenons, et par des amis, tels que Mme de Witt, fille de Guizot, qui avait alors une vingtaine d'années et qui continua les œuvres historiques de son père.

(1) Voir *La Revue* du 15 Février 1948.

Et d'abord, que faisait en ces graves moments Piscatory au château des Tuileries ? Pair de France, nommé tout récemment ambassadeur à Madrid, poste particulièrement en vue depuis le succès de la France dans la question des mariages espagnols, il était un des soutiens les plus fidèles de la monarchie de Juillet, un collaborateur et un ami intime de Guizot et du duc Victor de Broglie. D'opinion très libérale, de caractère très énergique, il était d'avis que le Roi devait faire de larges concessions, mais tenir bon et rester sur le trône.

Depuis que l'orage montait, princes, ministres, généraux, hommes politiques accouraient dans le cabinet royal, les uns apportant au fur et à mesure les nouvelles de la rue, les autres donnant des avis qui s'entrecroisaient sans trop concorder, tandis que les barricades s'élevaient auprès de l'Hôtel de ville, du ministère des Affaires étrangères, alors situé boulevard des Capucines, et jusqu'aux abords du Louvre et du Château.

En l'espace de quelques heures, par des décisions successives, le Roi avait accepté, le 23 février, de se séparer du ministère Guizot, qui venait de durer huit ans. Pendant la brève gestion des affaires courantes, et par un soudain redressement, il avait fait nommer le maréchal Bugeaud, le vainqueur de l'Isly, au commandement des troupes et de la garde nationale. Puis il avait tenté sans succès de former un ministère Molé et, sous la présidence de Thiers, en avait constitué un autre qui ne devait pas durer.

Un moment — c'était le 24 — dernier matin de son règne, il avait paru dans la cour du palais, passant une timide revue de quelques troupes et de bataillons de la garde nationale. Aux cris de « Vive le Roi ! » se mêlaient des cris plus nombreux : « Vive la réforme ! A bas Guizot ! » « Vous avez la réforme ; M. Guizot n'est plus ministre », disait le Roi. Les cris redoublaient ; il rentra déconcerté par la froideur de l'accueil.

Au dehors la foule exaspérée ne cédait pas.

Au palais, malgré la reine Amélie, dont l'énergie ne faiblissait pas, les ducs de Nemours et de Montpensier avaient fléchi. L'ambassadeur de Belgique, le prince de Ligne, au nom du roi des Belges, beau-frère de celui des Français, avait tenu un langage peu encourageant. Louis-Philippe, allant et venant dans son cabinet, commençait à se résoudre à l'abdication. Piscatory, intervenant, se jeta à ses pieds pour essayer de le décider à la

résistance. « Non, Sire, lui dit-il, que Votre Majesté réfléchisse encore. — Je ne trouverai plus un général, répondit le Roi. Qui monterait maintenant à cheval ? — Moi, Sire, répliqua Piscatory en se dressant de toute sa haute taille ; vous nous perdez tous. A cheval ! » Allant plus loin, il ajouta qu'il était prêt à se mettre à la tête des troupes dès qu'il en recevrait l'ordre. Son patriotisme, son dévouement au Roi, sa bravoure, dont il avait donné maints témoignages au cours de la guerre de l'Indépendance hellénique, le poussaient à agir et à se mettre en avant. Se tournant vers la Reine et la duchesse d'Orléans, il les supplia d'intervenir ; elles le firent avec chaleur, mais bientôt le Roi prononçait le mot fatal : abdication.

Le lendemain, vendredi 25 février, l'un de ceux qui avaient assisté à ces scènes historiques, l'amiral Charles Baudin, celui dont l'escadre avait mené le prince de Joinville au victorieux assaut de Vera-Cruz, écrivait au chevaleresque ambassadeur : « Monsieur, vous m'avez paru hier être le seul homme dans le cabinet du Roi, qui n'eût pas perdu la tête. Faites-moi connaître, je vous prie, quand je pourrai vous voir. »



L'attitude qu'avait eue alors Piscatory, il la rapprochait parfois de celle qu'il avait prise auprès du roi Othon, en tant que ministre de France, le 15 septembre 1843, lors de la proclamation de la Constitution hellénique. Un des hôtes de sa légation, Antoine Grenier, membre de la première promotion de l'Ecole française d'Athènes, dont le ministre avait été le fondateur, a publié en 1873, à l'occasion du trentième anniversaire de cette proclamation, le récit que lui avait fait naguère Piscatory.

Le Roi était dans son palais, cerné par le peuple réclamant la Constitution ; les troupes qui la veulent elles aussi sont campées sur la place royale, les armes braquées vers l'édifice. La sommation était : abdication ou acceptation de l'acte mettant fin au pouvoir absolu. Les ministres des trois puissances garantes de l'indépendance de la Grèce avaient été appelés en consultation par le Roi. Le Russe et l'Anglais préconisaient le départ. Piscatory était d'avis opposé et conseillait d'accepter la Constitution. Sourd à ses instances, le Roi préférait partir. « Piscatory, écrit Grenier, lui déclara qu'il ne partirait pas.

Comment ! je ne partirai pas ! — Sire, vous pouvez essayer, mais Votre Majesté ne sortira pas du Pirée. — Et qui m'en empêchera, Monsieur ? — Moi, Sire. » Et il lui en exposa les raisons d'une manière convaincante, terminant par ces mots : « Vous signerez la Constitution et, la respectant, on verra que vous l'avez acceptée de plein gré. »

Voilà ce qui advint pour le grand bien du pays hellénique, et il faut ajouter pour le bonheur de son Roi : « Ce jour-là, a écrit Grenier, lors de son séjour à Athènes, dans une lettre du 27 septembre 1847, un homme seul a joué sur place un glorieux rôle, et cet homme est Piscatory. »

Resté toute sa vie philhellène passionné, l'ancien ministre à Athènes, soit à la Chambre des députés, soit rentré dans la vie privée après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, ne cessa d'intervenir publiquement en faveur de la Grèce, ce dont les souverains de ce pays se montrèrent très touchés.

Le roi Othon, en octobre 1862, eut de nouveau maille à partir avec ses sujets, et surtout avec son armée. Mais depuis bien longtemps il n'avait plus à ses côtés les avis de son ancien ami Piscatory ; sa déchéance fut prononcée. Il dut s'embarquer précipitamment et rentrer en Bavière. Cette fois, il n'y avait vraiment rien à faire. Tenter une restauration eût été un échec certain. Cependant, l'ancienne grande maîtresse de la Cour, la baronne de Pluskow, avec laquelle le baron Piscatory devait rester toujours en correspondance sympathique, lui écrivit de Munich, le 14 avril 1863 :

« Est-il donc vrai, cher ami, que vous abandonnez notre cause pour travailler à la grandeur d'une autre maison qui vous est chère, si cela peut mener à une grandeur désirée. Moi, je suis trop aveugle pour voir cela, mais d'autres yeux plus clairs, malgré les larmes versées, ont voulu le découvrir dans votre dernière lettre. Il désespère de nous, me dit-on. »

Le candidat de Piscatory pour le trône vacant était le duc d'Aumale, avec lequel il échangea alors toute une correspondance à ce sujet. Mais c'était un prétendant qui ne prétendait pas gagner sa propre cause, parce qu'il sentait qu'elle ne serait pas soutenue par l'Empereur des Français, ni sans doute par les anciennes puissances garantes de la Grèce et parce que l'éventualité d'une conversion à la religion orthodoxe pour son fils, sinon pour lui, heurtait ses sentiments intimes.

Quant au visage dont les yeux s'attristaient, c'était celui de la Reine détrônée, dont la beauté, le charme et la grâce avaient fait l'admiration de la Cour et de la Ville pendant ses années athéniennes, et avaient séduit les pinceaux de l'artiste français Dominique Papéty.

Piscatory n'était d'ailleurs pas un bon protecteur auprès de Napoléon III (1) ; en 1851, au moment du coup d'Etat, il avait voté la déchéance du Prince-Président, à la suite de quoi il avait été enfermé pour un temps au Mont Valérien.

Il termina sa vie pendant le siège de Paris, étant revenu prendre du service sur les remparts, où il fut victime d'un froid trop rigoureux pour un septuagénaire. Trois semaines auparavant, il avait revu deux fois, au quai d'Orsay, les 30 et 31 octobre 1870, Thiers, venu de province au ministère des Affaires étrangères, malgré le siège, grâce à un sauf-conduit. Ils avaient reparlé du passé, de ce passage de l'homme d'État à la tête du gouvernement pendant une nuit, le 23 février 1848, et un demi jour le 24 février. Pensant aux tristes heures de Sedan toutes récentes, ils jugeaient sévèrement la Deuxième République, qui avait sombré brusquement après quelques mois d'existence, amenant le pouvoir impérial que l'on venait de voir disparaître.

« A la vérité, disait Piscatory, en rapportant cet entretien à ses filles, Louis-Philippe en 1848, avait perdu toute volonté. L'idée de régner à l'avenir dans des conditions toutes nouvelles l'effrayait, et il redoutait de laisser s'engager à propos de sa personne une lutte armée. Telles étaient les raisons de ses hésitations, de ses atermoiements, bien qu'il se rendît compte qu'un sursaut d'énergie lui aurait permis de dominer les événements. S'il avait montré plus de caractère, concluait-il, la France aurait suivi à pas mesurés une pente sur laquelle il était dangereux de se laisser glisser d'un seul coup. »

MADAME LOUIS HERMITE

(1) Les 8 et 10 février 1851, il avait, comme rapporteur, combattu à l'Assemblée un project de loi portant augmentation des crédits de la Présidence parce qu'elle était le symbole d'une augmentation de confiance. « Cette haute fonction, déclarait-il, vous devez la maintenir non l'agrandir. » Et les crédits furent répoussés.

REVUE DRAMATIQUE

THÉATRE DE L'ATELIER : *Le Pain dur*, drame en trois actes, de Paul Claudel, de l'Académie française. — BOUFFES-PARISIENS : *Sébastien*, comédie gaie en trois actes, de Henri Troyat. — GYMNASE : *Mademoiselle Adélaïde*, pièce en trois actes, de Jean-François Jeantet. — COMÉDIE-FRANÇAISE : Rentrée de Mme Marie Bell dans *Phèdre*. — THÉATRE DE L'ŒUVRE : *Le Sourire de la Joconde*, pièce en trois actes et neuf tableaux d'Aldous Huxley, adaptation française de Georges Neveux. — STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES : *La Tendre Ennemie*, comédie en trois actes et neuf tableaux d'André-Paul Antoine.

Le *Pain dur*, qu'a repris le Théâtre de l'Atelier, succède à *l'Otage* dans la trilogie qui s'achève avec *le Père humilié*. Ce deuxième volet du triptyque est consacré à l'époque Louis-Philippe. Toussaint Turelure, propriétaire du domaine de Coûfontaine, semble au faîte de la puissance. Son mariage avec Sygne de Coûfontaine a permis jadis à ce roturier de satisfaire sa vanité. Après son veuvage, il a poursuivi sa course aux honneurs. Profiteur de la Révolution, préfet et général de l'Empire, Toussaint est devenu président du Conseil des ministres sous la Monarchie de Juillet. Cependant que son fils Louis, rejeté par sa mère comme le fruit d'une union honteuse, a tenté fortune en Algérie. Militaire devenu colon, il arrive un jour à Coûfontaine précédé de sa fiancée, la comtesse polonaise Lûmir, afin de réclamer à Toussaint une somme de dix mille francs que la jeune femme a prêtée à son futur beau-père.

Les trois pièces de ce cycle ont leur place à part dans l'œuvre claudélienne. Le poète a voulu leur conférer une valeur historique et sociale. Les grandes questions de l'époque y sont mises en jeu. Toussaint Turelure, personnage pontifiant auquel M. Pierre Renoir, qui le représente, a donné la silhouette du Joseph Prudhomme de Henry Monnier, symbolise la grande bourgeoisie d'affaires issue de la Révolution. Son fils est le mécontent auquel on n'a pas fait sa part dans la distribution

des profits, tandis que la jeune comtesse Lûmir, qui voudrait verser les dix mille francs de sa créance à ses compatriotes opprimés, représente la Pologne douloureuse dont les plaintes retentissent en vain aux oreilles des nations nanties.

Ajoutons que Turelure héberge à Coûfontaine sa maîtresse juive, Sichel Habenichts, et le père de celle-ci, Ali. Ces deux personnages, sont aussi des apports du dix-neuvième siècle. « Dans ce drame, qui a comme partie de son sujet la Rupture des Barrières et la Rencontre des Races, écrit l'auteur, des Juifs ne pouvaient pas ne pas figurer. C'est à eux peut-être que ce congé de leur antique assujettissement rituel et juridique, leur relèvement de leur poste de témoins, posait la question la plus grave. » Voilà donc la société européenne d'une époque figurée au moyen de ces cinq personnages. Le prétexte en est un conflit de famille issu d'une affaire d'argent. Ainsi les guerres, les grands bouleversements naissent-ils parfois d'une revendication territoriale minime à la faveur de laquelle se développent des dissentiments de nature plus grave.

L'argent, en la circonstance, c'est Turelure qui semble le posséder. En réalité il est aux Habenichts, car le châtelain de Coûfontaine, aux trois quarts ruiné, a remis au père de Sichel une reconnaissance de dette de trois cent mille francs. Il n'empêche que Louis, poussé à bout par l'intransigeance de Toussaint et les exhortations de Lûmir, en vient à menacer son père de deux pistolets que la jeune Polonaise lui a remis. S'il ne rend pas les dix mille francs, le débiteur sera abattu. Toussaint persiste à refuser, les deux coups sont tirés, les balles ne partent pas, mais l'homme s'écroule, victime d'un arrêt du cœur. Sur le corps de la victime, Louis récupère l'argent auquel s'ajoutent dix autres billets de mille francs qu'il n'attendait pas.

On pourrait croire à ce qui précède que les caractéristiques d'un tel drame résident dans la violence et la vivacité de l'action. Il n'en est rien. Les âmes intéressent bien plus l'auteur que le déroulement des péripéties. Chacun de ses personnages se définit en face d'un partenaire qui fait de même. Au portrait de Toussaint Turelure succèdent ainsi ceux de Sichel, de Lûmir et de Louis. C'est au moyen de ces exposés que les personnages prennent leur relief et font figure de tableaux vivants. Il s'agit, on le voit, d'une sorte de débat contradictoire où chacun expose sa thèse, dédaigne plus qu'il ne réfute celle du voisin et poursuit

seul. une progression qui ne doit rien aux circonstances.

Engagé sur le mode tragique, l'auteur ne dédaigne pas pour cela les ressources de la farce. C'est ainsi qu'au troisième acte, il déploie sa fantaisie et ses trouvailles d'esprit. Après la mort, en apparence régulière, de Toussaint, Louis, devenu le maître, règle les affaires de la succession. Il dicte en même temps deux lettres, l'une à Sichel, pour répondre en style noble et attendri à un haut personnage qui lui a envoyé ses condoléances, l'autre à Lûmir, sur une question d'affaires. Les deux textes, jaillis alternativement de ses lèvres, s'entrecroisent de façon à en montrer les intentions bouffonnes. Un peu plus tard, quitté par Lûmir, qui repart pour la Pologne où il n'a pas voulu la suivre, Louis raille Sichel et son père, déclare à la jeune fille qu'il n'a plus qu'à l'épouser à cause des trois cent mille francs et persiste dans son dessein, bien qu'elle l'ait délivré de tout engagement en déchirant devant lui le papier. L'aventurier Louis et la nomade Sichel sont faits pour s'unir. Leur mariage achèvera de donner son sens à cette histoire d'une famille déchirée et reconstituée en une époque de fermentation sociale.

M. Pierre Renoir est d'une puissance et d'une vérité parfaite en Turelure. Dans son personnage extérieur, avec ses favoris, sa bedaine guignolesque, sa suffisance, comme dans ses accents où se dénoncent la cupidité et l'égoïsme, ce grand comédien affirme une fois de plus sa maîtrise. M. Jean Servais, qui joue Louis, ne tient peut-être pas là un rôle convenant à ses moyens généreux. Il s'en tire à son honneur mais la sensibilité lui convient mieux que cette sécheresse inhumaine. M. Paul Oettly, toujours très sûr, compose avec humour le personnage de Sichel. Mme Germaine Montero est belle en Sichel et Mme Jany Holt fait preuve, en Lûmir, d'une ardeur qui aurait besoin d'être un peu plus étoffée.

***

M. Henri Troyat, qui a entrepris avec *Tant que la Terre durera* et *Le Sac et la Cendre* une histoire romanesque de la société russe, s'est diverti, entre temps, à écrire une « comédie gaie ». Qu'on ne le prenne pas, toutefois, pour un auteur austère qui a ses moments de détente. La vérité est qu'il est fort divers dans son talent et que le penchant au comique s'affirme à maintes

reprises chez lui, aussi bien dans un recueil de nouvelles comme *Du Philanthrope à la Rouquine* que dans la plupart de ses romans. Cela n'a pas été sans déconcerter certains critiques qui se sont demandé s'il fallait prendre au sérieux *Sébastien*, seconde incursion dans le genre dramatique d'un romancier assez fécond pour inspirer de la considération même à ceux qui ne l'ont pas lu.

Nous croyons que le public ne se posera pas tant de questions, et que *Sébastien* lui procurera du plaisir. La pièce est du domaine de la pure satire, féconde en bons mots, en situations baroques. Le peintre Arbisseau, spécialisé dans la représentation de sujets religieux, a reçu d'une riche dame patronnesse, Mme Vial, la commande d'un Saint Sébastien destiné à orner une chapelle. Mais aucun modèle ne satisfait l'artiste qui, démuni d'inspiration, harcelé de reproches par sa cliente, se désespère et menace de tout planter là. C'est alors qu'un visiteur apparaît chez Arbisseau. Il se dit un ancien maître d'études qui a connu Jacques, le fils du peintre, au collège et voudrait le revoir. Or, Jacques, honte de la famille, purge présentement une peine de prison, tandis que les siens prétendent qu'il est en Amérique. Rendu furieux par cette démarche inopportune, Arbisseau va mettre le nouveau venu à la porte quand il s'aperçoit que celui-ci, qui s'est présenté sous le prénom de Sébastien, a tous les traits du modèle rêvé. Il l'embauche incontinent et travaille, dès lors, sous la poussée d'une fièvre créatrice.

Ce pseudo-Sébastien, on l'apprendra bientôt, n'est qu'un chenapan, chef de la bande de voleurs à laquelle appartenait Jacques. Mais depuis qu'il pose, coiffé d'une auréole et le corps percé de flèches, le voilà qui s'identifie à son personnage. Abjurant ses erreurs passées, il aspire à édifier ses semblables par une vie adonnée à la dévotion. Même il repousse les avances de Mathilde, la fille de la maison, laquelle n'a d'yeux que pour lui. Jacques, revenu au bercail et qui tente de railler ce nouveau catéchumène, reçoit de lui les plus sévères reproches.

Chose étrange, cette péripétie d'une bonne veine n'est pourtant pas le meilleur moment de la pièce, loin de là. Le second acte, au cours duquel on la voit se produire, nous a paru même assez languissant. C'est que la situation ainsi présentée ne peut plus que se reproduire sans développements nouveaux. Issue d'un effet de surprise, elle ne comporte guère de prolongements. Le troisième acte, au contraire, dont on n'attendait plus rien,

nous a semblé de beaucoup le plus réussi. On y voit Jacques, que la prison n'a pas corrigé, amener chez son père deux des membres de la bande qui veulent persuader Sébastien de se mettre, comme jadis, à leur tête, pour dévaliser l'appartement de la riche Mme Vial. Il y a là une scène d'un comique achevé où Sébastien, après avoir tenté de faire entendre la bonne parole à ses anciens complices, est repris par son instinct professionnel en constatant de quelle manière enfantine ils combinent leur coup. Le voilà donc qui morigène ces apprentis, leur fait un cours complet de cambriolage et les expédie chez Mme Vial, pourvus de ses instructions.

Cet épisode est encore dépassé par le suivant. Arbisseau, rentrant chez lui et apprenant que son fils va « opérer » chez Mme Vial au risque d'être pris, vu son inexpérience, supplie Sébastien d'aller sur les lieux pour diriger l'affaire. C'est un père qui lui parle et le presse d'assister son fils en danger. Le plus cocasse est que cette conversation est interrompue par une visite de Mme Vial, fort ignorante, on l'imagine, de ce qui se trame. Sébastien, assailli de scrupules, finit par se rendre, abandonne son auréole et court où on l'envoie. Mais s'il participe au cambriolage, c'est pour s'assurer la possession des bijoux qu'il restitue anonymement à leur propriétaire. Après quoi, il disparaît, enlevant Mathilde et l'effigie de Saint-Sébastien, les deux seuls objets qui lui restent chers.

N'en doutons pas, la réussite de l'auteur est là. Après deux actes de comédie, sa pièce s'achève dans une farce pleine de drôlerie. Les aspirations à la sainteté de son Sébastien prennent tout leur sens dès qu'elles sont mises en balance avec la nature vraie du personnage. Celui-ci acquiert aussitôt un relief qui en fait le vrai personnage picaresque réclamé par le thème. La verve de M. Troyat trouve du coup l'expansion qu'on attendait. Elle lui offre une progression dans le comique dont s'enchante le spectateur.

M. Alfred Adam est un Sébastien merveilleux d'innocence et de crapulerie. Félicitons l'auteur d'avoir trouvé un interprète dont l'adroite autorité s'impose ainsi d'un bout à l'autre. M. Yves Deniaud a de la carrure et du ton dans le rôle de l'irascible Arbisseau. M. José Artur, en Jacques Arbisseau, figure une petite gouape d'une vérité saisissante. Mme Santa Relli joue avec beaucoup de naturel le personnage de Mathilde et Mmes

Jeanne Véniat et Luce Fabiole, artistes éprouvées, tiennent agréablement leurs rôles.

***

Mademoiselle Adélaïde, de M. Jean-François Jeantet, date de 1936. On pourrait croire cette pièce beaucoup plus ancienne. Le thème est de ceux qui devaient sembler hardis à l'époque du Théâtre Libre. Tout au moins pour ce qui est de l'exécution, car aucun auteur n'a jamais prétendu innover en représentant le penchant coupable d'une sœur pour son frère. Peut-être ce drame bourgeois aurait-il eu des chances, il y a quarante ans, de choquer les uns, de séduire les autres au sortir des conventions du XIXe siècle. Aujourd'hui son pouvoir d'attrait semble faible.

Adélaïde Capdepuis, vieille fille riche, a élevé son jeune frère Julien dans leur maison de famille. Après un premier mariage qui n'a pas réussi, Julien, devenu veuf, aspire à une nouvelle union. Il présente Claire Mallet, sa fiancée, à Adélaïde. La nouvelle venue, bien accueillie, se félicite déjà des attentions que lui témoigne sa future belle-sœur, quand une amie de celle-ci, Marie-Berthe, lui demande un entretien au cours duquel elle la renseigne. C'est Adélaïde qui a disjoint le premier ménage de Julien en forçant Marie-Berthe, dont elle a obtenu la complicité grâce à des secours d'argent, à écrire une fausse lettre d'amour où l'écriture de la jeune Mme Capdepuis était habilement imitée. Que Claire se tienne sur ses gardes. Si elle tient à conserver l'amour de Julien, il lui faut obtenir que le nouveau couple se sépare d'Adélaïde et aille habiter une autre maison.

Le conflit engagé donc entre Adélaïde et Claire sur cette question de logement, en arrive ensuite au sujet essentiel. Adélaïde, pressée dans ses derniers retranchements par Claire, se décide à tout avouer. Elle luttera jusqu'à la fin pour conserver Julien. Conciliante en apparence, elle propose un marché, s'engage à ne rien entreprendre contre Claire si celle-ci accepte la vie commune. Finalement, c'est elle qui aura gain de cause au prix d'une nouvelle perfidie, car Julien, apprenant que la lettre attribuée à sa première femme a été écrite d'une autre main, s'accuse d'avoir causé par sa rigueur la mort de la préten-

due coupable et avoue à Claire que ses remords l'empêcheront désormais de connaître auprès d'elle la paix du cœur. La jeune fille n'a donc plus qu'à quitter la place, tandis que Marie-Berthe, disparaît, empoisonnée par Adélaïde, geste qui retranche de l'action le seul témoin capable d'établir la vérité complète.

Tout cela n'est pas mal machiné, convenons-en. Il y aurait néanmoins beaucoup à dire sur les réactions des personnages. Les aveux d'Adélaïde sont de trop et conduisent à une scène d'un pathétique assez élémentaire. D'autre part, en face de sa redoutable belle-sœur, la jeune Claire montre un sang-froid quelque peu excessif. Elle a réponse à tout, pare les coups, les rend aussitôt, fait saigner l'adversaire. Cette débutante se conduit comme une femme d'expérience et l'on se demande si, tout compte fait, ce n'est pas une aubaine pour elle que d'être obligée de renoncer à un niais comme Julien. Ce mari, ce fiancé deux fois aveugle, dépasse les limites de la candeur.

On le voit, les bons éléments de la pièce sont d'une valeur mineure. Il s'agit d'un mécanisme assez adroitement monté, qui laissera le spectateur consentant mais dont l'art est peu subtil. Les acteurs font passer sur une partie de ces imperfections. Mme Germaine Dermoz met toute sa sensibilité et sa véhémence dans le personnage d'Adélaïde. Elle conduit l'action en grande comédienne, servie qu'elle est par Mme Jandeline qui, dans le rôle de Claire, donne sa valeur à chaque réplique et s'affirme comme une partenaire de classe. Mme Renée Corciade montre sa sûreté habituelle en Marie-Berthe. Et M. Raoul Guillet, bien mal servi avec Julien, a du tact et de l'émotion.



La rentrée de Mme Marie Bell à la Comédie-Française a permis de l'applaudir dans *Phèdre*. Sans s'attarder à un parallèle qui ne serait pas de mise, on se contentera de dire le plaisir éprouvé à retrouver Racine après M. Jeantet, sur un sujet voisin. Un véritable triomphe a été fait à Mme Marie Bell et elle le mérite. Sa diction, sa voix d'une gravité musicale sont de celles qui conviennent entre toutes aux héroïnes raciniennes. Elle sait exhaler la violence, confesser l'amour, gémir et mourir en scène grâce à des ressources dont le secret semblait perdu depuis la disparition de Mmes Segond-Weber et Madeleine Roch. Ses

camarades méritent aussi de grands éloges. M. Maurice Escande est un Thésée puissant et sauvage. M. André Falcon, dont le débit, dans les premières scènes, a semblé un peu hésitant, s'est retrouvé bientôt et son interprétation d'Hippolyte lui a inspiré de beaux accents. Mme Renée Faure a été une « triste Aricie » parée des plus sûres séductions et M. Maurice Donnaud en Théramène, comme Mme Henriette Barreau en Œnone, ont fort bien tenu leurs emplois.

***

Le Sourire de la Joconde, de M. Aldous Huxley, a toutes les apparences d'une pièce policière qui refuserait de l'être. On ne tarde pas à savoir qui a empoisonné la pauvre Mrs Hutton. Il semble même que l'auteur ait voulu mettre les points sur les *i* en introduisant à propos, pour nous éclairer, une entrée et une sortie provoquées par la seule recherche d'un flacon de somnifère. Ne critiquons donc point ces éclaircissements destinés à nous montrer que l'intérêt est d'un ordre plus élevé.

On prend goût, en effet, au personnage de Henri Hutton, veuf assez volage qui se console vite en épousant la très jeune Doris Mead. Il y a, dans les scènes où ils paraissent tous deux, une fantaisie, une liberté de dialogue et d'invention d'un type bien anglais. Joignons-y cet art typiquement britannique de donner du relief à de petits faits bien choisis, aux moindres détails humains. Mais la véritable héroïne est Catherine Lake, restée demoiselle au service de son père, vieux général paralytique, et dévorée d'amour pour Henri Hutton. Cette passion qui la conduit au crime, lui inspire des sentiments odieux. Inculpé à tort du meurtre de sa première femme, Hutton est condamné, il attend la pendaison dans son cachot, cependant que Catherine qui, d'un mot, pourrait le sauver, va le laisser aller au supplice afin qu'il ne soit pas rendu à Doris.

Le passage culminant de la pièce est dans les derniers tableaux consacrés à la nuit qui précède la pendaison. Par un effet de mise en scène inspiré, comme en beaucoup d'autres spectacles, du cinéma, on voit tantôt le prisonnier qui exhale sa peine, et tantôt Catherine chez elle, aux prises avec un ami, le docteur Libbard, acharné à obtenir d'elle l'aveu libérateur. La scène est menée avec beaucoup d'intelligence et d'efficacité

dramatiques. C'est par un artifice que le docteur arrive à ses fins : un coup de pouce donné à la pendule pour l'avancer de deux heures. Ainsi, alors que l'aube s'annonce à peine, Catherine croira l'exécution consommée. A bout de forces, elle s'écroule. Une piqûre achève de la rendre docile. Questionnée par le docteur, elle prononce les paroles qui sauveront Hutton.

Jusqu'au bout, la pièce tient le spectateur en haleine. Et le mérite n'est pas mince puisque tout mystère est absent. C'est de la psychologie d'une meurtrière qu'il s'agit et la façon dont le thème est traité suffit à nourrir chaque péripétie. Ajoutons-y la valeur de certains effets comiques, la justesse des répliques, la vérité des personnages et on comprendra ce qu'une telle œuvre a d'attachant, tenu compte de ses limites.

M. Raymond Rouleau a trouvé dans l'interprétation de Henri Hutton un rôle à sa taille. Il se montre tantôt léger, tantôt émouvant et toujours d'une parfaite mesure. M. Yves Brainville, en docteur Libbard, est de ces acteurs qui ne semblent pas jouer mais vivre et tout exprimer sans artifice. C'est le triomphe d'un naturel qu'on pourrait croire le plus facile du monde tant il s'impose. Mme Françoise Lugagne interprète avec un pathétique qui, sur la fin devient hallucinant, le personnage de Catherine Lake. Mme Danielle Delorme est pleine de fraîcheur en Doris Mead et Mme Marcelle Tassencourt fait merveille dans un rôle de nurse insupportable. N'oublions pas non plus M. Louis Blanche, très suggestif en vieux général.



Une femme cause successivement la mort de son fiancé, de son mari et de son amant. Tel est le sujet de *la Tendre Ennemie*, de M. André Paul Antoine. L'originalité de la chose est que l'auteur la présente sous forme d'un colloque des morts tenu entre les trois hommes victimes de l'héroïne. Sortis de leurs tombes à une heure, où le cimetière ne reçoit pas de visites, ils font connaissance et se confient leurs aventures passées. La scène n'a d'ailleurs rien de macabre car ces trois monuments funéraires se présentent comme des kiosques gentiments fleuris au seuil desquels les trois retraités de la vie échangent des civilités et des propos amers sur celle qui fit leur malheur.

Après avoir abandonné le premier d'entre eux qui s'est suicidé de désespoir, elle a épousé le second et l'a quitté pour suivre le troisième. Le mari trahi est mort d'un coup de sang. Quant à l'amant qui se définit ainsi : « Je ne suis pas un amoureux je suis un homme de plaisir » il est tombé, si l'on ose dire, en service commandé, victime des excès où l'a entraîné cette créature insatiable. Celle-ci a longuement survécu à ses victimes. Mais elle les rejoint à la fin, chargée d'années et de méfaits nouveaux. Son ancien fiancé ne se sent pas la force de l'accabler. Son mari, après l'avoir traité de haut, finit par se laisser attendrir. L'amant, plus rebelle, ne lui pardonne pas aisément la façon dont elle a brisé sa carrière.

La pièce, représentée il y a vingt ans, a été remaniée. On l'entend avec agrément, car, si les hardiesses de sa conception n'étonnent plus, sa fantaisie n'a pas vieilli. Le défaut est dans le procédé initial qui se répète. Chaque personnage dit à son interlocuteur : « Vous ne savez pas comment je suis mort ? Eh bien ! je vais vous le raconter. » Et une scène suit dont on connaît le dénouement. Il n'empêche que l'épisode de l'enlèvement de la femme par son amant, représenté en costumes d'époque, fournit un acte charmant dans la manière de Courteline ou de Jules Renard. Et que la fin de l'amant, qui lui fait suite, a de la malice et de l'agrément, en dépit de quelques longueurs ! Depuis, les retours en arrière sont devenus chose courante au théâtre. *La Tendre Ennemie* ne saurait donc plus donner le choc du nouveau. Elle possède néanmoins assez d'attrait pour tenir sa place dans la production d'aujourd'hui.

M. Jean Brochard est un mari plein de rondeur et de naturel. M. Maurice Teynac, l'amant, montre une suffisance et une désinvolture qui sont tout à fait dans le goût d'un temps où les divertissements de ce genre suffisaient à occuper la vie d'un homme. Louons aussi M. Philippe Nicaud, fiancé sensible et naïf. Mme Janine Guyon est agaçante à souhait et inconsciemment cruelle dans le rôle de la femme qui estime avoir toujours raison. Elle est fort diverse aussi, jeune fille au début, vieille dame à la fin, également savoureuse dans ces deux incarnations.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

A TRAVERS LA PRESSE

LES ÉLECTIONS CANTONALES

Le premier tour des élections cantonales se caractérise surtout par une proportion d'abstentions qui approche de 40 %. La division de l'opinion se manifeste, ajoutons-le, par le nombre considérable des ballotages. Dans l'ensemble, le rapport des forces ne change guère. C'est ce qui permet à M. Robert Verdier, dans le Populaire, *de signaler la stabilité qui s'est marquée dans la répartition des voix :*

Il n'y a pas eu de mouvement de grande amplitude, ni dans un sens ni dans l'autre. Le R. P. F. n'est pas parvenu à déchaîner ce raz de marée qui devait, à en croire le général de Gaulle, balayer les partis qui constituent l'actuelle majorité parlementaire. On constate, comme à l'occasion des élections municipales et plus encore de l'élection du Conseil de la République, qu'il prend la grande masse de ses voix dans les régions restées fidèles à la droite traditionnelle. Mais là-même, il est loin de bouleverser les situations antérieures. Il arrive même qu'il soit en recul là où il avait remporté ses succès les plus éclatants aux élections municipales de 1947. C'est le cas à Marseille où il perd 17.000 voix. Déjà après le scrutin pour le Conseil de la République, il avait été bien difficile aux hommes du R. P. F. d'utiliser les chiffres pour démontrer qu'ils avaient « rassemblé » tout le peuple français : ce sera cette fois absolument impossible.

L'éditorialiste de Franc-Tireur *estime que les partis extrêmes se sont trompés en donnant à ces élections un sens politique :*

Les communistes ont pris pour cheval de bataille « la Paix ». Ils voulaient faire de ces élections un plébiscite contre le Pacte Atlantique et le plan Marshall.

Le R. P. F. entendait prouver, par son succès, que le gouvernement ne représente plus l'opinion du pays et que des élections générales s'imposent.

Quant aux partis de la Troisième Force, ils espéraient démontrer qu'ils ne sont pas encore morts politiquement, quoi qu'en pensent leurs adversaires.

Malheureusement pour les uns et les autres, les Français n'ont jamais considéré les élections cantonales comme une véritable consultation politique. Ils étaient habitués, en cette occasion, à voter pour des notables du cru et sur des questions d'intérêt purement local. Les programmes qu'on leur a présentés, les mots d'ordre sur lesquels on les a invités à se compter les ont quelque peu déroutés. Ils se sont abstenus en masse.

Les électeurs des campagnes pensent davantage à la crise agricole qu'au Pacte Atlantique ou à l'autorité de l'Etat, chère à M. de Gaulle. Ceux des villes de province sont fatigués des propagandes massives auxquelles se livrent de plus en plus certains partis. Cette mobilisation constante à laquelle on les soumet depuis des années a fini par les blaser.

Certes les partis où joue une forte discipline, où les militants infatigables sont comme des chiens bergers qui ne cessent de courir après leurs moutons, ces partis bénéficient de cette vague d'abstentions. Mais que prouveront les statistiques dont ils se targueront ? Un tel aura la plus forte proportion de votants, et puis après ? Auprès du chiffre impressionnant d'abstentions, qu'est-ce que cela signifiera ?

Qu'ils le veuillent ou non, ces élections qui devaient tant prouver ne prouveront rien. Elles n'auront provoqué ni raz de marée, ni remous.

C'étaient des élections cantonales.

Ce n'est pas l'avis de M. Léon-Charles Aubry qui, dans Carrefour, *voit le R. P. F. grand vainqueur de cette consultation :*

Que demain des élections générales aient lieu au scrutin majoritaire (et celui-ci n'est pas moins démocratique que la R. P.) et, sur les 183 représentants que Moscou compte actuellement au Palais-Bourbon, il n'en reviendrait pas deux douzaines ! Voilà qui changerait quelque peu la face des choses et qui renforcerait singulièrement l'autorité de la France dans le concert des nations !

Cette leçon qui se dégage des élections cantonales commande leur devoir aux partis de gouvernement. Il ne s'agit plus de disputer sur des étiquettes ni de chicaner sur une répartition de sièges. Le problème est ailleurs et il est plus grave.

M. le Président du Conseil et ses ministres savent mieux que nous le lourd handicap que constitue pour la France et pour la paix la présence au Parlement d'un énorme contingent de communistes. Ils savent ce qu'il nous en coûte, tant dans le domaine de la sécurité que dans celui du redressement économique. Point n'est besoin d'entrer dans le détail. Le jour où les Assemblées françaises apparaîtront aux yeux du monde libérées de toute hypothèque communiste, l'U. R. S. S. perdra de sa superbe et les U. S. A. de leurs craintes.

Or, ce jour-là ne saurait être indéfiniment différé. Il faut se hâter. La pression soviétique s'affirme de plus en plus en Scandinavie, dans les Balkans, dans le Proche-Orient et en Extrême-Orient, comme s'affirmait, dans les années cruciales, la menace hitlérienne sur l'Autriche, sur la Tchécoslovaquie et sur la Pologne.

Staline vient de créer une république allemande à sa dévotion à l'heure exacte où nous nous querellions dans les cantons, tout comme Hitler réalisait l'Anschluss un soir de crise ministérielle à Paris.

Peut-on prétendre, en pareille conjoncture, gouverner longtemps encore au nom de trois partis minoritaires dans le pays avec une « cinquième colonne » confortablement installée au Parlement et dans ses dépendances et sans le concours d'un tiers de la nation ?

La conclusion est que de nouvelles élections générales sont nécessaires afin de permettre « l'éviction légale du parti communiste ».

D'autre part la S. F. I. O., en vue du second tour, s'est prononcée pour le désistement de ses candidats partout où un autre candidat républicain est mieux placé pour lutter à la fois contre le R. P. F. et contre le communisme. M. J.-M. Garraud, dans Le Figaro, *commente ainsi une mesure propre à assurer en maints cantons le succès des représentants de la majorité :*

Cette prise de position, venant après les déclarations de M. Billoux à Marseille, consacre définitivement la rupture entre la S. F. I. O. et le P. C.

Même sur le plan local, et en dépit des tendances diverses des fédérations socialistes, aucune alliance, même camouflée, avec l'opposition d'extrême gauche n'est admise par l'état-major S. F. I. O.

C'est pourquoi le P. C. qui a toujours besoin d'avoir à côté de lui un groupement socialiste sympathisant, a choisi comme allié le P. S. U. (parti socialiste unitaire).

LES CHRÉTIENS PROGRESSISTES

L'Osservatore Romano *consacre une longue étude au communiqué de son Eminence le cardinal Suhard à propos des « Chrétiens progressistes ».*

Le communiqué du cardinal Suhard est digne de remarque et de réflexion, parce qu'il fait voir comment par cette voie, les chrétiens progressistes risquent de se laisser entraîner par une doctrine condamnée par l'Eglise et de contribuer au succès d'un parti systématiquement anti-chrétien et agressif. Des faits récents de résonance universelle font voir même aux aveugles que le communisme est contraire à la religion et à la dignité de la personne humaine. « Aucun catholique ne doit pouvoir se reprocher d'avoir apporté son aide à l'instauration d'un régime qui comporte de telles injustices. »

L'Osservatore Romano *cite à ce sujet les paroles prononcées le* 2 *juin* 1948 *par le Souverain Pontife au sujet des exigences chrétiennes touchant la prévoyance sociale :*

Au centre de ces questions, se tiennent, comme chacun sait, les réformes sociales, justes et nécessaires, et particulièrement le besoin urgent de donner aux classes qui possèdent moins : des maisons, du pain, du travail...

Nous nous tournons vers les catholiques du monde entier, en les exhortant à ne pas se contenter de bonnes intentions et de beaux programmes, mais à procéder courageusement à leur réalisation pratique.

Une entente entre les catholiques et les communistes est impossible, ainsi que le marque le cardinal-archevêque :

Etant donné la nature anti-chrétienne du communisme, qui dans la théorie et dans la pratique se montre si tragiquement matérialiste et inhumain, les cas d'action parallèle doivent conserver la caractéristique de l'autonomie pleine et réelle du mouvement catholique qui n'a pas besoin de serrer des mains faussement et insidieusement tendues pour atteindre ses propres buts sociaux. Car si le communisme peut contenir des éléments d'origine chrétienne, le christianisme n'a pas besoin de prendre quoi que ce soit au communisme.

La conscience chrétienne doit résister de toutes ses forces « au progrès du nihilisme religieux, aux violences de la force brutale, aux profanations de la personnalité et de la dignité humaine, aux attentats contre la société ». (Pie XII, 2 juin 1948.)

La plus grande vigilance doit être apportée en outre aux questions de détail car les communistes sont habiles à attirer dans leur orbite ceux qui montrent envers eux quelque complaisance :

Le Saint Père, avec beaucoup de compréhension et de charité, mais avec une grande douleur, a parlé de ces « nombreux égarés qui, étant unis, au moins à ce qu'ils croient, sur le terrain de la foi, s'en sont séparés pour se mettre à la suite de mouvements qui tendent à laïciser et déchristianiser toute la vie privée et publique ».

L'Osservatore Romano *s'exprime ainsi sur ces chrétiens aveuglés :*

Nous nous trouvons devant un cas typique d'une psychologie incohérente et dangereuse ! La triste fin de nombreux « chrétiens progressistes » justifie pleinement nos réserves ; ceux-ci, en effet, bien qu'ils protestent, et sans raison, qu'ils restent encore catholiques, le sont bien peu alors qu'ils sont devenus fortement communistes.

DEUX DISCOURS DE STALINE

Dans la Nation Belge, *M. Paul Neuray signale l'empressement mis par la presse d'U. R. S. S. à célébrer le* 10e *anniversaire du discours prononcé par Staline le* 10 *mars* 1939. *Le maître de la Russie y signifiait au monde la nouvelle orientation de la politique extérieure soviétique et stigmatisait les fascismes « provocateurs de guerre ». Or il est d'autres paroles que les journaux russes passent aujourd'hui sous silence. Ce sont celles que le même Staline prononça le* 19 *août* 1939 *devant les membres du Politbureau. M. Paul Neuray en donne l'extrait suivant :*

« L'intérêt des Soviets exige que la Russie demeure en dehors du conflit. Notre but est que l'Allemagne puisse mener la guerre le plus longtemps possible afin que l'Angleterre et la France en sortent à tel point épuisées qu'elles ne soient plus en état d'abattre l'Allemagne, si elles ont la victoire.

« Si l'Allemagne est victorieuse, elle nous donnera toute liberté d'action dans les pays baltes. Nous reprendrons la Bessarabie, et notre zone d'influence s'étendra en Roumanie, en Bulgarie et en Hongrie.

« Aussi resterons-nous neutres. Nous aiderons l'Allemagne économiquement en lui fournissant matières premières et denrées alimentaires, sans dépasser une certaine limite pour ne pas compromettre notre situation économique ni affaiblir la puissance de notre armée. En même temps nous mènerons une active propagande communiste dans le bloc anglo-français et particulièrement en France. »

Et le chef génial de conclure : « Camarades ! Il est dans notre intérêt que la guerre éclate entre le Reich et le bloc anglo-français. Il est essentiel pour nous que cette guerre dure le plus longtemps possible pour que les deux parties s'épuisent. C'est pour ces raisons que nous devons accepter le pacte proposé par l'Allemagne et travailler à ce que la guerre, une fois déclarée, se prolonge au maximum. »

On le voit, le ton avait changé avec la perspective du partage de la Pologne et de l'annexion des pays baltes. Tout cela est un peu trop oublié aujourd'hui. M. Paul Neuray fait bien de le remettre en mémoire.

MENUS-PROPOS

MARS A PARIS

Ce ne fut pas sans mélancolie qu'à travers les vitres de leurs fenêtres, les Parisiens constatèrent, le samedi 19 mars, que pluie, neige fondue, voire grêle s'abattaient tour à tour sur les bourgeons, pleins de promesses, des beaux arbres qu'ils aiment tant. Aussi le lendemain, quelle agréable surprise, lorsque dès le matin, le printemps fit son apparition avec un gai rayon de soleil pour compagnon ! Mis en joie, les Parisiens se rendirent au Musée du Louvre qui abritait dans la salle des Cariatides l'exposition de *La Fleur hollandaise*. Là, une autre surprise plus charmante encore les attendait. Et, au fur et à mesure que les visiteurs entraient un murmure admiratif s'élevait sous ces voûtes respectables où d'habitude tout est silence.

Bien des personnes pensent que la beauté de la statuaire se suffit à elle-même, qu'elle doit être livrée à la contemplation des foules sinon dans un cadre d'une nudité absolue, tout au moins dans un décor dépouillé d'ornements douteux qui nuiraient à l'harmonie des lignes. Les organisateurs de l'exposition de *La Fleur hollandaise* savaient tout cela. Ils savaient également que la fleur est synonyme d'hommage, et plus les espèces seraient belles, plus grande la profusion, moins Artémis, Eros, Héraclès et même Aphrodite leur tiendraient rigueur d'avoir, pendant quelques jours, troublé leur demeure.

Ils devraient même, ces dieux et déesses avoir un souvenir reconnaissant pour cette manifestation unique dont ils furent les principaux témoins. Ils auraient dû, abandonnant leur impassibilité, montrer quelque émoi devant cette avalanche florale qui dépassait en magnificence tous les sacrifices qui leur furent offerts depuis la Légende. Mais de même que nous devons nous garder d'interroger un souverain, rejetons bien vite toute idée de faire partager notre appréciation à ceux qui régnèrent sur l'Olympe.

Dès l'entrée on voyait, entourant de fraîcheur *L'enfant à l'oie*, des œillets de toutes grosseurs, de toutes teintes : *Miss Brenner* rose tendre, *Fopsy* rouge foncé, *Millers Yellow*, d'un beau jaune pâle qui faisait un heureux contraste avec le rouge clair de *William Sim*.

Des tulipes noires alternant avec des jacinthes blanches déroulaient un tapis sans pareil devant *Artémis chasseresse*, qui semblait vouloir, d'un bond, franchir l'espace, sans ternir l'éclat de toutes les tulipes *Darwin*, *Perroquet*, *Hawaï* qui, en nombre infini, laissaient, avec complaisance, admirer chacune leur particularité. C'est dans un cadre jaune et rouge d'*Azaléa rustica*, ne gênant nullement son repos, que l'on voyait *Hermaphrodite endormi*. Rien n'était plus joli que d'apercevoir *Eros ailé* derrière d'immenses grappes de lilas blanc *(Mme Florent Stepman)*. Afin d'apaiser ses souffrances, on disposa tout un parterre de superbes rhododendrons devant le *Galate blessé*. Et c'est avec les plus belles sortes de roses, des spécimens rares d'amaryllis, un choix considérable de cyclamens que furent honorés aussi bien *Héra-*

clès et Télèphe, qu'*Apollon*, la *Femme voilée*, *Eros et Psyché*. Après avoir tout admiré, le visiteur s'en allait par un long couloir que bordent des sarcophages gréco-phéniciens, emportant ainsi une dernière vision d'art à laquelle se mêlait un peu d'éternité.

***

Notre église nationale à Rome, Saint-Louis des Français, vient de recevoir un nouveau recteur, M. l'abbé André Baron. De famille narbonnaise, employé tout jeune dans le commerce, s'intéressant à la littérature, il subit l'influence de Léon Bloy qui fut décisive sur l'orientation chrétienne de sa vie. Il alla terminer ses humanités dans la section des « Vocations tardives », au petit séminaire de l'Indre qui venait de s'ouvrir en 1919, pour l'archidiocèse de Bourges, dans l'antique abbaye bénédictine de Fontgombault. Il fit ensuite des études à l'Institut catholique de Paris, et au séminaire des Carmes, où il reçut les leçons des prêtres de Saint-Sulpice, de M. Verdier, depuis cardinal et archevêque de Paris et aussi de M. Pressoir son successeur. Il fut ordonné prêtre en 1930 à l'âge de trente-sept ans. En 1937, la direction du séminaire de Fontgombault lui fût confiée, par Mgr Fillon, archevêque de Bourges. Pendant la guerre 39-40 il servit comme aumônier à la 24 D. I. En 1948, le séminaire de Fontgombault ayant été supprimé et l'abbaye repeuplée par les Bénédictins de Solesmes, il alla, en qualité de chapelain national de France à Lorette, dont la nomination dépend de notre ambassadeur de France près le Saint-Siège. C'est là que récemment M. Wladimir d'Ormesson a pris l'abbé Baron pour lui confier la communauté des prêtres de Saint-Louis des Français, et le rectorat de notre église nationale à Rome.

***

La Société des Gens de Lettres devait, dans sa séance du 20 mars, désigner son bureau et élire son président pour l'année 49-50. Les pouvoirs de M. Maurice Bedel, qui a été le président de cette société pendant l'exercice 48-49, étaient venus à expiration et M. Maurice Bedel n'en demandait pas le renouvellement. La société avait à choisir entre deux candidats de mérite, qui avaient tous les deux de nombreux partisans : M. Fernand Gregh et M. Lucien Fabre. M. Fernand Gregh a été désigné au bénéfice de l'âge et voit ainsi honorer une carrière de cinquante ans, consacrée à la poésie et au culte des lettres.

***

Le comité France-Amérique a reçu le 21 mars Mgr Roy, archevêque de Québec. Au nom du Comité M. le duc de Lévis-Mirepoix a souhaité la bienvenue à Mgr Roy par quelques paroles qui ont été appréciées de l'assistance. Dans une courte allocution Mgr Roy a parlé avec beaucoup de simplicité et de précision de la situation des catholiques au Canada et de leur dévouement à la cause de la culture canadienne et française. A la fin de la séance Son Eminence le cardinal Suhard, qui avait tenu à honorer cette réunion de sa présence, en une petite improvisation pleine de bonne grâce, a remercié Mgr Roy des renseignements qu'Il venait de donner, et s'est félicité des bonnes relations qui unissent les catholiques canadiens et les catholiques français.

***

La question du sérum de vérité a fait, depuis quelques mois, l'objet de nombreuses discussions tant du point de vue moral que du point de vue scientifique. L'Académie de médecine, avec l'autorité qui s'attache à son institution, vient de trancher le problème. A l'unanimité elle s'est prononcée contre l'emploi du sérum de vérité dans toutes les circonstances.

***

M. Louis Leprince-Ringuet, ancien ingénieur en chef des P. T. T., professeur de physique à l'Ecole polytechnique, et qui s'occupe spécialement de l'étude du rayonnement cosmique, a été élu à l'Académie des Sciences, section de

physique. Il succède à M. Marcel Brillouin.

***

Les membres de l'Académie des Beaux-Arts se sont réunis afin d'examiner un nouveau règlement pour le concours de Rome.

***

Le monde des lettres a appris avec un douloureux regret la mort de M. Henri Malo, conservateur du musée Condé à Chantilly. M. Henri Malo, qui avait écrit plusieurs romans appréciés, s'était consacré à l'étude de l'Histoire ; il a publié en particulier un ouvrage important sur la duchesse d'Abrantès et un autre, très documenté et très utile, sur M. Thiers. Dans ses dernières années il donnait tout son temps à la conservation du musée Condé et à l'étude des archives qu'il contient.

IL Y A CENT ANS

Les événements du Piémont ont dominé, à la fin de mars, toutes les préoccupations. Le Piémont a été battu par l'Autriche à Novare. Après une campagne de quelques jours, le roi Charles-Albert a abdiqué, et il faut un nouvel armistice pour arrêter l'ennemi à distance de Turin. La France et l'Angleterre considèrent que leur mission est d'obtenir une paix qui soit conclue à des conditions tolérables. Avant cette dernière guerre, elles pouvaient songer qu'elles avaient dans le Piémont un allié à grandir : aujourd'hui elles ont un allié à sauver.

Dans ces circonstances, le gouvernement français a le souci de contribuer à rétablir la paix le plus vite possible. Il a dû se faire approuver par l'Assemblée, qui est toujours troublée par des passions diverses. M. Thiers a prononcé un discours remarquable, où il a montré qu'il n'y avait pas lieu de faire la guerre, et qu'il fallait procéder par la voie des négociations. L'Assemblée a voté en ce sens.

Le roi Charles-Albert est entré en campagne malgré les grandes puissances. Il s'est battu courageusement pour la cause de l'indépendance italienne. Il n'a guère été aidé par les démagogues de Gênes et de Turin. Il n'en n'a pas moins joué sa couronne sur le champ de bataille. Il s'est exposé lui-même avec tout son état-major. Il a pu dire avec raison, après la défaite : « La mort n'a pas voulu de moi... Au moins l'honneur de l'armée est sauf. » Après s'être sacrifié à la cause italienne, le roi a décidé d'accomplir un dernier sacrifice à son pays. Il a déposé sa couronne, et il a abdiqué en faveur de son fils, Victor-Emmanuel, duc de Savoie.

L'agitation politique est toujours vive. La chambre de Turin a manifesté le 26 mars une ardeur belliqueuse sans tenir compte de la défaite et de la décomposition de l'armée. Des discours violents ont été prononcés contre l'armistice. Après quoi, l'orateur le plus ardent a déclaré, aux applaudissements de l'Assemblée, que la seule grande figure s'élevant au-dessus de tous ses contemporains était celle du roi Charles-Albert. L'Assemblée a même fini par voter qu'une statue serait élevée au roi.

Le 28, le nouveau roi, Victor-Emmanuel, a reçu une délégation de la Chambre des députés sardes qui venait présenter des observations contre l'armistice et proposer la continuation de la guerre. Le roi a répondu qu'il était difficile de soutenir une guerre sans armée. Il aurait ajouté : « Trouvez-moi un soldat qui veuille livrer bataille, et moi, je serai le second. » Un correspondant de journal résume la situation en disant : « A présent, les deux partis s'accusent mutuellement de tout le mal. » En réalité, les républiques de l'Italie centrale, dont les orateurs invoquaient pompeusement Brutus, Scipion et Marius, ont laissé

le Piémont supporter seul le poids d'une guerre qu'il ne pouvait soutenir. La Toscane a envoyé à peine six mille hommes sur la frontière du duché de Modène ; Rome s'est bornée à réunir huit mille hommes à Bologne. Le roi pense que le plus sage parti est d'obtenir les meilleures conditions d'armistice.

***

La presse signale la gravité des événements de Galicie et de Transylvanie. La Russie, en occupant les pays moldo-valaques, a créé une situation qui préoccupe les chancelleries. Ces pays commandent le cours du Danube jusqu'à Galatz, ils sont une des voies de communication les plus importantes d'Europe. La Turquie est inquiète. Les périls de la Turquie sont au moins aussi importants pour l'Europe que les désordres démagogiques de l'Italie.

***

L'Assemblée nationale de Francfort a décidé par 290 voix contre 248 abstentions d'élire le roi de Prusse, empereur d'Allemagne. Mais on ne sait si le roi de Prusse acceptera cet empire sans pouvoir et s'il considérera comme bien tentant un titre qui le placera dans une situation difficile entre la monarchie autrichienne et la démocratie de Francfort.

***

Le roi Guillaume II de Hollande, vient de mourir à l'âge de cinquante-six ans.

Cette fin prématurée a causé aux Pays-Bas une douloureuse surprise. Le nouveau souverain, Guillaume III, fils de Guillaume II, était encore peu connu. Il a tout de suite rassuré le pays sur ses intentions par sa proclamation du 21 mars. Tout s'est passé dans le calme et dans la confiance fondée sur le système constitutionnel.

***

A Paris, l'Assemblée a voté une loi pour interdire les clubs. Mais elle l'a atténuée aussitôt par des restrictions et des distinctions ; elle a subtilement prévu un droit de réunion, et dans une certaine mesure, elle a paru rétablir sous ce nom les clubs défendus sous leur nom véritable. Le soin de juger les délits, qui seront inévitables avec une loi si compliquée, a été confié au jury, non aux tribunaux.

***

Le général Petit s'est rendu le 20 mars aux Invalides et a remis entre les mains du nouveau Gouverneur, M. Jérôme Bonaparte, quelques objets qui avaient été confiés à sa garde. Parmi ces objets se trouve l'épée que portait l'empereur à la bataille d'Austerlitz, son chapeau, son grand cordon de la Légion d'honneur, la couronne impériale qui lui fut offerte par la ville de Cherbourg, une couronne d'or qu'il portait le jour du sacre, les clefs du tombeau où reposent les cendres de l'Empereur, et cinquante-deux drapeaux pris à la bataille d'Austerlitz.

A cette occasion, M. Jérôme Bonaparte a remis huit croix d'honneur à des invalides de tous grades et a rappelé leurs actions d'éclat.

***

Les nouvelles de politique étrangère ont amené dès le 15 mars une baisse sensible à la Bourse où le 5 % a perdu 3 fr. 75 et les actions du chemin de fer de Versailles 11 francs. Après des fluctuations diverses, les cours ont repris dans les derniers jours du mois.

***

La nouvelle comédie en vers de M. Alfred de Musset : *Louison*, vient d'être imprimée. On trouve également en librairie, publiés séparément : *La Caprice*, *Le Chandelier*, *Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée.*

***

Le prix du pain, pour la deuxième quinzaine de mars, à Paris, est de 28 centimes pour la première qualité, et 20 centimes pour la deuxième qualité.

LES LIVRES

MARIE-DIDACE, roman, par Germaine Guivremont. Plon.

Pour vivre sur les bords du Saint-Laurent et consacrer son talent aux choses et aux gens du Canada, Mme Guivremont n'est pas, chez nous, une inconnue. N'a-t-elle pas, en 1947, obtenu le prix Sully-Ollivier de Serres, pour ce *Survenant* dont elle nous offre aujourd'hui la suite avec *Marie-Didace*. Au vrai, le *Survenant* ne revient pas à ce Chenal-du-Moine où il a rendu tant de services et opéré tant de ravages. Mais son souvenir y demeure vivant, actif encore. De son influence, la preuve est là en la personne de cette « Acayenne », l'intruse qui, au foyer du vieux Beauchemin, et pour le malheur des enfants, a pris la place de la mère défunte. Elle est plus sensible et plus douloureuse encore au cœur de l'infirme qui, abusée, exploitée, méprisée, n'a pas cessé de lui être fidèle, qui vit de son image et qui, seule informée de sa mort, sera seule à prier pour lui.

Pourtant, ce fond sentimental, romanesque, un peu mystérieux, n'est pas l'essentiel du récit. L'histoire importe davantage, banale mais si vraie, si émouvante, de la famille Beauchemin un instant menacée de disparaître, mais qui va renaître grâce à cette petite Marie, que son grand-père adopte, finalement, de tout son cœur en ajoutant à son premier prénom son prénom à lui, Didace. La vie de la paroisse importe plus encore, de cette communauté territoriale à la fois, ethnique et religieuse, qui pour « l'habitant » de Québec constitue vraiment la petite patrie. Certes, parce que la vie est une âpre concurrence et que le paysan est là-bas, comme chez nous, un peu défiant, susceptible, envieux et vindicatif, les querelles n'y sont pas plus rares que chez nous. Mais que l'épreuve s'abatte sur la collectivité ou même sur un seul, aussitôt joue une solidarité née d'une double fraternité, française et chrétienne. Et voilà ce qui donne au roman de Mme Guivremont son ampleur et sa noblesse.

Imprimé en France. — Imprimerie E. Pigelet, 189-191, boulevard Voltaire, Paris (XIe)
Dépôt légal n° 345 — 2e trimestre 1949 — Editeur n° 1

Le Rédacteur en chef gérant: L.-J Arrigon

L'Administrateur-adjoint: Georges Finaud.

LES LIVRES

ALLEMAGNE D'HIER ET D'APRES-DEMAIN, par Henri Massis, suivi de *GERMANISME ET ROMANISME*, par Georg Moenius. 1 vol. Editions du Conquistador.

C'est en Allemagne que se joue le sort de la paix. L'auteur le démontre et fait le procès de la politique suivie depuis quatre ans à l'égard de notre éternel ennemi. La « dénazification » est du domaine du rêve. Y croire, c'est méconnaître les caractères profonds du peuple allemand. Autant parler de dégermanisation, c'est-à-dire d'une entreprise impossible. Expert en ces questions, qu'il a traitées déjà au cours d'études dont les hommes politiques d'aujourd'hui auraient bien dû s'inspirer, M. Henri Massis se livre à une analyse pertinente du caractère allemand. Il en montre le fond de nihilisme, visible chez des auteurs comme Fichte et Nietzsche et fait état des affinités entre Germains et Slaves. Le mot de démocratie, écrit-il, est, pour l'Allemand synonyme de punition. Bien loin d'accepter cette panacée que lui offrent naïvement ses vainqueurs, l'Allemand humilié, réduit à des conditions de vie précaire dans un pays en ruines, est enclin à chercher son salut du côté russe. M. Churchill se trompe en voyant en lui le soldat qui préservera l'Occident de l'expansion slave. Au contraire, le IV[e] Reich, auquel aspirent les vaincus d'aujourd'hui, promet d'être national-communiste. Staline l'a compris et reprend là-dessus la vieille théorie de Bismarck. Un seul remède contre ce mal : assurer l'indépendance des Allemagnes « redistribuées ». Les Alliés ne le comprennent pas et, entre Occidentaux et Orientaux, c'est une course qui s'engage pour restaurer l'unité de l'Allemagne. Ces pages nourries de suc et d'une force démonstrative à laquelle le lecteur sera sensible sont suivies d'un intéressant exposé de Georg Moenius sur l'opposition entre le germanisme et la tradition romaine.

LE COMTE FERDINAND DE BERTIER (1782-1864) *ET L'ENIGME DE LA CONGREGATION*, par G. de Bertier de Sauvigny. 1 vol. in-8°. Les Presses Continentales.

Ferdinand de Bertier, né en 1782, fils de Bertier, intendant de Paris, et petit-fils de Foullon, conseiller d'Etat, qui tous les deux furent massacrés en juillet 1789, n'est sans doute pas un personnage historique de premier plan, mais, par son activité politique, il fut mêlé à toute l'histoire de son temps depuis la fin du Directoire jusqu'aux premières années de la monarchie de Juillet. Adolescent encore, il commence son apprentissage de conspirateur royaliste sous le Consulat et le poursuit sous l'Empire ; il appartient à l'ordre des Chevaliers de la Foi, société secrète dont peu d'historiens ont parlé et que l'on a parfois confondu avec la « Congrégation ». « Rarement société, écrit M. G. de Bertier de Sauvigny, aura mieux mérité son nom. Les seuls auteurs qui aient jusqu'ici apporté quelques précisions les ont puisées intégralement dans les Souvenirs inédits de Ferdinand de Bertier. » Poursuivant son but, à la fois religieux et politique, cette société compte parmi ses membres des représentants des grandes familles royalistes : Jules de Polignac, Alexis de Noailles, Eugène et Mathieu de Montmorency, les princes de Poix et de la Trémoïlle, etc. En dépit de leur activité, il ne semble pas que les Chevaliers de la Foi aient joué un grand rôle dans les événements de 1814 qui déterminèrent ou suivirent la chute de l'Empire, sauf dans le sud-ouest de la France où Ferdinand de Bertier fut envoyé en mission. Sous la seconde Restauration, il est préfet du Calvados, puis de l'Isère ; il se signale par son ardeur royaliste et compte parmi les « ultras », ce qui lui vaut la défaveur auprès de Decazes et du duc de Richelieu et l'amène à donner, en 1816, sa démission. Mais en 1822 il est nommé conseiller d'Etat, élu député de la Seine en 1824. Le ministère Polignac fait de lui un directeur général des Eaux et Forêts et un ministre d'Etat. Après la chute de la branche aînée des Bourbons, Ferdinand de Bertier, redevenu conspirateur royaliste, est mêlé aux complots de 1831 et 1832, notamment à celui de la rue des Prouvaires. A propos des détails de la carrière de F. de Bertier, l'auteur, qui a utilisé les archives de sa famille, a fort habilement retracé les événements politiques de l'époque. Il s'est particulièrement étendu sur le rôle des sociétés secrètes royalistes sous l'Empire et la Restauration et a apporté du nouveau, de la précision et de la clarté sur cette question. Ainsi élargie, son étude, qui est d'un véritable historien, a pris un haut intérêt.

Imprimé en France — Imprimerie E. Pigelet, 189-191, bd Voltaire, Paris (XIe)
Dépôt légal n° 345 - 2e trimestre 1949 - Editeur n° 1

Le Rédacteur en chef gérant :
L.-J. Arrigon

L'Administrateur-adjoint
Georges Finaud